

550 من الامارات

**Rapture des discussions  
sur la sidérurgie  
entre  
Washington et la C.E.E.**  
LIBRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ;  
Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,  
26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; Grèce, 40 dr. ;  
Irlande, 100 Ir. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 L. ;  
Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ;  
Soudan, 250 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ;  
Suisse, 1,40 F. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. Paris 01 43572  
C.C.P. 1295 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR

### L'OTAN et la crise de la dissuasion

Drôle d'époque et drôle de paix, comme on disait jadis drôle de guerre ; époque paradoxale en tout cas pour qui jugerait déplacé tout autre qualificatif.

Ne voit-on pas le président des Etats-Unis visiter Berlin-Ouest à la suite d'un complot par ceux qui acclamaient ses prédécesseurs et à qui, nul n'en doute, sentie l'armée américaine garantir sécurité et liberté ? Ne voit-on pas la France socialiste devenir quasiment le meilleur élève de la classe atlantique sans ébranler la sérénité de M. Marchais ? M. Mauroy demande au conseil de l'OTAN de se rallier dans l'opinion européenne la croyance dans l'efficacité de la garantie nucléaire des Etats-Unis et souligne que c'est la défense indépendante qui écarte l'opinion française du désarmement nucléaire ? Fidèle à cette logique, le président de la République ne s'est-il pas réservé de doter la France des armements les plus perfectionnés ? Non moins paradoxalement, l'Assemblée des Nations unies débattait hier de la possibilité de désarmement tandis que l'on s'entretenait sur tant de champs de bataille.

Ce dernier paradoxe vient qu'on s'arrête. Le débat sur le désarmement, qui se déroule à la tribune de l'ONU, dans les rassemblements politiques ou au cœur des manifestations de rue, est centré sur l'arme nucléaire. Chacun est bien convaincu qu'une guerre nucléaire conduirait en peu de jours à l'holocauste final de l'espèce humaine. La menace vaut qu'on s'en occupe sérieusement, mais ce n'est qu'une menace.

En revanche, les batailles qui se déroulent du golfe Persique aux Malouines, en passant par le Liban et il y a quelques jours encore au Tchad, les morts, les souffrances et les dévastations qu'elles provoquent sont le fait d'armements que l'on appelle joliment « classiques ». Depuis les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki en 1945, plus de cent trente conflits, sans parler de ceux qui, sont en cours, ont été réglés par les spécialistes, et le nombre des victimes est estimé à une dizaine de millions de morts, sans parler de ceux, infiniment plus nombreux, qui ont été victimes de la misère consécutive aux combats ou même engendrée par le surarmement.

La grande peur du nucléaire est justifiée, mais c'est un épouvantail trop facile à brandir. La course aux armements classiques, les déséquilibres qui en résultent présentent des dangers plus immédiats, et l'on comprend que le conseil de l'OTAN, qui s'est réuni au sommet jeudi 10 juin à Bonn, tout en donnant son aval à la politique américaine (armements plus négociation nucléaire en Europe) se préoccupe aussi de pallier le déséquilibre « classique » entre l'Alliance atlantique et les pays du pacte de Varsovie.

Il reste que toute sécurité, objectif du désarmement comme de l'armement, ne peut reposer que sur un minimum de confiance : confiance entre alliés, confiance aussi et surtout dans la parole de l'adversaire potentiel, ou dans sa force et sa détermination à s'en servir.

En dénonçant la crise de la dissuasion à laquelle les alliés occidentaux doivent remédier d'urgence, M. Mauroy n'a pas dit autre chose.

(Lire nos informations page 9.)

## Cessez-le-feu au Liban

Jérusalem et Damas ont conclu un accord  
par le truchement du médiateur américain

Radio-Damas a annoncé en fin de matinée ce vendredi 11 juin que la Syrie acceptait d'observer un cessez-le-feu qu'Israël avait proposé. L'arrêt des hostilités devait intervenir à midi, heures de Paris.

On ignore à quelles conditions l'accord a été conclu, mais la presse syrienne rapportait dans ses éditions de vendredi matin que Damas accepterait un cessez-le-feu « à condition qu'il soit fondé sur le retrait israélien total du Liban ». L'arrêt des combats, indiquait-elle, avait été proposé par le médiateur américain, M. Habib, qui fait la navette entre Jérusalem et Damas. Toutefois, dans les dernières heures, l'affrontement entre Israël et la Syrie n'a rien perdu de son intensité, et la porte-parole de Jérusalem a annoncé que, au cours de la matinée, dix-huit Mig syriens ont été abattus, tous les appareils israéliens rentrant à leur base.

De même, la pression israélienne sur Bey-

rout s'était accrue dans la matinée de vendredi. Les quatriers périphériques de l'aéroport international ont été soumis à un intense pilonnage aérien. Le général Givish a déclaré que l'occupation de la capitale libanaise « poserait des problèmes militaires et politiques très complexes » et qu'elle n'était pas « indispensible à la destruction des infrastructures palestiniennes ».

Il ne semble pas que les forces de Jérusalem aient refusé à « n'importe » entièrement le Sud-Liban où, selon des correspondants israéliens, la résistance palestinienne serait encore « très vive » dans certains secteurs. Des combats au corps à corps se poursuivent à Nabatieh. Jeudi, des guérilleros de l'O.L.P. ont tiré sur des convois israéliens. Le général Adam et le colonel Sela, deux des officiers les plus brillants de Tsaïdi, ont été tués jeudi au cours de l'une de ces attaques. Selon des sources palestiniennes, des unités israéliennes auraient tenté à plusieurs reprises, mais en vain, au cours de la nuit du jeudi à vendredi de débarquer sur une plage à 4 kilomètres de Beyrouth.

● A PARIS. M. Mitterrand a reçu à l'Elysée ce vendredi matin le prince Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères.

● A NEW-YORK. MM. Cheysson et Gromyko avaient, la veille, échangé leurs vues sur la crise, au cours d'un dîner. La ministre soviétique des affaires étrangères aurait fait preuve d'une certaine prudence pour ne pas se compromettre, pense-t-on, l'ouverture à la fin du mois des négociations américano-soviétiques sur les armements stratégiques.

● ENFIN, TEHRAN a rejeté l'offre de Bagdad de mettre un terme à la guerre du Golfe pour que les deux pays engagent leurs forces contre Israël.

### Dans Beyrouth, ville otage...

De notre correspondant

Beyrouth. — Prise en otage, la ville achemine, après l'annonce de la fin d'un cessez-le-feu par Israël, elle se prend à espérer la fin de son épreuve. Pourtant, des bombardements très durs se sont poursuivis ce vendredi matin et rien encore ne donne l'impression que la pression d'Israël se relâche. Les Beyrouthins avaient réagi sans panique à l'aggravation de leur situation. Ceux qui en avaient la possibilité, surtout lorsqu'ils avaient charge d'enfants, sont passés en secteur chrétien, se réfugiant à l'Est, mais ils ne constituaient qu'une infime minorité. L'ennemi, passage intermédiaire, restait accessible, celui du musée, était lui d'être pris

d'assaut : les automobilistes s'y engouffraient à un rythme normal. Les autres, c'est-à-dire la quasi-totalité des six cent mille à sept cent mille habitants du secteur palestinien, progressiste se sont appliqués à s'organiser.

La guerre, il est vrai, ils la connaissent déjà sous presque toutes ses formes dans les deux secteurs, l'Est chrétien et l'Ouest. Ce dernier est un magma indifférenciable, dit palestinien-progressive, mais qui est aussi musulman tout en comptant beaucoup de chrétiens, où les Syriens sont présents sans en être maîtres.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

### Le déferlement d'une armée sûre de vaincre

De notre envoyée spéciale

Hasbaya (Sud-Liban). — L'impressionnant déferlement des forces israéliennes dans le « doigt » de la Golan ne laisse pas augurer — avec ou sans arrêt des combats menés contre la Syrie — la fin proche de l'invasion du Liban. De toutes les routes qui convergent vers le nord du pays en direction du Golan ou vers la plaine de la Bekaa montent, nuit et jour, des colonnes de blindés, de camions, de porte-chars et des autobus civils requisitionnés pour le transport des troupes.

En pleine nuit, à plus de 50 kilomètres de la frontière, de gigantesques embouteillages de véhicules

militaires bloquant par instants toute circulation. La nuit n'interrompt pas davantage la balade des hélicoptères, qui font la navette entre la front et les dépôts de munitions de l'arrière.

Partout en Israël, les convois sont fêtés par la population, et dans la traversée des kibboutzim, sur la route du Golan, de très jeunes filles en mini-jupes multicolores lancent en souriant aux soldats des melons ou des bouteilles de jus de fruits. Sur la frontière qui sépare Hasbaya, au sud-est du Liban, de Metoula, village israélien frontalier, l'armée est omniprésente. Au pied de chaque colline, dissimulée sous les oliviers qui bordent la route, ou tapés dans les replis de terrains, des chars, des canons antiaériens, des autocanons, sont alignés. Les soldats font cuire des brochettes sur un foyer dressé entre deux pierres. Souriants, ils fument à l'avance une cigarette qui ne fait aucun doute dans leur esprit.

Sur la route étroite et sinueuse qui serpente au flanc de coteaux, le déferlement d'un obus de mortier semble faire trembler la montagne.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 3.)

## LE CONFLIT DES MALOUINES

### Mme Thatcher fait état de « pertes considérables »

Le pape devait arriver, ce vendredi 11 juin, en début d'après-midi à Buenos-Aires. Le conflit des Malouines, cependant, semble freiné par les conditions atmosphériques, autant que par les revers des forces britanniques. Elles ont subi mardi des pertes considérables, a déclaré Mme Thatcher à Bonn, au cours de la conférence de l'OTAN.

A Buenos-Aires, les spéculations vont bon train sur les destinées politiques du général

Basilio Lami Dozo, chef de l'aviation, qui est l'arme la plus engagée dans la guerre, et membre de la junte militaire de gouvernement. Dans une interview au « Monde », cet officier, qui se présente comme un homme raisonnable, modéré, patriote, soucieux de dialogue tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Argentine, estime « absurde » l'attitude du gouvernement français qui « se range du côté du colonialisme » britannique.

### « Il est absurde qu'un gouvernement socialiste se range du côté du colonialisme »

nous déclare le commandant de l'aviation argentine

« Le peuple argentin a démontré son patriotisme, mais aussi son désir de paix. Croyez-vous qu'il soit disposé à payer n'importe quel prix pour conserver les Malouines ? »

— Ce que l'Argentine doit gagner avant tout, c'est la bataille politique, à un coût raisonnable. Si le coût était trop élevé, le pays serait ramené à la victoire à la Pyrrhus. Il est vrai que le peuple

argentin aime la paix, mais comme résultat. Je crois que la reconquête des Malouines, en consolidant notre identité, nous aide à résoudre la contradiction entre l'amour de la patrie et l'amour de la paix que nous avons hérité des immigrants qui ont peuplé le pays au début du siècle.

Propos recueillis par JACQUES DESPRÉS.

(Lire la suite page 6.)

## AU JOUR LE JOUR

### PÉAGE

Une quatrième chaîne de télévision à péage : excellente idée, mais quel contenu lui donner ? Il la faudrait radicalement différente.

Les nouvelles, par exemple. On n'y montrerait que des images rassurantes de pays en paix (cela doit se trouver), on y annoncerait chaque mois le nombre de ceux qui ont trouvé un emploi, on présenterait des « médicales » sur les gens en bonne santé, des dossiers sur l'art du bouquet, des débats sur la joie de vivre... Mais qui paierait pour regarder cela ?

BRUNO FRAPPAT.

## POINT

### Le franc sous pression

Après un répit de quelques jours au lendemain du sommet de Versailles, la franc est de nouveau attaquée sur les marchés des changes, à nervosité des milieux financiers internationaux s'ajoutant à la veille du week-end. La cause immédiate de cette attaque est le repli instantané du dollar, très ferme ces jours derniers, sur l'annonce soudaine, jeudi 10 juin, en fin d'après-midi, de l'adoption par la Chambre des représentants des Etats-Unis d'un compromis sur le déficit budgétaire américain. Le vote, acquis grâce à l'alliance des républicains et des démocrates conservateurs, et considéré comme un succès pour le président Reagan, a immédiatement fait baisser le dollar dans la mesure où les pressions à la hausse sur les taux d'intérêt américains pour ralentir l'an trouver atténuées dans les prochains mois.

Le repli du dollar a très logiquement entraîné un raffermissement du mark, que le franc n'a pu suivre dans sa remontée. Le résultat a été un net effaiblissement de notre monnaie par rapport aux monnaies fortes du système monétaire européen, notamment le mark, dont la cote à Paris est remontée au niveau de son plateau, 262 F. La Banque de France a dû intervenir et a été énergiquement pour le ramener un peu en dessous, à 26100 F.

Cette nouvelle attaque, émanant des opérateurs étrangers peu rassurés par les propos de M. Mitterrand sur l'avenir du franc, pose à nouveau le problème de l'hémorragie qui videra progressivement les réserves de devises de la Banque de France. Elle conduit un certain nombre d'observateurs à penser que ces pertes de devises se poursuivront inutilement, compte tenu du déficit croissant de la balance commerciale de la France vis-à-vis de l'Allemagne. Tout réajustement, néanmoins, ne peut s'effectuer qu'en liaison avec les partenaires de la C.E.E., notamment la Belgique et l'Italie.

## Page 7

### Bir-Hakeim la bataille qui réveilla les Français par Pierre Messmer

## LE PARI DE MICHEL ALBERT

### Le nouveau plein-emploi

Dieu n'est pas avec nous. Ou plutôt la Bible. Sept ans après les Vaches maigres, qu'il écrivit en compagnie de Jean Farnet, Michel Albert n'annonce pas sept ans de « vaches grasses », mais nous dit carrément que la plus difficile est « devant nous », dans son nouveau livre Le Pari français. On a douté un peu, mais cela fait tout de même un choc, venant de qui a eu, à la tête du commissariat général du Plan, l'air tourmenté des « modèles » qui lui ont donné jusqu'ici raison.

Hautement, la deuxième conviction de notre auteur c'est que le poids des millions de chômeurs qui

risquent de faire couler nos sociétés peut être considérablement réduit et même assez rapidement.

Les yeux s'écarquillent. Comment ! On nous avait caché cela ! Vite, la recette ! Michel Albert sait ménager ses effets. Bien sûr, on peut, comme un mauvais lecteur de roman policier, se précipiter tout de suite vers la fin. Ce serait dommage, car, soyons sérieux, ce n'est pas évidemment un remède mystérieux que l'on veut nous faire découvrir mais une somme de propositions, une fois bien connues les causes du mal.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 39.)

## Une semaine avec le Languedoc-Roussillon

Depuis le début de la semaine « Le Monde » publie, dans toutes ses éditions, les enquêtes et les reportages de ses correspondants et de ses envoyés spéciaux sur les cinq départements du Languedoc-Roussillon.

Aujourd'hui : les chances de l'industrie dans cette région durablement frappée par le chômage ; un reportage de Jean-Pierre Chabrol ; la présentation du département du Gard.

Lire pages 21 à 24



Le Monde

# idées

## Les Juifs debout

par PAUL GINIEWSKI (\*)

### LIBAN

L'invasion du Liban provoque des réactions dont la vivacité est à la mesure de l'événement. Seuls, jusqu'à présent, qui nous ont adressé des articles, Paul Giniewski approuve, sans réserve, la décision de M. Begin : les juifs ont tiré la leçon de l'holocauste, ils sont debout. Alexandre Minkowski réagit à l'opposé : la violence est contraire au message juif de la Diaspora. Pour la première fois, il a honte pour les juifs. Maxime Rodinson ne peut accepter une logique qui prend allègrement son parti du « désastre pour les autres ». Tahar Ben Jelloun croit cependant qu'Israël ira jusqu'au bout sans susciter autre chose que « de petites phrases réprobatrices ».

D'INNOMBRABLES articles ont relaté et commenté la bataille du Liban. Aucun n'a abordé sa dimension principale : faute de comprendre ce qui anime les juifs israéliens, on ne peut s'expliquer le conflit israélo-arabe.

Les juifs israéliens ne sont plus les juifs qui subissent. Ce sont des juifs debout.

Ce sont les juifs qui ont tiré la leçon de l'holocauste. Cette explication simpliste est la seule qui rende compte de tous les aspects du problème. Les explications les plus sophistiquées ne sont incapables si elles n'en tiennent pas compte avant tout.

Les terroristes de l'O.L.P. torturent les athlètes d'Israël à Munich, égorgent des enfants juifs sous les yeux de leur mère, abattent des diplomates israéliens à Londres et à Paris : les israéliens tuent ceux qui les assassinent.

La charte de l'O.L.P. promet la liquidation d'Israël : les israéliens envoient leurs chars liquider l'O.L.P.

Les juifs israéliens sont les juifs qui ne se laissent plus faire. Les communistes, les Arabes et même certaines chancelleries du monde libre auront beau s'indigner : s'ils espèrent modifier les juifs israéliens, ils se trompent. Pour revenir au confortable ron-ron du temps du pogrom, il faudra tuer les israéliens jusqu'au dernier. Bien sûr, ils sont gênés pour les marchands de Mirage et de Mig, les fournisseurs et les vœux des émir du pétrole, qui voudraient un univers accordé au nouvel ordre pétro-dollardier. N'en déplaise aux nouveaux satrapes, les juifs israéliens ne marcheront pas.

Un Français l'a compris. Jacques Faizant, qui représente dans une caricature un minuscule David, face à un Goliath immense, Goliath est « le monde ». Il dit au petit juif : « Deviens ! Tu ne peux pas te laisser détruire tranquillement au lieu de nous embêter ? »

Il est vrai que les juifs embêtent le monde entier.

M. Maury annonce que la France ne saurait tolérer le terrorisme et s'emploiera à le déraciner. Les juifs ont la naïveté de le prendre au sérieux et de ne plus se laisser terroriser.

La Grande-Bretagne envoie son armée à 10.000 kilomètres de chez elle pour restaurer ses droits bafoués ? Les juifs prétendent que leurs droits sont menacés quand on les assassine chez eux.

Les juifs ont perdu le respect des traditions les plus solides. Ils ont oublié qu'ils sont, eux, dans leur rôle quand on les assassine. Les autres ne doivent pas se faire assassiner. Des enfants juifs jetés vivants dans des brasiers ? On ne fuit pas par terre le monde pour si peu de chose. Mais incinérer Beyrouth sous prétexte que les fedayin s'y sont retranchés ? Oh ironie nous si le monde permettait que les juifs fassent ce qu'on leur a toujours fait !

Un monde où les juifs sortiraient de leur rôle, où les juifs rendraient coup pour coup, serait un monde invivable pour presque tout le monde. Ce serait un monde qui punirait les assassins, où les intérêts sordides seraient étiquetés pour ce qu'ils sont : un autre monde. Trop d'intérêts sont liés au monde de l'impunité du crime, du profit-roi, de l'hypocrisie générale, pour tolérer que les juifs se mettent à le chambouler.

En réalité, c'est cela aussi - c'est cela peut-être avant tout - qui se joue au Liban. C'est en cela aussi que le Liban nous interpelle et nous concerne. Un « ordre juif » au Sud-Liban, qui succéderait à l'ordre terroriste, préfigurerait un monde où les valeurs qui valent la peine de vivre : justice, paix, équité et fraternité, commenceraient à être restaurées.

(\*) Ecrivain et journaliste.

## Le désastre pour les autres

par MAXIME RODINSON (\*)

Une fois de plus les dirigeants d'Israël se servent du nom et des malheurs passés de tous les juifs pour couvrir une opération brutale qui, malgré son nom de code mystifiant, ne peut apporter la paix ni à la Galilée, ni à Israël, ni à personne. Une fois de plus, l'immense majorité des médias collaborent au camouflage. Une fois de plus les virtuoses de l'intelligence manipulent, au service d'une mauvaise cause, la métaphysique, la psychanalyse, la poésie, la mystique, la supériorité du monothéisme ou les souffrances de millions de martyrs - très réels n'en déplaise aux faussaires. Ils utilisent comme à l'accoutumée le génie des non-nationalistes juifs que furent Spinoza, Marx, Freud ou Einstein. D'autres abritent leur refus de condamner ce qu'ils auraient condamné partout ailleurs sous des arguties futilles. J'en oublie et j'en passe.

Alors que des milliers d'Arabes meurent sous les bombes israéliennes, M. l'ambassadeur Meir Roseneau justifiait l'opération en proclamant que le sang d'un juif valait bien le sang d'un Arabe. Pour le moment les Arabes seraient heureux qu'on en reste à cette simple équation. Le lendemain, convoqué par le même Ivan Lévi, le grand sioniste Elie Wiesel ne trouvait à déplorer que les quelques morts juifs. A quel point il n'était pas un homme politique.

Rappelons que le même ambassadeur, un quart d'heure après avoir appris le meurtre de son collègue, y dénonçait la main de l'O.L.P. alors qu'on avait vu s'enfuir une femme inconnue, sur laquelle le seul détail disponible était qu'elle parlait français. Ses chefs justifiaient leur agression contre le Liban par l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres - acte de l'O.L.P. assurait-il. Mme Thatcher vient de révéler (International Herald Tribune du 8 juin - p. 2) que la liste trouvée chez les tueurs prévoyait - comme victime - le chef du bureau de l'O.L.P. à Londres. On a fait peu d'écho à cette intéressante précision.

Les intellectuels favorisés des médias mêlent ainsi le grotesque à l'odieux. Quant aux gouvernements qui murissent des moyens de pression efficaces sur Israël, ils se contentent de « réprimer » ou de « condamner » du bout des lèvres. On a vu la valeur et la durée de ces désapprobations à propos de l'annexion du Golan - acte violent de façon flagrante les conventions de Genève - ou du meurtre d'enfants palestiniens au cours des opérations policières contre les manifestations de protestation (rien de la douceur sophistiquée pratiquée avec les opposants juifs de Yamit !).

A force d'exaspération devant les insanités déversées par les arabophiles ou islamophiles inconditionnels (appliquant à l'autre bord strictement la même logique paranoïaque que les sionistes), on en viendrait presque à oublier deux faits élémentaires. Menahem Begin se charge de nous les rappeler au-delà des rideaux de fumée idéologiques dont les couvrent ses amis.

1. La logique du sionisme est fondée sur le remplacement forcé d'une population par une autre. Au vingtième siècle, cela ne pouvait que susciter la protestation de la population évacuée et son recours à l'action armée. D'où la guerre permanente dont nous a hérité Israël (le Monde du 9 juin). Comment douter que, si la frontière d'Israël est repoussée pratiquement de quarante kilomètres plus au nord, ses adversaires ne s'établissent au kilomètre 45 pour poursuivre leur lutte ? A quel fera-t-on croire que la destruction d'un Q.G. ne sera pas suivie de l'installation d'un autre Q.G. ?

2. Cette même logique ne peut conduire à l'intérieur qu'à la diffusion programmée de la morale spartiate du guerrier perpétuel et à une politique qu'on ne peut qualifier que de raciste.

Ce n'est pas là une injure, mais un terme descriptif auquel on ne peut

échapper logiquement. Comment une égalité totale des chances et des possibilités pourrait-elle permettre le maintien du caractère juif d'un Etat, qu'on veut être un Etat juif, alors qu'il englobe une population soumise, humiliée, mais indispensable pour les besognes, et peut-être ? Il vaudrait mieux répondre rationnellement à cette simple question que se draper dans l'attitude de la vertu outragée et masquer une fois de plus l'accusation bien commode d'antisémitisme.

Par ignorance (souvent voilée) des conditions du Proche-Orient, par souvenirs des épreuves du passé, par « esprit de corps » primaire, des millions de juifs (dans tous les sens multiples attribués à ce mot) se sont laissés entraîner à approuver tous les actes du centre de décision sioniste. Ils ont oublié que ce centre a fait ses premiers pas contre l'opinion de la majorité d'entre eux et malgré les avertissements lucides de beaucoup. La pratique n'a fait que confirmer, hélas ! l'analyse théorique. Il faut espérer que les juifs installés là-bas pourront éviter un jour les conséquences dramatiques de cette erreur historique capitale. Mais le désastre pour les autres (en l'occurrence les Arabes) a maintenant atteint des dimensions insupportables.

Il est grand temps de sortir des thérapies compliquées et du usage des mystifications. Il est grand temps que les juifs renouent à enfoncer les juifs dans l'enfer au nom de leurs propres fantasmes religieux, raciaux ou autres. Et, pour les juifs de toutes catégories, l'honneur de chacun devrait consister à empêcher à tout prix qu'on se serve de son nom et de sa participation à un malheur collectif pour bémol en leur sein ce que l'on condamne chez les autres. C'est ainsi qu'on comprend leur rattachement au nom juif tous les vrais grands juifs du passé, depuis les prophètes. Tout le reste est racisme hypocrite, mauvaise littérature, mauvaise philosophie, mauvaise foi, mauvais cœur.

(\*) Directeur d'étude à l'Ecole pratique des hautes études.

## La honte et la démence

par A. MINKOWSKI \*

AINSI, parce que d'une manière certes irresponsable, les Palestiniens bombardent quelques villages de Galilée et commettent des attentats, les israéliens se permettent, après la répression sanglante en Cisjordanie et l'annexion du Golan, de faire une guerre « triomphale » au Liban, tuant sans sourcilier des milliers de civils, libanais et palestiniens, et forçant à l'exode une population qui n'en peut plus. Je pense que nombreux sont les massacres des camps de concentration qui n'auraient pas voulu cela, qui doivent se retourner dans leur tombe. Imagine-t-on les Français, après les assassinats de nos diplomates à Beyrouth, et l'attentat de la rue Marbeuf, bombardant Damas et débarquant des parachutistes en Syrie, la Syrie qui d'ailleurs porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle

pour avoir occupé le Liban ? Liban où les Palestiniens, hébergés et accueillis librement, ont parfois dépassé les lois de l'hospitalité.

Beaucoup de pays arabes ont aussi leur part de responsabilité dans ce qui apparaît maintenant comme une liquidation des Palestiniens par l'armée israélienne. Mais que dire surtout des Occidentaux, des Américains d'abord, des Européens ensuite, de l'Eglise qui ne bronche pas, et pour finir, des juifs qui restent pratiquement sans réaction devant ce massacre ? Car qu'on ne s'y trompe pas, s'il est vrai qu'il y a une armée palestinienne, il y a aussi les centaines de milliers de réfugiés entassés dans les camps, ces camps auxquels j'ai rendu visite comme pédiatre il y a quelque temps. Il y aura donc, il y a eu boucherie.

La communauté juive est inconditionnellement sioniste, même quand le sionisme est représenté par le diable, Menahem Begin et son acolyte Ariel Sharon. Bien sûr il y aura succès militaire et triomphalisme. Mais à long terme Israël s'est suicidé et entraîne dans ce sillage la communauté juive du monde entier. Le message juif de la Diaspora semble avoir quelque peu pris fin avec la disparition totale des juifs polonais. Ce message, qui était celui de tendre la main, de propager les idées dans tous les domaines, d'enrichir la communauté internationale, ce message prend fin avec le massacre du Liban. Oui, pour la première fois de mon existence, et je ne suis pas le seul, j'ai honte pour les juifs.

\* Professeur de médecine et de nématologie à l'université René-Descartes.

## Non, je ne suis pas indigné !

par TAHAR BEN JELLOUN

Non, je ne suis pas indigné ! Et à quoi cela servirait-il ? Tout était prévu, et nous la savons. L'envie de se taire. Pas envie d'écrire pour dire les blessures et le gémissement. Les mots portent mal la douleur. Les « sept » de Versailles ont pesé chaque mot avant de composer une petite phrase de réprobation, bien triste et lâche, pour avoir bonne conscience et terminer les festivités sur fond d'un ciel traversé de lumières esthétiques, juste au moment où le ciel du Liban était fendu par l'éclair métallique de la mort.

Non, mon indignation, ravivée, annulée, se supporte mal dans les mots. Je refuse cette logique des choses et constate ceci : l'existence d'Israël se paie par la mort

de milliers d'Arabes, libanais et palestiniens. Cet Etat a besoin, pour nourrir sa paranoïa, d'annexer, d'envahir des territoires et de perpétrer des massacres.

Depuis 1948, il ne cesse d'exploiter la mauvaise conscience et la culpabilité de l'Occident, ainsi que les divisions et bavardages des Etats arabes pour non seulement refuser aux Palestiniens l'existence en les exterminant, mais aussi pour s'ériger, à l'image de l'Afrique du Sud, en Etat puissant se situant au-dessus du droit, et de la loi, sourd et indifférent à ce que peuvent dire ou penser les instances internationales.

Cela, il se le permet car il considère qu'il n'a de comptes à rendre à personne, pas même à l'histoire. En ce sens, la responsabilité de l'Occident est entière.

Non, je ne suis pas indigné ! Je suis en colère. Je le sais, chacun le sait. Israël ira jusqu'au bout dans l'exécution de ses plans : en finir avec les Palestiniens, partout où ils se trouvent. Il ira jusqu'au bout, jusqu'à faire du Liban, puis du Proche-Orient tout entier un immense cimetière. Et tout cela sera enrobé de petites phrases réprobatoires. Quant à la France, elle est dans une espèce de coma : sans voix, absente, figée par l'hypnotisme israélien.

## Réplique à... Jacques Ellul

Mme R. Giannina nous a adressé la lettre suivante :

Je suis une universitaire palestinienne, enseignante à l'université de Bir Zeit (université palestinienne située sur la rive ouest du Jourdain dans les territoires occupés par Israël). Je me trouve à Paris pour quelques semaines dans le cadre d'échanges inter-universitaires entre mon université et celle de Paris-VII.

J'ai lu l'article de M. Ellul, « L'annexion » (Le Monde du 4 mai), et je voudrais répondre en quelques mots.

Si nous sommes d'accord sur le fait que la culture constitue à la fois « l'ensemble des expressions intellectuelles d'une civilisation » et « l'ensemble des formes acquises de comportement dans les sociétés humaines » (cf dictionnaire Robert), alors ce qui peut être dit est simple.

M. Ellul, en ignorant que la culture palestinienne a rempli de telles exigences depuis des générations, et qu'elle a été reconnue par le monde entier, y compris par les Israéliens, montre dans le meilleur des cas une évidente ignorance des faits historiques. Au pire, il défend un point de vue politique qui ne tient aucun compte de la réalité, qui méprise l'existence d'un peuple qui depuis des générations a souffert et souffre encore du poids de l'oppression et de la domination pour les intérêts des autres. Ce qui conduit à des pertes de vie, à la dépossession, à

la dispersion, et finalement au problème politique et humain : le problème palestinien.

Les Palestiniens partent mais particulièrement ceux qui vivent dans les territoires occupés par Israël et dans les frontières. D'avant 1967 avaient à faire face avant même l'invasion du Liban aux plus sévères mesures de la part du gouvernement militaire israélien, mesures destinées non seulement à étouffer les voix qui résistent à l'occupation militaire mais, peut-être ce qui est plus important, à détruire la culture nationale palestinienne.

Quelques exemples de ces mesures : fermeture d'une galerie d'art palestinien à Ramallah, en 1980, fermeture de l'université de Bir Zeit en novembre 1980 quand les étudiants ont tenté de célébrer une semaine de la culture palestinienne (au même moment se tenait à Tel-Aviv le colloque international des enseignants contre le racisme, l'antisémitisme et la violation des droits de l'homme), interdiction de nombreux ouvrages de poésie, de littérature, de géographie, d'histoire, fermeture à répétition des universités (celle de Bir Zeit a été fermée pendant quatre mois au cours du premier semestre 81-82).

Mon propos n'est pas d'énumérer des exemples car la liste serait longue. Il est de dire que de telles mesures représentent la partie émergée de l'iceberg, à savoir une politique

systématique de la part du gouvernement militaire israélien, dirigée vers la destruction de chaque aspect d'une culture indissoluble à l'existence de la société palestinienne.

Dans les deux cas, il aurait été plus sage que M. Ellul entreprenne une plus profonde investigation du problème palestinien, incluant peut-être une visite dans les territoires occupés par Israël avant d'émettre de telles affirmations et d'énoncer des idées préconçues qui apparaissent dans cet article.

Si M. Ellul est véritablement intéressé par la réalité plutôt que par la justification, pour des raisons sentimentales, politiques ou autres, de l'oppression d'un peuple, je prendrai le temps de lui montrer ce qu'est la culture palestinienne s'il vient dans les territoires occupés.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, André Laurens.

Impression : du « Monde » S. r. l. des Imprimeries PARISIENNES

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 51.437. ISSN : 0395-2057.

**Le Monde**  
DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

### LA LEÇON D'ESPOIR DU GRAND RABBIN SIRAT

Chef spirituel d'une communauté de sept cent mille personnes, le grand rabbin de France René-Samuel Sirat veut redonner « foi et espérance » aux juifs de France.

Interview de Victor Malka

### L'EMPIRE D'ELF-AQUITAINE

De la Norvège au Gabon, un empire avec ses barons, ses gouverneurs et son monarque. Sous le contrôle - malaisé - de l'Etat.

Enquête de Daniel Schneider

**Le Monde**

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75432 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 788 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

533 F 942 F 1 391 F 1 828 F

ÉTRANGER

(par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou deux avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'impression.

ص:ا من الام



150 من الاصل

Le Monde

# étranger

## L'invasion du Liban par les forces israéliennes

Tout en affirmant qu'il ne souhaite pas occuper Beyrouth, le haut commandement israélien n'exclut pas une telle éventualité, ce vendredi matin. Un porte-parole militaire déclarait : « Nous n'avons pas l'intention de pénétrer à Beyrouth, mais notre principal objectif est de contrôler l'axe stratégique Beyrouth-Damas. Nous allons nous efforcer d'y parvenir sans entrer dans la capitale, à moins que le déroulement des combats ne nous y oblige. Cependant, selon la presse israélienne, des commandos pourraient entreprendre des raids ponctuels contre des positions occupées par l'O.L.P. au cœur de la capitale. »

Les Israéliens ne paraissent pas redouter de pressions américaines. En effet, on affirme, tant à Jérusalem qu'à Washington, que M. Reagan n'a pas « sommé » M. Begin d'arrêter les hostilités et ne lui avait pas demandé de retirer ses troupes du Liban. Le principal conseiller du chef de la Maison Blanche, M. Meese, a précisé que le ton du message de M. Reagan n'était

pas « menaçant ». « Je dirais que le président a été très ferme et très persuasif. Le dialogue se poursuit, puisque M. Reagan a adressé un second message à M. Begin, en réponse aux explications que ce dernier lui avait fournies dans la journée de jeudi. Face de la « souplesse » que l'on attendait du premier ministre israélien, M. Alexander Haig, le secrétaire d'Etat américain, a renoncé « en extrême » à se rendre à Jérusalem. »

Deux facteurs avaient incité M. Reagan à faire des recommandations « amicales » à M. Begin : un certain raidissement soviétique qui se serait manifesté au cours d'échanges entre Moscou et Washington, et des démarches pressantes entreprises par l'Arabie Saoudite. Le prince Saoud Al Fayed, le chef de la diplomatie de Ryad, a rencontré, jeudi à Bonn, MM. Reagan, Schmidt et Genscher, pour leur demander d'intervenir en vue de l'arrêt des hostilités. Le ministre, après une entretenez, jeudi avec M. Meese, a déclaré qu'il se rendrait en fin de matinée, par M. Mitterrand.

La quasi-totalité des Etats arabes et de nombreux pays islamiques ont adressé à la Syrie et à l'O.L.P. des messages de solidarité et, pour certains d'entre eux, des offres d'aide matérielle. En Egypte, où les autorités auraient repris langue avec des représentants de l'O.L.P., les responsables manifestent une irritation croissante à l'égard de Washington. L'un d'eux a déclaré à l'A.F.P. que la position américaine était « nullement convaincante » et, d'autre part, « incompréhensible », puisque « ce sont les Etats-Unis qui vont subir dans toute la région les conséquences de leur incapacité à faire entendre raison à l'Etat juif ». Le président Mubarak a adressé, jeudi, un troisième message à M. Reagan, et son ministre des affaires étrangères est attendu, samedi, à Washington.

La presse arabe, en particulier dans le Golfe, s'est déchaînée contre les Etats-Unis, après que Washington eût opposé son veto à une résolution du Conseil de sécurité condamnant Israël. La plupart des journaux deman-

dent aux gouvernements arabes de décréter des mesures de boycottage. « Algérie Actualité » a demandé, jeudi, aux dirigeants arabes « qui participent par leur silence au génocide des Palestiniens au Liban » autant que les sionistes le font par les armes, l'arrêt de la livraison du pétrole arabe à l'Amérique. »

A Tripoli, le colonel Kadhafi a pris à partie l'Arabie Saoudite et l'Egypte, à laquelle il demande de dénoncer son traité de paix avec Israël. Le président libyen s'étouffe du retard mis à la convocation d'un sommet arabe, et demande que celui-ci se réunisse dans les vingt-quatre heures à Tripoli ou à Tunis. Cependant, la mission entreprise avec cet objectif par le secrétaire de la Ligue arabe, M. Kilbi, n'a pas abouti, en raison, entre autres, de la brouille entre l'Irak et la Syrie.

La réconciliation entre les deux régimes baasistes paraît difficile aussi longtemps que la Syrie maintiendra son soutien à l'Iran, lequel a rejeté la proposition irakienne d'un cessez-le-feu. Téhéran dépêchera une unité combattante à Damas, afin de défendre le Liban.

### Dans Beyrouth, ville otage...

(Suite de la première page.)

Ils ont connu la guerre, des événements suivis d'expéditions sombres, celle des voitures piégées, des bombardements massifs. Ils ont même connu les guerres dans la guerre : conflits ou règlements de compte sanglants entre organisations civiles qui, Beyrouth-Ouest, entretenaient un climat d'anarchie jusqu'à la semaine dernière encore.

Largues vers dix heures du matin, les troupes israéliennes, au chef des troupes syriennes de Beyrouth sont redéployées sur le ton du dialogue entre professionnels de la guerre mais empreint d'une arrogance condescendante. Israël demande à la Syrie de retirer ses troupes, car Beyrouth va être occupée inévitablement. Deux heures plus tard, coup de semonce : plusieurs positions syriennes des quartiers de Ramlet-el-Baida et Jnah sont directement bombardées par l'aviation israélienne pendant trois quarts d'heure. Une épaisse fumée noire enveloppe la ville. Cette fois-ci, ce ne sont plus ses camps palestiniens qui sont visés, mais c'est Beyrouth même qui est la cible de l'aviation israélienne. Puis un lourd silence s'abat sur la ville dont les rues se sont vidées. On entend, cependant, le roulement du canon, car l'artillerie israélienne est déployée à 17 kilomètres au sud de la ville. Les Palestiniens n'y ont pas mis les armes, mais les Israéliens y sont déjà.

phalangiste diffuse à l'intention des Beyrouthins « en face », un mode d'identification des abris avec l'air de dire : « Nous avons connu cela en 1976 et en 1981, sous les bombardements syriens, à votre tour maintenant. »



(Dessin de PLANTU.)

Entre les deux Beyrouth, c'est le même ouvrage que l'an dernier, en sens inverse bien entendu. On compatisait, aujourd'hui à l'Est, aux

malheurs des frères de l'Ouest, d'autant plus qu'il s'agit très souvent de vrais frères ou de vrais amis, mais, assurément, ce sont là deux villes bien distinctes, l'une sous les bombes et sous la menace directe d'un désastre, l'autre seulement inquiète des retombées de ce qui va se passer à côté.

On ne pouvait pas à l'Est, loin de là, on se sent concernés et même inquiets des intentions de ces Israéliens qui ont été de si mauvais alliés dans l'épreuve. Cyniques et calculateurs. Mais on ne peut pas non plus se solidariser du reste des Libanais au-delà de la fourniture du pain et éventuellement de l'accueil des blessés. Mais condamner les Israéliens n'est pas envisagé. D'ailleurs les « gens de l'Ouest » n'avaient pas bougé le petit doigt pour condamner les Syriens lorsqu'ils écrasèrent Achrafieh sous les bombes.

Et, puis, il y a ceux qui n'ont ni abris, ni même un toit, les déracinés des zones déjà bombardées et qui errent, par familles entières, à la recherche d'un appartement vide où se réfugier. L'occupation des appartements est devenue le grand souci de qui en possède à Beyrouth-Ouest, car il risque de s'en trouver privé pour peu qu'il le quitte, même pour une journée. Mais aussi une tristesse dans le regard des occupants en puissance, car les agitateurs, ont le mérite aujourd'hui de monter en ligne contre des forces infiniment supérieures : ils se rendent vers le front, en général le long du littoral, à pied, en moto ou en voiture.

Beyrouth la pestiférée, une fois de plus face à son destin, quel qu'il soit, avec détermination ou plutôt avec la résignation de l'impuissance face à la fatalité.

LUCIEN GEORGE.

### LE GÉNÉRAL ISRA�ËLIEN YEKOUTIEL ADAM EST TUÉ

Tel-Aviv (A.F.P.) — Le général israélien Yekoutiel Adam, cinquante-cinq ans, ainsi que le colonel Hayim Sela, un des officiers les plus brillants des forces israéliennes, ont été tués jeudi 10 juin au Liban.

Selon le porte-parole israélien, vingt-trois soldats israéliens ont été tués, un est port disparu et cent seize ont été blessés dans la seule journée de jeudi, portant ainsi le total des pertes israéliennes après cinq jours de combat, à soixante-huit militaires tués, quatre cent vingt blessés et huit disparus.

Le général Adam, qui était le chef désigné des services secrets, avait été durant plusieurs années le numéro deux de l'état-major et était considéré comme le successeur probable du général Gur. Il avait cependant été désigné à la tête du général Rabinovitch, dont il fut l'adjoint jusqu'en 1980.

M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. à Paris, a demandé, jeudi 10 juin, à la France, de prendre des sanctions à l'encontre d'Israël. Le responsable palestinien, interviewé par l'A.F.P., a déclaré : « Nous jugeons satisfaisantes les déclarations faites par le président Mitterrand et par Chirac, mais il ne faut pas de condamner Israël. Il faut appliquer des sanctions à son encontre. M. Souss a tenu à rappeler que « les Palestiniens n'occupent pas le Liban ». « Nous sommes dans un pays libre. Nous sommes de passage dans un pays libre, fût-ce le temps de récupérer nos droits légitimes et nationaux, et d'établir notre Etat indépendant en terre palestinienne », a-t-il précisé.

### Le déferlement d'une armée sûre de vaincre

(Suite de la première page.)

A 50 mètres en contrebas, une fumée révèle le lieu de l'impact de l'autre côté des collines, où l'armée syrienne, à une vingtaine de kilomètres de sa propre frontière, fait face aux assaillants. Au nord-ouest d'Hasbaya, le pillage de l'artillerie israélienne, au rythme d'un obus toutes les deux ou trois minutes, témoigne de l'intensité de la lutte.

### « Les Syriens étaient prévenus »

« Nous avançons lentement et avec précaution », reconnaît le général Even, porte-parole de l'armée, « car nous avons en face de nous une division syrienne. Les Syriens n'étaient pas notre cible, mais ils en devinrent une après leur engagement. Nous les avions prévenus, ils avaient le choix. »

### LE COMMANDANT HADDAD ÉLARGIT SON « LIBAN LIBRE »

Jérusalem (A.F.P.) — Le « Liban libre » est, désormais, constitué par tous les villages et bourgs conquis par l'armée israélienne, a déclaré, jeudi 10 juin, le major Saad Haddad, commandant en chef des forces chrétiennes libanaises du Sud-Liban.

Le major, cité par la radio israélienne, a fait état de discussions portant sur la constitution de ce « Liban libre » qui n'est que le territoire des représentants des communautés chrétiennes et druzes.

En attendant, les miliciens du commandant Haddad se sont joints à l'armée israélienne dans la « razzia » du Sud-Liban pour découvrir les Palestiniens armés et des caches d'armes et de munitions. « Ces hommes connaissent la région comme leur poche, ils ont de la famille dans chaque village du Sud-Liban, et peuvent donc être informés si des terroristes se cachent dans la région », a expliqué un des porte-parole du commandant.

Pour sa part, la population civile a lui ces combats qui lui sont étrangers. Les rares maisons, le long de la route, sont désertes. Certaines arborent encore le drapeau chiffré blanc d'une neutralité qui apparaît bien précaire face à des drapeaux d'artillerie. « Tous les villages de la région sont déserts, la population a fui », confirme un officier israélien, qui ajoute : « Ici, il n'y a plus que l'armée. » A Tibnit et Amoun, sur la route du château de Beaufort, les habitants, qui ont assisté à des combats sanglants, combattus pour le repos de ce nid d'aigle, paraissent surtout soulagés de n'être plus les victimes innocentes de la guerre entre Palestiniens et Israéliens.

Les combats sur le front de l'Est, où une violente bataille se déroule, opposé, jeudi, à proximité du lac Karoun, Israéliens et Syriens, ne semblaient pas terminés jeudi soir, si l'on en jugeait par l'annonce en ligne d'une nouvelle division blindée avec ses impressionnantes chars Beir Gourion, copie des Centurion américains, que rien n'aurait, pas même les énormes cylindres de pierre placés sur le bas-côté de la route à des passages dangereux pour d'autres véhicules. Casqués, armés, jusqu'aux dents, porteurs de lunettes des sables, les yeux rivés à leurs cartes, les équipages semblaient plus soucieux de leur prochain objectif que des obstacles qui pouvaient se dresser devant eux. Certains des blindés étaient munis de dispositifs antimites ou d'énormes casques pour couper les barbelés. Les lepis de douilles qui jonchaient par endroits la chaussée révélaient l'ampleur des affrontements.

Débordés par la ruse israélienne, des ooches de résistance subsistent à l'arrière du front principal, notamment dans la région de Tyr ou de Nabatieh. Aux alentours de cette ville, des éléments de la population libanaise chrétienne collaborent avec les envahisseurs et n'hésitent pas quelquefois à dénoncer et à escorter au Q.G. israélien des fedsyn reconvertis, trop vite à leur goût, à la vie civile.

Les Israéliens, tout à leur désir de se débarrasser une fois pour toutes des « terroristes », tentent de réduire un par un ces fiefs, tout en reconnaissant que ce genre d'opération est souvent très meurtrier. Sur les pertes de leurs adversaires, ils ne veulent donner aucun chiffre, le gé-

ral Even admettant seulement qu'il y a « quelques centaines de prisonniers palestiniens et un pilote syrien ». Le nombre des morts et des blessés civils est impossible à évaluer. L'hôpital de Marjayoun, qui n'admet pas les militaires, ne donne pas l'impression d'un établissement submergé par la guerre, même si, dans la seule journée de mercredi, il a reçu trente-six blessés de Hasbaya, dont quatre sont morts. Sœur Elodie, qui dirige provisoirement l'hôpital, reconnaît qu'elle reçoit assez peu de blessés. Rallieuse catholique de rite grec, elle vit depuis 1971 à Marjayoun, et nous dit avec une certaine fierté : « J'ai assisté à tous les événements. » Inquiète pour sa famille qui vit à la périphérie de Beyrouth et pour son pays une nouvelle fois meurtri, il est clair qu'elle juge l'invasion venue du sud plus supportable que la présence des fedsyn. « Depuis qu'ils sont partis en 1976, dit-elle, la vie est beaucoup plus tranquille. » Après quatre jours passés dans les abris, durant la bataille pour la conquête de Beaufort, elle ne dissimule pas non plus un certain contentement de voir disparaître la menace des roquettes palestiniennes.

A Marjayoun, fief du commandant Haddad, la population réagit plutôt favorablement aux événements, même si l'affirmation du chef du « Liban libre », agaçant, que « plus de 90 % de la population se réjouit de cette opération », semble pour le moins exagérée.

Conscients de l'échec de l'ONU qui les a dépêchés ici, les « casques bleus » n'ont pu que regarder passer, impuissants, la formidable armée israélienne. A Blat, siège du contingent népalais, quelques soldats, silhouettes dans leur gilet pare-balles et avec leur casque lourd par une chaleur accablante, tiennent sous les portails du couple royal. Que font-ils dans ce gâchis ? Ils l'ignorent, ils obéissent. Pour qui, pour quoi ? Bah ! Plus à l'est, une zone sous contrôle norvégien est carrément occupée par les Israéliens. Le seul soldat en poste de garde observe le passage, indifférent, des convois qui montent au front. Un colonel israélien nous lance : « Nos consignes sont strictes. L'ONU n'est pas notre ennemie et nous prenons toutes les précautions pour que les hommes ne soient pas blessés. » Et le guerrier pose sur ces soldats qui n'en ont pas un regard apitoyé.

FRANÇOISE CHIPAUX.

### LA SITUATION MILITAIRE

- Le bombardement des accès sud de Beyrouth se poursuit
- Le président Assad exhorte les troupes syriennes à « combattre jusqu'au dernier homme »

L'aviation israélienne a repris, ce vendredi 11 juin à l'aube, le pilonnage de l'entrée sud de Beyrouth, après l'échec de deux tentatives de débarquement naval dans la région de Khaldé à 15 kilomètres au sud de la capitale. Les bombardements continuent en fin de matinée. La plage de Khaldé et les collines de Doha qui la surplombent étaient envahies par un épais nuage de fumée, témoignage de la violence du pilonnage israélien. L'artillerie palestinienne-projetile a tiré que les « orgues de Staline » de l'armée de libération palestinienne ripostaient aux tirs des vedettes israéliennes de Khaldé à Ramlet-el-Baida (Beyrouth). La région de l'aéroport, dans la périphérie sud de la capitale, a été également bombardée durant la nuit par air et par mer.

Dans la ville même de Beyrouth, les combattants palestiniens ont pris position, ce vendredi aux points stratégiques en prévision de l'assaut l'ultime israélien de jeudi prochain. Les Syriens, dans des tracts lâchés par des avions de « quitter immédiatement Beyrouth », n'ont pas été suivis d'effet. Au contraire, le président Assad a adressé un message à ses troupes les exhortant à combattre les Israéliens « jusqu'au dernier homme ». « Je vous demande, leur dit-il, de maintenir votre résistance afin de sauver l'ennemi en vous soustrayant à votre destin : « Martyr ou vainqueur ».

Ce vendredi matin, plusieurs avions israéliens ont identifiés les faubourgs de Damas, déclenchant un tir de batteries antiaériennes et de missiles.

Dans la Bekaa, l'aviation israélienne a attaqué jeudi après-midi les nouvelles batteries de missiles

Sacré introduites dans la nuit de mercredi à jeudi par la Syrie, après la destruction de ses rampes de lancement par des bombardements. De nouveaux affrontements aériens ont eu lieu au-dessus du ciel de la Bekaa, et le porte-parole israélien affirmait jeudi soir qu'au moins vingt-cinq avions et trois hélicoptères d'attaque syriens avaient été détruits dans la journée.

Sur le front de la montagne, où les Israéliens occupent une grande partie du Chouf (au sud-est de Beyrouth) les duels d'artillerie entre positions syriennes à Mdeirej (sur la route Beyrouth-Damas) et israéliennes à Barouk se sont poursuivis jeudi. Selon le radio de Beyrouth, les Syriens ont repoussé une attaque lancée en direction de la ville d'Aley. D'autres part, des avions israéliens ont bombardé jeudi matin des véhicules civils transportant des voyageurs venant du Liban au poste frontière agro-libanais de Jounieh, faisant cinquante-sept morts et soixante-quinze blessés.

A Washington, des sources proches des services de renseignements américains ont indiqué jeudi que Syriens et Israéliens avaient massé à leurs frontières respectives avec le Liban, d'importantes forces qui pourraient rapidement être jetées dans la bataille. Deux divisions d'infanterie israéliennes seraient prêtes à intervenir et Damas pourrait déployer également deux divisions au Liban dans les quarante-huit heures. Selon des sources syriennes, les forces déjà sur place comptent environ quarante mille hommes de part et d'autre et Damas dispose d'une division blindée au Liban. — (A.F.P., Reuters).

### LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE JUIN

### LE FIASCO DES MALOUMES

- Nationalismes et liges territoriales (Jean-Claude Barrer).
- Défense de l'intégrité territoriale et libre détermination des populations (Jean J.-A. Salmon).
- Le choix aventureux de M<sup>rs</sup> Thatcher (Stuart Holland).
- Que reste-t-il de la doctrine de Monroe ? (Rodolfo Martarini).

### L'AGRICULTURE DANS LES PAYS DE L'EST

Le numéro 10 F, rue des Juifs, 7537 Paris Cedex 09. Publication mensuelle du « Monde ». (En vente partout)

## D'un souverain l'autre

# Alain Duhamel

## La République de M. Mitterrand

«Alain Duhamel accorde quelques chances aux socialistes de gouverner encore deux ou trois ans... à condition qu'ils soient raisonnables.»

Guy Caisse/Le Matin

«Radiographie du "pouvoir aigre" (socialiste) par rapport au "pouvoir froid" (giscardien), le livre de Duhamel abonde en remarques pénétrantes, les unes paradoxales, les autres provocantes.»

Albert du Roy/Le Nouvel Observateur

GRASSET







## Ile Maurice

## De notre envoyé spécial

Le scrutin pour le renouvellement du Parlement élu en 1976 avait lieu, ce vendredi 11 juin, à Maurice. Depuis vingt-trois ans au pouvoir, les travaillistes risquent de céder la place à la gauche.

Port-Louis. — Le vent du changement souffle sur l'île Maurice. Très vite, dès les premières conversations, l'évidence s'impose : après vingt-trois ans de régime travailliste, cet envahissant pays, où la politique est un sport national, s'apprête à choisir un nouveau chemin. Ce besoin de changer, les Mauriciens paraissent l'éprouver de façon presque viscérale. Aucun argument de dernière minute, aucune crainte ne semble pouvoir les empêcher. ce vendredi 11 juin, d'opter pour l'alternance.

On a beau chercher. Hormis dans les allées du pouvoir, rares sont ceux qui prédisent la reconduction de l'équipe en place. L'homme de la rue, les diplomates et les bookmakers du quartier chinois partagent le même pronostic et donnent gagnante l'alliance de gauche M.C.M.-P.S.M. (Mouvement mauricien-mauricien-parli socialiste mauricien). « C'est un combat d'élection », affirme, sûr de lui, M. Paul Bréanger, secrétaire général du M.C.M., qu'il fonda en 1969. A trente-sept ans, il se prépare à recueillir les fruits d'un combat politique déjà long.

En décembre 1976, le M.M.M., seul ex lice à gauche, manqua de peu la victoire. Arrivé en tête avec trente-quatre sièges sur soixante-dix, il dut s'incliner face à une coalition **antimarxiste** regroupant le parti travailliste de Sir Seewoosagur Ramgoolam - premier ministre et - père de l'indépendance. - et le parti mauricien social-démocrate

**Eté 82** **A** **v**

**PARIS - PA**  
à partir de  
**nouveau monde**

**J. P. L.**

## De notre envoyé spécial

(P.M.S.D.) de M. Gaëtan Duval. Mais cette courte défaite fut salutaire pour la gauche mauricienne qui se mit aussitôt à préparer avec soin la relève.

Depuis, bien des éléments ont joué en sa faveur. Dans les matrices, dont il prit le contrôle en avril 1974, le M.A.M. a fait ses classes. Au contact des diverses réalités municipales, il a modifié son style, adoucissant ses discours et gagnant en crédibilité et respectabilité. Il entreprit, ou reprit, un travail politique de longue haleine, notamment en milieu syndical. L'alliance avec le P.S.M. — formation qui regroupe des dissidents du parti travailliste conduits par M. Harish Boodhoo — permit à la gauche d'élargir son audience chez les Hindous, majoritaires à Maurice (52 % de la population).

Tournant le dos au « communisme » — cet esprit de chapelle qui consiste à favoriser les intérêts de telle ou telle communauté nationale — sans pouvoir toutefois l'ignorer, la gauche est aujourd'hui solidement implantée dans toutes les ethnies mauriciennes. Le M.M.M. fait désormais figure à juste titre de rassemblement multiracial face à un parti travailliste qui, à l'inverse, attisa trop souvent le communalisme

pour masquer ses faiblesses. L'alliance de gauche profite du rajeunissement de la société et du corps électoral. Quarante-huit pour cent des électeurs n'ont pas trente ans. La jeunesse n'est guère séduite par un parti travailliste qui, selon le jugement d'un confrère mauricien, ne sait plus « ni stimuler l'imagination ni susciter l'espoir ».

**air!**

**NAMA**  
**4760 FAR**  
8, rue Mabilion 75006 PARIS  
(1) 329 40 40

La gauche profite aussi de la démission qui règne chez l'adversaire.

En effet, M. Gaëtan Duval, cette fois, fait cavalier seul. Dénonçant avec virulence la sévérité des dirigeants travaillistes — Sir Sewosawagur, né avec le siècle, est le plus vieux chef de gouvernement au monde — ainsi que leur immobilisme, le roi érécote — prévoit, lui aussi, la victoire du M.M.M.-P.S.M. et se pose déjà en chef de la future opposition. Les travaillistes n'ont pu nouer alliance qu'avec deux groupuscules, le parti mauricien et le Rassemblement pour le Progrès et la Liberté.

## L'œil fixé sur Paris

Aure élement favorable à la gauche : l'avènement du socialisme en France. L'œil fixé sur Paris, tout le monde chuchote : *Pourquoi pas nous ?* L'alliance M.M.M. — *mauriciens mauriciens* — Son programme prévoit notamment la transformation du pays en une république — *à l'indienne* — avec un président sans pouvoir, un conseil d'Etat composé toujours de l'autorité très formelle de Sa Très Gracieuse Majesté), la nationalisation de deux des vingt et une propriétés sacrées et une prise en participation majeure dans les entreprises publiques mauriciennes. Tout au long de sa campagne, la gauche s'est employée à rassurer l'électorat, à quitte à gommer certains chapitres de son programme, telle la suspension des activités des vétérans du Compagnie Air Mauritius vers l'Afrique du Sud.

Si la gauche emporte le scrutin, le président du M.M.M., M. Anerood Jugnauth, intégrera et respectera, comme premier ministre, MM. Boodhoo et Bérenger seront respectivement vice-premier ministre et ministre des finances. Une lourde tâche les attend : réduire le chômage, qui touche quelque soixante mille Mauriciens, soit 18 % de la population active. Dans les couloirs de l'hôtel du gouvernement... qui conduisent au bureau de Sir Seewoosagur, des centaines de fonctionnaires attendent, à leur carte d'identité à la main. Ils attendent des services du premier ministre un hypothétique emploi temporaire. En ce moment, les plus chanceux, pour 10 roupies (18 francs), passent la journée à couper de l'herbe...

**J.-P. LANGELLIER.**

## Mozambique

**De notre correspondant  
en Afrique orientale**

Nairobi. — Le gouvernement de Maputo prend de plus en plus au sérieux la question soulevée par la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.). Récemment, certaines unités de la R.N.M. ont tenté de franchir des frontières du pays, annulant le déclenchement d'une contre-attaque de grande envergure dans la province de Manica, l'une des plus affectées par la rébellion par les forces armées du Mozambique, soutenues par l'aviation portugaise, le long de l'axe routier Beira-Mutare (l'ancienne Umtali) avec pour objectif la destruction de la capitale, l'ancienne Beira, et de la frontière du Zimbabwe. Dans un souci apparent de minimiser les combats, on dément, de source gouvernementale, avoir lancé une offensive contre camp des forces R.N.M. dans la province de Manica, affirmant la volonté d'en finir avec les insurgés.

Le régime, de toute évidence, manifeste une inquiétude croissante. On assiste depuis plusieurs mois en effet à une escalade de la rébellion. Pour montrer leur force et leur détermination, les rebelles occupent les zones rurales avant de s'avancer en brousse. On crédite maintenant la R.N.M. de 5 000 à 10 000 hommes. Selon la presse maoïstique, ceux-ci prennent pour cibles favorites les *« Mapes comunistes »*. Ainsi, dans une zone de 400 km<sup>2</sup> à 150 kilomètres au nord-ouest de Beira, les assaillants ont détruit récemment trois coopératives, une ferme d'Etat ainsi qu'une scierie, et brûlé une trentaine d'écoles primaires et de dispensaires. Nombre de villages ont été envahis et le quartier général du district. Les récoltes sont sérieusement menacées.

La guérilla détruit des ponts, attaque des trains, sabote des lignes électriques. Début juin, une quarantaine d'ouvriers suédois et leurs familles ont abandonné leurs chantiers après plusieurs attaques contre des objectifs voisins (le *Monde* du 1<sup>er</sup> juin). Surtout actif à l'origine dans les provinces de Manica et de Sofala, la R.N.M. se manifeste maintenant plus au sud dans celles de Gaza et d'Inhambane.

Un ressortissant britannique, M. John Burlison, libéré par l'R.N.M. après cinq mois de captivité, a fourni un témoignage de première main sur la rébellion. Ses informations contredisent partiellement l'image de la guérilla telle qu'elle est présentée par les autorités et la presse mozambicaines.

De notre correspondant  
en Afrique orientale

Celles-ci décrivent le R.N.M. comme un ramassis de « bandits » et de « mercenaires » : sans foi ni loi, harcelés en permanence par l'armée et semant la peur et l'anarchie dans les campagnes. Selon M. Burlinson, les rebelles sont disciplinés, bien nourris — trois repas par jour — et correctement soignés. Ils disposent d'armes lourdes, notamment de mortiers et de bazookas, d'un matériel radio efficace et circulent de jour librement dans de vastes régions.

D'après ce témoin, les commandos de brousse de la guérilla sont bien organisés. La plus importante unité qu'il ait accompagnée au cours de sa longue marche regroupait 300 combattants. Il n'a pu trouver sur le terrain aucune preuve du soutien logistique sud-africain, hormis des tentes de campagne confectionnées avec de vieux morceaux de parachutes à l'origine indéterminée. En revanche, il a confirmé la thèse officielle mozambicaine selon laquelle la R.N.M. recrutée de force les villageois.

Face à la montée du péril, le gouvernement a placé fin décembre au poste de « *ministre résident* » de la province de Sofala, un homme à poigne, le général Armando Guebuza. En mars, le président Machel a nommé neuf « commandants militaires » provinciaux. Tous sont des vétérans de l'armée mozambicaine. Ils ont pour mission de renforcer la capacité d'autodéfense des milices chargées de protéger les villages et les récoltes. Le gouvernement veut également, par une campagne de sensibilisation, mettre à profit la principale faiblesse de la R.N.D., le manque de soutien populaire. Celle-ci semble avoir d'ailleurs renoncé à établir de véritables « zones libérées ».

## Mission soviétique et aide portugaise

M. Machel cherche aussi des soutiens à l'extérieur. Il resserre les liens militaires avec ses amis traditionnels, est-étropeens, U.R.S.S., R.D.A. et Hongrie. Une délégation soviétique vient de séjourner au Mozambique. Elle est conduite par le général Alexis Epichev, chef du département politique des armées. Pour leur part, deux des principaux

dirigeants mozambicains se sont rendus à Moscou : M. Marcellino dos Santos, bras droit de M. Machel, et le lieutenant général Sebastiao Mabohe, chef d'état-major. Ils ont notamment rencontré le maréchal Ustinov, ministre soviétique de la défense.

M. Machel recherche également l'aide de ses voisins. Les patrouilles mozambicaines et zimbabwéennes mènent déjà des opérations communes le long de la frontière mais M. Mugabe a toujours démenti l'intervention de son armée en territoire mozambicain. L'insécurité étroite-nue par la R.N.M. le long de la route, de la voie ferrée et de l'oléoduc Beira-Mutare porte directement préjudice au Zimbabwe. L'oléoduc n'est toujours pas en service.

Depuis février, la Tanzanie et le Mozambique ont renforcé leur coopération militaire. L'entreprise de déstabilisation conduite par la R.N.M. avec les encouragements de Pretoria semble beaucoup préoccuper le président Nyerere. Quelque 200 instructeurs tanzaniens servent déjà au Mozambique, notamment à l'académie militaire de Namula. Plus intéressant encore est le

renforcement des liens militaires avec le Portugal. La visite au Mozambique, en novembre dernier, du président Eanes avait scellé de façon spectaculaire la réconciliation entre les deux pays. Le 22 novembre, un accord de coopération signé à cette occasion, le Portugal fournit au Mozambique des armes légères et des uniformes et il met à sa disposition l'histoire de l'histoire - des spécialistes de la contre-insurrection, les familles, les vétérans portugais du Mozambique. Fin avril, les deux pays ont conclu un « protocole de coopération militaire » qui dépassait les espérances portugaises. Il semble maintenant que le Portugal pourrait livrer des hélicoptères au Mozambique pour la lutte contre le régime de Frelimo. Le Portugal est en état du système de communication utilisé pendant la guerre coloniale.

Cette collaboration nouvelle prend toute son importance du fait que le Portugal appartient à l'OTAN. M. Machel marquerait ainsi sa volonté de diversifier ses alliances militaires et de limiter les risques de durcissement du conflit selon un axe Est-Ouest pour ne pas jouer le jeu de l'Afrique du Sud qui s'affirme par ailleurs, la meilleure alliée de l'OTAN.

**J. P. L.**

**Été 82**

# A voir !

**PARIS - PANAMA**

à partir de **4 760 FAR**

**nouveau monde**

8, rue Mabillon 75006 PARIS  
(1) 329 40 40

Bordeaux 60 60 55 - Aix 27 63 85 - Bruxelles 64 91 84 - Lille 31 50 89  
Marseille 54 33 28

**PARIS-CÔTE D'AZUR.  
SOMMEIL JUSQU'AU SOLEIL.**

TRAIN BLEU	
Paris.....	D 21 h 46
St-Raphaël.....	A 6 h 52
Cannes.....	A 7 h 16
Antibes.....	A 7 h 35
Nice.....	A 7 h 55
Monaco.....	A 8 h 17
Menton.....	A 8 h 30

ESTÉREL	
Paris.....	D 22h17
Toulon.....	A 6h59
St-Raphaël.....	A 8h03
Cannes.....	A 8h29
Antibes.....	A 8h46
Nice.....	A 9h10

Le Train Bleu et l'Estérel: voitures-lits, couchettes climatisées. Directs sans arrêt entre Paris et Toulon (Estérel), entre Paris et St-Raphaël (Train Bleu). Bonne nuit!

**SNCF**





## AFRIQUE

### Tchad

De retour à N'Djamena

#### M. HISSÈNE HABRÉ CRITIQUE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE POUR LEUR « POLITIQUE NÉO-COLONIALE »

Bien qu'il juge « positive » la déclaration faite mercredi 9 juin à Paris par M. Mitterrand sur l'aide que la France serait prête à apporter au Tchad, M. Hissène Habré, chef des Forces armées du Nord (FAN), de retour à N'Djamena, a sévèrement critiqué la France et l'Algérie pour leur « politique néo-coloniale au Tchad et leur tentative de manipulation » des forces de l'O.U.A. Il a indiqué qu'il ne relâcherait pas ses efforts pour que les Tchadiens puissent retrouver leur unité, estimant que le rôle de l'O.U.A. n'est pas terminé, il a dit qu'il souhaitait que le Sénégal revienne sur sa décision de renvoyer ses troupes du pays.

« Il ne serait pas réaliste de dire que la guerre est terminée au Tchad, bien qu'un grand pas ait été franchi dans la voie vers la paix et le rétablissement de l'ordre », a ajouté M. Habré, qui a conclu : « Il reste encore à droite et à gauche des éléments armés qui sifflent les compagnies, oppriment et pillent les paysans. Notre retour à N'Djamena n'a pas suffi à régler tous les problèmes. »

M. Habré a encore affirmé que le « moment viendra où un gouvernement sera formé », sans apporter d'autres précisions. Il a souligné que l'autorité suprême au Tchad était pour l'instant assurée par le Conseil du commandement en chef des Forces armées du Nord (CC.FAN) dont il est le président.

À Paris, M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération, répondant jeudi 10 juin à l'Assemblée nationale, à une question de M. Guy Vadeloup, député socialiste de l'Oise, a déclaré : « Certes, la situation actuelle du Tchad est navrante. Toutefois, il faut noter qu'il n'y a pas eu d'occupation étrangère et que N'Djamena n'a pas trop souffert des événements récents. L'unité, l'intégrité, la souveraineté du Tchad ne sont contestées par personne. Il n'y a pas d'intervention extérieure manifeste. La France a les moyens d'aider le Tchad à régler ses affaires, mais elle se refuse à le régler à sa place : cela lui a coûté cher dans le passé ! »

## A TRAVERS LE MONDE

### Colombie

UN CONSEIL DE GUERRE A CONdamnÉ à trente ans de prison par contumace les deux principaux chefs du mouvement de guérilla M-19. M. Jaime Bateman et Ivan Ospina. Le même tribunal a, le lundi 7 juin, prononcé des peines allant jusqu'à dix ans de détention à l'encontre des sept autres militants du même mouvement. — (A.F.P.)

### Espagne

UNE DEUX CENT SOIXANTE-DIXIÈME VICTIME DU « SYNDROME COXSAQUE », cet empoisonnement dû à l'ingestion d'huile frelatée qui a affecté près de vingt mille personnes en Espagne depuis un an, a été enregistrée le mercredi 9 juin. Il s'agit de Mlle Julie Carrasco, seize ans, décédée à l'hôpital de Soria, à 200 kilomètres au nord-est de Madrid. Ce décès a été enregistré avec le rejet, par le Parlement espagnol, d'une motion du parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.) condamnant, à propos de cette affaire, la politique du ministre de la Santé, M. Manuel Nuez. Le P.S.O.E. s'est abstenu, ne souhaitant

rien faire « qui puisse mettre en difficulté le gouvernement avant la fin de l'actuelle législature ». — (A.F.P.)

### États-Unis

LA PROTECTION DE L'IDENTITÉ DES AGENTS SECRETS. — Le Sénat américain a approuvé jeudi 10 juin la loi qui assimile à un crime la révélation de l'identité des agents des services de renseignements. Par 81 voix contre 4, la Haute Assemblée a voté un texte qui prévoit des peines de prison allant jusqu'à trois ans et des amendes pouvant atteindre 5 000 dollars pour tous ceux qui divulguent le nom d'agents secrets américains. Ces peines vont jusqu'à dix ans de prison et 25 000 dollars d'amende quand les coupables sont des fonctionnaires. — (A.F.P.)

### Namibie

DES REPRESENTANTS DU « GROUPE DE CONTACT » OCCIDENTAL sur la Namibie ont rencontré, jeudi 10 juin à Lusaka, une délégation de l'Organisation des peuples du sud-ouest africain (S.W.A.P.O.) conduite par son président, M. Nujoma. M. Lyndon, sous-secrétaire d'État américain pour les affaires africaines, a affirmé que les pays du « Groupe de contact » (États-Unis, France, Canada, Grande-Bretagne et R.F.A.) pensaient « être en mesure, dans un futur proche, de faire avancer les consultations avec toutes les parties concernées par le problème de la Namibie ». « Nous sommes convaincus que nous détenons actuellement une occasion exceptionnelle d'atténuer notre objectif », a ajouté M. Lyndon. — (A.F.P.)

### Zaire

LE PRÉSIDENT MOBUTU du Zaire est arrivé vendredi 11 juin à Pékin pour une visite officielle de trois jours — la quatrième qu'il fait en Chine. Il devait être reçu le même jour par le premier ministre, M. Zhao Ziyang. — (A.F.P.)

## LA GUERRE DES MALOUINES

### Un entretien avec le commandant de l'aviation argentine

(Suite de la première page.)

— Lorsque la junta a pris la décision de reconquérir les Malouines, avait-elle prévu la guerre avec la Grande-Bretagne ? — Avant-elle prévu que ses relations avec les États-Unis et la Communauté européenne se détérioreraient sensiblement ?

— En décidant de récupérer pacifiquement notre archipel austral, nous avons répondu de façon responsable et sereine à la provocation que représentait l'envoi par la Grande-Bretagne d'un navire Endurance pour déloger un groupe d'ouvriers argentins. Si nous n'avions pas réagi, cela aurait signifié que nous renoncions à nos droits. Évidemment, l'attitude démontre de la Grande-Bretagne et de la Communauté européenne et la réaction tant à fait insolite des États-Unis apparaissent alors comme des événements très lointains, encore qu'elles ne pouvaient pas être totalement écartées.

— Comment expliquez-vous que la plupart des pays occidentaux se soient dressés contre l'Argentine ?

— Il n'est pas vrai que la majorité des pays occidentaux soient hostiles à l'Argentine. L'Occident, c'est aussi, et surtout, l'Amérique, où le mouvement de solidarité a gone égaré pendant chaque jour davantage le caractère d'une alliance réunissant pratiquement tous les pays du continent. L'Occident, c'est aussi l'Espagne et l'Italie. Soyons précis. Ceux qui ont adopté une attitude hostile sont sept ou huit gouvernements — je dis sept gouvernements et non dix-huit gouvernements — et non tous ceux de la Communauté européenne, qui ont agi en fonction d'intérêts purement économiques.

— Que pensez-vous de l'attitude du gouvernement français ?

— En tant qu'Argentin et Occidental, j'apprécie la France. J'aime son histoire, j'aime sa culture. La France comme l'Italie et l'Espagne sont les grandes patries latines des patries latines de notre Amérique sont fières. Que la France soit d'un côté et le reste du monde latin de l'autre représente l'un des plus douloureux paradoxes dans cette affaire des Malouines. C'est pourquoi, au-delà des déclarations publiques, j'aimerais faire entendre que la position française n'est peut-être pas aussi éloignée de la nôtre qu'il y paraît : en tant que tel, la France n'a jamais dit qu'elle appuierait la revendication [de souveraineté] de la Grande-Bretagne sur les Malouines, autre fait significatif est que quelle se soit abstenue au cours du dernier vote du Conseil de sécurité.

— Les forces armées ont combattu les idées de libération des peuples, défendus naguère par la guérilla en Argentine au nom des valeurs occidentales et chrétiennes. Aujourd'hui, elles sont en guerre contre la Grande-Bretagne au nom de l'anti-impérialisme. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

— En ce qui nous concerne, il

n'y a aucune contradiction. Nous avons vaincu la subversion pour sauver les valeurs essentielles de l'Occident. Là où, en revanche, la contradiction est totale, c'est entre les exigences fondamentales du mode de vie occidental et chrétien et les prétentions de la Grande-Bretagne et de ses alliés de restaurer un système colonialiste.

— On ne cesse de répéter que l'Argentine est autoritaire, différente de ce qu'elle était avant le 2 avril. Qu'est-ce que cela signifie ?

— Je ne dirai pas que l'Argentine est différente. L'Argentine est la même, mais elle a mûri. Elle est devenue en très peu de temps adulte.

— La guerre des Malouines ne risque-t-elle pas de favoriser la naissance d'un régime militaire nationaliste ?

— Je comprends qu'on se pose cette question, surtout si l'on tient compte de notre histoire récente. Mais le suis convaincu que, après le conflit des Malouines et qu'il nous a révélés nous ne répéterons pas les erreurs du passé. On en a fini pour toujours en Argentine avec les situations cycliques où les gouvernements valaient pour du peuple et où le peuple avait peur des gouvernements. Ce que nous voulons, c'est une démocratie stable et pluraliste, fonctionnant selon les règles établies par notre Constitution nationale.

— Le général d'aviation Luis Daza pourrait-il être l'homme qui conduise le pays à la démocratie ?

— Ce que je veux vous dire, c'est que la fin de cette lutte, qui est celle de tous les Argentins, nous devons comme responsables du processus de réorganisation nationale, et avec la participation de tous ceux qui exercent des responsabilités au sein de la société, faire tout notre possible pour aboutir à cette Argentine que nous avons tant de fois désirée.

— Il faudra faire vite ?

— Sans aucun doute. Le facteur temps nous décide. Si nous voulons profiter du climat d'union nationale créé par la récupération des Malouines, nous devons agir avec célérité et dynamisme.

Propos recueillis par JACQUES DESPRÉS.

## ASIE

### Chine

#### L'UN DES AUTEURS DE « CHINOIS, SI VOUS SAVIEZ » EST CONDAMNÉ A QUATORZE ANS DE PRISON.

Pékin (A.F.P.). — Des condamnations à de lourdes peines de prison viennent d'être prononcées à Canton contre deux dissidents de premier plan, M. Wang Xihou et Ho Qiu. Le premier, qui fut l'un des pionniers du mouvement démocratique et le co-auteur d'un pamphlet sur la légitimité et la démocratie en régime socialiste diffusé en 1976 sous le pseudonyme collectif de Li Xihou (2), a été condamné à quatorze ans de prison. L'autrice, M. Wang Xihou lui avait valu d'être plusieurs fois condamné, mais il avait été officiellement réhabilité le 3 février 1978. Il avait de nouveau été arrêté et détenu l'année 1981, à la même époque que M. Ho Qiu, également l'un des principaux animateurs du mouvement démocratique en Chine méridionale et qui se voit infliger pour sa part une peine de dix ans de prison.

(1) Le texte de Li Xihou a été traduit en français sous le titre de « Chinois, si vous saviez » (Ch. Bourgeois, 1976).

### La censure officielle sur les pertes provoque de vives protestations à Londres

L'affrontement autour de Port-Stanley continue à se limiter à des activités de patrouilles et à des duels d'artillerie, selon les informations de l'état-major argentin, les Britanniques restent muets, pour leur part. Buenos Aires fait, notamment, état d'un repli local des éléments avancés britanniques implantés entre les monts Kent et Fitzroy. Les pluies diluviennes et les chutes de neige entravent tout important mouvement de troupes.

Le paquebot « Queen-Elizabeth-II » est rentré en Grande-Bretagne avec sept cents survivants des navires coulés au large des Malouines.

À Washington, on annonce officiellement que le Pérou aurait livré cinq Mirage à l'Argentine, le 6 juin.

À Londres, une vive polémique a éclaté entre les organes d'information et les services officiels, accusés de pressions, de censure et de « désinformation ». Notre correspondant fait état du malaise suscité par le refus gouvernemental de dire clairement quelles pertes ont subies les Britanniques ces derniers jours.

De notre correspondant

Londres. — Le refus du ministère de la défense de publier un bilan des pertes subies lors de la dernière attaque de l'aviation argentine contre la flotte britannique, le mardi 8 juin, a suscité une vive émotion dans l'opinion et chez les parlementaires. M. Nott, ministre de la défense, a réitéré ce refus, jeudi, devant les Communes, et les députés paraissent avoir accepté ses explications.

L'argument majeur est qu'il ne faut pas donner à l'adversaire des indications pouvant lui être utiles et mettre ainsi en danger la vie d'autres soldats. Le chiffre des victimes est-il donc connu des autorités ? Quelques heures auparavant, le porte-parole du ministère avait affirmé le contraire, ajoutant que les communications avec le corps expéditionnaire étaient malaisées, que les survivants avaient été transportés dans des lieux divers et qu'il était difficile d'en dresser la liste. Interrogée à Bonn, où elle assistait au sommet de l'OTAN, Mme Thatcher n'en a pas moins déclaré que le nombre des victimes « pouvait être considérable ». Des estimations que rien ne confirme font état d'une quarantaine à une centaine de morts.

M. Nott s'est même refusé à préciser à quelle unité appartenait les troupes qui débarquent quand la chasse argentine a commencé ses bombardements. Il pourrait s'agir de gardes-pêche de la 5<sup>e</sup> brigade. Le ministre a simplement indiqué que le navire australien Sir-Triton avait terminé le débarquement et qu'il n'était pas que légèrement touché. Le Sir-Galahad, un corvée, avait encore des hommes à bord (quelques trois cents, croit-on avoir). M. Nott n'a pas confirmé que ce bâtiment avait coulé, comme un envoyé spécial de la presse britannique l'a rapporté.

Depuis le début du conflit, la politique d'information des autorités a été changeante. Outre la presse, des familles de soldats s'en sont plaintes. Certaines ont été évacuées par les journaux que l'un des leurs était tombé aux Malouines ; d'autres ont reçu des responsables des nouvelles qui se sont révélées fausses.

En faisant état de pertes, sans donner de précisions, les autorités accroissent l'inquiétude, mais il leur est en même temps impossible de cacher totalement les événements. Dans le cas de l'attaque de mardi, les silences calculés font, semble-t-il, partie d'une préparation psychologique de l'opinion. On pourrait

attendre d'avoir une bonne nouvelle à annoncer pour compenser les effets d'un revers inattendu.

Les conséquences militaires ne sont pas plus claires que les Argentins affirment que leur attaque a retardé l'assaut contre Port-Stanley, port-à-dire de deux semaines. M. Nott a indirectement démenti cette assertion en déclarant devant les Communes que les Britanniques étaient prêts à avancer vers une nouvelle victoire « très brève ». Le matériel perdu a été remplacé par des stocks déjà à terre, tous les équipements ayant été transportés en double. Une seule chose est sûre : plus le bilan des victimes s'allonge, plus il sera politiquement difficile au gouvernement de Londres de négocier avec les Argentins, l'avenir des Malouines.

DANIEL YERNET.

### LE CAPITAIN ASTIZ EST TRANSFÉRÉ AU BRÉSIL

Londres (A.F.P.). — Le capitaine argentin Alfredo Astiz a quitté la Grande-Bretagne dans la soirée du 10 juin à bord d'un jet britannique pour le Brésil. Il venait d'être transféré de la prison de Chichester, où il était détenu depuis une semaine.

Le capitaine Astiz, qui avait été capturé par les Britanniques, a refusé, pendant sa détention, de répondre aux questions concernant les accusations d'avoir fait disparaître une jeune femme sud-américaine et deux religieuses brésiliennes. Ses avocats ont déclaré son non, son refus et son grade, selon les termes de la convention de Genève.

Ne trouvant aucune faille juridique permettant de le juger ou de l'extrader vers la France ou la Suède, qui avaient demandé à l'interroger, le gouvernement britannique a décidé de le rapatrier comme les autres prisonniers argentins.

La décision britannique de rapatrier le capitaine Astiz ne signifie pas pour autant que la question soit réglée, a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay. La procédure judiciaire engagée par la France demeure, semble-t-il, toujours valable.

**VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?**

LOCATION DEPUIS 220 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 270 F/mois (sans apport, ni caution)

Les garanties dans les 10 jours

**26 MARQUES REPRÉSENTÉES**

Garantie jusqu'à dix ans

Ouvert du lundi au samedi : 9 h-19 h

**DAUDE**

75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17<sup>e</sup>

227-88-54/71-63-34-17

### Bahamas

M. LYNDEN PINDLING, premier ministre depuis l'indépendance obtenue de la Grande-Bretagne en 1973, a été élu des sièges au Parlement de Nassau à la suite des élections du jeudi 10 juin. Le parti libéral progressiste de M. Pindling (centre droit) a remporté 32 des 43 sièges. Le Mouvement national libre (droite) de M. Kendal Isaacs a obtenu les 11 sièges restants. — (Reuters.)

**HISTOIRE D'ISRAËL**

1948 - 1982

de Victor Malka

et Jean-Loup Digneux

Éditions Julliard

**LIVRES POLONAIS**

et livres français sur la Pologne

**LIBELLA**

12, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-5

Tél. 324-51-09

## AVENTUREUSE

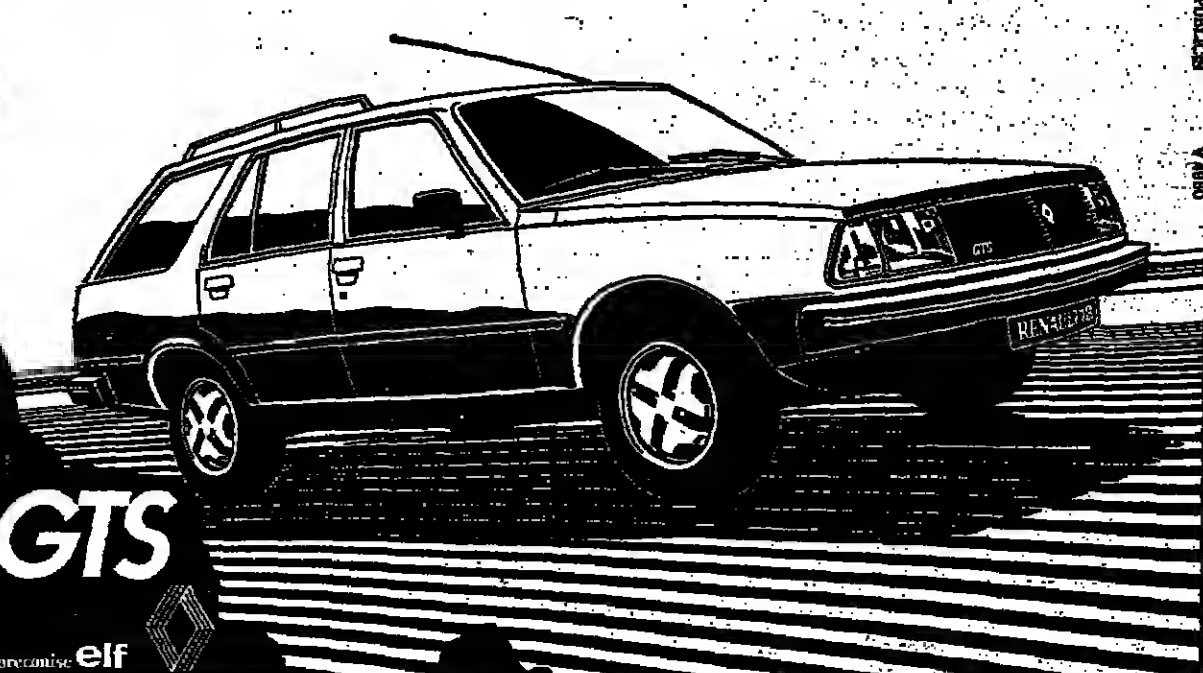
Le break Renault 18 GTS a l'esprit d'aventure, le goût des voyages, des randonnées, des piques-niques et... des grandes familles. Intérieur luxueux et confortable, ambiance feutrée d'une berline, le break Renault 18 GTS laisse aussi une grande place aux bagages. Moteur 1647 cm<sup>3</sup>, développant 96 ch Din (69 kW ISO), boîte 5 vitesses, le break Renault 18 GTS fait aussi la part belle à l'économie.

Modèle présenté : Renault 18 break GTS. Prix clés en main au 1.3.82 : 60 600 F. Millésime 82. Consommations aux 100 km à vitesse stabilisée : 6 L à 90 km/h - 8,1 L à 120 km/h - 10 L en cycle urbain.

## RENAULT 18 BREAK GTS

PROFESSION AUTOMOBILE

RENAULT présente elf



مركز الامم



150 من الأصل

# HISTOIRE

## LE QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DE BIR-HAKEIM

### La bataille qui réveilla les Français

par PIERRE MESSMER

Il y a quarante ans, en juin 1942, les Forces françaises libres — et plus précisément la 1<sup>re</sup> division française formée par le général de Larminat — accomplissent à Bir-Hakeim le fait d'armes qui les fait sortir de l'ombre : « Général Koenig, télégraphique le 6 juin 1942, le général de Gaulle, sachez et dites à vos troupes que la France vous regarde et que vous êtes son orgueil ».

Capitaine dans la Légion étrangère, M. Pierre-Messmer était du nombre de ceux qui ont lancé ce défi insensé à Rommel, commandant en chef de l'Afrika Korps, dont l'incursion en Libye paraissait irrésistible. L'ancien premier ministre rapporte ici ses souvenirs.

Au moment où s'amorçait le tournant de la guerre, ce fut dans le désert de Libye, le choc d'armées puissantes, presque égales par leurs forces, leur expérience et leur détermination. Pourtant, ni la géographie ni l'histoire ne désignaient Bir-Hakeim pour devenir l'endroit d'une bataille acharnée.

Sur ce théâtre d'opérations, les distances sont à la dimension de l'Afrique : 2 200 km d'Alexandrie à Tripoli et de Tripoli à Fort-Lamy, 3 000 km. Une seule route côtière, médiocre ; pour le reste, des pistes chamelières, bientôt effacées et défoncées par les convois de camions. Dans cette immensité, les grandes batailles ont eu lieu, pendant trois ans, sur une bande côtière d'une largeur moyenne de cent kilomètres.

Le terrain est, presque partout, désertique ; les populations, peu nombreuses, sont nomades, sauf dans le djebel Akkar et sur la côte tripolitaine. Les ressources naturelles sont nulles car le pétrole n'a pas encore été découvert.

Le style des opérations est fortement marqué par cet environnement. Pour franchir de tels espaces et y manœuvrer, toutes les unités doivent être mécanisées ou

motorisées ; le matériel est mis à rude épreuve par le sol et par le climat, la chaleur et les vents de sable. Le ravitaillement en armes, munitions, essence et même en vivres doit être importé d'Europe, à travers la Méditerranée pour les Allemands et les Italiens, en contournant l'Afrique par Le Cap, pour les Anglais. La logistique commande la stratégie et parfois la tactique. Les pertes civiles, en vies et en biens, sont rares : la guerre du désert est une « guerre propre », s'il peut en exister.

Depuis 1940, les mouvements motorisés se succèdent d'est en ouest, ou inversement, interrompus par des phases de stabilisation pendant lesquelles sont préparées de nouvelles opérations. En mai 1942, s'achève une phase de stabilisation dont la 1<sup>re</sup> Brigade française libre avait profité pour organiser la position de Bir-Hakeim depuis qu'elle s'y était installée en février.

La position a été organisée en hérisson, couvrant un espace de 16 km<sup>2</sup> environ : c'est la surface de l'île d'Ouessant ou celle de l'asport d'Orly.

Les hommes et leur matériel sont enterrés ; plus ou moins bien selon l'expérience des commandants d'unités et le volume du matériel à protéger ; les emplacements de combat sont en général mieux traités que les garages de camions. Des champs de mines antichars très denses qui enveloppent toute la position et chaque point d'appui sont battus par le feu de trente canons antichars de 75 mm, sept de 47 et dix-huit de 25 mm. Les feux d'infanterie sont puissants, dans le style « armée française », modèle 819, 81 et 82, mais les munitions sont rares, surtout les obus à fragmentation. Les avions attaquent à basse altitude, grâce à douze canons Bofors de 40 mm. Les feux d'artillerie se révéleront efficaces contre l'infanterie mais inefficaces en contrebatterie, à cause de la portée insuffisante du 75, face aux canons allemands supérieurs.

Le général Koenig a su, avec une exceptionnelle clairvoyance, préparer pendant trois mois Bir-

Hakeim exactement pour la bataille qu'il faudra livrer. Il y a été puissamment aidé par les cadres et les hommes de la 1<sup>re</sup> Brigade française libre :

- 5 bataillons d'infanterie : 2 de la 13<sup>e</sup> demi-brigade de Légion étrangère, 1 bataillon d'infanterie de marine, 1 bataillon du Pacifique, 1 bataillon de marche n° 2, venant d'Oubangui, une compagnie nord-africaine
- 1 régiment d'artillerie : 1<sup>er</sup> R.A.
- 1 bataillon de fusiliers marins chargé de la défense anti-aérienne ;
- 1 compagnie de génie ;
- 1 compagnie de transmission, 1 compagnie du train, etc.

Cet étonnant mélange d'ethnies — Hitler dira « un affreux mélange de races » — fera preuve d'une très bonne cohésion : tous les hommes sont volontaires, en majorité professionnels. Les officiers sont jeunes : Koenig a quarante-deux ans, Amilakvari, qui commande la Légion, trente-cinq ; la plupart des commandants de compagnie, moins de trente ans. La garnison de Bir-Hakeim, 3 723 hommes, est formée presque uniquement de combattants, les services étant à l'arrière, en dehors de la position.

Les opérations militaires de mai-juin 1942 peuvent être divisées en quatre phases de durée inégale : la première et la dernière ne durent que quelques heures, chacune des deux autres se prolonge pendant une semaine environ.

Le 27 mai 1942, premier jour de l'offensive lancée par Rommel, les Allemands ont attaqué Bir-Hakeim par une sorte de « schéma classique » : sans appui d'artillerie ni accompagnement d'infanterie. Cette opération téméraire est sévèrement sanctionnée : de 9 heures à 10 heures, 32 chars sont détruits par les mines ou les canons et 91 Italiens, dont un colonel, faits prisonniers. Les Français n'ont eu que deux blessés légers.

L'ennemi constate que Bir-Hakeim est un point dur et les Français libres que leur position est solide. Chacun, pour ce qui le concerne, en tire des enseignements.

Dans la deuxième phase, du 28 mai au 2 juin, la garnison pratique la « guerre de course » : des détachements formés d'une ou deux sections d'infanterie motorisées, de quelques canons antichars, avec des liaisons radio, battent l'estrade sur une vingtaine de kilomètres autour de Bir-Hakeim, dans toutes les directions. Les détachements ont été bien préparés à cette mission par les colonnes mobiles, ou « Jock Colonnes », des mois précédents. Ils renseignent, harcèlent, font des prisonniers, récupèrent du matériel. L'ennemi doit dérouter ou escorter ses convois, ce qui lui cause une gêne certaine et conduit Rommel à la décision d'enlever Bir-Hakeim.

Le 3 juin commence véritablement le siège. Précédé d'une sommation de capituler, dont le texte original est conservé au Service historique des armées, il est commandé par Rommel en personne, qui engage trois divisions, dont sa 90<sup>e</sup> division légère, et le groupe de choc de l'Afrika Korps.

A la suite d'attaques de plus en plus violentes et rapprochées, le blocus devient chaque jour plus étroit.

Les bombardements d'artillerie et d'aviation sont répétés et intensifiés : à durée égale d'une semaine, le tonnage d'explosifs déversés par kilomètre carré sur Bir-Hakeim est comparable à Stalingrad et supérieur aux attaques de Verdun. Ils causent de lourdes pertes en matériel mais légères en personnel, grâce à la bonne organisation du terrain.

Les attaques proprement dites se déroulent selon un schéma classique : déminage, souvent de nuit, devant l'objectif choisi ; après une préparation d'artillerie ou un bombardement aérien, progression de quelques chars pour coiffer l'objectif ; enfin, assaut de l'infanterie. Rommel, après avoir tâté de divers

côtés, concentre ses attaques sur les points d'appui qu'il parvient à entamer le 10 juin, dans l'après-midi.

Au soir, la position est devenue intenable. L'eau, strictement rationnée depuis plusieurs jours, va manquer ; l'artillerie a épuisé ses munitions ; il reste vingt-deux coups aux six canons de 75 encore en état de tirer. Et surtout, Bir-Hakeim est devenue inutile depuis que le général Ritchie, commandant de la VIII<sup>e</sup> armée britannique, a ordonné un repli général. Mais il ne vient à personne l'idée de capituler.

Le général Koenig décide de tenter une sortie de vive force. Ses ordres sont clairs et brefs : plus tard, il dira qu'ils ressemblent à un ordre de défilé :

- Regrouper la garnison ;
- Rompre l'encerclement par une attaque surprise au sud-est de la position vers 23 heures ;
- Sortir en masse par la brèche ouverte ;
- Retrouver, avant l'aube, l'échelon de recueil britannique, en attente à 11 kilomètres, avec des moyens de transport.

L'exécution est marquée par une inévitable confusion. Les Allemands, surpris et bousculés en pleine nuit par une attaque qu'ils n'attendaient pas et ne comprennent pas, n'ont réalisé que le lendemain ce qui était arrivé. Les Français, dont les unités à pied ou motorisées ont été prises sous le feu ennemi, se sont dispersés par nécessité et par tactique. Ils ne réussissent pas à se reformer dans la nuit, illuminée par les fusées éclairantes, les incendies, les balles traçantes et les explosions. Jusqu'à 6 heures du matin, la bataille prend la forme de combats de combats individuels, souvent au corps à corps, sur lesquels ne peut s'exercer aucun commandement.

La sortie a réussi parce que le général Koenig avait donné des ordres simples qui ont été exécutés librement par des hommes aguerris et résolus.

Le bilan de Bir-Hakeim se traduit d'abord, comme pour toute

bataille, par un tableau des pertes en hommes et en matériel. Chez l'ennemi, le nombre des tués et blessés est inconnu. Mais des prisonniers avaient été faits : 9 officiers et 145 soldats allemands. Leurs pertes en matériel étaient sensibles : 52 chars et 11 automitrailleuses détruits, 5 canons, des dizaines de camions, 7 avions allemands abattus par la D.C.A. et plus de 50 par la chasse anglaise, au-dessus de Bir-Hakeim.

Du côté français : des 3 723 hommes constituant la garnison au début de la bataille, un millier (exactement 978) manquèrent à l'appel, le 1<sup>er</sup> juillet. Plus de 300 ont été tués au combat ou dans le torpillage d'un transport de prisonniers, 190 blessés graves ont été évacués vers les hôpitaux britanniques. Près de 500 prisonniers sont dispersés dans des camps en Italie puis en Allemagne. Beaucoup s'évadèrent.

Quant au matériel, sauf les armes légères, presque tout a été détruit, donc perdu.

Au prix de ces lourdes pertes, le bilan stratégique est important. La manœuvre de Rommel a subi, du fait de Bir-Hakeim, un retard irréparable : quand il arriva à El-Alamein, les Anglais l'arrêteront avec des divisions fraîches qu'ils ont eu le temps de faire venir d'autres théâtres.

Le bilan politique est très favorable. Désormais, les Allemands ne peuvent plus ignorer les Forces françaises libres. Les Anglais et tous nos alliés nous prennent en considération. Quant aux Français, beaucoup sont réveillés et encouragés par le bruit de la bataille à laquelle les radios britannique et allemande ont fait écho.

On connaît le magnifique hommage rendu aux combattants par le général de Gaulle, dans ses *Mémoires*. On connaît moins le jugement d'André Malraux sur la bataille : « Nous ne tenons pas Bir-Hakeim pour Austerlitz. Mais Bir-Hakeim, comme le premier combat de Jeanne d'Arc à Orléans, a été la preuve que la France n'était pas morte ».

#### Les pertes provoquent des réactions à Londres

Les réactions à Londres sont vives. Les journaux anglais ont publié de nombreuses analyses de la bataille. On se félicite de la résistance des Français libres. Les pertes subies par les Allemands sont soulignées. Les services de renseignements ont recueilli de nombreuses informations sur les opérations.

#### LE CAPITAINE ASTIZ EST TRANSFÉRÉ AU BRESIL

Le capitaine Astiz, commandant de la 1<sup>re</sup> division française libre, a été transféré au Brésil pour des raisons de santé. Il continuera de servir dans les Forces armées françaises.

#### LIVRES POLONAIS

Les livres polonais sont disponibles chez les libraires spécialisés. Ils traitent de l'histoire, de la culture et de la littérature polonaise.

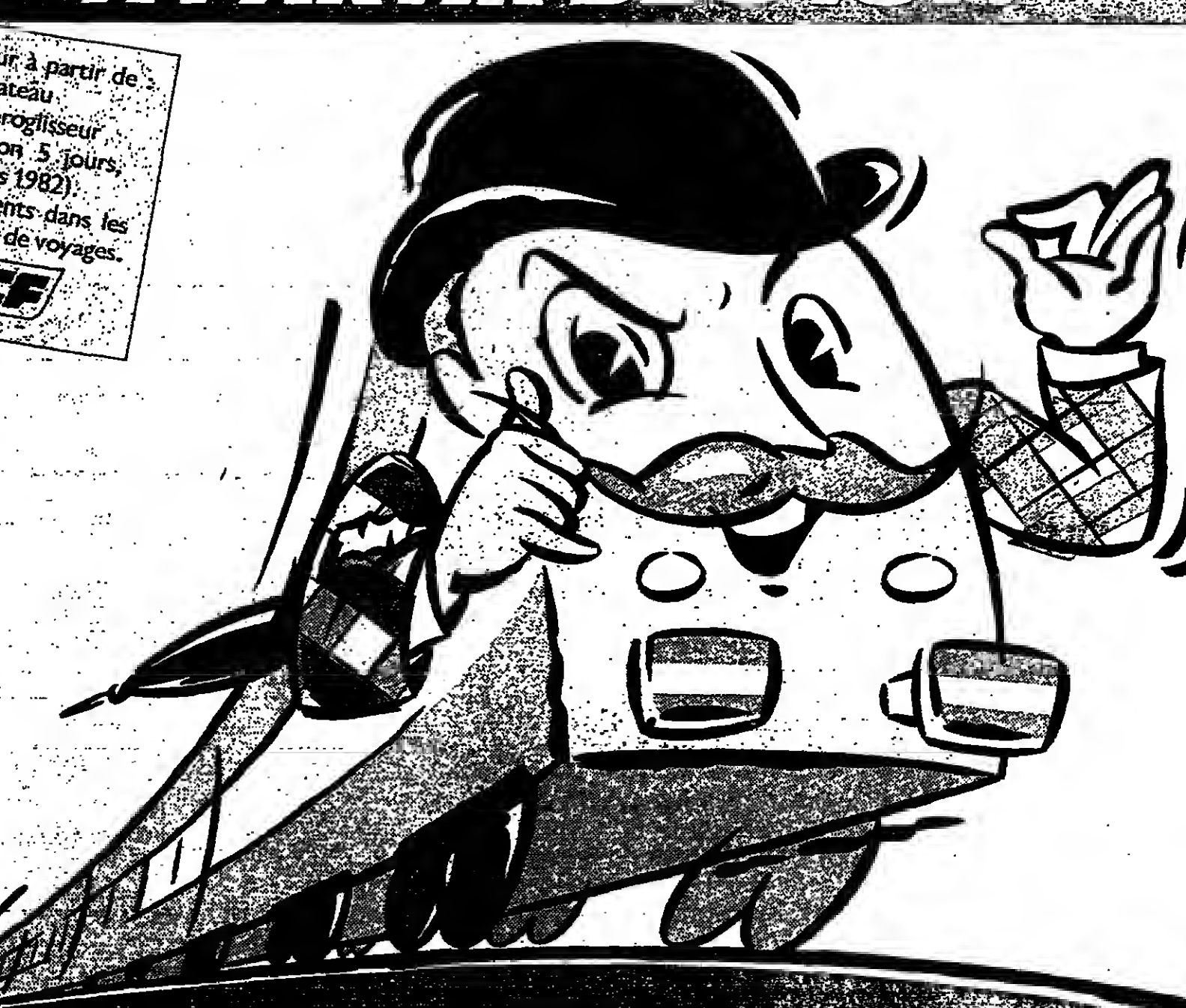
#### LIBELLA

Libella est une revue de mode et de culture. Elle présente des articles sur la mode, la littérature et les arts.

### PARIS-LONDRES. ALLER-RETOUR A PARTIR DE 340 F.

Allez-retour à partir de 340 F. train/bateau  
375 F. train/aéroglossier  
(Tarif excursion 5 jours, prix au 1<sup>er</sup> mars 1982)  
Renseignements dans les gares et agences de voyages.

**SNEF**



#### LIBELLA

Libella est une revue de mode et de culture. Elle présente des articles sur la mode, la littérature et les arts.



# UNE RÉSISTANCE INTELLECTUELLE

Non : l'histoire ne tient pas lieu de morale et la morale ne fait pas office de lucidité.

Plus que jamais, la France est malade d'idéologie, c'est-à-dire d'un dédain des réalités et de la substitution d'une "vérité" (militante) à la recherche de la vérité. Il faut développer une résistance intellectuelle. Refuser l'intolérance, l'invective et les "mensonges nécessaires", d'où qu'ils viennent, les simplifications mutilantes ; maintenir l'exigence de vérité, donc de pluralité et exiger de nous-mêmes que l'esprit ne soit pas le complice - on dirait aujourd'hui le sous-traitant - de la passion idéologique ou des cynismes politiques.

Bien entendu, la résistance intellectuelle est une attitude neuve, non une quelconque analogie. Le totalitarisme, s'il compte de nombreux adeptes organisés et bien des convertis naïfs, n'occupe pas notre pays ! Raison de plus pour résister dès maintenant au manichéisme intellectuel et social qui s'étend, nous mine et pourrait nous conduire, soit précisément au totalitarisme, soit aux abords d'une sorte de guerre civile où seules triomphent la stupidité et la haine.

Rappelons-le : lorsque la politique prétend distinguer le bien et le mal, le fatal et le futile, les justes et les injustes, les hommes de l'avenir et ceux du passé, elle entre dans la "folie" et l'abus, alors que sa fonction est de raison et de mesure. La résistance intellectuelle, c'est d'abord s'opposer à l'excès de la politique.

L'ampleur des menaces du communisme soviétique, encore si mal compris, justifie pleinement le mot de résistance. La participation au gouvernement de représentants de ce même communisme, crée une situation exceptionnelle. Conjointement, l'intention de fondre plus ou moins en un même système l'économie, la vie sociale, culturelle, éducative et même associative, invite à réfléchir et à agir. Dès que la pluralité régresse, la liberté décline.

Le contraire de la résistance, c'est la résignation. Navrante moralement, elle serait aussi injustifiée dans les faits. Ni la société française - on le voit bien -, ni la liberté ne sont mortes. Faisons-les vivre.

Alain RAVENNES  
Fondateur du CIEL.

## 3<sup>e</sup> ASSISES DU CIEL

Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés

11 ET 12 JUIN 1982 - PARIS

La menace totalitaire :

**COMPRENDRE ET RESISTER** avec Jean-François REVEL, Alain BESANÇON, Michel HELLER, Général LAURENT, Général MERY, Yves LAULAN, Jacques GUILLERMAZ, Branko LAZITCH, Pierre EMMANUEL, Lucien ISRAËL, Carlos RANGEL.

L'expérience socialiste-communiste :

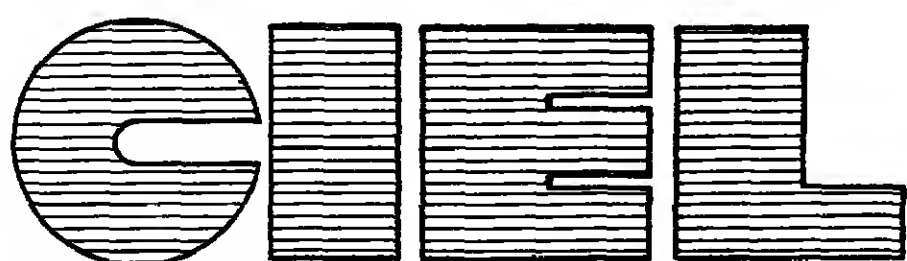
**COMPRENDRE POUR AGIR** avec Michel CROZIER, Annie KRIEGER, Jean-Marie BENOIST, Jean-Claude CASANOVA, François TERRE, Philippe NEMO, Pierre CHAUNU, Pierre SCHAEFFER, François BOURRICAUD.

et Alain RAVENNES, Emmanuel LE ROY LADURIE, Fernando ARRABAL, Eugène IONESCO, Jean NEGRONI, Jean-Louis CURTIS, Marcel LANDOWSKI, Louis CANE, Francis BALLE, Patrick MEYER, Patrik VAN TROYEN, Alexandre ASTRUC, Michael LONSDALE.

L'invité du CIEL, André BERGERON et les conclusions de Raymond ARON.

Le vendredi 11 juin après-midi : réunion des commissions (pour s'inscrire: tél : 550.23.83)

Le samedi 12 juin : séance plénière ouverte au public dans les salons de l'hôtel Hilton, 18, avenue de Suffren, 75015 Paris, de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h.



Comité des Intellectuels  
pour l'Europe des Libertés  
30, Rue Saint-Dominique, 75007 Paris  
Tél : 550.23.83.

Indépendant, libre de toute obédience, le CIEL a besoin de votre adhésion et de votre soutien.

Adhésion de membre actif ☐ 200 F  
membre bienfaiteur ☐ 500 F  
membre donateur ☐ à partir de 1000 F

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_

Chèque à l'ordre du CIEL, 30, rue Saint-Dominique  
75007 PARIS

مكتبة الأمل











AU SÉNAT

## Débat sans passion sur la réforme de l'audiovisuel

M. Mironoud (R. L. Haute-Saône) affirme que les socialistes ne tiennent pas leurs promesses : ils annonçaient une libération de l'audiovisuel, c'est l'endoctrinement et le « catéchisme » qui ont suivi leur accès au pouvoir. Quant au projet, il le juge « incomplet et dépassé ». M. Bourguin (non-inscrit, Paris) approuve le projet de créer une haute autorité de l'audiovisuel. Il ne videra pas l'amendement tendant à supprimer le rôle régissant des trois organismes qui appartiennent, estime-t-il, à l'ordre exécutif. En revanche, il videra l'amendement.

Ce projet est jugé « réaliste » et « souple » par M. Caillaud (M.R.G., Lot-et-Garonne) : « *Il accomplit, dit-il, ce que jamais M. Giscard d'Estaing n'a pu réaliser : le monopole de la liberté.* » Il faut néanmoins, estime ce sénateur, lier la ressource publicitaire à la redevance.

« Vous n'avez pas fait pour l'indépendance de l'audiovisuel ce que vous nous promettiez, déclare-t-elle, vous n'avez pas coupé le cordon ombilical, vous avez seulement substitué à la rigidité du câble la souplesse du fibre optique », dit-elle. « Le fil, ça se coupe », annonce « le flow, l'ambiguïté, la timidité » du texte, que M. Perrin (P.S., Val-d'Oise) juge « étonnant ». « Ça ne coupe pas », dit-il, « un projet ». Dernier orateur de la nuit, M. Tattinger (R.I., Paris) considère le « discours » gouvernemental comme « étrange » que le texte, « ce n'est pas un discours, c'est un projet de loi ». « Il n'y a aucun problème de fond », Quant à la haute autorité, elle ne rompt pas les cordons ombilicaux ; elle ne coupe pas, elle « plante des nerfs optiques », dit-il.

Sépt sociétés assurent à elles seules 75 % du marché mondial des films de fiction. Deux banques américaines ont les plus importantes filiales dans les stations de T.V. dans le monde. En France, la prise de conscience de ce phénomène est tardive. Entre l'œuvre d'auteur, au public limité, et l'importation de téléfilms américains, il y a eu couramment place pour les programmes de télévision française qui s'exportent. Encore faut-il avoir des sociétés de programmation de taille mondiale. Havas, Gaumont, PUBLIBIS, Hachette, Payot, la S.F.P., pour ne citer qu'eux, nourrissent aujourd'hui de nouvelles ambitions. Les accords de coproduction, les échanges de programmes se multiplient : des alliances se nouent des deux côtés de l'Atlantique. Les supports de la communication (radio, presse écrite). Bref, il s'agit d'être présent sur ce vaste marché de la vidéo-communication qui s'ouvre avec les satellites et le câblage.

L'article L. 132-12 pose comme principe l'obligation pour les parties liées par une convention de branche ou des accords professionnels de négocier au moins une fois par an sur les salaires

# Nouvelle Passat Diesel Volkswagen





إِذَا مَنَّ اللَّهُ عَلَىٰ عَبْدٍ



150 من الاملي

# La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Bruxelles • Genève • New York • Rome • Rotterdam • Vienne

**PARIS : 61, RUE FROIDEVAUX, 14<sup>e</sup>**



17 MAGASINS EN FRANCE METROPOLITAINE

**250 MODELES VITRES OU NON**

Juxtaposables - Superposables - Démontables

Quels que soient la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur... le format de vos livres et le style de votre intérieur, La Maison des Bibliothèques répond à tous vos problèmes. D'innombrables combinaisons d'assemblage par juxtaposition et superposition à partir de plus de 250 modèles ainsi que les nombreux accessoires et options possibles, permettent de réaliser la bibliothèque de

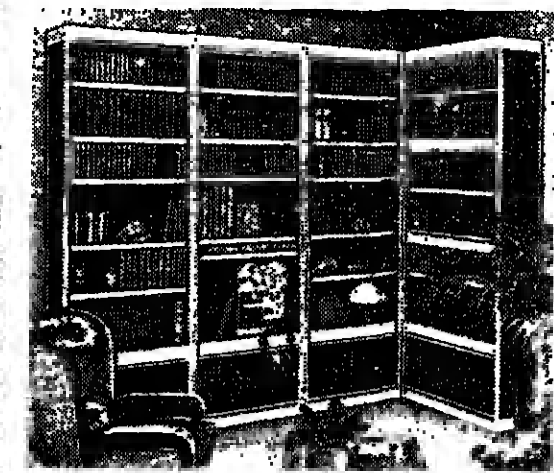
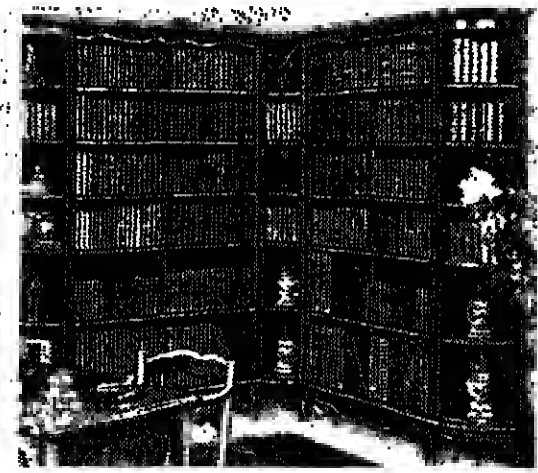
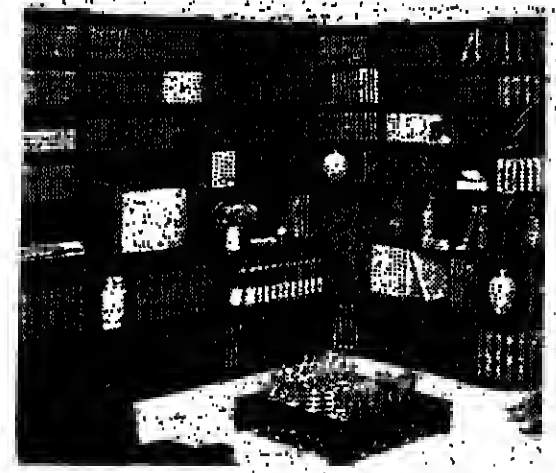
vos goûts exactement adaptée à vos problèmes. Avec le catalogue gratuit de La Maison des Bibliothèques (68 pages en couleurs) vous recevrez la tarif qui vous permettra de chiffrer votre installation et nos spécialistes pourront, en plus, vous conseiller utilement dans tous nos magasins.

LIGNE NOIRE

RUSTIQUES

CONTEMPORAINES

LIGNE OR



**VITRES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.**  
5 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs  
Nouvelle série en panneaux de fibres à structure homogène et de densité moyenne et constante permettant un usage dans la masse identique à celui du bois massif. 5 finitions au choix. Côtés moulurés dans la masse avec plates-bandes.

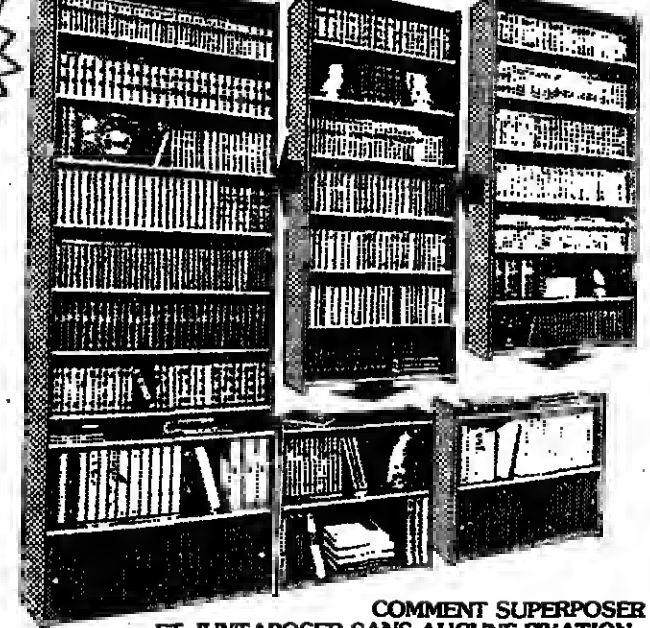
**VITRES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.**  
7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs  
Sur les montants en façade, moulure de style, étagères en multiplex, montants en aggloméré, placage acajou traité ébéniste. Placage chêne ou merisier en option.

**JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.**  
5 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs - 2 couleures  
Modèles contemporains en PROFILE ALUMINIUM ANODISE BROSSE et en mélaminé blanc ou noir. Vitrage en option.

**JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.**  
4 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs  
Etagères et panneaux en mélaminé noir ou ivoire double face, montants en aluminium anodisé brossé doré. Vitrage en option.



**STANDARDS VITRES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.**  
12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs  
Etagères en multiplex, côtés en aggloméré bois (panneaux de particules). Placage acajou, traités ébénistes, vernis cellulose satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.



COMMENT SUPERPOSER ET JUXTAPOSER SANS AUCUNE FIXATION.

**Du meuble individuel... au grand ensemble**  
**Installez-vous vous même facilement... ultra rapidement**  
**A DES PRIX IMBATTABLES**

## La maison des BIBLIOTHEQUES

**PARIS : 61, rue Froidevaux, 14<sup>e</sup>**

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.  
Métro : Denfert-Rochereau - Gâté - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68.

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE - EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

**BON GRATUIT**

## La maison des BIBLIOTHEQUES

à retourner à : LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75600 PARIS CEDEX 14  
Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, vitres, contenances, prix, etc.) sur vos modèles : STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES, CONTEMPORAINS, LIGNE OR LIGNE NOIRE, etc.  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
CATALOGUE PAR TELEPHONE 320.73.33  
REPONSEUR AUTOMATIQUE

### NOS MAGASINS EN PROVINCE

- Ouverts de mardi au samedi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.
- BORDEAUX, 10, r. Bouffard, (56) 44.39.42 • CLERMONT-FERRAND, 22, rue G.-Clémenceau, (73) 93.97.06 • GRENOBLE, 59, rue St-Laurent, (76) 42.55.75 • LILLE, 88, rue Esquermoise, (20) 55.69.39 • LIMOGES, 57, rue Jules-Noriat, (55) 79.15.42 • LYON, 9, r. de la République, (7) 828.38.51 • MARSEILLE, 109, r. Paradis (métro Estrangin), (91) 37.60.54 • MONTPELLIER, 8, rue Sèrahe (près Gare), (67) 58.19.32 • NANCY, 8, r. Saint Michel (près du Palais Ducal) (8) 332.84.84 • NANTES, 16, rue Gambetta (près rue Coulmiers), (40) 74.59.35 • NICE, 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville), (93) 80.14.89 • RENNES, 18, quai E. Zola (près du Musée), (99) 30.26.77 • ROUEN, Front de Seine 2000, 43, r. des Charrettes, (35) 71.96.22 • STRASBOURG, 11, rue des Bouchers (88) 62.44.57 • TOULOUSE, 1, r. des Trois Renards (près place St-Sémin) (61) 22.92.40 • TOURS, 5, rue H. Barbusse (près des Halles), (47) 61.03.28











## MÉDECINE

### AUX ÉTATS-UNIS

#### Une commission scientifique déconseille l'utilisation de tampons périodiques « super absorbants »

Une commission scientifique de l'Institut de médecine de Washington vient de recommander aux femmes de réduire le plus possible l'utilisation des tampons périodiques dits « super absorbants ». La même recommandation est adressée aux femmes en suites de couches ainsi qu'à celles qui ont déjà présenté le « syndrome

L'histoire du « syndrome du choc toxique », lié à l'utilisation des tampons périodiques « super absorbants », ne remonte qu'à quelques années, même si quelques descriptions spécifiques peuvent être retrouvées dans la littérature médicale internationale du début du siècle. En 1978, aux États-Unis, on décrit une nouvelle entité clinique bien particulière, souvent grave, associant notamment une fièvre élevée, des maux de tête, des éruptions cutanées, une chute de la tension artérielle ainsi que divers troubles biologiques. Ce syndrome est souvent suivi d'une desquamation de la surface cutanée des mains et des pieds. Si le lien a pu être établi avec une infection généralisée de l'organisme par une forme particulière de germe — un staphylocoque doré, — rien, en revanche, ne permet de localiser avec certitude la « porte d'entrée » de cette infection.

En 1980, plusieurs observations sont faites sur des femmes au moment de leur menstruation. Le Center for Disease Control d'Atlanta met alors en place une gigantesque étude épidémiologique à l'échelle nationale. Aujourd'hui, près d'un million de cas ont été recensés. La mortalité du syndrome avoisine aux États-Unis 8 %. Le « portrait-robot » de la malade (une femme jeune en période menstruelle ou en suites de couches) et l'analyse systématique des différents paramètres enregistrés ont conduit à relever une étroite corrélation entre le syndrome et l'utilisation de tampons périodiques « super absorbants ». Parmi ceux-ci, une marque semblait plus particulièrement concernée : Rely, fabri-

quée par la firme américaine Procter and Gamble. Mais sur le marché depuis peu, Rely fut retiré volontairement du commerce après que le fabricant eut accepté de diffuser sur six cents stations de télévision, trois cent cinquante radios et dans mille deux cents journaux une information sur les dangers liés à son utilisation.

Aujourd'hui encore, on ne dispose d'aucune corrélation quant au mécanisme physiopathologique et diverses hypothèses sont avancées pour tenter d'expliquer la corrélation observée entre l'utilisation des tampons périodiques et l'infection généralisée d'un organisme féminin par un staphylocoque. L'affaire commence à connaître des développements judiciaires. Deux cents procès sont actuellement en cours d'instruction contre la firme Procter and Gamble qui a préparé un fonds de 75 millions de dollars afin de faire face aux demandes possibles de dommages-intérêts. Les fabricants soutiennent néanmoins qu'aucune preuve de leur responsabilité n'a encore pu être établie.

Divers éléments tendent à établir que d'autres tampons « super absorbants » pourraient être incriminés. D'autres cas de « syndrome du choc toxique » ont en effet été recensés depuis dans différents pays américains ou européens, dont la France.

En déconseillant officiellement aux femmes l'utilisation des « tampons absorbants », la commission scientifique de l'Institut de médecine de Washington n'innove pas. Plusieurs spécialistes avaient, d'ailleurs, exprimé leurs inquiétudes, directement ou non, mis en garde les femmes contre les conséquences possibles des perturbations physiologiques liées à leur utilisation. En France, contrairement à certains pays comme le Canada, ni les fabricants, ni le corps médical, ni les pouvoirs publics n'ont encore donné publiquement de conseils dans ce domaine.

JEAN-YVES NAU.

### VISITE PANORAMIQUE

#### Tour Montparnasse L'autre sommet de Paris

Belvédère - Terrasse - Bar - Boutique.  
Tarif réduit enfants - familles - étudiants - groupes.  
Tous les jours de 9 h 30 à 23 h 30 - tél. 538.52.56



## CARNET

### Réceptions

— A l'occasion de l'anniversaire de la reine Elisabeth II, l'ambassadeur de Grande-Bretagne et Lady Fraser ont donné une réception, le jeudi 10 juin, à l'ambassade.

— L'ambassadeur du Portugal à Paris, M. Antonio de Albuquerque Freitas, a offert une réception, jeudi matin, à l'occasion de la fête nationale.

— L'ambassadeur d'Irak et Mme Mohammed Badli El Meschati ont offert un dîner à l'occasion de la visite d'une délégation de l'Assemblée nationale irakienne. L'ambassadeur était accompagné de M. Chiriney, Secrétaire et Le Drian, président du groupe Franco-Irak de l'Assemblée nationale.

### Naissances

— M. Denis OFFROY et Mme, née Marina Boyer, ont la joie d'annoncer la naissance de Guillaume.

le 6 juin 1982, 57, rue des Mathurins, 75008 Paris.

— Alain et Sophie CAMUS, née Beauvoir, ont la joie de faire part de la naissance, le 9 juin 1982, de leur fille.

42, rue de Richelieu, 75001 Paris.

### Mariages

— Nous annonçons le mariage de Eglantine PEZERAT, fille de M. Dominique Pézerat et de Mme, née Claudine Bepoué-Demoulin.

avec Étienne CURETIL, fils de M. Jean-Claude Curetil et de Mme, née Solange d'Armentières, qui sera célébré le samedi 26 juin 1982, à 15 h 15, en l'église d'Annoyville.

La Chapelle, 80700 Gournay, Rue Prince-Radziwille, 80440 Ermenonville.

### Décès

— Mme Charles SIMON, Mme Lena Simon, M. et Mme Jeanne Simon, Mme Odette Guitton, M. Michel Garnier, et leurs familles, ont la grande tristesse de faire part du décès, entouré de l'affection des siens et dans la foi chrétienne, de

M. Charles SIMON, président-directeur général de la Société Cargo-Martin, administrateur-délégué honoraire de la Société des Bains de mer, croix de guerre 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier du Mérite agricole, survenu à Paris le 3 juin 1982. Les obsèques ont été célébrées

dans l'intimité familiale, le 7 juin 1982, à Rueil-Malmaison, 67, boulevard Haussmann, 75016 Paris.

— La Société Cargo-Martin S.A. a la profonde tristesse de faire part du décès de son président-fondateur,

M. Charles SIMON, engagé volontaire, croix de guerre 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur, l'hommage sera rendu dans l'intimité, le lundi 7 juin 1982, à Rueil-Malmaison, 67, boulevard Haussmann, 75016 Paris.

— M. et Mme Robert Maurel, Les enfants, ont la douleur de faire part du décès, le 5 juin 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

Mme Berthe TRINLOY, Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, le 9 juin 1982, dans le cimetière de famille au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, 216, avenue Victor-Hugo, 75008 Paris.

— Le conseil d'administration de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, a la regret de faire part du décès de

M. Jean WIENER, compositeur de musique, de la Bibliothèque du cinéma de la SACEM, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 8 juin 1982, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu le lundi 14 juin, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

226, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly. Le Monde du 10 juin.

— Le docteur et Mme Vahan Yeghicheyan et leurs enfants, M. Jacques Yeghicheyan et Delphine, Odette Yeghicheyan, leurs parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Vahan YEGHICHEYAN, président d'honneur de la Société des gens de lettres, survenu le 8 juin 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, six mois après son époux.

Suivant la volonté du défunt, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité, au cimetière de Fontenay-aux-Roses.

### Anniversaires

— Une prière et une pensée affectueuses sont adressées pour René KAUFFMANN, décédé le 12 juin 1981.

— Pour le premier anniversaire de sa disparition, une pensée affectueuse est adressée à tous ceux qui se souviennent de

Maurice BAUMONT, membre de l'Institut, inhumé à Lagny, où un musée lui est consacré. De la part de sa fille Arlette, Kramer-Baumont.

### Messes anniversaire

— Une messe sera célébrée le samedi 19 juin 1982, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Claye de Paris (19), à la mémoire de

Henri DYEVE, décédé le 28 mai 1981.

### Aviz de messes

— L'Association des Français libres sera célébrée le samedi 19 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques des Invalides une messe (portes ouvertes) pour commémorer

l'appel au général de GAULLE et honorer un militaire aîné qui s'est sacrifié pour la France libre morte au champ d'honneur. Cette messe sera suivie, à 11 heures, d'un dépôt de gerbes au monument de la France libre (Père-Lachaise, Paris-14).

Il est demandé aux associations d'anciens combattants et de Résistants de proposer aux autorités de la ville de Paris une messe de la mémoire de la France libre.

### Soutenances de thèses

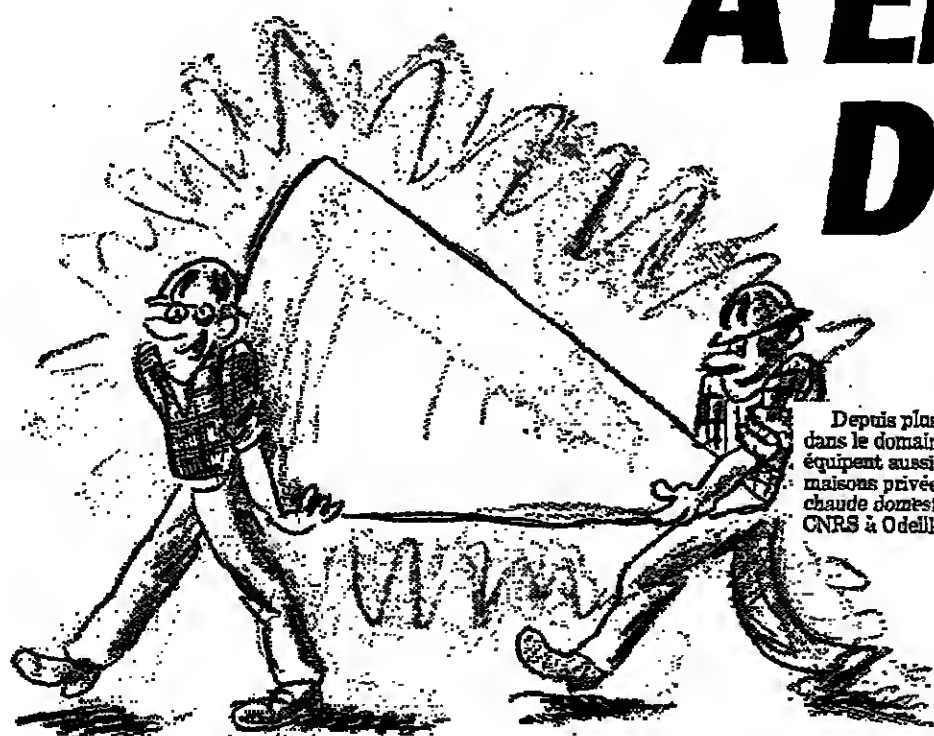
— Université Paul-Valéry (Clermont-Ferrand), samedi 12 juin, à 9 heures, salle Pierre-Jourde, Mme Jeanne Dedeaux Rhodes : « Arabes, Dursis, d. S. Charles M. Dougherty et les récits des voyages arabes au Moyen-Orient de 1880 à 1980 : mythes, réalités et transformations des mentalités ».

— Université Paris-IV (Sorbonne), samedi 12 juin, à 14 heures, amphithéâtre Guitton, Mme Monique Allard-Clément : « De l'ethnologie à la philosophie catholique de la connaissance ».

— Université de Caen, samedi 12 juin, à 14 h 30, salle du conseil, M. Roger Lebarbier : « Structures dialectales et culture populaire de Guernsey, Jersey et Cotentin ».

ROBLOT S.A.  
522.27.22  
ORGANISATION D'ONSEQUES

# NOUS DEPENSONS TOUTE NOTRE ENERGIE A EN TROUVER D'AUTRES.



Depuis plus de quinze ans Rhône-Poulenc travaille dans le domaine des fluides calo-porteurs. Ces fluides équipent aussi bien des capteurs solaires destinés aux maisons privées, aux piscines, à la production d'eau chaude domestique que la première centrale solaire du CNRS à Odello.

Rhône-Poulenc  
un des atouts  
de la France dans le monde.



ÉTÉ 82  
Special jeunes  
POUR LES PETITS (4/8 ans)  
Suisse La maison de l'été  
POUR LES PLUS GRANDS  
Bretagne Lac de Genève  
INFORMATIONS : TEL. 3  
CITÉS DE VACANCES  
12, rue Léopold Saur, PARIS

مكتبة الأمل



150 من الأصل

# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

### ROUTES DE VACANCES

#### L'autre Gironde

Tous les efforts de la bourgeoisie bordelaise, qui, au dix-huitième siècle, a tenté de faire de Bordeaux la capitale de la France, ont échoué. Mais la Gironde est un lieu qui vaut bien quinze jours de vacances. Elle est riche d'un patrimoine architectural, archéologique et culturel de premier ordre.

A l'écart des grands axes Nord-Sud, entre Garonne et Dordogne, au-delà des célèbres vignes riches en vins célèbres, le promeneur curieux et avide de découvertes s'en ira à la conquête de l'Entre-Deux-Mers, du Bazadais, de la Guyenne ou du Béarnais.

A l'heure où l'on s'ingénie à redécouvrir la France, il ne faut pas que la Gironde se désigne à arpenter les petites routes

de cette région par dépit. Elle vaut plus qu'un détour, et loin d'être un ersatz à des vacances lointaines, la Gironde est un lieu qui vaut bien quinze jours de vacances.

Le choix est difficile. Une approche « brillante » et plus aisée conduit à s'en aller visiter les châteaux clémentins du Bazadais. Et d'abord, ancienneté oblige, celui de Villandraut. Construit en 1305, il servira de modèle dans toute la région par la grâce de Bertrand Gouth, archevêque de Bordeaux, qui est élevé à la dignité pontificale en 1305 et devient Clément V en Avignon.

Grand quadrilatère, avec ses tours en saillie au 7/8, dont l'empatiement à la base constitue une petite révolution dans la construction des châteaux

forts, le château de Villandraut surprend par son système de défense novateur : archères à croix pattée, créneaux méronés, fossés qui s'arrondissent au droit des tours et sont dallés. Bref, un château qui associe la défense et son utilité palatiale.

Inspiré de l'architecture alors en cours au Pays-de-Galles, le « keep-gate-house », ou bastille, qui défend l'entrée principale, les murs de 1,80 mètre d'épaisseur, les dimensions de l'enceinte (45 mètres sur 52), sont autant de sujets d'étonnement.

Les souvenirs médiévaux de Gironde ne se limitent pas aux châteaux. Clémentins, l'architecture du Moyen Âge se lit aussi au cœur des bastides de l'Entre-Deux-Mers. Sauveterre, fondée en 1281 par Edouard I<sup>er</sup> d'Angleterre, où subsistent la place centrale et ses arcades, les quatre portes de l'enceinte ; Monségur fondée en 1266 par Eleonore de Provence où, comme à Pellegrue, on découvre une merveilleuse halle au centre du village ; Crénac fondée en 1318 par Amaury de Craon, qui a donné son nom au village, son église — une belle nef du quinzième siècle, un clocher formant porche du dix-septième siècle — et ses galeries couvertes.

#### HALTE A BEAUNE ! Un repas chez les Romains

Si Lucullus parcourait encore la Gaule, nul doute qu'il emprunterait l'autoroute du Soleil si qu'il arriverait son cher sur l'aire de service de Beaune. Ce gourmand y trouverait table à son goût. Depuis le 20 mai la Bourgogne, l'un des trois restaurants qui se sont ouverts là, propose à ses clients un menu gaulois-romain : hydromel comme apéritif, puis escargots d'Alsace, agneau à la Pérone, fromage de chèvre, flan aux poires, le tout arrosé, si on le désire, de vin de la région (1). C'est la première fois en France — et peut-être au monde — qu'un aventurier en toque blanche tente de ressembler aux saveurs des égoïstes antiques.

Ce jeune chef audecois, qui a fait ses classes dans les grandes maisons, se nomme Jean-Pierre Gillet. S'il ne peut garantir l'authenticité absolue de ses préparations, il s'est entouré cependant des conseils scientifiques les plus sérieux. Le thème n'est pas facile.

Les archéologues, et d'ailleurs

sur la vie quotidienne à Rome, sont bien embarrassés quand on leur parle cuisine. Il y a, bien sûr, la description par Pétro de l'extravagant banquet qu'on servait des langues de flamme roses et des têtes de truies farcies. Mais ce n'était sûrement pas, au premier siècle après Jésus-Christ, l'ordinaire des riches colons romains installés en Bourgogne. Plus utiles sont les recettes rassemblées dans un ouvrage intitulé De l'art culinaire par un gourmet du nom de Marcus Apicius. Malheureusement il n'indique ni les proportions ni les temps de cuisson.

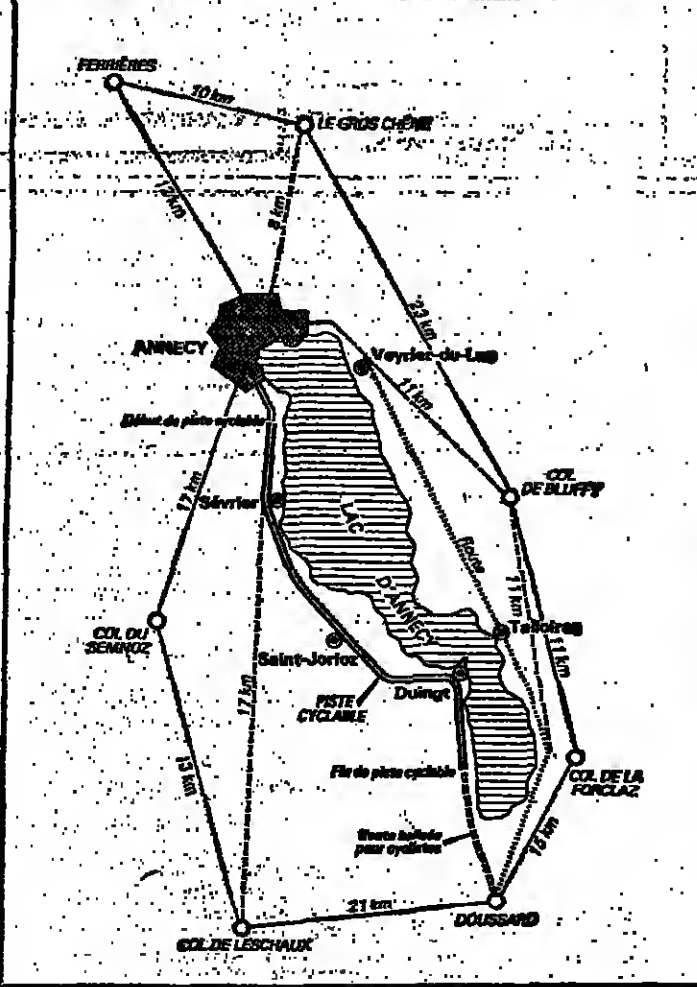
Restait donc, à partir de ces textes, à réinventer la cuisine romaine en se mettant devant ses fourneaux. C'est ce qu'a essayé de faire un jeune lamm, Mlle Nicole Blanc, qui est à la fois lettrée, curieuse, cordiale et... chercheuse au C.N.R.S. Depuis des années elle mûrit pour ses amis, qui lui servaient de cobayes, les curieux plats d'Apicius.

#### BALADE A LA CARTE

#### Annecy : les anneaux du lac

Après s'être enorgueilli du titre de lac le plus propre de France, grâce à un collecteur d'eaux usées alimentant ses berges, le lac d'Annecy devient-il le lac le plus cyclable ? Il ne s'en faut pas de beaucoup afin de réaliser sur 35 kilomètres le chemin le plus agréable qui relie la Suisse et l'Autriche : on réussit sur les 260 kilomètres du lac de Constance.

Sur 11 300 mètres de la rive ouest, une piste bidirectionnelle de 3 mètres de large utilise le tracé de l'ancienne voie ferrée Annecy-Albertville. Hélas ! pour atteindre cette terre promise, il faut se hasarder sur le R.N. 508 durant 1 500 mètres, où, selon M. Farin, maître adjoint de la métropole, « l'entretien, le prolongement de la piste vers la ville » est à l'étude, mais non encore financé.



Bref, à partir de Seyrin, cyclistes, mais aussi (flaute d'apace) joggeurs, patineurs à roulettes, campeurs d'un terrain d'été, même poussant un landau, s'acharant à pousser sur cette piste nord de la piste. Longement des restaurants, où le patois triture arrosé de roussotte est à l'honneur, côtoient une plage équipée d'un garage à vélos, la piste est également de liaison pour les déplacements domicile-travail et domicile-école entre Seyrin, Saint-Jorioz et Doussard. Après un court raidillon, vous pénétrez à l'intérieur d'un tunnel souterrain de 155 mètres, à l'issue duquel s'offre un panorama montagneux digne des lacs italiens. Un kilomètre plus loin, la piste touche à sa fin. Mais le syndicat intercommunal des communes riveraines ne vous laisse point choir, du moins, pas tout de suite.

En effet, au bout de la piste, vous empruntez à droite une petite route. Après quelques centaines de mètres, à un croisement, deux « bifurques » balisées « tour du lac » (avec une altimétrie de 100 m) se présentent. Celui de gauche descend vers l'eau et la nationale : à proximité, l'autre vous promène plein sud à l'arc de montagne sur 4 kilomètres avant de vous orienter à l'est vers Doussard. Après la traversée de la R.N. 508, l'unique voie possible est la D. 906 A, remontant vers le nord, soit à Verthuis, où vous pouvez momentanément vous en écarter. Vous vous retrouvez vite au bord de l'eau, aux Belmettes, puis à Angon, où vous vous laissez à droite par le centre du village, toujours par souci de sécurité.

Arrivé à Talloires, vous pouvez poursuivre par la voie normale, escalader la colline et redescendre sur les bords du lac.

MICHEL DELORE  
(Lire la suite page 18.)

Avant de soulever de trois siècles de domination anglaise, un moment où les villes s'organisaient autour de marchés, témoignages de la renaissance des échanges et du renouveau de l'agriculture.

La promenade continue avec les moulins fortifiés des vallées de la Garonne et du Dropt. Aux onzième et douzième siècles, l'Entre-Deux-Mers voit surgir, le long de ses rivières, plus de cent moulins ! Il y a le moulin de Saint-André, d'origine gallo-romaine et reconstruit au seizième siècle, le moulin à vent de Saint-André-de-Briançon datant du dix-huitième, le moulin de La Roche, construit au quatorzième siècle, à quelques kilomètres de l'abbaye Saint-Nicolas de Blasimon. Cette abbaye de la fin du douzième en partie, comporte une façade très belle et un portail roman de l'école potvine, aux sculptures multiples d'un très beau style.

#### L'aide du Québec

Un moulin encore, habité toute l'année, celui de la Salle à Cleyran, bâti en 1348 par Bernard de la Salle, est, enfin, le moulin de Gornac, datant du dix-septième siècle et restauré par des médecins du Québec sous le patronage du docteur Eyraud et de l'association des Amis du Haut-Benauges.

La vicomté de Benauges, plateau couvert de vignes, de bonnes terres et de bois, compte de nombreuses maisons paysannes qui sont des joyaux de l'architecture rurale des quinzième et dix-septième siècles. Escoussaint, Gornac, Cessac, en offrent plusieurs exemples tout comme Rions, la « capitale », ville fortifiée construite à l'emplacement d'une villa gallo-romaine.

OLIVIER SCHMITT  
(Lire la suite page 18.)

#### Escia de crevettes et moules de Neptune

Mais ses découvertes n'auraient pas franchi les portes de sa salle à manger si, parallèlement, il ne s'était trouvé un fonctionnaire de la culture et un constructeur d'autoroute décidés tous les deux à faire sortir l'archéologie de son ghetto.

Le premier, Jean-Bernard Devaux, alors directeur des antiquités historiques de Bourgogne, souhaitait mettre à la portée du plus grand nombre les mystères du monde antique. Le second, Charles Rickard, construisait l'autoroute Paris-Lyon. Ce dernier acceptait avec enthousiasme de construire sur l'aire de Beaune le fameux archéodrome (voir le Monde du 22 juillet 1978) qui, en recevant deux cent cinquante mille visiteurs par an, est l'un des musées archéologiques les plus fréquentés de France.

Néanmoins on y a reconstruit en vraie grandeur une habitation néolithique et les fortifications dans lesquelles César enferma Alésia, mais on y fait chaque été des démonstrations de poterie et de métallurgie gallo-romaines. Pourquoi ? pas offert en complément la dégustation des gourmandises de l'époque ? se disent les deux hommes. Nicole Blanc apporte son expérience, le chef de la Bourgogne son talent.

Soixante-dix journalistes, archéologues et ingénieurs ont, réels, en entrée, l'escia de crevettes, sorte de quenelles mi-sauces mi-salades, tout à fait typique du goût qu'étaient les Romains pour les saveurs contrastées. Puis vinrent les moules de Neptune parfumées au garum, au cumin et à la sarriette. Le garum, mécréation de poissons salés et aromatisés dont les anciens arrosaient la plupart de leurs plats, est aujourd'hui introuvable. On lui a substitué du nuco-mam indochinois, qui lui ressemble fort. En revanche, les escargots d'Alsace rôtis à

l'huile aromatisée de l'asar — un extrait de plante orientale qu'on ne trouve plus que chez les pharmaciens homéopathes — et servis sans leur coquille ont provoqué maintes grimaces. Ils étaient tous ces Romains !

Le chef des monts des cuisines pour présenter l'unité de son thème : la pelote de « oies ». Les poissons, cuits à l'eau douce et arrosés d'une sauce effrénée d'épices et de sauts, étaient dignes de Lucullus. Les tranches d'agneau, assaisonnées de conard à la Pérone, soulèveront aussi des murmures de baffec. Pas si fous que ça, les Romains !

On termina par une comète de poires, où se mêlaient aux fruits la crème, la miel, le vin jaune, les œufs et le poivre. Toujours cette prédilection des Antiques pour les mixtures insolites. Les sommeliers offrirent tour à tour un vin jeune du Jura et un céru-du-Rhône dont les cépages existaient déjà, paraît-il, au troisième siècle de notre ère. Ces vins étaient sans doute meilleurs que ceux de l'époque, qui, mal vinifiés et mal conservés, étaient souvent le poison, dont les terres étaient enduites.

Ménageant à ce banquet les volées légères dont les convives romains aimaient à se couvrir, les lites sur lesquels ils s'étendaient, les assues-mains dont on usait l'ort, car on mangéait avec les doigts, et les distractions potelées l'ort épiques qui égayaient la soirée. Ces « accessoires » ne sont non plus proposés aux touristes qui s'aventurent dans le menu gallo-romain du restaurant autoroutier. Mais, après tout, la souci de l'authenticité conduira peut-être un restaurateur encore plus aventureux à pousser la reconstruction jusque-là. Archéologie, quand tu nous tiens.

MARC AMBROSIO-RENDU.

(1) Ce menu, apéritif compris, mais sans la vin, est à 120 F. Il donne droit, au dîner, à une entrée à l'archéodrome.

VOYAGES VACANCES TOURISME - LYON - (7) 837.83.98

### ÉTÉ 82

Spécial jeunes

**POUR LES PETITS (4/6 ANS)**  
**Suisse** la maison de Blanche-Neige  
Au cœur de la Gruyère, un centre magnifique, parfaitement équipé pour recevoir les petits.

**POUR LES PLUS GRANDS (7/13 ANS)**  
**Bretagne** (Guidel plage - Morbihan)  
**Lac de Genève**  
Voile, baignades, tir à l'arc, équitation, bivouacs, randonnées.  
2 jours "découverte et aventure".

**INFORMATIONS : TÉL 320.12.88**  
VOYAGES VACANCES TOURISME  
36, bd Edgar Quinet, 75014 PARIS

PH

Vous avez rendez-vous avec :

Batzac, Jeanne d'Arc  
Hugo, Loti, Monet  
Pasteur, Voltaire...

dans le

Guide des maisons d'hommes célèbres de

Georges Poisson

Un volume 41 x 27  
230 pages  
25,00 F

PIERRE HORAY EDITION

TMV

### Construisez vos vacances

au prix les plus bas

tour de monde + vol  
A/R + hôtels + voiture  
+ bus + motor-home + circuits...

dans les 5 continents

NEW-YORK/R... 2490 F  
MOTOR-HOME 16 2430 F  
le reste dans le guide 1982.

TMV tour maubourg voyages  
27 bd Latour-Maubourg  
75007 Paris-Tél. 705.95.07

Guide gratuit à notre agence ou contre 5 francs à votre domicile

Nom .....  
Adresse .....

## TUNISIE

iles kerkennah  
Paradis de la planche à voile

### 3370 F

15 jours tout compris

En collaboration avec l'Office du Tourisme tunisien

### jeunes sans frontière

LES VOYAGEURS DÉCONTRACTÉS

6 RUE MONSIEUR LE PRINCE - PARIS - 325.58.35







150 من المال

DES LOISIRS

ET DU TOURISME

CARNETS DE FRANCE

LE TOIT DES PYRÉNÉES

A quelques pas de la place Wilson et de ses encombrements, une petite rue calme, rue Hélot. C'est là, au fond d'un jardin, qu'est installé le bureau de la Maison de la montagne et de la nature, qui fête en juillet son premier anniversaire. Le décor simple donne le ton : ici, pas de tapis à l'huile, les Pyrénées que l'on vous propose de découvrir sont celles de la nature sauvage et des chemins de traversée. Ce local abrite déjà depuis trois ans un bureau des guides rattaché à la Compagnie des guides des Pyrénées.

La Maison de la montagne est une association qui regroupe des professionnels de la montagne et des spécialistes de la nature. Elle est présidée par Guy Dotier, guide dans la vallée de Campan (Hautes-Pyrénées) et propose aujourd'hui différents types de week-end et de séjours : randonnée pédestre, randonnée nature axée sur la découverte du milieu (plantes médicinales, végétation des hautes altitudes, forêt, écologie, faune) avec l'aide de scientifiques, initiation et perfectionnement à la haute montagne, escalade, ski de randonnée, de fond et de raid. Les randonnées nature sont organisées par l'association Crêpe (collectif de recherche et d'étude pour l'environnement et la région) ou en relation avec l'Atelier d'étude et d'information sur l'environnement.

Les animateurs veulent faire de ces stages une occasion de rencontrer les Pyrénées mais aussi de se trouver soi-même. Loin des conformismes, ils proposent des stages mixtes voile-escalade, danse-escalade ou théâtre-escalade. Des stages élaborés avec des spécialistes de la voile ou de la formation artistique sensibilisent sur techniques de l'escalade. La démarche rencontre un vif succès. « On a parfois l'impression que la montagne a un effet thérapeutique », commente Jacques Prat, secrétaire de l'association et guide. Le contact avec l'espace et le danger permet de mesurer son évolution intellectuelle, de mieux employer ses forces dans la vie de tous les jours. Ce aide les gens à clarifier des situations.

Chaque genre s'adresse à un public différent. Une promenade dans les Corbières ou l'escalade de la face nord du Vignemale ne présentent pas les mêmes difficultés. C'est, grâce à cette diversité de choix que l'association entend donner à de nombreuses personnes les moyens de pratiquer la montagne, en toute saison et hors des circuits touristiques classiques.

La Maison de la montagne et de la nature est née de la volonté de développer à la fois l'image des Pyrénées et celle des guides : « Nous voulons donner une idée de ce que l'on peut faire dans nos montagnes », explique Jacques Prat. Nous savons que le tourisme de genre randonnée

ne s'y développe et nous ne pouvons pas laisser s'importer qui démarre des projets sur des bases uniquement commerciales. L'équipe table sur le développement du temps libre et du tourisme social, mais veille à ne pas transformer les Pyrénées en supermarché du loisir. Les groupes ne dépassent jamais dix personnes (quatre pour l'escalade), l'hébergement se fait en refuge, en petit hôtel ou en gîte d'étape.

Jacques Prat est l'exemple même des inconditionnels des espaces vierges. Originaire de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), il a découvert la montagne au cours de balades familiales du dimanche. Heureuse époque où, comme lui, de nombreux jeunes de la région s'émerveillaient devant le cirque de Gavarnie, le lac d'Espingo ou les forêts des Encostats, sur le versant espagnol des Pyrénées où s'étend aujourd'hui le parc national d'Aigües-Tortes.

C'est au contact de ces paysages et après avoir lu Prison-Roches qu'il a décidé d'apprendre le métier de guide. « Métier, si l'on veut, avoue-t-il, comme être curé est un métier. C'est plutôt une vocation. » Tout le monde peut-il aller en montagne ? « Oui, mais ça se mérite. Il faut marcher, avec de grosses chaussures, porter du poids. On souffre. Mais, en bout du compte, on est toujours émerveillé. » R. C.

\* Maison de la montagne et de la nature : 18, rue Hélot, 31000 Toulouse. Tél. (51) 62-07-61. Permanence du mardi au vendredi, de 15 h. à 20 h.

\* Exemples de stages : six jours d'initiation et de perfectionnement à la haute montagne dans le Lannemezan, 115 F (taux comprenant : hébergement, nourriture, encadrement, matériel collectif, transport à partir de Luchon vers la base de départ).

\* Cinq jours de randonnée - nature - Cevennes et Causses Méjanes, 250 F.

\* Possibilité de réservation à la Maison des Pyrénées, 24, rue du 4-Septembre, 75002 Paris. Tél. : 702-21-34 et 702-41-88.

Chevaux de salle à Chantilly

Il manquait à l'histoire du cheval, liée de tout temps au destin de l'homme, fortunes et infortunes confondues, un musée retraçant les grandes étapes du passé célébrant les mérites présents et de celui-là. L'absence étonnante aujourd'hui heureusement comblée.

Et comme il fallait au noble animal un cadre à son image, ma foi, on a visé très haut et gagné un merveilleux pari. Les lieux choisis et conquis avec l'accord de l'Institut de France, propriétaire du domaine, est ni plus ni moins que celui des Grandes Écuries de Chantilly, qui font dire équitabement à l'amateur : « Certes, le château du duc d'Aumale, malgré des imperfections notables, n'est plus allure, mais la grandeur de Chantilly réside dans ses écuries, ce pur chef-d'œuvre du dix-huitième siècle. »

Notre dernière visite aux écuries — auxquelles le public n'avait pas accès, et beaucoup en étaient choqués — remonte à 1875 (1). Le Cercle hippique de Chantilly y tenait alors vaillamment ses assises. Le manège, avec son faïencier de colonnes noyées dans la crasse, son dôme et ses éclairages de veille funèbre, n'était pas spécialement attrayant. Nous y avions vu grincer en selle un dais d'enfant sous le regard des mères luttant avec distinction contre l'ongle.

Le Cercle hippique ayant depuis lors plié bagages, un homme de cheval honorairement connu du monde équestre, M. Yves Biersalmé, qui avait lui-même officié dans cet établissement, eut l'idée originale et courageuse de fonder dans ce cadre unique et après complète rénovation un musée vivant du cheval. Ne bénéficiant d'aucune subvention, ce père de famille prit le risque d'engager sa fortune personnelle. Les fonds de tirage compris, soit 2 millions.

Un musée vivant

Les portes franchies, le visiteur, enfilant du regard une perspective cavalière qui s'est finie pas, en demeure ébahi. La publicité d'exagère en rien en décrivant l'ensemble comme sans rival au monde. La métamorphose, après travaux, laisse révéler le citoyen affligé du travers de se poser des questions. Comment l'Institut de France, qui ne passe pas pour économiquement faible, ses docteurs étant légion, n'avait-il pas lui-même envisagé la réhabilitation de ce chef-d'œuvre d'architecture trop longtemps méconnu ?

Ouvert au public depuis le 6 juin (2), le musée présente notamment une suite de trente chevaux grandeur nature et harnachés suivant les diverses utilisations de l'animal, des galeries réservées aux expositions temporaires, la première consacrée au cheval à travers la photographie. On y trouve également des sculptures anciennes

ROLAND MERLIN.

(1) Le Monde du 1<sup>er</sup> décembre 1975.  
(2) Tarifs : Adultes : 23 F. Groupe de 20 minimum : 17 F. Enfants (individuel) 11 F (jusqu'à 10 ans), Groupe enfants (minimum 30) 12 F (jusqu'à 10 ans).

Châteaux en Irlande

Jouer les châtelains est assez commode en Irlande. Leurs grosses tours normandes du treizième siècle accueillent, sans problème, de six à quinze personnes. Pour des raisons stratégiques et touristiques, la rue y est imprévisible, les poutres apparentes et les cheminées confortables. La location d'un château pendant une semaine coûte, en général, de 1 350 à 1 700 francs.

\* Office du tourisme irlandais, 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Téléphone : 551-04-35.

Une oasis de culture hôtelière moderne

Chez nous il est possible de faire des excursions en montagne, selon votre gré soit à pied, soit à plat. Vous pouvez admirer et la faune et la flore, en été faire du ski de fond au Vorab, nager, prendre des bains de soleil, suivre un programme de fitness, faire du canot, de la pêche, jouer au tennis (9 courts) ou savourer dans une chaise longue la paix de notre parc forestier, ou profiter du confort de nos intérieurs. Vous pouvez aussi vous faire gâter par nos délices culinaires. Même la culture est écrite en majuscules chez nous. En vérité une oasis !



PARK HOTELS WALDHAUS  
PAVILLON WALDHAUS - SILVANA - BELMONT  
KUNCA - MIRAMUNT

Informations et réservations :  
Tél. 1941/8139 1181.  
Tél. 74125, CH-7018 Fribourg

RÉSIDENCES secondaires ou principales  
Campagne • Mer • Montagne

TRES BELLE PROPRIÉTÉ RESTAURÉE habitable de suite, située dans un site très pittoresque région bois, forêt, rivières, à 35 km du Val d'Aoste sur environ 1 ha de terrain. Res-de-chaussée grand salon avec cheminée, salle à manger avec cheminée, grosses poutres apparentes, cuisine, salle d'eau, W.C., garage, chaufferie. À l'étage : 5 chambres, salle de bains, W.C., grenier au-dessus. Dépendances : grange, petites tables. Bon terrain (petit verger, potager, pré).

Prix : 620 000 F à débattre.  
Société E.R.E.T., 27, boulevard Robert, 22000 LAMBALLE (France).  
Tél. : (16-26) 31.06.35 heures bureau ou (16-46) 21.68.10 le soir.

du 22 juin au 22 août  
SUR LES TARIFS FERRIES VERS LA NORVÈGE ET LA SUÈDE  
-20%

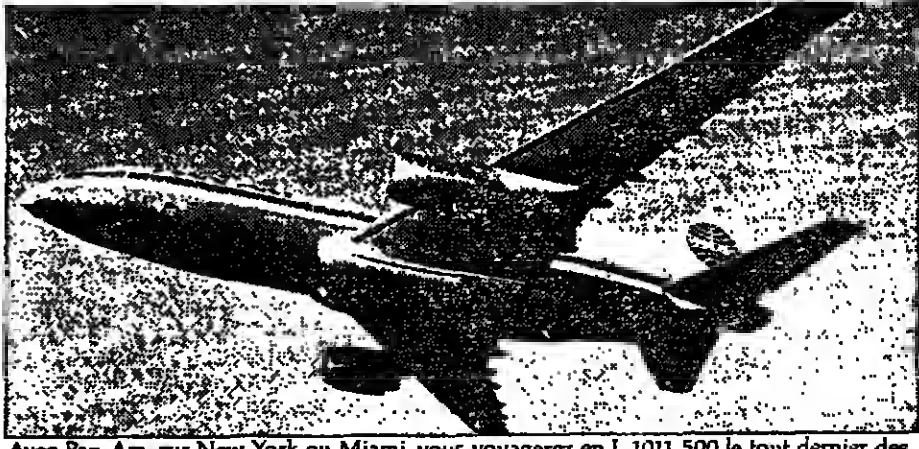
Avec le billet combiné Fred-Olsen-Bergen Line/Tor Line, les prix des traversées maritimes vers la Scandinavie deviennent intéressants. Des réductions pouvant atteindre 20 % sont en effet accordées aux passagers empruntant les lignes Amsterdam-Kristiansand (Norvège) et Göteborg (Suède)-Amsterdam. Seule condition : effectuer l'aller sur une ligne et le retour sur l'autre, dans un sens ou dans l'autre. Prix aller-retour : F 936 par personne avec transport gratuit d'une voiture pour 4 passagers payants (est s'agit couchette vers Kristiansand et couchette en cabine à 4 vers Göteborg). Possibilité de cabines de catégories supérieures avec supplément. Demandez les horaires et tarifs détaillés à votre agence de voyages ou à l'agent général : Bennett Voyages (L.M.), 5, rue Scribe, 75009 Paris - Tél. (1) 742.91.89.

Pan Am-USA.  
A partir de 2 815 F.\*  
Départ Orly.

Pan Am est la seule des grandes compagnies aériennes à proposer tous ses vols transatlantiques au départ d'Orly-Sud. A Orly, l'aéroport des correspondances avec toutes les villes de France, il y a un départ Pan Am quotidien direct pour New York et San Francisco.

Quatre fois par semaine le vol direct Pan Am, vers Miami, porte ouverte sur les plus belles plages américaines, l'Amérique Latine et les Caraïbes.

Avec à New York, le Worldport® Pan Am : sous le même terminal vos correspondances immédiates Pan Am pour les lignes intérieures US.



Avec Pan Am, sur New York ou Miami, vous voyagez en L 1011-500 le tout dernier des gros porteurs. L'avion le plus perfectionné en vol aujourd'hui.

L'expérience Pan Am au meilleur prix.

New York	2 815 F*
San Francisco	4 650 F*
Los Angeles	4 650 F*
Miami	3 685 F*

\* Tarif aller-retour soumis à des conditions particulières de vente.  
\*\* Prix Juillet-Août 1982 : 5 499.

Avec Pan Am, même aux prix les plus bas, vous profiterez d'un service de qualité en Cabin Class® avec repas chauds et cinéma (location des écouteurs en vol).



Le Pan Am Pass, forfait à kilométrage illimité. Pour 5 399,\*\* sillonnez les USA et visitez les villes dont vous avez toujours rêvé.

Appelez votre Agence de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.

Pan Am. L'Expérience Avion.



# LA PAROLE AUX VOYAGISTES

M. Patrick Kopyman, responsable de la promotion et de la publicité des voyages Peuples du Monde, nous écrit :

EST-CE un hasard ou une simple coïncidence ? En tout cas, la parution sur la même page, côte à côte, dans le Monde du tourisme et des loisirs du samedi 22 mai, de la réponse de J.-P. Picon, P.-D.G. d'Explorator, à l'article d'Alain Herbeth (le Monde du samedi 24 avril) et de celle de J. Maillot, P.-D.G. de Nouvelles Frontières, à l'article d'Alain Faujas (le Monde du samedi 8 mai) me paraît hautement significative.

Avant été accompagnateur une dizaine d'années, je peux dire à quel point l'article d'Alain Herbeth correspond exactement à ce que j'ai vécu. C'est pourquoi je ne comprends pas bien ce que J.-P. Picon veut y ajouter. Certes, il insiste à nouveau sur le rôle culturel, ajoute aussi le rôle de gestionnaire, et a bien raison de préciser que « ces hommes et ces femmes ont la responsabilité de vies humaines ». Il n'en reste pas moins que l'accompagnateur est souvent considéré par ses

clients, voire par ses employeurs, comme un valet de luxe, un larbin de classe, bref un « esclave chic ». Et pourquoi nier les difficultés de reconversion qui ne sont pas que pratiques mais aussi psychologiques (il n'est pas facile de passer d'une vie nomade à une vie sédentaire) ?

Pourquoi aussi écrire qu'il est bien défendu et protégé par les lois sociales alors que cela est manifestement faux. L'accompagnateur est un pigiste. Il part sans contrat et n'est jamais sûr de retrouver un autre circuit lorsqu'il revient. Il peut être remercié à tout moment. Je pourrais raconter comment plusieurs d'entre eux furent ainsi renvoyés d'une très grosse agence pour avoir fait remarquer que leur bulletin de paie indiquait huit heures par jour alors qu'ils en faisaient plus du double. Il arrive souvent qu'un accompagnateur apprenne quelques jours avant son départ qu'il est remplacé par un autre. Dans des cas comme celui-ci, il n'a aucun recours.

Mais, surtout, pourquoi dire qu'un guide international touche 300 francs par jour et laisse entendre que c'est le cas chez tous les T.O. agréés par le ministère du tourisme et des loisirs.

C'est hélas ! tout à fait inexact. Le salaire oscille entre 0 franc et 350 francs par jour. Beaucoup de T.O. ne paient pas ou mal et beaucoup d'autres ne déclarent pas à la Sécurité sociale.

C'est ici que j'en viens à l'article de J. Maillot. Je ne doute pas une seconde que Nouvelles Frontières, grâce à son volume considérable, obtienne des tarifs plus bas de la part des transporteurs aériens et des prestataires de service, et cela sans nécessairement rogner sur la qualité des prestations.

Aucun doute que la suppression des intermédiaires représente aussi de sérieuses économies. Mais, lorsqu'il choisit l'exemple du Hoggar où il n'y a pas d'accompagnateur mais simplement un guide local et justifie ainsi une économie supplémentaire, il laisse entendre que c'est le cas de tous ses circuits. Or la plupart des circuits N.F. ont bien un accompagnateur bénévole (sauf en Inde où il touche entre 30 et 120 francs par jour, la plupart du temps non déclaré).

Si J.-P. Picon paie, lui, ses accompagnateurs 300 francs par jour, ce qui lui coûte 500 francs avec les charges, on imagine l'imputation sur le prix de re-

vient d'un circuit et l'économie que réalise N.F. De plus, ce coût est à partager entre une dizaine de clients, taille moyenne des groupes Explorator. Peuples du monde, etc., alors que les groupes N.F. sont plus importants. De plus, dans les petits groupes de ces agences spécialisées, l'accompagnateur ne bénéficie pas de la gratuité du transport aérien et des prestations qu'il faut donc réimputer aussi dans le prix de revient, alors

que des grands T.O. comme N.F. dépassent, le plus souvent, le chiffre fatidique de 15 au-delà duquel généralement le billet et les prestations de l'accompagnateur sont gratuits. Je ne comprends donc pas que J.-P. Picon nie les pratiques de certains de ses collègues qui lui font une concurrence comme toute pas très loyale.

Pour conclure, je donnerai un exemple. En 1978, j'étais prestataire du service en Inde. Je

m'étais spécialisé dans la découverte de nouveaux circuits. J'avais ainsi exploré la vallée de Zaskar et « vendu » l'idée à N.F. aussi bien qu'à Explorator. C'est un voyage très difficile : routes coupées, ponts cassés, villages qui débordent. Durant l'été 1978, les clients des deux agences eurent également leur part de « périples » et leurs conséquences : marches forcées, programmes écourtés, etc. Les trois groupes Explorator, restèrent satisfaits ; en revanche, dans les groupes N.F., c'était l'émotion permanente, et les lettres de plainte affluaient.

Pourquoi ? Explorator n'avait envoyé qu'un seul accompagnateur, toujours le même, choisi avec mon accord, et que j'avais emmené avec moi faire une dernière reconnaissance au Zaskar. N.F. m'avait envoyé cinq accompagnateurs différents qui tous venaient pour la première fois. Pourquoi ? Parce que ces amateurs quasi bénévoles ne considéraient comme un voyage et venaient à chaque voyage voir du nouveau. N'ayant pas l'approche professionnelle de l'client et ne connaissant pas non plus le terrain, ils paraissaient au premier incident. Ils tombaient ainsi sur des groupes. Ce sont moi les incidents que l'attitude du chef de groupe par rapport à ces incidents qui fait qu'un circuit est réussi ou pas. En fin de compte, je voudrais dire, c'est :

- 1) Il serait temps que la profession d'accompagnateur soit protégée, comme c'est effectivement le cas des guides interprètes en France ;
- 2) Il serait temps qu'un statut soit élaboré, tenant compte des responsabilités réelles et du travail effectif accompli par les guides internationaux. Un accompagnateur travaille seize à dix-huit heures par jour, y compris le samedi et le dimanche. En quinze jours, il effectue plus de travail qu'un fonctionnaire sédentaire, quinze-vingt heures hebdomadaires pendant un mois ; sans compter le travail de préparation avant le voyage, le rapport et la comptabilité après le voyage.

## STATUT POUR UN MONSIEUR DE COMPAGNIE

### TARIF CHARTER

### Le billet désossé

par Claude Soulières (\*)

LORS qu'un livre (1) récite que nous montrons que, en matière de comparaison des revenus, l'étude des facteurs non monétaires (c'est-à-dire l'ensemble des avantages, primes, gratifications...) était aussi instructive que celle des revenus purement dits, le consommateur, en matière de voyage se borne pratiquement à la comparaison des prix. Pour avoir démermé un peu plus tôt, quelques organisations monopolisent l'attention de la presse, d'une façon fort infortunée.

On comprend le parti pris : dès lors que l'on ne ressemble plus à un siège d'auton qu'un autre siège d'auton, le « comparateur » va s'attacher à la seule différence qui lui paraît évidente : le prix.

Ces habitudes se sont forgées dans les années 70, où une poignée d'organismes aventureux avaient réussi à diviser le prix du transport par trois en affrétant des appareils des compagnies supplémentaires américaines.

Aujourd'hui, la situation est différente : les compagnies régulières ont réagi en créant des tarifs adaptés à ce type de trafic (exemple : les vols vacances d'Air France) ou en vendant sous le manteau des billets à des tarifs préférentiels. Le résultat de cette évolution est que la différence entre le vol régulier « régulier » et le vol régulier qui ne fait pas partie de l'ordre de 20% à l'environ sur le plupart des axes touristiques. Il y a bien sûr quelques exceptions notables (Tokyo, Rio, Ouagadougou, etc.).

Dès lors que le prix ne varie plus de 1 à 3 comme il y a dix ans, mais de 1 à 1,2, l'attitude purement tarifaire n'est plus adaptée ; l'attention ne doit plus être braquée sur les tarifs, mais sur leur environnement, c'est-à-dire les conditions d'application de ces tarifs.

J'ai recensé quatorze éléments qui doivent être analysés pour comparer valablement deux propositions de vols sur une destination.

#### CONDITIONS DE PRIX

- 1) Prix adulte : s'ajoute l'adhésion lorsqu'elle n'est pas comprise. L'assurance est-elle incluse dans le prix ?
- 2) Prix enfant : sur les charters, les enfants ne disposent généralement pas de réduction, alors que les vols réguliers prévoient toujours des réductions pour les enfants (jusqu'à douze ans) ;
- 3) Conditions d'annulation :

comparer la retenue selon les dates d'annulation ;

- 4) Prix terme ou réversible : une organisation importante, qui déclare se battre pour le droit au voyage, oblige ses clients à accepter une augmentation éventuelle de 15% des tarifs ;
- 5) Conditions de paiement : les prix des s'accompagnent généralement de conditions de paiement très contraignantes. Telle association, qui se targue de pratiquer les prix les plus bas, oblige ses adhérents à payer des sommes plus importantes à l'inscription ; la différence, placée à la Caisse d'épargne, baisserait le prix de 0,75% à 1% ;

#### CONDITIONS DE VOL

- 6) Aéroport de départ : part-on d'Orly ou de Roissy ?
- 7) Type d'appareil : certains appareils sont plus confortables que d'autres. Les grands voyageurs vous diront tous qu'ils préfèrent tel appareil à tel autre ;
- 8) Compagnie aérienne : les compagnies étrangères n'ont pas toutes la même notion de service ;
- 9) Itinéraire, durée du vol : tous les chemins mènent à Rome... On peut aller en Japon en quinze, dix-neuf ou vingt-six heures, selon la route (submarine, polaire ou sud) ;
- 10) Horaires : certains horaires matinaux obligent les provinciaux à un transport sur Paris la veille du départ ;
- 11) Jour d'opération (milieu de semaine, week-end).

#### TYPE DE BILLET

- 12) Validité du billet : qui peut le plus peut le moins. Un billet valable un an est toujours préférable à un billet à durée limitée... Seul pour celui qui n'a que quinze jours de vacances ;
- 13) Vol « charter » ou vol régulier : dans le cas d'un vol régulier, on peut savoir à l'avance les horaires et numéros de vol ;
- 14) Peut-on faire des arrêts ? A l'aller ou au retour, certains billets offrent la possibilité de s'arrêter.

Certains voyageurs ont dépensé plusieurs millions de francs pour faire savoir qu'ils lui-même pour le droit au voyage et qu'ils étaient les moins chers. Comme souvent, la vérité est plus complexe : notre liste en quatorze points n'est certes pas exhaustive, mais, à nos yeux, la défense du consommateur et le droit au voyage passent par l'information du voyageur sur les à-côtés du prix du voyage.

(\*) Toujours plus, de François de Clouet.

### DES PROGRAMMES IMMOBILIERS DE LA COTE D'AZUR « FONT LE VOYAGE » JUSQU'A PARIS

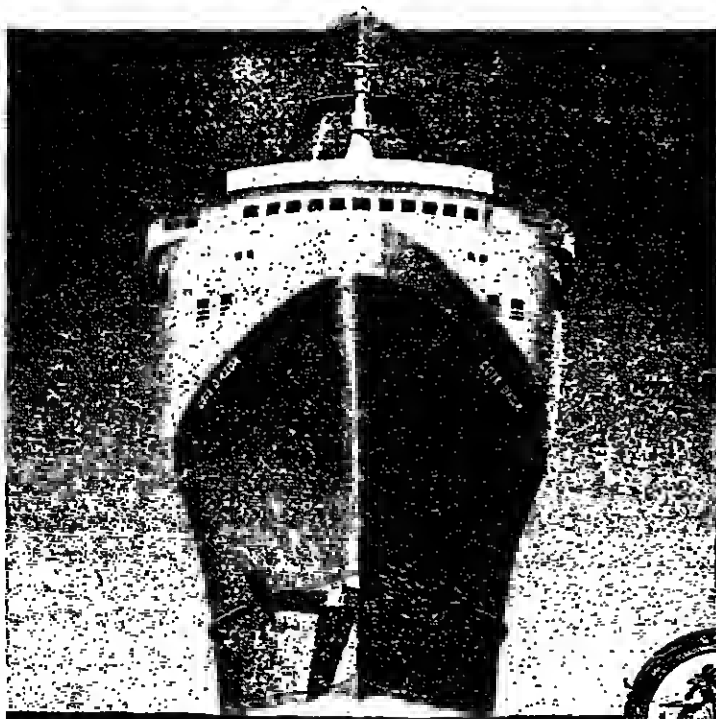
Se créer un « petit coin de paradis » sur la Côte d'Azur, c'est un rêve partagé par beaucoup de Français (et de Parisiens en particulier). Mais il faut bien reconnaître que l'acquisition des programmes immobiliers de toutes sortes, la difficulté qu'il y a à distinguer le bon, du moins bon, le manque de temps pour se rendre sur place et opérer un tel jugement, rendent difficile la réalisation de ce rêve.

C'est pourquoi nous sommes intéressés par l'initiative de la GEPIFC (une des premières centrales de vente immobilière française) : durant une semaine — du 14 au 19 juin prochains de 10 à 20 heures — des équipes commerciales de GEPIFC-CÔTE D'AZUR s'installent au siège social, 4, place d'Alsace, Paris (16<sup>e</sup>), afin de vous faire découvrir, en toute simplicité, sur une sélection de programmes de la GEPIFC :

- La Résidence « La Miroir » au cœur de Fréjus-Plage ;
  - 5 résidences à Saint-Raphaël ;
  - et « Les Résidences du Golf » à Cannes Martin.
- Incontestablement, ce sont de belles réalisations, avec un choix très vaste de types d'appartements, de superlatifs, donc de prix. Mais ce qui nous semble avant tout utile de signaler aujourd'hui, c'est cette abondance d'informations qui vont être données à domicile aux acquéreurs éventuels, permettant ainsi à ces derniers d'opérer une sélection éclairée sur des documents, des chiffres et des réponses précises à des questions essentielles. Guide ensuite à se rendre sur place, pour effectuer un dernier examen.
- Le choix d'une résidence est un choix trop important pour qu'on ne mette pas toutes les chances de son côté. Voilà pourquoi nous avons été séduits par cette formule originale de la GEPIFC : 6 jours de véritable information immobilière à GEPIFC Paris.

**vol spécial**  
**Paris-Mexico**  
**A/R**  
**4.200 FRS**  
**8 Juil - 5 Août**  
**5 Août - 8 Septembre**  
**EL CONDOR**  
28 rue Delambre-75014 Paris  
Tel: (1) 322.30.26

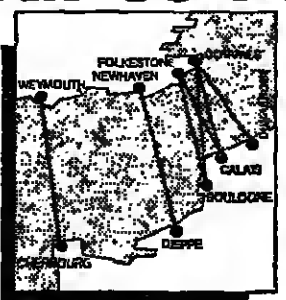
### EN VOITURE POUR L'ANGLETERRE ET L'IRLANDE.



## TRAVERSEZ EN BONNE COMPAGNIE.

Sealink vous offre 7 lignes de car-ferries. A Calais, découvrez les nouveaux car-ferries à 2 ponts dont le « Côte d'Azur », le plus récent et le plus beau fleuron de la flotte Sealink.

Pour l'Irlande, bénéficiez du tarif LANDRIDGE qui couvre à la fois la traversée de la Manche et celle de la mer d'Irlande et vous permet de visiter le Pays de Galles.



A bord de tous les car-ferries, vente de produits « hors taxes ». Profitez des tarifs avantageux : par exemple 50% de réduction pour 60 heures en Grande-Bretagne. Demandez la brochure dans les gares, bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages, ou écrivez à Sealink Service, 3, rue Ambroise-Paré, 75010 Paris.

**Sealink**

SNCF

### INFORMATIONS ALISARDA

## REVEZ TRANQUILLEMENT DE VOTRE ETE EN SARDAIGNE. ALISARDA EST PRETE A LE REALISER.

Une flotte de DC9 plus importante. Une fréquence de vols accrue. Un système de réservation simplifiée.

La Sardaigne, tout le monde le sait, est un paradis estival ; plages de sable fin, paysage sauvage, ensoleillement permanent, diversité des couleurs et des lumières, curiosités archéologiques... La Sardaigne par Alisarda, tout le monde ne le sait pas, est un plus pour vos vacances ; des vols réguliers et directs au départ de Paris-Orly et de Nice-Côte d'Azur, deux fois par semaine à partir du 20 juin, des vols « vacances » et « visites » à des tarifs spécialement étudiés, l'assurance de relier la réalité au rêve en moins de deux heures de vol, confortablement installé à bord de nos DC9.

La Sardaigne par Alisarda, vous pouvez déjà la découvrir en demandant notre documentation.

Alisarda.  
9, bd de la Madeleine 75001 Paris,  
tél. 261.61.50 ou 261.61.80.

**ALISARDA**  
Lignes Aériennes de la Sardaigne.

مكتبة الأمل



# LE LANGUEDOC ROUSSILLON

**Sur le port, au cœur des loisirs depuis dix ans.**



**Rameau  
pianos**

**“plus  
musicaux  
que jamais”**

**8 modèles,  
28 variantes  
de pianos droits  
à partir de 16.000 F**

**En vente chez les  
meilleurs détaillants**



## LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

## Montpellier aux couleurs d'I.B.M.

## COMMUNICATION

## Le futur avec ses outils

**V**OILA cinq ans, la direction des télécommunications, la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, la DATAR, et l'université Paul-Valéry, décident d'ordonner, à Montpellier, un Institut d'un type nouveau qui n'a toujours pas d'équivalent en Europe. L'IDATE (Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie). Cet institut a pour vocation d'étudier les conséquences socio-économiques de l'introduction des nouvelles technologies de la communication, informatique, télématique, audiovisuel. Il effectue des recherches pour la compte de nombreux ministères, de collectivités locales, d'entreprises nationales et d'organismes privés.

L'IDATE rassemble aujourd'hui une quarantaine de personnes, dont une trentaine de chercheurs, informaticiens, architectes, géographes, juristes, psychologues, sociologues, psychosociologues et économistes. Grâce à cette diversité, l'institut apporte un éclairage original sur les rapports étroits qui existent entre les télécommunications, les transports, l'énergie, l'urbanisme, l'aménagement du territoire, la ville et l'emploi. Il publie un bulletin dont les deux derniers numéros ont été consacrés aux actes des troisième Journées internationales qui se sont déroulées à Montpellier en octobre dernier sur le thème des réseaux locaux.

Cette manifestation annuelle devient un rendez-vous important pour de nombreux spécialistes de la communication, tant en France qu'à l'étranger. Cinq vingt intervenants, dont vingt étrangers, étaient présents l'année dernière.

L'IDATE n'en est pas moins au service du développement régional, aidé en cela par les élus qui ont bien compris que les nouvelles technologies pouvaient apporter au Languedoc-Roussillon. Plusieurs études ont pour cadre cette région et sa capitale : l'introduction de la télécommunication dans le futur quartier d'Antigone. En outre, le commissariat général au Plan et la DATAR ont confié à l'IDATE une étude préalable sur les possibilités de délocalisation de tâches au sein du secteur public et parapublic dans deux régions françaises, dont l'une sera probablement le Languedoc-Roussillon.

Le travail à distance ou télétravail, qui, pour le moment, fait un peu figure de serpent de mer, va donc redevenir d'actualité. Dans son discours de Digne, le 23 avril dernier, M. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, a insisté sur les conséquences que pourrait avoir cette forme d'organisation du travail, en particulier sur le monde rural, en offrant de nouvelles activités à une population qui pourrait ainsi rester sur place.

Dans ce domaine, la région fait figure de précurseur. Depuis 1978, la centre de renseignements téléphoniques de Mende traite des appels en provenance non seulement de Lorraine mais aussi ceux de certaines parties de l'Hérault et du Gard, qui étaient auparavant traités par les centres de Montpellier et de Nîmes. Grâce aux travailleurs du futur de l'IDATE, la communication de demain se construit aussi en Languedoc-Roussillon.

RICHARD CLAUDON.

(1) La télécommunication est un système qui permet à plusieurs personnes de se retrouver simultanément sur la même ligne téléphonique, sans réservation préalable, et à toute heure. Le numéro d'appel est public.

## Le groupe SEPAD et GEORGES DENIAU

ont choisi le LANGUEDOC pour y développer leur nouvelle résidence de loisirs :

Le Tennis - village des HAUTS DE NIMES

- un domaine de 42 ha de garrigue
- 33 courts de tennis dont 4 couverts
- les stages intensifs de Georges Deniau
- un restaurant, une piscine
- des programmes immobiliers

les Hauts de Nîmes

Route d'Anduze - 30000 Nîmes - Tél. : 1661 23.14.67

SEPAD

INFORMATION

25, rue Cambon - 75001 PARIS - Tél. : (1) 261.55.17

**R**IENT ne rapproche - sinon un voisinage fortuit sur un plateau de terre arable et de vigne - aux portes de Montpellier, l'usine I.B.M. et la mare de Grammont. Pourtant chacun de ces sites, séparés par quelques centaines de mètres, contribue à la connaissance de la ville en Europe et dans le monde.

La mare de Grammont est célèbre dans l'histoire de la botanique pour avoir fourni au célèbre naturaliste suédois Linné un certain nombre de plantes qui portent désormais accolée à leur nom la provenance, ce « montpelliensis », ratification de renommée.

L'usine I.B.M., qui fabrique pour l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique les plus gros ordinateurs du monde, place Montpellier au premier rang dans le traitement de l'information.

Son implantation, citée comme un exemple de décentralisation réussie avant même que l'idée soit entrée dans les habitudes de comportement, symbolise une mutation de la vie économique régionale autour de Montpellier. Alors que cette vie économique reposait essentiellement sur la viticulture, le commerce et les services qui continuent à jouer un rôle important, elle a constitué un

apport industriel attendu de longue date.

Comment le choix d'I.B.M. s'est-il porté sur Montpellier ? Il y a deux explications qui, en fait, se rejoignent. Pour les Montpelliérains, il y eut de la part d'I.B.M. comme un coup de foudre. La marée était si belle que, à choisir entre une vingtaine de villes et plus de cent cinquante offres de sites industriels, le rayonnement de la cité ne pouvait que l'emporter. Ce ne fut pas si simple et il est honnête de dire que la municipalité de M. François Delmas, régnante à l'époque, n'avait pas cette vue simpliste.

## Six cents Parisiens

Pour les dirigeants d'I.B.M., au plus haut niveau international, moins lyriques et plus planificateurs, ce fut le résultat d'une équation posée à partir du moment où l'usine de Corbeil-Essonnes devenait trop étroite. A quelques mois près, le résultat aurait pu être différent. Il le fut, dit-on à I.B.M. Mais c'était trop tard ! Le choix était fait, l'opération lancée. L'université, le soleil, le prix du mètre carré, le logement, les communications et la volonté de la DATAR qui voulait industrialiser le

Languedoc-Roussillon avaient fait pencher la balance.

En 1963, le terrain était acheté ; en 1964, l'usine s'installait sous la direction de M. Auch-Roy, auquel succédait, l'année suivante, M. Emile Nouel, qui en est toujours le directeur. Aujourd'hui, le terrain d'origine de 13 hectares s'étend sur 48 hectares et, de 10 000 mètres carrés, le site industriel proprement dit est passé à 85 000 mètres carrés.

Sous la direction de M. Nouel, l'usine de Montpellier coordonne les activités complémentaires de Bordeaux (sous-ensembles électroniques et produits de télématique) et de Valencia, en Espagne (lecteurs de bandes et unités d'alimentation). Elle assume la responsabilité d'une gestion commune des plans, des opérations de contrôle et des approvisionnements. Vu des États-Unis, où les distances sont grandes, il s'agit d'une seule et même unité.

Cette situation assure 40 % du trafic aérien Montpellier-Bordeaux et Montpellier-Valencia qui, sans I.B.M., n'existerait pas.

Les effectifs sont passés de quatre cents à deux mille trois cents. Ils devraient atteindre deux mille cinq cents. La masse salariale s'élevait à 423 millions de francs en 1981 et les exportations à 1,5 milliard de francs, soit 17 % du total régional. Le recen-

sement est essentiellement local. Six cents « Parisiens » ont été décentralisés ; ce chiffre n'a pas varié ou tend à s'atténuer en raison des départs à la retraite.

Août de l'université industrielle régionale, I.B.M. fait figure de soleil avec ses satellites sous-traitants dans un cercle d'attraction qui s'étend de Marseille à Toulouse et de l'Arrière-Pyrénées à la vallée du Rhône. L'usine de Montpellier est deuxième donneuse d'ordre, avec 18,5 % de la sous-traitance I.B.M. en France, derrière l'Ile-de-France (27 %). Au total : près d'un million d'emplois dans la région avec des effets induits sur les entreprises de développement interne grâce à l'apport technologique, la diversification et le développement des marchés à l'exportation.

## Professeurs à l'usine

Les rapports avec l'université ont été, au départ, privilégiés, mais ils ne tardèrent pas à s'étendre dans tous les domaines.

Il y eut, en 1980-1981, une expérience unique en France, qui ne fut pas renouvelée, mais pourrait l'être. Deux ingénieurs de l'usine sont allés enseigner au lycée technique Jean-

Mermoz de Montpellier et deux professeurs de l'établissement sont venus travailler comme ingénieurs à I.B.M. Les résultats ont été probants : pourcentage excellent de réussite au baccalauréat et intégration des professeurs à la fabrication. Pour eux, en fin d'expérience, leurs collègues n'étaient (momentanément) plus en lycée mais à l'usine !

L'intégration se situe aussi hors de l'usine et de ses échanges industriels. La culture, le sport, la détente y contribuent. Des dirigeants ont des responsabilités à la chambre de commerce et d'industrie de Montpellier ou dans des associations de promotion industrielle : au sein desquelles ils apportent des connaissances, forgées dans la réalité des concurrences. M. Emile Nouel a été élu tout récemment à l'Académie des sciences et lettres de Montpellier, vieille société née sous le règne de Louis XV.

L'occultation des techniques n'empêche pas l'enseignement des hommes. Quel que soit le regard qu'on porte sur I.B.M. et sur les multinationales, Montpellier, sans cette usine bordée d'arbres, de laurier roses et de vignes, aurait un tout autre visage, sans aucun doute plus tourné vers le passé que vers l'avenir.

ROGER BÉCHTAUX.

## Industries de demain

(Suite de la page 21.)

Montpellier, avec ses activités de recherche, symbolise un tertiaire « triomphant ». Bien qu'occupant 60 % des actifs de la région, le tertiaire n'est pas hypertrophié. Si les huit grandes villes régionales recueillent la moitié des emplois tertiaires, la diffusion se fait aussi dans l'espace régional, y compris en Lorraine, où l'on comptait par exemple 2 500 actifs dans les services en 1967 et 13 400 en 1975, alors que la population du département a baissé entre ces deux dates.

La dépression attribuée par certains au secteur tertiaire s'explique davantage par une « traduction » trop voyante sur le terrain que par une analyse raisonnée des chiffres : les tours de Babel de béton du front de mer font mal à ceux qui dénoncent la « colonisation » ; mais cette dernière n'est pas évidente : la moitié des logements de La Grande-Motte et de Palavas ont été acquis par les classes aisées de Nîmes et de Montpellier. L'aménagement touristique du littoral s'est traduit par un gain de trente mille emplois permanents : dix mille dans le bâtiment, autant dans les services et l'hôtellerie. Le chiffre d'affaires du tourisme a dépassé celui de la viticulture », affirme M. Michel, de la mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral, installée à Montpellier. « En réalité, on n'en sait rien. Celo o parlois été utilisé comme un slogan », répond M. Betger. Le Languedoc-Roussillon semble s'être fait aujourd'hui à l'idée de ne pas vendre que du vin, mais aussi de la mer, de la montagne et du soleil.

## Ne pas salir le ciel bleu

Dans les années 50, un maire de Carcassonne avait eu un mot célèbre : « On veut salir notre ciel bleu ». Depuis cette date, les Languedociens sont soupçonnés - surtout par les gens du « Nord » - de ne pas nourrir un zèle industriel. C'est oublier l'histoire, le textile languedocien renommé sous l'Ancien Régime jusqu'à Constantinople, grâce à la foire de Beaucaire. Mais lorsque les régions au sillon de mer se tournent vers l'industrialisation, le Languedoc, lui, fait « bande à

part » et se lance dans la viticulture : celle-ci fait vivre non seulement l'espace rural mais aussi les villes.

La première expérience industrielle, le développement du bassin des Cévennes, calquée sur le modèle national et centraliste de l'époque, se traduit par un échec qui marquera les esprits : la conversion, longue, ne sera vraiment réussie que dans le seul bassin d'Alès. Les espoirs placés aujourd'hui à Lardrecht, malgré une lutte exemplaire, sont fragiles. A une échelle moindre, l'échec du développement d'une industrie viticole (il n'y a pas, par exemple, de machine à vendanger languedocienne) peut paraître surprenant : Béziers qui symbolise au début du siècle l'essor de cette industrie, subit dans les années 50 un grave revers avec la fermeture de l'entreprise Fouga qui emploie jusqu'à deux mille ouvriers. Ce mythe de l'échec industriel, qui se double d'une méfiance à l'égard des « toucheurs de primes », est entretenu aujourd'hui avec la fermeture de l'entreprise Eurocérail, où les volontés locales ne sont pas en cause.

Quelques chiffres suffisent à montrer la faiblesse de l'industrie

languedocienne. L'industrie (non compris le bâtiment et les T.P.) n'occupe que 15 % des actifs de la région : ce pourcentage est de 27 % sur le territoire national. Une quinzaine d'entreprises seulement dépassent cinq cents salariés, aucune n'est située en Lorraine, une seule (la société Bella en difficulté), existe dans les Pyrénées-Orientales. Même le bâtiment, point fort (11 % des actifs contre 8,5 % dans le reste de la France) de l'activité régionale depuis une vingtaine d'années avec l'arrivée des quatre-vingt mille rapatriés et l'aménagement du littoral, connaît un net ralentissement, qui n'est pas sans rapport avec l'élevation brutale du taux de chômage.

## Vers l'est

Si la décentralisation parisienne des années 60 a peu touché le Languedoc-Roussillon, la région a été l'objet d'une attention particulière des aménageurs avec la création de la Compagnie nationale du Bas-Rhône-Languedoc et de la mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral. Maîtrise de l'eau, vocation péagère, tourisme : autour de cet axe triptyque, des visions de « Californie

française » avaient été entretenues naguère. « Le développement s'est concentré vers l'est de la région, alors qu'on prévoyait sa diffusion vers l'ouest. Le déséquilibre intra-régional, s'ajoutant à celui, ancien, entre l'arrière-pays et le littoral, s'est accentué », estimait MM. Berger et Rouzier. La région aimée vit du « tropisme » marseillais et de son satellite géant de Fos. « Le Gard récupère ce qui est moteur ; nous avons du mal à attirer les industries vers l'ouest et le sud de la région », affirme M. Jallon, commissaire à l'industrialisation, du Languedoc-Roussillon, directeur de l'A.F.R.I.L.R. (3).

Une nouvelle ligne de force de Bagnols-sur-Cèze à Sète s'est constituée, héritière de ces efforts d'aménagement et de la plupart des quatre-vingt mille nouveaux habitants arrivés dans la région entre 1968 et 1975. Les opérations d'aménagement hydraulique dans le Languedoc ont été entreprises par la Compagnie du Bas-Rhône, celles prévues dans les Pyrénées-Orientales, la poursuite de l'aménagement touristique dans un sens plus « social » notamment, comme le souhaitent ses responsables, enfin les crédits distribués dans le cadre du plan Grand Sud-Ouest permettront-ils de réduire les disparités régionales ?

## Fragile sous-traitance

Pour revenir à la « hauteur » de l'emploi industriel en France, il devrait se créer quatre-vingt mille emplois environ dans le Languedoc-Roussillon : c'est le nombre des demandeurs d'emploi actuel. A première vue, ceux qui voudraient s'atteler à une telle tâche débiteraient vite : entre 1968 et 1975, cinq cent cinquante emplois industriels seulement ont été créés dans le Languedoc-Roussillon ; dans le même temps, le tertiaire, en pleine « explosion », en a créé cinquante mille... « La relance industrielle est impérative », insiste pourtant M. Fassina, responsable de l'union régionale C.G.T. Un responsable patronal affirme au contraire :

« C'est une chance pour notre région d'être passée à côté de l'industrialisation et de la pseudo-richesse. Les grosses unités industrielles à faible valeur ajoutée se transfèrent maintenant vers les pays du tiers-monde. Il faut libérer le Languedoc-Roussillon de la traque du gros projet industriel ».

L'industrialisation a néanmoins ses forçats modestes qui travaillent au coup par coup. Et tout d'abord les élus qui refusent de voir leur village se laisser envahir par la garrigue. A Saint-Mathieu-de-Tréviers (Hérault) trois cent cinquante emplois ont été créés depuis 1966, et la commune est passée de sept cent cinquante à mille cinq cents habitants. « Malheureusement nous avons importé aussi du chômage », reconnaît un conseiller municipal. Plus haut, à Saint-Martin-de-Londres, les voitures de pompier couchent à la belle étoile : leur hangar héberge des ateliers de sous-traitance ; une centaine d'emplois ont été créés en moins de cinq ans. L'A.F.R.I.L.R. appuie cette coopération patiente et minutieuse : quatre mille emplois ont été ainsi « grignotés » depuis 1978 dans la région.

Les décideurs peuvent être extérieurs : I.B.M., la première entreprise régionale (deux mille cinq cents salariés), installée à Montpellier, a entraîné dans son sillage la création d'un bon millier d'emplois de sous-traitance qui se révèlent parfois fragiles. A Lodève, sous les regards des paysans du Larzac, l'extraction de l'uranium a pris la place du textile : neuf cents emplois sont prévus par la COGEMA, 34 % du personnel employé devrait être originaire de l'arrondissement, et trois cents emplois « induits » par l'implantation.

Les tout premiers contrats de solidarité ont permis enfin de dégager dans la région près de huit cents emplois.

RÉGIS GUYOTAT.

(3) Association pour la promotion industrielle du Languedoc-Roussillon.

## Illusions espagnoles

(Suite de la page 21.)

En faisant un bilan de dix ans d'implantations, on constate qu'un certain nombre d'entreprises comme « Congoat », « Unilever », « Paduan » ou « Agallo-France » ont réussi leur « greffe » en Roussillon pour avoir accepté de remettre en question leurs habitudes et s'être adaptées aux structures économiques françaises. Cette osmose a eu d'autant plus de succès que ces entreprises ont grandi en France.

Les plus gros échecs, à la fois sur le plan économique et social, sont finalement des entreprises qui sont arrivées en Roussillon avec des objectifs plus importants. Des erreurs dans la transposition d'habitudes de gestion ou de fiscalité devaient les faire tomber une fois absorbées les primes à l'installation consenties à travers le Datar par la France, de même que l'organisation commerciale fut souvent le talon d'Achille de ces sociétés.

## Le goût espagnol

Mais dans le cas de trois entreprises (Punto Blanco, Textiles du Vallespir et Liqueur 43), la répercussion de ces échecs a fortement été ressentie dans le département des Pyrénées-Orientales où les classes politiques étaient déjà peu favorables au développement du secteur industriel.

Avec à chaque fois un grand « coût » social et de nouveaux chômeurs, ces échecs d'implantation posent la question des causes. Si, pour des sociétés comme Tola-Textiles du Vallespir ou Punto Blanco conçues avant l'effondrement européen du secteur textile, on peut mettre en cause le surdimensionnement, at une étude de marché trop

sommaire, dans le cas de Liqueur 43, qui voulait imposer le goût des alcools espagnols à travers la France, l'échec semble plutôt être lié au choix d'un produit inadapte. Cette société a essayé de modifier et d'adapter son produit au goût européen mais trop tard.

## Les mirages de création d'emplois

Ces échecs ont aussi en commun d'avoir un même intermédiaire entre le pays d'accueil et la firme espagnole, un homme d'affaires qui à aujourd'hui monté sa propre société et qui apparaît dans les organigrammes des trois sociétés qui devaient chuter. Sa connaissance du marché et de l'économie méritaient-elles donc cette aveugle confiance aussi bien des sociétés nouvelles que des structures qui, en France, accueilleraient les industries espagnoles et leurs mirages de création de nombreux emplois industriels.

Enfin le rôle des banques, dans ces aventures industrielles, il faut le reconnaître, assez fragiles dans leur conception, a été loin d'être négligeable comme on a pu le voir auparavant.

De plus les primes ou subventions ont joué comme de véritables « miroirs aux alouettes » pour des hommes d'affaires qui les considéraient plus comme des sources de financement immédiat que comme un support à une implantation plus réfléchie et plus soutenue financièrement par des investisseurs institutionnels.

Ces « miroirs » ont tout de même ajouté plusieurs centaines de chômeurs à un département qui était loin d'en avoir besoin.

JEAN-CLAUDE MARRE.

## Chasseurs de primes

**L**e Journal de Montpellier a jeté un pavé dans la mer en publiant le rapport d'un professeur d'économie de l'université de la ville, M. Tiano, qui fait les comptes d'un « toucheur de primes », la société Eurocérail, disparue fin 1981 après un « séjour » diphénérique de six ans dans la banlieue de Montpellier.

Contrôlée à parts égales par le groupe américain Norton et le groupe Lafarge, Eurocérail a été conçue pour la seule fabrication des tubes de céramique alumineuse pour le compte de l'usine du Tricastin d'Eurodif. Selon M. Tiano et les syndicats C.G.T. et F.O. de l'entreprise, Eurocérail aurait avancé d'abord le coût de la construction de l'usine, soit 340 millions de francs.

Eurocérail aurait reçu également 63 millions de francs d'aides publiques, dont 43 mil-

lions de francs représentant le montant de l'exonération de la taxe professionnelle jusqu'en 1980, un « cadeau » accordé par la collectivité locale à l'entreprise qui menaçait d'aller à l'étranger.

Au total, en quatre ans d'activités, Norton et Lafarge auraient réalisé 250 millions de profits, soit un « profit » supérieur à l'ensemble des salaires versés pendant six ans au personnel.

Au terme de son contrat de fabrication avec Eurodif, Eurocérail a « pris bagages », laissant 40 000 mètres carrés de bâtiment sur la zone industrielle de Vendargues, et surtout six cents salariés, dont la qualification est difficilement transférable, au chômage.

R. G.



150 من الأصل

## LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

### Uzès la vieille a trop fait la belle

**R**AVALÉE, poncée, assainie, blanchie, ravaudée, la vieille ville d'Uzès s'est vendue son âme au diable ? En sourdine, la question court les ruelles et les cotés : on la murmure sous les porches « arcades » de la place aux Herbes. On fait mine de regretter la poussière du sol naturel aujourd'hui recouvert de grandes dalles de porphyre, et on déplore que les petits vieux meurent... ou partent, les uns après les autres... Ils faisaient si bien dans le paysage.

Les antiquaires et les officines d'agent immobilier se multiplient, quand on voudrait des quincailleries et des boulangeries. Mais on avoue que le changement des camions à 3 heures du matin chez la grossiste en fruits et légumes gêne les voisins qui habitent « des trucs restaurés ».

Paradoxe des quartiers anciens : comment rajouter les vieilles pierres, mettre des salles de bains dans les maisons et des terrasses sous le toit... sans devenir Saint-Paul-de-Vence ou Las Baux ?

Uzès est un peu un cas d'école. Malgré sa taille modeste (sept mille habitants), Uzès est encore capitale et son pays du Gard, et coulait sous un passé trop riche.

Des onze mille habitants qui se seraient au 18<sup>e</sup> siècle à l'intérieur des remparts, elle avait gardé un patrimoine immobilier sinon intact, du moins très homogène, comme le notait en 1966 l'architecte en chef des monuments historiques Michel Hermitte, chargé d'établir le plan de sauvegarde : des maisons du Moyen Âge ou de la Renaissance embellies, enrichies et embellies aux 17<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles par des façades classiques, « à la française ». Un ensemble très cohérent de ville miniature. A la tour du château, où règne depuis des siècles la famille Crussol d'Uzès, comme sous plusieurs républiques pour ses marquisés, répondent les tours du roi et celle de l'évêque.

L'évêché est parti, le sous-préfet aussi, le caserne de C.R.S. a été démantelée, et on a fermé, il y a dix

ans, la maternité : Uzès se repliait. Mais elle a voulu, il y a quelques années, garder son lycée, et les chiffres les plus récents montrent qu'elle a eu raison : de 96 élèves en 1974-1975, il en a accueilli 342 cette année. Renaissance.

Peste ville oubliée par la révolution industrielle, restée à l'écart du chemin de fer, somnolente, protégée par son indolence. On pouvait passer sans la voir, retranchée derrière le rempart commercial des boulevards, où l'activité s'était déplacée.

#### Les « étrangers » sont dans la place

« Sans la loi Malraux, la vieille ville ne serait qu'un tas de ruines. Il y avait eu des effondrements, et même des morts, rappelle Thierry Vincent, adjoint au maire socialiste d'Uzès, chargé de l'urbanisme. A l'époque, on aurait pu acheter toute la place aux Herbes pour 500 000 mille francs. Personne n'en voulait. » Difficile à imaginer quand il faut, vingt ans après, 700 000 mille francs au moins pour acquérir un hôtel particulier... avant travaux. Tout a basculé. L'indifférence incrédule, l'hostilité, parfois, d'une bonne partie de la population - des « rebrousseurs », comme on dit ici - se sont changées en plaintes contre les spéculateurs ou en regrets de ne pas les avoir limités en temps utile.

« Il fallait des locomotives », affirme Thierry Vincent, pour expliquer que les « étrangers » sont entrés dans la place. Même le sérieux coup de pouce financier apporté par l'Etat ne suffisait pas, au début, à décider certains propriétaires. « Les gens n'ont pas compris que c'était une bonne affaire, ils avaient peur d'être seuls à retourner dans un champ de ruines. Même le notaire n'y croyait pas... Un notaire moderne aurait compris. »

Le mécanisme de la loi Malraux, promulguée le 4 août 1962, et appliquée à Uzès, onzième secteur sau-

gardé de France, dès 1965, offrait en effet, au début, de grandes facilités : le propriétaire pouvait toucher 25 % du coût des travaux en subvention, 50 % en prêt du Crédit foncier à 4,25 % l'an avec pour seule obligation que le logement soit une résidence principale pour lui-même ou un locataire. Pour quelqu'un qui avait des revenus confortables (ses dépenses étaient déductibles des revenus) et de quoi financer un apport personnel, « c'était l'Eldorado », estime un responsable. On a distribué des fortunes : pourtant, personne ne voulait se lancer. A ceux qui prenaient la risque, les voisins disaient : « Vous allez avoir les beaux-arts sur le dos. Vous n'avez pas fini d'en voir... » Depuis que le château était classé, les « beaux-arts » étaient ces fonctionnaires qui vous empêchent de créer votre maison, de peindre vos volets, et ne vous donnent jamais un sou...

Il a fallu attendre les Parisiens. Une dizaine d'immeubles assez importants ont été restaurés à « quand les Uzétiens ont vu que c'était habitable, ils ont découvert que c'était beau ». Dans le même temps, la Sarpi, société d'économie mixte spécialisée dans la restauration des quartiers anciens (Seriat aussi, c'est elle) avait pris en main l'ilot opérationnel.

Elle achetait les immeubles à abattre pour dégrader des cours, créer des passages, des espaces publics, restaurait les maisons pour le compte des propriétaires ou créait des appartements horizontaux en réunissant plusieurs maisons. De 1969 à 1978, la Sarpi a mis en vente, une fois restaurés, 54 appartements et 15 commerces, et travaillé pour le compte des propriétaires sur 19 immeubles (74 appartements et 25 commerces).

Trois subventions ont été accordées par l'Etat, qui est difficile d'ajouter, sans « tricher » leur valeur réelle : 3,7 millions de francs en 1968, 3,7 millions de francs en 1973, à 500 000 francs en 1977. Le restaurant de ce quartier pilote

(un tiers de la surface de la vieille ville) n'aura coûté à la commune que le rachat des emprises publiques (1,1 million de francs) et le tout-à-égout. « Qu'elle aurait dû faire de toute façon ». Enfin, elle a reçu une subvention du fonds d'aménagement pour le pavage de la place, qui n'est pas du goût de l'architecte des monuments historiques ni de son ancien collaborateur, M. Aniel Balmassière, instillé à Uzès comme agrée en architecture, et grand spécialiste du secteur sauvegardé.

L'un des effets les plus nets de cette entreprise de mise en valeur a été la création sur place d'un corps d'artisans très spécialisés : une vingtaine d'entreprises ont appris, sur le tas, à travailler la pierre d'Uzès qui avait servi, après le creusement des caves, à construire les maisons. Cette pierre blonde, plus ou moins fragile suivant les couches, sculptée en décorations précieuses dans certaines cours Renaissance, eustère et classique sur nombre de façades plus tardives de la rue Port-Royal.

#### On ne démolit plus

La loi Malraux était faite pour protéger des ensembles urbains. Elle a sauvé les pierres d'Uzès. Elaboré parmi ceux de la première génération, le plan de sauvegarde établi par Michel Hermitte, témoignait aussi, comme il était de règle à l'époque, d'un souci hygiéniste : on voulait faire entrer la lumière et l'air dans les maisons, ne pas trahir l'enseignement des « modernes ». Résultat, la place de « sauvegarde » prévoyait de nombreuses démolitions qui furent jugées carrément excessives quand les propriétaires eurent commencé de s'intéresser à leur bien : une polémique très vive enflammait la ville au moment de l'enquête publique en 1976, et le plan fut révisé... en hausse. Il est aujourd'hui définitivement approuvé, et il a donc perdu toute la souplesse (une procédure très lourde est nécessaire pour toute modification des prescriptions vou-

lues par l'architecte) qui fut trop précisée lors des premiers travaux. « On ne savait pas toujours ce qu'on s'était trouvé », raconte Aniel Balmassière. Au pied du mur, on trouvait des endroits où l'on avait prévu des purges un peu larges. Maintenant, on se heurte nous-mêmes à ces par-

#### 6 000 F le mètre carré

Pour inciter les propriétaires privés à participer à la sauvegarde du patrimoine architectural, et pour limiter le mouvement, la loi Malraux avait été à l'origine généreuse. Plus tard, on estime qu'il y avait là, scandaleusement, un « enrichissement sans cause » et qu'il ne convenait pas d'aider les propriétaires à spéculer. Rien ne leur interdisait en effet de revendre leur immeuble et d'amorcer une plus-value due aux investissements faits par la collectivité, la loi n'ayant pas prévu de garde-tous contre le « dérapage social ». Quand la Sarpi vendait au prix coûtant des travaux (3 000 francs le mètre carré environ en 1978) pour favoriser d'authentiques Uzétiens, rien ne les empêchait de revendre sous la pression du marché (6 000 francs le mètre carré actuellement).

Les travaux ont été bien faits : « Comme à la parade », dit un responsable. L'Etat garantissait les dépassements, ce qui permettait « d'aller au fond des choses », de conforter les caves, de reprendre les murs trop ventrus...

En échange de ces cadeaux faits par la collectivité aux propriétaires d'immeubles « qui sont repartis pour leur pays », on a fait les choses à fond, plutôt qu'un simple ravalement, on pourrait exiger au moins quelques servitudes : que les trois passages prévus à l'intérieur des cours, entre le boulevard et la place aux Herbes, soient effectivement ouverts au public, par exemple. Ce serait le moindre des choses.

On regrettera aussi cette politique du tout ou rien qui fait qu'un immeuble restauré « comme neuf » sonne

faux et qu'on ne le distingue pas toujours d'un pastiche. Il y a encore des vieux murs où l'herbe pousse à Uzès, et des commodes dévoties au balcon à demi-ruiné des vieilles demeures pour rêver à Goya... Mais, progressivement, toute la ville sera lessivée...

« Ce qui reste à faire est colossal », estime M. Balmassière. Et on ne peut compter que sur l'initiative privée, ces cadres supérieurs, ces négociants, ces architectes, ces agents immobiliers, dont les plaques de cuivre brillent sous les heurtoirs. Ce sera plus lent : dans certains hôtels particuliers à vendre, des travaux ont été menés festivement commencés et interrompus. Il y a encore des familles modestes, vivant dans l'inconfort, qui démantèreront le jour où viendront les maçons. Le dérapage social n'a pu être évité. Il est difficile de le connaître dans le détail, le recensement n'étant pas encore dépouillé ; et les comparaisons sont malaisées car le quartier avait tendance à se vider (sans cesse familles environ en 1966). Le nombre des résidences secondaires a, semble-t-il, augmenté (17 au lieu de 3 autour de la place aux Herbes). Si le secteur opérationnel a été repeuplé, notamment en divisant les maisons en appartements, l'ensemble de la vieille ville a quand même perdu 23 % de ses habitants de 1968 à 1982.

Et Uzès risque de devenir le quartier chic de Nîmes (à 25 kilomètres au-delà des garrigues), un quartier où « les bourgeois sont sûrs de ne pas trouver un Arabe pour voisin »... Tranquillité villageoise assurée.

Il y a bien un terrain réservé pour construire une vingtaine de H.L.M., au cœur de la ville, derrière l'église Saint-Etienne. Un espace vert, comme le règlement certains, ou un promoteur privé, comme d'autres n'osent l'avouer, ce serait plus propre...

MICHEL CHAMPENOIS.

### Laser en Lozère

**C**ONCEMOIR, laser, médiateur, « médiateur », micro-ordinateur au « pas d'une calculatrice », réalise des dispositifs électroniques équipant les fusées de l'OTAN et les missiles de chez Matra ; ou bien fabrique des appareils de précision pour la recherche pétrolière, constitue autant de réussites technologiques à mettre à l'actif d'entreprises implantées dans le département le moins industrialisé de France, la Lozère. Cette courtoisie, terme à l'écart des grands courants d'industrialisation et d'urbanisation, a su accueillir des unités de production faisant appel à des techniques sophistiquées. C'est le cas de la société Comco Mesures qui a installé sur la commune de Banassac une usine à la campagne, sur milieu de verdoyantes prairies. Spécialisée dans l'électronique, cette firme emploie vingt-cinq salariés. Son P.D.G., Jacques-Luc Parrot,

quarante-trois ans, envisage l'avenir avec sérénité.

Comco Mesures fabrique du matériel destiné à l'armement pour Matra ou Thomson, mais aussi des appareils de contrôle commercialisés par Schlumberger et installés sur les camions, les bateaux, les avions affectés à la recherche pétrolière. Cette entreprise lozérienne a déjà passé des marchés avec l'armée française. Elle négocie actuellement un contrat avec l'OTAN : « Le fait d'être en Lozère, explique M. Parrot, pose quelques problèmes ou niveaux des transports. Mais ce n'est pas une contrainte en soi. Nous avons eu la chance de trouver dans ce département une main-d'œuvre de qualité. Une petite équipe performante a pu être constituée. Nous souhaitons collaborer avec des entreprises de la région et, pourquoi pas, fabriquer du matériel conçu par Sériel. »

Il s'agit d'une autre société d'électronique qui a aménagé ses ateliers

dans une solide bâtisse aux murs de pierre et au toit d'ardoise : l'ancienne école de Varelles, près de Chanet. Christian Penel, trente ans, ingénieur des Arts-et-Métiers, fut lauréat du concours des créateurs d'entreprises organisé par le Comité d'expansion économique de la Lozère. Il gère aujourd'hui cette coopérative de production où travaillent huit personnes dont deux ingénieurs. « Nos objectifs, dit-il, sont simples : vendre de la matière grise, concevoir et fabriquer de nouveaux produits. » Au titre de l'ingénierie, Sériel intervient dans l'agro-alimentaire, l'automobile, le jouet. A son actif, la mise au point d'un réfrigérateur. Comme son nom ne le laisse pas soupçonner, cet appareil sert à mesurer la qualité de la pâte alimentaire.

#### Conquêtes technologiques

Sériel s'efforce de faire entrer l'électronique dans les ateliers au moyen d'une agriculture permanente de déterminer rapidement les raisons de l'absence de données aux vaches laitières (en tant que compte des normes établies par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). L'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar) a d'ailleurs financé une partie des études qui ont conduit à l'élaboration de ce mini-ordinateur, peu encombrant, du format d'un livre de poche.

Dans un autre domaine, Sériel souhaite jouer à fond le carte de l'innovation. Il faut entendre Christian Penel décrire avec une légitime fierté son laser médical impulsé par un portable et fonctionnant sur batterie.

Originaire de la vallée du Rhône, Christian Penel ne regrette pas de s'être installé en Lozère. Le « désert français » n'est-il pas en train de devenir une terre d'accueil pour des pionniers partant à la conquête des technologies les plus avancées ?

JEAN-MARC GILLY.

### La traite des touristes

(Suite de la page 21.)

Prendre parti paraît simple : d'un côté, la défiguration d'un paysage d'une rare beauté, pour des sous, rien que des sous, au profit d'élites citadines, de résidents secondaires ou de campements, surpeuplement facile et puant qui laisse 330 jours le pays déserté, sinistre, avec ses maisons vides aux volets blindés contre les cambrioleurs. De l'autre côté : le maintien et la prospérité d'un paysan, d'un seul, d'accord, mais le paysan n'est-il pas « le jardinier du paysage » ?

Quais. J'envisage ces militants occitans purs et durs qui fondent sur nous annuellement, depuis leurs hauteurs universitaires et capitales, pour nous donner, le temps d'un bronzage, des leçons de rigueur idéologique. Sereins. A vivre en permanence au pays de mes rêves, je suis devenu moins intransigent, mes culps.

D'abord, je l'avoue, ces traités, touristes, je les aime bien. Août, c'est le gros, et il est tellement trépidant, tellement éparpillé toute la vie pour le seul bonheur de leur nichée... Leur fameuse parcelle, c'est tout ce qui leur reste pour faire encore quelque chose pour leurs enfants. Et l'autre, là, le paysan, qui veut maintenir l'ère au bas prix agricole, qui joue de son droit de préemption, qui mobilise la SAFER pour les empêcher de contribuer à l'achat du F 3 de Cormeilles-en-Parisis ! Eux aussi, ils attendent moi d'août pour dévaler les guérites du camping et loger les seins nus à la baignade du moulin.

Et je n'aime pas, c'est mon droit ! le regard que leur jette le paysan du haut de son beau tracteur, la manière dont il les traite. Les seigneurs ne sont plus ceux de jadis, les paysans non plus. Les paysans de 1982 doivent être aussi mécaniciens, juristes et comptables. Ils frappent allègre-

ment de l'index sur de petites machines à calculer qui répondent à chaque touche d'un petit cri d'oiseau. Ou ils crèvent ou ils jonglent avec les subventions, les détachations et les fugitifs privilégiés que l'Etat, qui se sent morveux d'assassiner l'agriculture en vertu de « pièges à cons » internationaux, leur accorde, comme je consens à placer un sparadrap sur l'ortail de ma fillette qui vient de se cogner au pied d'une chaise, pour qu'elle ne pleure plus.

#### Les notables qui rament

Vous vous dites : c'est l'agriculture ou le tourisme. Naïfs que vous êtes ! L'agriculture d'aujourd'hui, par ici, conduit irrémédiablement au tourisme, grâce à l'Etat et à la SAFER, bien souvent. Sur se port de pleine, le paysan construit un camping. Mais si. Un « camping à la ferme ». L'expression passe mieux, elle est « in ». Pour ses sanitaires touristiques, problème ! Les égouts de la commune ne peuvent absorber la trop pleine de la digestion de toutes ces merguez de barbecue. Il faut deux bacs supplémentaires à la station d'épuration. Ils seront en partie payés par les contribuables, c'est-à-dire les retraités qui puiseront peut-être dans les sous de leur parcelle, s'ils sont parvenus à la vendre.

Les touristes coûtent cher au contribuable permanent. La ruelle du village se prête mal au croisement des caravanes ? Une rocade est en construction ; elle va trancher d'une vilaine cicatrice la noble face du village, entre le temple, l'ancienne filature et l'antique pont en dos d'âne. Comme elle va faire sauter aussi l'écurie en pierre du paysan, il a obtenu d'édifier, pour le remplacer, un gigantesque

bâtiment, moellons et poutres métalliques, on dirait un hangar d'aviation. Un peu partout, on évalue la montagne pour élargir les virages, c'est cher mais y aura plus à ralentir. Dire que les touristes viennent pour le cachet du village, pour la splendeur paisible de sa vallée, pour le murmure des rigoles d'irrigation dans les prés par les soirs d'été...

« Que veux-tu, les vaches, ça ne paye plus, m'a dit un autre paysan, alors je vais prendre des touristes. Eux, ou moins, ils se nourrissent à leurs frais, et ils ne trottent eux-mêmes leur écurie... »

Plus ça se dépeuple, plus ça construit. Absurdités, contradictions, partout... Et les notables naviguent là-dessus, ils rament, faut les voir. Comment tenir autrement ? Ils ont grand besoin des voix des retraités et des paysans. C'est la démocratie. Mon Dieu ! donnez-nous des vérités d'une seule pièce, des bons biens blancs, des méchants bien noirs ! Retraités, paysans, vacanciers, ils sont coincés, tous. Des fois, ils rient ensemble. Le pays est si triste quand les aoûtiers s'en vont ! Ces larges tourments parmi les résidences secondaires, les prairies-campings où l'herbe ne repousse plus, les pots de yaourt dans les clairières, les méduses de plastique entre deux eaux, à la digne du canel... En fin de compte, c'est pimpant, les crépis blancs ou roses des fermettes préfabriquées, ça met des notes vivantes sur les pentes abandonnées aux râteaux, aux genêts, aux broussailles et aux ronces, tout ça très sec, de l'emadou... Gaffe aux mégots long size !

Ce week-end, annonce le télé, il va pleuvoir sur le Cévenne. J'en connais qui sont bien contents. Les pompiers. Ils vont pouvoir denser tranquilles au bal du troisième âge.

JEAN-PIERRE CHABROL.

CONSEIL REGIONAL DU LANGUEDOC-ROUSSILLON  
20, RUE DE LA REPUBLIQUE - 34000 MONTPELLIER - TEL. (67) 53/05/58

POUR GAGNER LA BATAILLE DE L'EMPLOI EN LANGUEDOC-ROUSSILLON, AIDER AU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT, STOP. VALORISER TOUTES LES RESSOURCES, STOP.

signé : EDGAR TAILHADES, PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL



# LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

## GARD : pure et dure austérité

VOICI donc, entre Cévennes et Méditerranée, le Gard. Un couloir, un axe, un passage d'abord. La romanité y consacre sa puissance avec la construction de la via Domitia qui, en passant par Nîmes, reliait l'Italie à l'Espagne. Puis les bateliers du Rhône, avant de glisser jusqu'à Sète grâce au canal, font halte à Beaucaire, où ils déposent leurs tissus et leurs épices, assurant ainsi la renommée commerciale de la cité aux quatre coins de l'Europe médiévale. Aujourd'hui, ce n'est plus le piétinement sourd des légions en marche qui emplit les garrigues, mais le bruit des pots d'échappement des automobiles empruntant la Languedocienne : c'est le T.G.V. qui file à travers le vignoble. Vite, toujours plus vite.

Quelques images se fixent : le pont du Gard, le château ducal d'Uzès, l'église abbatiale de Saint-Gilles, la chartreuse de Villeneuve-les-Avignon et, enfin, la tour de Constance d'Aigues-Mortes. Entre les pierres dorées des vignes, des oliviers. Quelques flashes d'actualité aussi : les mines qui ferment aux flancs des Cévennes, les viticulteurs qui barrent les routes et l'expansion possible du centre atomique de Marcoule, qui crache sa fumée blanche au bord de la vallée du Rhône. Des souvenirs de vacances enfin : le bateau à Port-Camargue, la plage du Grau-du-Roi, mais aussi ces fêtes de villages, où, dans les arènes, des hommes vêtus de blanc tourbillonnent autour des taureaux camarguais. Patine. Car si l'on prend le temps de s'arrêter, c'est un tout autre pays qui apparaît alors. Une sorte de grand frêne oublié dans lequel se sont réfugiés la mentalité et l'atmosphère de cette région.

De tous les pays méditerranéens, le Gard est le plus austère. C'est peut-être pour cela que le soleil y est le plus dur et le ciel le plus limpide.

Déjà Racine, ce grand jeune homme fiévreux installé à Saint-Maximin, un village près d'Uzès, chez son oncle, le chanoine Sconin - il attendait un « bénéfice » ecclésiastique, - écrivait à des amis de Paris : « Le ciel est toujours clair tant que dure son cours, et nous avons des nuits plus belles que vos jours ». L'ami des messieurs de Port-Royal est déjà saoul de thym, de lavande et de romarin.

### Les gueux de la Réforme

Les villes du Midi - Aix-en-Provence, Perpignan, Béziers, par exemple - montrent leurs richesses. A Nîmes, il faut pousser la porte. Ici, les papes n'ont pas franchi le fleuve. C'est Genève. Une longue histoire. Appartient-elle au protestantisme ou, plus profondément, au combat de l'homme pour la liberté d'expression ? C'est bien la question que posent les événements tragiques qui embrasèrent les Cévennes et l'Uzège une centaine d'années environ avant la Révolution. Car, les camisards, ces gueux de la Réforme, prirent leurs faux, leurs poignards et leur Bible pour s'élever contre la décision de Louis XIV, après la révocation de l'Edit de Nantes, de ne plus reconnaître la R.P.R. (religion prétendue réformée). Ce furent les premiers « sans-culottes » de l'histoire. « Repentez-vous », résonnent alors dans les vallées cévenoles. « Repentez-vous », entend-on crier aux portes d'Alès, dans les ruelles de Sommières, sur les places d'Uzès, sur les pentes du mont Aigoual, dans les cahots de la sinistre tour de Constance et sur les chemins couverts de genêts, menant à Saint-Jean-du-Gard.

On se réunit dans les combes. Au milieu des convulsions, on prie et on

chante des cantiques. Exaltés par des prédications, par des pasteurs ou par les « généraux des enfants de Dieu », les Cévenols réclament justice. Ils sont conduits, préchés, par Gédéon, Esprit, Elie, Abraham. En fait des bergers, des cardesurs de laine, des forgerons ou des boulangers. A Rolland la montagne, à Caillat les garrigues. Alors la Cévenne, l'Uzège et le pays nimois saignent. Massacres de catholiques, tueries de huguenots, dragons, incendie de temples et d'églises, galères, bûchers, roues, tortures et canonnades se multiplient. L'« épie de l'Eternel » est sans pitié et les papistes cognent dur. Du sang, encore du sang. Versailles s'inquiète. Quitte son château de Vaux-le-Vicomte, le maréchal de Villars arrive dans ce pays devenu fou. Cavalier perd la bataille de Nages. C'est fini. Il traite avec Villars. Il finira gouverneur de Jersey. Grattons la terre.

Le pays, depuis ces événements déraisonnables, n'a pas changé. Il est même aujourd'hui encore plus sauvage, plus silencieux avec ces mas abandonnés et ces villages désertés - sans doute les familles sont-elles parties vers quelque H.L.M. de la banlieue parisienne, lyonnaise ou marseillaise. Saint-Jean-du-Gard, Anduze, ce « boulevard du protestantisme », Lassalle, Sauvè, Tornac, Saint-Hippolyte-du-Fort et Génolhac sont toujours aussi secrets pour l'étranger. Des cicatrices dans un grandiose labyrinthe coupé de vallées, troué de grottes, où coulent les gardons, dominé par des monts aux couleurs mauves et rousses. Là-haut, sur les corniches, le silence. Enfin, le mas Soubeyran, à l'entrée du village de Miallet, où se tapit le cœur spirituel du pays cévenol, le « musée du désert » qui présente l'histoire atroce ou exaltante, comme l'on voudra, des camisards.

Le premier dimanche de septembre, les protestants de France et d'Europe se retrouvent au mas Soubeyran - le « refuge » des proscrits - pour évoquer le passé et l'avenir. Le passé et l'avenir, on les retrouve aussi au mois de mai avec d'autres réfugiés, à une centaine de kilomètres de là, dans la banlieue nimoise, avec le pèlerinage des Oranais à Notre-Dame-de-Santa-Cruz.

Mais le Gard, c'est aussi le bas Rhône. Ici, plus de bagneurs on de papistes, même si la tour de Constance domine les « sbrivados ». Nous sommes dans une des dernières régions du Bassin méditerranéen, où l'on sacrifie encore au culte de Mithra. Ici, on a tous un cousin, qui est plus ou moins taureau. La « fête du bleu », on la rencontre dans tous les villages ou bourgs qui fleurissent bon la Camargue. Là, dans des petites arènes ombragées par les platanes, construites en dur ou montées à la hâte à Aumargues, à Beaucaire, à Bouillargues, à Callargues, à Marguerites-Redessan, au Caillat, à Saint-Laurent-d'Aiguze, à Vergèze et à Vauvert, les razeurs tentent d'enlever la corne placée et attachée entre les cornes du taureau. C'est plus qu'un jeu ancestral. Une religion qui ne doit rien à la corne quelque peu maniérée et importée, elle, d'Andalousie par l'impératrice Eugénie.

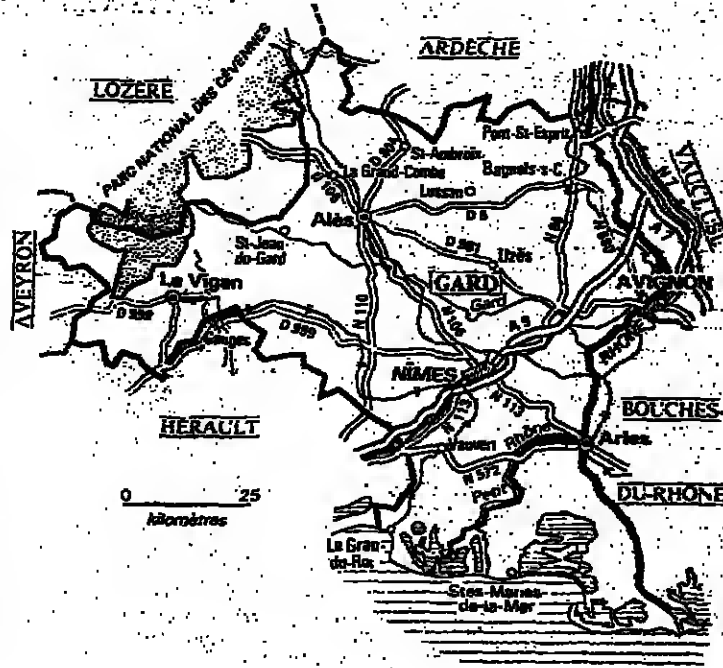
### Taureaux noirs

C'est donc la religion du taureau qui, depuis la Crète, l'Egypte, l'Assyrie, a fasciné tant d'hommes installés sur le pourtour de la Méditerranée. Ces taureaux noirs et sauvages élevés en Camargue, préparés pour la corne, n'ont rien à voir avec les « bichos » espagnols. Ils sont plus fins, plus nerveux et ont leurs cornes en forme de lyre comme celles des dieux de l'Antiquité. Nul n'a oublié ces poteries crétoises qui, entre deux félures, montrent des jeunes hommes sautant par-dessus les taureaux. Quelle différence y a-t-il avec les razeurs ? Avant de quitter ces villages, un arrêt au Caillat. Le Mexique de la bœufine. Au pied d'une église romane, trop méconnue, tout le peuple taurin et cavalier se retrouvent sous les platanes. Les souvenirs abondent. A l'entrée du village, au bord de la grande route, la tombe du Sanglier, un fameux cocardier de l'élevage de Fernand Granon. Une bête adorée en son temps, comme le fut Apis. « L'histoire de l'homme et des taureaux est plus qu'une histoire de l'ère, car l'homme a été rarement capable de s'observer calmement et objectivement sans y mêler les fantasmes de son imagination, l'histoire de ses rêves et de ses émotions les plus profondes », a écrit le sociologue américain Conrad. Connaissait-il le Caillat ?

Avant de quitter la Camargue gardoise, comment ne pas s'arrêter à Saint-Gilles ? Là, encastrée dans les vieilles maisons aux toiles rondes ruisselantes de lumière, se trouve l'antique abbatiale. Dans ces lieux s'est ouverte la crise albigeoise avec l'assassinat du légat du pape. Incendié par les huguenots, ce monument bénédictin, qui fut au douzième siècle un centre de pèlerinage particulièrement vivant (le point de départ, en effet, d'une des quatre routes menant à Compostelle), ne présente plus aux curieux que sa crypte, son étonnant escalier (Vis de Saint-Gilles, contemplé, admiré au fil des siècles, par les compagnons) et, enfin, sa façade. Terrifiante façade, où hommes et bêtes accouplés à la pierre dessinent la plus saisissante symbolique romane que l'on puisse trouver en Languedoc. Quel artiste, quel magicien lombard ou toulousain, tout imprégné de l'Antiquité, a pu ciseler dans la pierre un tel rêve ?

En remontant le Rhône, à l'extrême pointe est du Gard, Villeneuve-les-Avignon. Les architectes ont évolué. Abandonnée la rigueur romane pour la richesse gothique. Le pape était à Avignon, les cardinaux traverseront le fleuve et s'installeront à Villeneuve. Cette cité, fortifiée par les rois de France, voit alors se dresser de superbes livrées. A l'image des « folies », qui envahirent Paris quelques siècles plus tard. A l'abbatiale de Saint-Gilles réplique la chartreuse de Villeneuve, ordonnée autour de trois cloîtres et des lieux de culte. Les cellules des moines bordent les forges, les ateliers, les écuries, les moulins à vent et à huile, la boulangerie et, enfin, l'hôtellerie. La chartreuse fut un centre de création artistique. Elle tenta de le rester.

Aujourd'hui, ce pays balafre par l'histoire est inquiet. Car le Gard est de tous les départements du Languedoc-Roussillon le plus industrialisé. La crise a donc frappé, ici, avec le plus d'apreté. Le symbole de cette dégradation économique est le bassin minier d'Alès et ses petites centres industriels comme La Grand-Combe, Bessèges, Salindres et Saint-Ambroix. Ainsi 12,4 % de



la population active du Gard sont au chômage (contre 9,02 % pour l'ensemble du territoire). Le textile et la métallurgie ont perdu quatre mille emplois entre 1976 et 1980. Aux causes nationales s'ajoutent des causes locales pour expliquer cet effondrement économique et social. L'aménagement de la côte, qui fut une manne pour les entreprises de travaux publics de la région au cours de ces dernières années, se termine. Et surtout Montpellier, voisine et rivale de Nîmes, a pris, depuis une décennie, une dimension régionale. Une ville nationale, alors que la cité des Antonins ne parvenait pas à dépasser les frontières départementales. Bref, « ce n'est pas brillant », entend-on dire dans les milieux d'affaires gardois.

Effectivement. Sans évoquer le cas particulier du charbon cévenol, deux autres secteurs connaissent des difficultés. La région de Nîmes doit aujourd'hui rechercher pour se placer dans des zones rationnellement aménagées, des industries nouvelles susceptibles de prendre le relais des activités traditionnelles en déclin. Le pays de Ganges-Vigan, où l'industrie textile jadis était basée sur la production séricole locale, doit rechercher d'autres voies dans un secteur où se manifeste une concurrence internationale effrénée. Et si le salut venait du nucléaire ? Avec l'implantation à Marcoule, il y a un quart de siècle, du premier grand établissement du Commissariat à l'énergie atomique, le Gard rhodanien a connu un développement sans précédent. De nouveaux moyens étaient mis à la disposition de cette région qui allaient entraîner la création le long des berges du Rhône d'importants ensembles industriels. C'est ce qui explique la prospérité retrouvée des vieilles cités comme Bagnols-sur-Cèze et Pont-Saint-Espirit. Dans le même temps, la Compagnie nationale d'aménagement du bas Rhône et du Languedoc - « greffait » sur le fleuve un vaste système d'irrigation grâce auquel cette région a pu réaliser sa reconversion agricole.

### Antonin, empereur

La chambre de commerce et d'industrie de Nîmes menait, elle, la réalisation d'une part, d'un port fluvial à l'Ardouise dont le trafic devait atteindre, en 1981, 161 000 tonnes et, d'autre part, l'aménagement de trois zones industrielles à l'Ardouise, à Beaucaire et à Saint-Gilles. Tout en développant la source nucléaire, E.D.F. continue à exploiter les sources d'énergie classique. C'est dans cette même région du Gard rhodanien, à Aramon, qu'elle vient de mettre en service la plus puissante de ses centrales thermiques dominée par la plus haute cheminée d'Europe. Et aujourd'hui, l'espoir est toujours dans la centrale de Marcoule dont on espère le développement sous le nom de « Marcoule 2000 », du côté de Saint-Etienne-de-Sorts.

Avant de s'éloigner de ce secteur industriel, un coup d'œil aux « gueules noires » cévenoles. Ici, la lutte menée par la C.G.T. a été particulièrement dure pour éviter que les puits ferment. L'avenir dira si cette obstination était essentiellement politique ou rationnement économique. Plus de charbon, plus de pays. Simplement, mais terriblement vrai. Ce charbon est-il « rentable » ? « Oui », répond la C.G.T. « Non », ont répondu pendant plusieurs années les pouvoirs publics et certains techniciens de Charbonnages de France. Ils expliquaient : « C'est un charbon de médiocre qualité et d'extraction difficile, donc plus coûteux que celui que nous importons ». Pour Mme Georgina Duloit, secrétaire d'Etat à la famille et conseiller général du Gard, « il s'agit de savoir ce qu'il coûte le plus cher : garder des puits ouverts ou la mort de tout un

pays ». Le 10 mai, fol espoir : les terroirs ne seront pas désertés. Mais M. Georges Valbon (P.C.), nouveau directeur des Charbonnages de France, précise cependant que l'objectif fixé par le gouvernement - 30 millions de tonnes de charbon pour 1990 - ne sera pas facile à atteindre. Ici, on est tenté : « Nous réussissons », dit-on à Alès.

Mais le Gard, c'est aussi, bien sûr, un vignoble qui occupe les trois quarts des surfaces cultivées. Grâce à l'action des jeunes viticulteurs, ce vignoble, au cours de la dernière décennie, s'est transformé et cela dans le sens de l'amélioration qualitative. Il est souhaitable que cette évolution se poursuive pour en finir avec la « bête ». De Pont-Saint-Espirit à Villeneuve-les-Avignon, dans un paysage tourmenté, naît le cépage du Gard : le Tavel, à Chusclan et à Landun alors que de Remoulins au Vidourle les Costières se gonflent au soleil.

Avec La Grande-Motte, c'est le « bonze-cul » de l'Europe qui commence. Plus intéressante est la réalisation menée par la chambre de commerce de Nîmes : Port-Camargue, les bords de la Petite Camargue, près de cinq mille hectares peuvent jeter l'ancre. C'est le plus important port d'Europe, réservé à la plaisance. Une résidence hôtelière de mille deux cents lits, terminée cette année, achève l'aménagement de cette partie de la côte du Languedoc-Roussillon.

Tel est ce département du Gard créé en réunissant les diocèses de Nîmes, d'Uzès et d'Alès. Mais aucune limite administrative ne paraît capable d'enfermer ce territoire aux multiples influences géographiques et historiques. Trop de civilisations s'y sont mêlées et bousculées entre Rhône et Vidourle. Les pierres en témoignent. Les hommes aussi. Est-ce, en effet, le pays de Florian ou de Riquart ? Celui de Guizot ou d'Alphonse Daudet ? Tous enfants de cette terre embrasée par le soleil, et cultivée, par les passions. Et nul n'oubliera son plus que cette partie de la Narbonnaise a vu naître un empereur romain. Il s'appelait Antonin. Il était nimois.

JEAN PERRIN.

### UN DEMI-SIÈCLE AVEC LES AFICIONADOS

Quel aficionado ne connaît la revue *Toros* (117 « bi-mensuel » hebdomadaire l'est - mensuel l'hiver), cette revue nimoise est entrée en 1982 dans sa cinquante-septième année d'existence. Aucun autre organe taurin, en Espagne ou en France, hormis la *Course laudale*, dont la vocation est différente, n'a atteint une telle longévité.

Combien de générations d'aficionados ont été formées par *Toros* ? Ses articles didactiques, ses analyses techniques et ses comptes rendus de corridos, parfois sévères, lui ont conféré une renommée qui dépasse le Sud-Est. Fondée par une femme, Mme Camille, « la belle », la revue a accueilli, au cours de sa longue existence, les meilleurs critiques taurins : « Fréquito », Claude Popelin, Pierre Dupuy, « El No Papé », Georges Lesté, Jacques Thome, et Carlos Manuel Perleitegui. Série oublier « Paco Tolosa » et « Luis de la Cruz », dont les biographies de toreros décodés, dans leur lit ou dans les arènes, se terminent par l'inévitable « qu'il repose en paix ».

Pour sa petite histoire, on retiendra que Dubout publie ses premiers numéros dans *Toros*.

(1) 4, rue des Lombards, 30 000 Nîmes.

## Montpellier, l'entreprenante.

### Rapprocher les hommes.

13 communes s'unissent sur un même projet : développer et faciliter les déplacements quotidiens. De nouvelles lignes naissent, elles vont plus loin. Les fréquences se multiplient : les liaisons s'oxygènent. Au centre ville, extension des services gratuits. ...Montpellier sait recevoir !

S.M.T.U.  
SOCIÉTÉ MONTPELLIÉRINE  
DE TRANSPORT URBAIN  
20, rue de la Loge - B.P. 2074  
34025 Montpellier Cedex - Tél. : (67) 66.12.56

Le cœur battant du Languedoc.

صكنا من الأهل



هكذا من الأصل

## AUX HÉBRIDES

### Des embruns sur le kilt

Les Hébrides forment un archipel de plus de cinquante îles le long de la côte nord-ouest de l'Écosse. Seules quelques-unes sont habitées. Un peuple accueillant et courageux y lutte depuis des siècles pour arracher un maigre revenu à la mer et à une terre ingrate. Skye, Lewis, Harris, North-Uist, Benbecula, South-Uist et Barra sont accessibles par un service de ferry. Un voyage pour les amateurs de solitude et d'authenticité.

Il ne faut pas se laisser tromper par le nom de "petit port" de Skye. Vous sommes dans l'île de Skye, première étape sur la route des Hébrides. La traversée depuis Kyle of Lochalsh sur la côte écossaise n'a duré que cinq minutes, alors qu'il faudra deux heures pour atteindre Harris ou North-Uist dans les Hébrides extérieures.

Skye a beau être l'île la plus fréquentée de l'archipel, elle conserve un aspect sauvage et mystérieux. L'air est sans cesse soulevé par les paysages. Les routes sont étroites, parfois à voie unique, des déviations, les "passing places", permettent alors de se croiser. Le voyageur comprend très vite qu'il n'est pas question ici de mesurer sa journée à l'aune des milles parcourus. Le temps change de dimension.

« Chez nous », disent les habitants, nous n'avons pas besoin d'une montre mais d'un calendrier. Skye possède une cinquantaine d'hôtels et plus d'une centaine de "bed and breakfasts". Harris et Lewis ont vingtaine d'hôtels et plus de cent "bed and breakfasts". Cette dernière formule est à conseiller pour les personnes qui se contentent d'un logis simple et qui veulent faire connaissance avec l'habitant. Malgré la caractère très accueillant de la population, les rencontres ne sont pas toujours faciles car l'émigration due à la famine et au sous-emploi a vidé les Hébrides en cours des siècles. Il

ne reste guère plus de trente mille habitants aujourd'hui. Certains hôtels permettent également de faire des rencontres intéressantes. Au pied des ruines du château de Dunluce, où ses ancêtres ont terrassé pendant plusieurs générations contre des clans adverses, Jonathan MacDonald a fait construire un hôtel moderne. Avec des accents à effrayer tous les esprits de la lande, il explique comment ses pères randaient la justice : « L'accusé était enfermé dans un jût que l'on faisait rouler du haut d'une colline. S'il arrivait en bas vivant, il était déclaré innocent ».

Aujourd'hui Jonathan MacDonald se contente d'accueillir les touristes et de leur faire visiter un petit musée qui retrace la vie des îles dans le passé. De nombreux chefs de clan se reconvenaient comme lui dans le tourisme. Rien que leur rôle de responsable d'une communauté a disparu, les plus actifs sont respectés quand ils essaient de développer une activité économique sur place au lieu de s'expatrier.

Le château de Dunvegan, lui, n'est pas en ruine : le baron

des MacLeod accueille chaque année des dizaines de membres du clan venus du monde entier. Son architecture n'a rien d'original, mais il renferme quelques souvenirs intéressants qui appartiennent autant à l'histoire qu'à la légende. Le « drapeau des jûtes », censé protéger le clan, y est soigneusement conservé. Avec un peu de chance, on peut assister, dans ce décor étrange, à des concerts de musique de chambre, à quelques kilomètres de là, débarqua en 1746 le prince Charles Edward Stuart, le « Bonnie Prince Charlie » cher aux Écossais.

Le ferry pour les Hébrides extérieures part de la très belle baie de Uig, au nord de Skye. Il dessert alternativement Lochmaddy (North-Uist) et Tarbert (Harris). Malgré leurs noms différents, Harris et Lewis ne forment qu'une seule île. De leur côté North-Uist, Benbecula et South-Uist sont reliées par une route. Chaque île garde son caractère propre. Lewis est plutôt montagneuse et austère. Harris possède quelques belles plages de sable blanc, tout comme les Uist et Benbecula qui décomposent de nombreux lochs ou truites et saumons abondent.

Vient le dimanche. Plus de musique, ni de pub, ni de ferry, ni d'essence. Seuls les lieux de culte font le plein. Le poids de la « Free Church », qui professe un calvinisme très austère, a réussi à imposer un véritable couvre-feu dominical. Le visiteur doit prendre ses précautions, non seulement pour les services déjà mentionnés mais aussi pour se loger quand il choisit les « bed and breakfast ». Seuls quelques mécréants acceptent de lui louer une chambre s'il arrive un dimanche.

Ainsi va la vie dans ces îles ombrées du monde et de la civilisation industrielle. Leur sort s'est en grande partie joué au début du siècle quand le tout-puissant lord Leverhulme, fondateur du trust Unilever, acheta Harris et Lewis. Il essaya de développer la pêche et de faire naître une véritable industrie. Malgré ses idées et sa fortune, il dut y renoncer, car le « crofter » n'a jamais accepté de changer de mode de vie : « Travailler en usine, dit-on ici, détruirait son âme ». De cette aventure il ne reste aujourd'hui que quelques bâtiments et le nom d'un village, Leverburgh, près de Rodol. Si certains le regrettent, la majorité des habitants estiment que leurs parents ont eu raison : « Imaginez que nos pères soient devenus comme Hull ou Grimsby, vous voyez ça ici ? ».

Les touristes seront les derniers à s'en plaindre.

RICHARD CLAUDAU.

### LES WHISKIES DE CARBOST

● Ferry : Il est fortement recommandé de réserver, sauf si l'on se contente de visiter Skye. Les tarifs vers les Hébrides extérieures sont élevés, ce qui ne favorise pas le tourisme. Exemple : aller-retour Skye-Harris, passagers et véhicule, de 22 à 33 livres, suivant la taille du véhicule. Tarif « spécial » (Island Hoppers) pour visiter plusieurs îles : de 80 à 100 livres (prix 1981). Horaires et tarifs à : Caledonian MacBrayne Ltd., Ferry Terminal, Gourock, Renfrewshire. Tél. (0475) 33755.

● Logement : hôtels de 6 à 18 livres, « bed and breakfast » de 4 à 6 livres (par jour et par personne). On peut également louer à la semaine des maisons (50 à 100 livres) et des caravanes fixes (25 à 80 livres). Une association d'hôteliers regroupe vingt-quatre hôtels de qualité pour les voyageurs exigeants. Ecrire à : The Hon. Secretary, Hebridean Independent Hoteliers Association, c/o Vic Lodge Hotel, Timgarry, Isle of Lewis.

● Pêche : en mer, bateaux loués à la journée. Environ 3 livres par personne. Stornoway a déjà accueilli trois championnats européens de pêche en mer. Truite de rivière : saison d'avril à octobre. Truite de mer et saumon : juillet à octobre. Prendre une carte dans les hôtels (de 6 à 10 livres par jour pour un permis de pêche au saumon). Il est préférable d'emporter son propre équipement.

● Tweed : Il n'est de tweed que des Hébrides. La marque de l'orbe en garantissant l'origine. Plus de 4 millions de yards ont été produits en 1980, et la presque totalité est partie vers les États-Unis. La tweed est toujours tissée à la main. Visite intéressante à Ploccrop (Harris), chez Marion Campbell, qui, depuis plus d'un demi-siècle, file elle-même le laine, fait ses teintures avec des algues et des lichens, et tisse. Avec un peu de chance, on pourra acheter sur place quelques yards. Centre d'information sur le tweed à Stornoway (Lewis) et à Leverburgh (Harris). Renseignements : The Harris Tweed Association Ltd., 6, Garden Road, Stornoway, Isle of Lewis, Scotland.

● Whisky : la seule distillerie (officielle) des Hébrides se trouve à Carbost (Skye). Elle produit le Talisker, un « core malt » très recommandable. L'orge, mise à sécher au-dessus d'un feu de tourbe, donne au whisky de cette région un parfum très particulier.

Les bureaux de tourisme sont très accueillants et peuvent aider à organiser un séjour. Renseignements : pour Skye, The Tourist Office, Meall House, Portree, tél. (0478) 2137 ; pour les Hébrides extérieures, Tourist Information Centre, 4 South Beach Street, Stornoway, Isle of Lewis, tél. (0851) 3088 et 2941.

\* Office du tourisme de Grande-Bretagne, 6, place Vendôme, 75001 Paris, tél. 296-35-32.

#### Hiens contre terriens d'Écosse

Les Hébrides offrent au promeneur des balades inoubliables, pourvu qu'il se munisse, par précaution, d'un imperméable léger et de bonnes chaussures, car le temps peut changer rapidement. La lumière transforme alors les paysages, les rend tour à tour pastels ou inquiétants.

Près d'une fumée, un tourment de mortelle pluie, des cloches tournoyantes dégage en quelques minutes une épaisse brume qui servira à tisser les plus beaux tweeds du monde. Plus loin, trois hommes mettent en tas des briques de tourbe pour les faire sécher. Le combustible doit être prêt pour l'hiver. Angus Martin, le tisserand, livre et manœuvre à ses heures, donne un coup de main à ses amis : « Ici, explique-t-il, l'esprit communautaire est toujours vivace ; nous partageons les bons moments comme les « corvées ». Comment vit-on aux Hébrides ? « Mieux que dans les usines de Glasgow où beaucoup de jeunes sont partis. Il suffit de savoir se contenter de ce que l'on a. Ce qui m'inquiète le plus, c'est l'installation des fusées de FOTAN à Lewis. Les soldats américains vont nous gêner les quelques filles qui restent ».

Les amis d'Angus sont des « crofters ». Suivant la saison, ils sont tour à tour paysans, pêcheurs et tisserands. Les batailles entre crofters et propriétaires terriens venus d'Écosse ou d'Angleterre ont marqué l'histoire des Hébrides. Cette forme d'organisation du travail, codifiée, reconnue officiellement, est encore une des bases de l'économie locale, sauf dans des villes

comme Stornoway (Lewis) où un emploi administratif, une place dans la seule usine de toutes les îles (elle fabrique des éléments pour plates-formes de forage) remplacent de plus en plus l'activité agricole et la pêche. Mais dans de nombreuses maisons on entend encore aujourd'hui le chant du métier à tisser.

Jusqu'en 1965, Stornoway était un des principaux ports de pêche d'Europe. Il ne reste aujourd'hui qu'une dizaine de bateaux que des phoques attendent le soir avec impatience dans l'espoir de quelques nourritures.

Les réjouissances étant rares, il ne faut pas manquer d'assister à une « ceillidh », sorte de bal traditionnel très animé où les jeunes se retrouvent pour danser sur les airs du folklore celtique. La culture celtique est restée très vivante dans toutes les Hébrides, et la plupart des gens parlent le gaélique. La principale activité nocturne reste cependant le pub, en particulier les vendredis et samedis soirs. Certains établissements méritent le détour, par exemple celui de Rodol, au sud de l'île de Harris. Il est dominé par l'église de Saint-Clément qui veille sur l'océan. Construite au seizième siècle et plusieurs fois restaurée, elle renferme quelques vestiges intéressants, notamment la très belle tombe d'Alexander MacLeod, 14e, taillée dans la pierre, un sage et un démon se partagent les âmes des morts pendant que, de l'autre côté de la route, la bière et le whisky coulent à flots. Le pub est plein à craquer. Le paysage alentour est si désolé qu'on a du mal à comprendre d'où sort la foule qui se presse au bar. Pour sauver la morale, le pub a été construit à 4 ou 5 kilomètres du premier village.

### Les car ferries DFDS Tor Line toujours économique, rapide et confortable pour aller dans un pays où les journées de repos sont de vraies vacances, LA SUEDE

avec d'excellentes liaisons maritimes vers la Norvège, le Danemark et la Finlande.

Vos vacances scandinaves commencent à Amsterdam. La voiture reste sur le bateau et 24 h. plus tard vous continuez vos vacances bien reposés, frais et dispos. Ce voyage en bateau est déjà synonyme de vacances. Car "Tor Britannia" est un ferry de croisière super-jumbo : à bord vous trouverez dancing, sauna, piscine, tax free shops, 2 cinémas etc.

Amsterdam-Göteborg

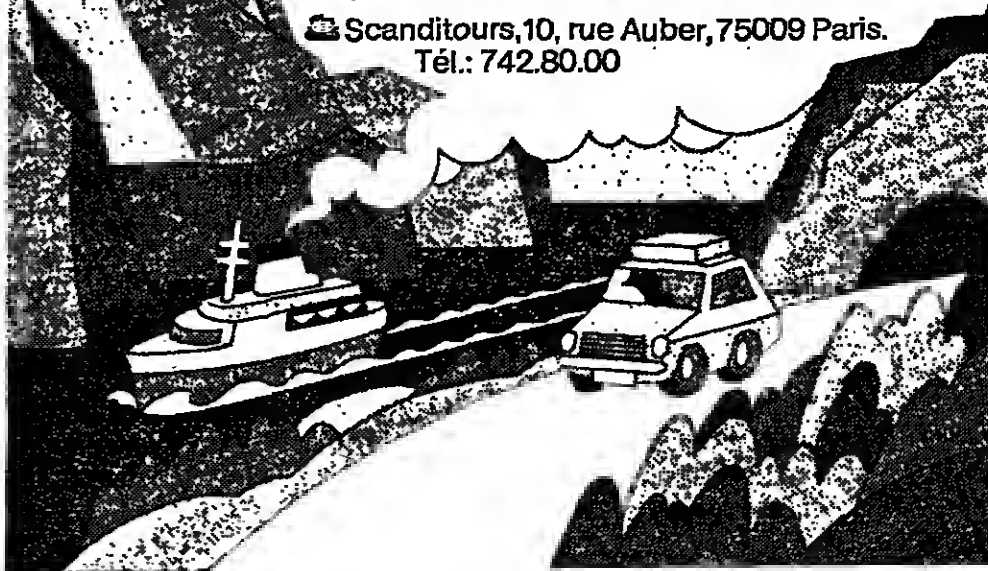
2 fois par semaine, à un prix très avantageux à partir de 408 F

Pour les jeunes jusqu'à 15 ans inclus et les aînés de plus de 65 ans, un prix spécial à partir de 264 F

Si vous voyagez à quatre, votre voiture vous accompagne gratuitement.

Pour plus d'information, adressez-vous à votre agent de voyage, ou renvoyez le bon ci-dessous, dûment complété, à l'agent-général pour la France :

Scanditours, 10, rue Aubert, 75009 Paris.  
Tél. : 742.80.00



**DFDS TOR LINE**

La route la plus courte vers la Scandinavie

**Bon** Envoyez-moi par retour votre brochure de DFDS Tor Line

Nom :

Adresse :

Ville :

Lic. A. 58

#### CIVILISATIONS DU MONDE

- Brochure générale 82-83  
- ÉGYPTE 82-83

Pour tous renseignements :

**CIVILISATIONS DU MONDE  
FRANCE VOYAGES**

10, rue Aubert, 75009 PARIS  
268-02-02, postes 461 et 457  
Du lundi au vendredi inclus  
Lia. 61

## L'Irlande pour 675 F\* place aux jeunes.

Vous avez moins de 26 ans ? Aer Lingus vous offre l'Irlande pour 675 F\* sur vol régulier, avec réservation uniquement la veille ou le jour du départ.

Pour tous renseignements, contactez Aer Lingus, 38 avenue de l'Opéra 75002 Paris, téléphone 742.12.50, ou votre Agent de Voyages.

\* sous réserve d'augmentation.



Je m'appelle Toni Lampert. En qualité de guide diplômé, je me charge des excursions dans les régions désignées. Sur les rochers, neiges et glaciers j'ai une quantité de belles choses à vous montrer. Montez avec moi ! En hiver, meilleurs, je suis le chef du service de secours et l'assistant de tous les skieurs.

Votre Toni Lampert

**Toni Lampert**  
Flims - situé à une altitude de 1000 m - vous offre le meilleur des bûches de toutes les catégories, un village pittoresque, des prix alpestres, fleurissants et l'incomparable lac de Gossau.

**Flims**  
nature alpestre pour l'année pédestre

Office de tourisme Flims,  
tel. 081/39 10 22







# Plaisirs de la table

## Grand et petit zincs

N OIR et blanc, Olivier, maître d'hôtel empressé, se penche sur M. Marcel amantoufflé, suranné des secrets des vraies richesses de Gournamont. Mère de Noélie, carresse d'un œil ébloui les hortensias bleus de M. de Montesson. Et puis, traversant la rue Cambon, Gournamont respire une certaine fraîcheur du dix-huitième siècle dont elle a fait son cœur. Et puis, plus tard encore, Hammingway, G.T. d'aventure, vient whisky sur poing libérer le bar. C'est ça le Ritz !

On vient de refaire l'Espadon, le « grill » du Ritz (dont on admettait pour une fois la fausse photographie française). Et le grill sang « à l'est » l'Espadon est élégant, confortable, préservé, ouvert sur une certaine verdure patricienne. Mais surtout ce qui nous intéresse, la cuisine est bonne et la carte intelligente. Pas plus de trente plats, des hors-d'œuvres sur fromage, en trois séries principales : poissons sur le grill ou à la broche, plats « en coque du feu » — feu de bois et tournois — et il y a deux menus, à 150 et 175 F (fromage, ou dessert, béarnais), mais c'est la carte qui m'a surpris avec, en entrée, l'omblette plate, fondue d'oignons et poivrons et l'effiloché de rale aux des d'avocats ; dans les plats « canailles », le coquillet, la friandise de veau à l'ancienne, le persil de bœuf en escabote et une daube d'agneau braisée parfaite (encore qu'il y manquait les pommes de terre « symboliques des plats braisés » — allusion aux braves de nos ancêtres les Gaulois, mais, surtout, au Marseillais dont ils viennent !)

Beau chariot de desserts et une suggestion de la cave avec des vins à prix honnêtes pour l'endroit (dont on aimerait pourtant voir figurer l'origine). Bon service sans la boulette de Joseph Peyronnet (que nous connaissons chez l'assiette) et bonne cuisine de Guy Legay, qui, ailleurs, ne nous avait pas donné l'image d'un « grand ». Faut-il poser en axiome : tel patron,

tel chef ? On a eu la même surprise au Bristol où Tabouret s'éclate alors qu'à la Cascade il n'était qu'anonyme... Passons. Passons aussi sur la couverture du menu nous proposant un Ritz à la façade jamaïcaine d'épave virale. Et aller découvrir cet Espadon « new style » (voilà que le français ne prend aussi !). 15, place Vendôme et rue Cambon (1<sup>er</sup>). Tél. : 289-38-30.

Bistrot ! Si le nom est aujourd'hui défiguré par les abat-jour à la Slavic, snobisme par les assiettes Villeroi et Boech, hyper-trophie par les grosses têtes (et les petites portions), encensées par nos petits maîtres à guele, comment ne pas s'enthousiasmer alors pour le « vrai » bistrot. Comme ce Chardonnay, par exemple, où on se sent bien « chez soi » comme dans un « bois-charbon » d'avant guerre.

Hélas ! Chardonnay est en perdition malgré le 14/20 de Gault-Millau et une simple citation au Michelin. On me dira que c'est loin ? Je demanderai : « Loin d'où ? » Et, après tout, Guérard en ses premiers pas à Asnières, ce n'était pas la porte à côté !

Tel, Alain Morel se révèle, dans ce cadre Belle Époque qu'il entend préserver, un ouvrier consciencieux, un fou de cuisine attaché à la qualité du produit, un sauveur exemplaire (mais attention ! de sauces légères, subtiles et digestes !), un chercheur enfin, mais sans fantaisie inutile ni épates. Ainsi son pudding à la moelle de bœuf est étonnant et classique à la fois (encore que de sa trouvaille), son flan de truffe fumée aux avocats subtil, sa salade de ris de veau aux oignons confits intéressants, son sauté de porc au citron remarquable autant que son foie de veau sauce bacon.

Se souvenant peut-être du dicton de Franche-Comté : « Pour un foie de lotte, l'homme vend sa culotte, l'homme trousse sa culotte. »

Il prépare celui-ci habilement. Ne veut que trois fromages (mais bien affinés). A un menu dégustation qu'il « raconte ». D'excellents desserts. Comme il serait sot qu'un tel cuisinier perde confiance et patience ! Et dommage de ne pas l'encourager en mettant son bistrot à la mode (même s'il n'a pas d'attachés de presse, comme il dit en s'excusant). A midi le parking est plein, le soir on trouve de la place. Et pour y être arrivé une fois, on retrouve facilement le chemin du 1 de la rue Jules-Valles (c'est aussi le 25 de la rue de Chazay (11<sup>e</sup>), tél. : 371-49-32) fermé samedi et dimanche. Il vous faut découvrir Chardonnay !

LA REYNIERE.

## MIETTES

plus, audit restaurateur, 4,50 % ou 5 %, j'attends que l'on me prouve qu'une exploitation peut ainsi devenir rentable !

Le haut de la rue Lecourbe est privilégié vraiment. En quelques numéros, avec le Piarrot gourmand (au 295, tél. 558-27-82), avec ses tartes et terrines, avec, au même numéro, les Serruères de Provence (tél. 557-11-88) et ses très bonnes bouillabaisse, dont je reparlerai. Avec, enfin, en face, au numéro 304, les maîtres bouchers Jean et Claude (tél. 557-67-77), fiels, à juste titre, de leur charcuterie, entre autres viandes.

Un lecteur gourmet me signale les petits déjeuners de l'hôtel de l'Europe, à Villeneuve-de-Marsan. Et qui plus est, de prix honnête. Et un autre de mes correspondants a relevé à la carte du Grill-Bouff de l'autoroute F18 (à la hauteur de Sacy) les mots blanc-cassis corrigés le mot kir. Et la raison ? à lui donner : « C'est que, le vin blanc n'étant pas de Bourgogne, l'appellation est déléguée. » Félicitations à ces restaurateurs.

Le restaurant « de luxe » de la tour Eiffel ouvrira en 1983. En attendant, des salons de réception et une brasserie sont prévus pour cette année. Curieusement, ces salons pourront recevoir 500 personnes et les puissances invitées devront faire appel à un traiteur extérieur. Plaignons ces malheureux qui n'auront, pour réchauffer les plats (pour 500, imaginez cela !) qu'une pièce de 13 mètres carrés...

Dans le quotidien du 2 mai, 8 mai et 14 mai 1982, une coquette restaurant a prouvé l'efficacité du numéro de licence de notre client « VISIT U.S.A. »

Nous tenons à rappeler à nos lecteurs que cette société possède le numéro de licence 345, conformément à la loi n° 75-627 du 11 juillet 1975 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours.

## PALMARÈS

### Champions qualité-prix

J'ai signalé l'édition 1982 du « Paris-Gourmand » de Jean-Pierre Imbach (Balland éditeur). C'est la recherche de bistrotiers bons et pas chers. Pour compléter ou mieux connaître cette édition, Imbach et son éditeur ont écrit un Prix Paris-Gourmand, choisissant parmi les bistrotiers les meilleurs restaurants sur le plan qualité-prix. Pierre Perret, Jean Perret et quelques autres, dont votre service, ont élu le bon M. Bourdeau Gourmand-ou-ville, 42, rue Saint-Louis-en l'Île (9<sup>e</sup>), tél. : 336-79-27, dont on sait les mérites, classant deuxième ex aequo, le Repaire de Carrière (8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11<sup>e</sup>), tél. : 708-25-84) que j'ai découvert à ses débuts et Pierre Védet (58, rue des Minimes (15<sup>e</sup>), tél. : 828-64-37) qui est, lui aussi, presque une institution.

Donc, celui qui, du resto, n'exclut pas les autres, du Petit Mâchon à l'Oyonnais (dans le 15<sup>e</sup>) au Pêche Miron de la rue Guillemin-Bertrand (11<sup>e</sup>), en passant par bien d'autres. Le jury s'est réuni dans une maison ne figurant pas au sommaire : Chez Pauline (5, rue Villeroi (1<sup>er</sup>), tél. : 336-20-70) de bon Paul Gelin (que j'ai découvert il y a bientôt un quart de siècle), secondé par son fils André. Très belle maison d'appétit, comble ! Pierre Perret s'est réuni de l'après-midi de lait rôti persillé et moi du bœuf au gros sel Villeroi, avant d'excellents fromages et après une salade de moules aux poivrons rouges. Un bon point pour le chroniqueur maison. Voilà un bistrot comme on les aime. M. Slavik ni les japonais, ni la présentation ne sont passés par là et la cuisine est parfaite ! L. R.

### Les reliefs du repas-minute

UN grand nombre de fast food, ou ce qu'il convient d'appeler, selon l'Académie française, les « restaurants rapides », fleurissent depuis peu sur les grandes artères de la capitale. Sur cent quatre-vingts établissements recensés en France jusqu'à présent, plus de la moitié ont ouvert leurs portes durant la seule année 1981. Paris de ce nombre, les principaux responsables de ces chaînes de « restaurants-minutes », ont décidé en mars 1981 de créer l'Association nationale pour l'alimentation et la restauration rapide (A.N.A.R.).

Un des problèmes que doit affronter l'Association est celui du nettoyage aux abords des points de vente. Plus de 30 % des repas sont consommés à l'extérieur de l'établissement, mais il n'y a pas toujours de poubelles à portée de bras une fois le « chèque » terminé. Résultat : les rues sont sales !

Toutefois, pour répondre à ce problème, les « Burger King » ont engagé deux employés. « La situation sur les Champs-Élysées est plus préoccupante qu'ailleurs », souligne M. Bonneville ; en effet, le dimanche, par exemple, passé 11 heures du matin, il n'y a plus de ramassage des ordures et les poubelles sont pleines en quinze minutes.

MacDonald va encore plus loin puisque quatre personnes sont chargées du ramassage sur les « Champs » et deux cents poubelles ont été installées aux frais de la firme pour lutter contre ce phénomène. Afin d'inciter les usagers à les utiliser, les « Mac », les « What » et quelques autres ont fait également imprimer sur

leurs emballages l'invitation suivante : « Veuillez me déposer à l'endroit prévu à cet effet. »

Du côté de la mairie de Paris, M. Gilbert Gantier, chargé de la propreté de la Ville, souligne que « l'article 152-1 du règlement sanitaire de Paris concernant la réglementation du contrôle de l'hygiène des restaurants n'a été étendu aux établissements de « cuisine rapide », mais rien n'est encore précisé en ce qui concerne leurs abords ».

Le problème va trouver un début de solution avec l'installation, le mois prochain, par la mairie, de vingt corbeilles de 330 litres chacune (la capacité moyenne d'une poubelle est de 60 litres).

L'Association prévoit le doublement des points de vente à l'horizon 1983-1984. Prévoit-on le doublement du nombre des poubelles ? — B. Lu.

Appellation Fast-Food contrôlée. — Les « Fast-Food » ont le droit, à certaines conditions, de prendre le titre de « restaurants », a-t-on indiqué au ministère des finances à la suite d'une démarche de l'Association de la restauration rapide.

Pour bénéficier de cet agrément, les promoteurs de cette nouvelle formule doivent : servir tous les jours un plat chaud comportant soit une viande, un poisson, œufs ou produits lactés ; comporter des tables au comptoir de dégustation ; indiquer la liste des plats agréés ; exercer la restauration à titre principal.

### Rive gauche

**Le Parc à Paris**  
à Paris Saint-Germain  
DEJUNKERS, DINERS, SOUPERS  
Grillades • Choucroutes  
POISSONS  
Huîtres • Coquillages  
Salons 15, 20, 30, 50 pers.

**Il y a des femmes chez qui on revient pour le plaisir**  
Huîtres, fruits de mer, homards, crevettes...  
Face à la tour Montparnasse, 3, place du 18 Juin, 1940 à Paris 6<sup>e</sup>  
Tél. : 548.96.42  
Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.  
CHEZ HANSEL

**LE PETIT ZINC**  
à SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUS LES JOURS  
Service continu de midi à 2 h du matin, bar  
à la carte, buffets, dîners, soirées  
**LE FÜRSTENBERG**  
à SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUS LES JOURS  
Service continu de midi à 2 h du matin, bar  
à la carte, buffets, dîners, soirées  
**Le Münche**  
à SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUS LES JOURS  
Service continu de midi à 2 h du matin, bar  
à la carte, buffets, dîners, soirées

### Rive droite

**auberge dab**  
**LE DINER POISSONS**  
POUR MOINS DE 150 F  
ACCUEIL, QUALITÉ ET DÉCOR COMPRENT  
Tous les jours jusqu'à 2 h du matin  
161, av. Malakoff - 75116 PARIS  
Tél. : 500.32.58/57

**La côte de bœuf**  
à rue Saussier-Lercy, 75017 Paris  
Fermé samedi et dimanche  
Tél. 227-73-50

**Des prix toujours modérés !**  
**AU PETIT RICHE**  
25, rue Le Peletier, 75009  
770.68.68 - 770.86.50  
région de veau  
carré de veau : 59 frs !  
service continu jusqu'à 2 h du matin le dimanche

**VALDEVILLE**  
Ouvert le dimanche  
Soupers après minuit  
Banc d'huîtres  
Coquillages chauds  
29, rue Vivienne - Paris 2<sup>e</sup>  
Tél. : 233.39.31

**LE CHALUT**  
à SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUS LES JOURS  
Service continu de midi à 2 h du matin, bar  
à la carte, buffets, dîners, soirées  
**LA PLUS BELLE CARTE DE POISSONS**  
Salle climatisée  
F. dim et lundi

**SOLEIL A PARIS**  
Argonise des  
**RENCONTRES RESTO-DISCO**  
Rd. de 16 à 23 h : 273-48-43  
15, rue Chatelet (9<sup>e</sup>)

**BRASSERIE DE L'EST** (FACE GARE DE L'EST)  
**SA FABULEUSE CHOUCRUTE**  
LE DÉLICIEUX JARRET DE PORC - CORNET DE CANARD POMMES SAUTES  
7, rue du 8 Mai 1945 - 10<sup>e</sup> - 007-60-94 - De 5 h du matin à 2 h du matin

**Dessirier** 380.50.72  
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR  
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex-place Pérère) 17<sup>e</sup>

**BRASSERIE LÖWENBRÄU**  
RESTAURANT - BRASSERIE : 552-79-43  
Cuisine remarquable, service impeccable, prix raisonnables  
**NOS PLATS D'ÉTÉ VOUS ATTENDENT**  
dans une salle d'été, sous un grand tilleul  
située au cœur des Champs-Élysées "24"

**Les viandes**  
parmi les meilleures de France  
**Les 5 de la Ville**  
184-102, av. Jean-Jaurès  
FERME DE LA VILLETTE  
607-80-96 P. Dim  
AU SEUF COURONNE  
607-80-32 P. Dim  
DAGORNO  
607-02-29 P. Sam  
AU COCHON D'OR  
208-89-81 Ouv. les jours  
LA MER  
607-23-13 Ouv. les jours  
Porte de Pantin  
Parking 211 av. J.-Jaurès

**les gourmets font la différence**  
**GLACES SORBETS**  
Dégustation - A emporter  
**RAIMO GLACIER**  
de père en fils  
59/61 Bd de Reuilly 75011 PARIS  
Tél. 543.70.17  
Mo. DAUMESNIL (Félix Eboué)

**le grand café**  
à SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUS LES JOURS  
Service continu de midi à 2 h du matin, bar  
à la carte, buffets, dîners, soirées

**LE RALLYE**  
LE RESTAURANT DU ROUTIER  
Cuisine faite par le patron  
A partir du 9 mai  
Ouvert le dimanche  
17, rue des Filles  
75001 MAISON-LAFFITTE  
062-44-23

### Campagne

**19320 SAINT-PARDOUX - LA CROISILLE**  
**HOTEL BEAUSITE** • Piscine chauffée, Étang - Tennis privés  
Tél. : (55) 27-84-44

**VALE-LES-BAINS**  
**HOTEL DU VIVARAIS** • 9760 VALE-LES-BAINS  
Tél. : (75) 37-42-63  
Au centre des parcs de la ville. Restaurant, bar, salon de thé, parking, terrasse, parts privés.

**Italie**  
**HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES**  
(Près du Théâtre La Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés.  
Réservation : 41-32-33  
Tél. : 41188 FENICE 1  
Directeur : Dante Appolonia

**Montagne**  
**74280 LES GETS**  
**CHALET-HOTEL HASTINGS**  
910 P. LA SEMAINE  
Prix net pour pension complète. En chambre avec douche. Cuisine saine, abondante et variée. Piscine, école de plongée sous-marine, Patinoire, tennis, équestre, pony, randonnée. Montagne, escalade. Brochure gratuite - Tél. (59) 79-74-33

**VERS-EN-MONTAGNE**  
**35300 CHAMPAIGNE**  
**HOTEL-REST. LE CLAVIN** •  
Tél. (18) 51-43-33 - Vacances au cœur de JURA. Calme, calme, AUBERT Forêt, Lac, Pension, Demi-pension. Cuisine bourgeoise.

### Provence

**ROUSSILLON - 84220 GORGES**  
Détachés à 4 h. 30 de PARIS par AVIGNON avec le T.G.V.  
LE MAS DE GARGUON \*\*\*  
Le petit hôtel de charme du Lubéron vous offre week-end ou séjour de repos et détente idéal dans un cadre exceptionnel. Haut confort, piscine, cuisine de femme et de marché, tennis, équestre à proximité. Demi-pension.  
Accueil : Christiane RECH  
Tél. : (96) 75-63-22

### Suisse

**ASCONA**  
**MONTA VERITA \*\*\*** Maison renommée. Situation magnifique et tranquille - Piscine chauffée. Tennis.  
Tél. : (54) 73-73-81

**CH 3963 CRANS-SUR-SIERRE**  
**VALAIS**  
**HOTEL DES ALPES \*\*\***  
Tél. : (19-41) 27-41-37-54  
Situation exceptionnelle au bord du golf. Cuisine soignée. Chambre double, bain, w.c., radio, tél. Prix pension complète dès 70 F.S. par jour et pers. Avant et après saison dès 60 F.S.

**LEYSIN (Alpes Vaudoises)**  
Altitude 1550 m. 25 km de Montreux. Climat tonique. Proximité à l'Infini. TOUS COMPTES PAIÉS : LA SUISSE PAS PLUS CHERE A LEYSIN. Piscine, patinoire, tennis, mini-golf : GRATUITES PORTRAITS : Promenades-Tennis-Equitation 7 km demi-pension dès 28 F. Toutes offres détaillées par Office du Tourisme. CH-1854 Leysin. Tél. 19-41/34 22 44.

**HOTEL MONT-RIANT \*\*\***  
40 lits, confort, ascenseur, jardin, services personnalisés. Cuisine française. Pension complète t.t.c. dès 48 F.S. à 64 F.S. selon chambre et période (environ 150 F.F. à 200 F.F.).  
CH-1854 LEYSIN  
Tél. : 19-41/25-04-12-35



Jeux

échecs N° 973

UNE DÉMONSTRATION MAGISTRALE

(Tournoi « Clarin », Mar-de-la-Piété, 1982)  
Blancs : L. PORTISCH  
Noirs : Y. SEIRAWAN  
Défense anti-indienne.

1. d4 d5 2. O-O-O (q) Rb5  
3. c4 e5 4. f3 Td7  
4. Cc3 (b) e4 5. Cc3 Rxd5  
5. Cc3 h5 6. Cc3 Rxd5  
6. Cc3 g5 7. Cc3 Rxd5  
7. Cc3 f5 8. Cc3 Rxd5  
8. Cc3 e4 9. Cc3 Rxd5  
9. Cc3 d4 10. Cc3 Rxd5  
10. Cc3 c4 11. Cc3 Rxd5  
11. Cc3 b4 12. Cc3 Rxd5  
12. Cc3 a4 13. Cc3 Rxd5  
13. Cc3 a3 14. Cc3 Rxd5  
14. Cc3 a2 15. Cc3 Rxd5  
15. Cc3 a1 16. Cc3 Rxd5  
16. Cc3 a0 17. Cc3 Rxd5  
17. Cc3 a1 18. Cc3 Rxd5  
18. Cc3 a2 19. Cc3 Rxd5  
19. Cc3 a3 20. Cc3 Rxd5  
20. Cc3 a4 21. Cc3 Rxd5  
21. Cc3 a5 22. Cc3 Rxd5  
22. Cc3 a6 23. Cc3 Rxd5  
23. Cc3 a7 24. Cc3 Rxd5  
24. Cc3 a8 25. Cc3 Rxd5  
25. Cc3 a9 26. Cc3 Rxd5  
26. Cc3 a0 27. Cc3 Rxd5  
27. Cc3 a1 28. Cc3 Rxd5  
28. Cc3 a2 29. Cc3 Rxd5  
29. Cc3 a3 30. Cc3 Rxd5  
30. Cc3 a4 31. Cc3 Rxd5  
31. Cc3 a5 32. Cc3 Rxd5  
32. Cc3 a6 33. Cc3 Rxd5  
33. Cc3 a7 34. Cc3 Rxd5  
34. Cc3 a8 35. Cc3 Rxd5  
35. Cc3 a9 36. Cc3 Rxd5  
36. Cc3 a0 37. Cc3 Rxd5  
37. Cc3 a1 38. Cc3 Rxd5  
38. Cc3 a2 39. Cc3 Rxd5  
39. Cc3 a3 40. Cc3 Rxd5  
40. Cc3 a4 41. Cc3 Rxd5  
41. Cc3 a5 42. Cc3 Rxd5  
42. Cc3 a6 43. Cc3 Rxd5  
43. Cc3 a7 44. Cc3 Rxd5  
44. Cc3 a8 45. Cc3 Rxd5  
45. Cc3 a9 46. Cc3 Rxd5  
46. Cc3 a0 47. Cc3 Rxd5  
47. Cc3 a1 48. Cc3 Rxd5  
48. Cc3 a2 49. Cc3 Rxd5  
49. Cc3 a3 50. Cc3 Rxd5  
50. Cc3 a4 51. Cc3 Rxd5  
51. Cc3 a5 52. Cc3 Rxd5  
52. Cc3 a6 53. Cc3 Rxd5  
53. Cc3 a7 54. Cc3 Rxd5  
54. Cc3 a8 55. Cc3 Rxd5  
55. Cc3 a9 56. Cc3 Rxd5  
56. Cc3 a0 57. Cc3 Rxd5  
57. Cc3 a1 58. Cc3 Rxd5  
58. Cc3 a2 59. Cc3 Rxd5  
59. Cc3 a3 60. Cc3 Rxd5  
60. Cc3 a4 61. Cc3 Rxd5  
61. Cc3 a5 62. Cc3 Rxd5  
62. Cc3 a6 63. Cc3 Rxd5  
63. Cc3 a7 64. Cc3 Rxd5  
64. Cc3 a8 65. Cc3 Rxd5  
65. Cc3 a9 66. Cc3 Rxd5  
66. Cc3 a0 67. Cc3 Rxd5  
67. Cc3 a1 68. Cc3 Rxd5  
68. Cc3 a2 69. Cc3 Rxd5  
69. Cc3 a3 70. Cc3 Rxd5  
70. Cc3 a4 71. Cc3 Rxd5  
71. Cc3 a5 72. Cc3 Rxd5  
72. Cc3 a6 73. Cc3 Rxd5  
73. Cc3 a7 74. Cc3 Rxd5  
74. Cc3 a8 75. Cc3 Rxd5  
75. Cc3 a9 76. Cc3 Rxd5  
76. Cc3 a0 77. Cc3 Rxd5  
77. Cc3 a1 78. Cc3 Rxd5  
78. Cc3 a2 79. Cc3 Rxd5  
79. Cc3 a3 80. Cc3 Rxd5  
80. Cc3 a4 81. Cc3 Rxd5  
81. Cc3 a5 82. Cc3 Rxd5  
82. Cc3 a6 83. Cc3 Rxd5  
83. Cc3 a7 84. Cc3 Rxd5  
84. Cc3 a8 85. Cc3 Rxd5  
85. Cc3 a9 86. Cc3 Rxd5  
86. Cc3 a0 87. Cc3 Rxd5  
87. Cc3 a1 88. Cc3 Rxd5  
88. Cc3 a2 89. Cc3 Rxd5  
89. Cc3 a3 90. Cc3 Rxd5  
90. Cc3 a4 91. Cc3 Rxd5  
91. Cc3 a5 92. Cc3 Rxd5  
92. Cc3 a6 93. Cc3 Rxd5  
93. Cc3 a7 94. Cc3 Rxd5  
94. Cc3 a8 95. Cc3 Rxd5  
95. Cc3 a9 96. Cc3 Rxd5  
96. Cc3 a0 97. Cc3 Rxd5  
97. Cc3 a1 98. Cc3 Rxd5  
98. Cc3 a2 99. Cc3 Rxd5  
99. Cc3 a3 100. Cc3 Rxd5

NOTES

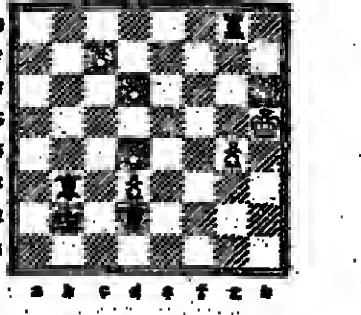
a) 2... g5 est aussi à envisager : par exemple, 3. O-O, Fg7, 4. g4, g5, 5. f3, Cc6, 6. d5, Cc6, 7. d4, g5, 8. f4, g5, 9. f3, Cc6, 10. f4, g5, 11. f3, Cc6, 12. f4, g5, 13. f3, Cc6, 14. f4, g5, 15. f3, Cc6, 16. f4, g5, 17. f3, Cc6, 18. f4, g5, 19. f3, Cc6, 20. f4, g5, 21. f3, Cc6, 22. f4, g5, 23. f3, Cc6, 24. f4, g5, 25. f3, Cc6, 26. f4, g5, 27. f3, Cc6, 28. f4, g5, 29. f3, Cc6, 30. f4, g5, 31. f3, Cc6, 32. f4, g5, 33. f3, Cc6, 34. f4, g5, 35. f3, Cc6, 36. f4, g5, 37. f3, Cc6, 38. f4, g5, 39. f3, Cc6, 40. f4, g5, 41. f3, Cc6, 42. f4, g5, 43. f3, Cc6, 44. f4, g5, 45. f3, Cc6, 46. f4, g5, 47. f3, Cc6, 48. f4, g5, 49. f3, Cc6, 50. f4, g5, 51. f3, Cc6, 52. f4, g5, 53. f3, Cc6, 54. f4, g5, 55. f3, Cc6, 56. f4, g5, 57. f3, Cc6, 58. f4, g5, 59. f3, Cc6, 60. f4, g5, 61. f3, Cc6, 62. f4, g5, 63. f3, Cc6, 64. f4, g5, 65. f3, Cc6, 66. f4, g5, 67. f3, Cc6, 68. f4, g5, 69. f3, Cc6, 70. f4, g5, 71. f3, Cc6, 72. f4, g5, 73. f3, Cc6, 74. f4, g5, 75. f3, Cc6, 76. f4, g5, 77. f3, Cc6, 78. f4, g5, 79. f3, Cc6, 80. f4, g5, 81. f3, Cc6, 82. f4, g5, 83. f3, Cc6, 84. f4, g5, 85. f3, Cc6, 86. f4, g5, 87. f3, Cc6, 88. f4, g5, 89. f3, Cc6, 90. f4, g5, 91. f3, Cc6, 92. f4, g5, 93. f3, Cc6, 94. f4, g5, 95. f3, Cc6, 96. f4, g5, 97. f3, Cc6, 98. f4, g5, 99. f3, Cc6, 100. f4, g5

c) Une suite un peu risquée, mais la continuation 3... Cc7 est peu défensive et 4. f3, Cc7, 5. f4, Cc7, 6. f5, Cc7, 7. f6, Cc7, 8. f7, Cc7, 9. f8, Cc7, 10. f9, Cc7, 11. f0, Cc7, 12. f1, Cc7, 13. f2, Cc7, 14. f3, Cc7, 15. f4, Cc7, 16. f5, Cc7, 17. f6, Cc7, 18. f7, Cc7, 19. f8, Cc7, 20. f9, Cc7, 21. f0, Cc7, 22. f1, Cc7, 23. f2, Cc7, 24. f3, Cc7, 25. f4, Cc7, 26. f5, Cc7, 27. f6, Cc7, 28. f7, Cc7, 29. f8, Cc7, 30. f9, Cc7, 31. f0, Cc7, 32. f1, Cc7, 33. f2, Cc7, 34. f3, Cc7, 35. f4, Cc7, 36. f5, Cc7, 37. f6, Cc7, 38. f7, Cc7, 39. f8, Cc7, 40. f9, Cc7, 41. f0, Cc7, 42. f1, Cc7, 43. f2, Cc7, 44. f3, Cc7, 45. f4, Cc7, 46. f5, Cc7, 47. f6, Cc7, 48. f7, Cc7, 49. f8, Cc7, 50. f9, Cc7, 51. f0, Cc7, 52. f1, Cc7, 53. f2, Cc7, 54. f3, Cc7, 55. f4, Cc7, 56. f5, Cc7, 57. f6, Cc7, 58. f7, Cc7, 59. f8, Cc7, 60. f9, Cc7, 61. f0, Cc7, 62. f1, Cc7, 63. f2, Cc7, 64. f3, Cc7, 65. f4, Cc7, 66. f5, Cc7, 67. f6, Cc7, 68. f7, Cc7, 69. f8, Cc7, 70. f9, Cc7, 71. f0, Cc7, 72. f1, Cc7, 73. f2, Cc7, 74. f3, Cc7, 75. f4, Cc7, 76. f5, Cc7, 77. f6, Cc7, 78. f7, Cc7, 79. f8, Cc7, 80. f9, Cc7, 81. f0, Cc7, 82. f1, Cc7, 83. f2, Cc7, 84. f3, Cc7, 85. f4, Cc7, 86. f5, Cc7, 87. f6, Cc7, 88. f7, Cc7, 89. f8, Cc7, 90. f9, Cc7, 91. f0, Cc7, 92. f1, Cc7, 93. f2, Cc7, 94. f3, Cc7, 95. f4, Cc7, 96. f5, Cc7, 97. f6, Cc7, 98. f7, Cc7, 99. f8, Cc7, 100. f9, Cc7

du C-B blanc en 24 par 3... Cc7, 30. Cc6, Cc5 mais tombe rapidement dans une position inférieure après 11. Cc5, g5, 12. f3, Cc6, 13. f4, Cc6, 14. dxc5, dxc5, 15. Dc1, 16. Cc6, 17. Cc5, 18. Cc6, 19. Cc5, 20. Cc6, 21. Cc5, 22. Cc6, 23. Cc5, 24. Cc6, 25. Cc5, 26. Cc6, 27. Cc5, 28. Cc6, 29. Cc5, 30. Cc6, 31. Cc5, 32. Cc6, 33. Cc5, 34. Cc6, 35. Cc5, 36. Cc6, 37. Cc5, 38. Cc6, 39. Cc5, 40. Cc6, 41. Cc5, 42. Cc6, 43. Cc5, 44. Cc6, 45. Cc5, 46. Cc6, 47. Cc5, 48. Cc6, 49. Cc5, 50. Cc6, 51. Cc5, 52. Cc6, 53. Cc5, 54. Cc6, 55. Cc5, 56. Cc6, 57. Cc5, 58. Cc6, 59. Cc5, 60. Cc6, 61. Cc5, 62. Cc6, 63. Cc5, 64. Cc6, 65. Cc5, 66. Cc6, 67. Cc5, 68. Cc6, 69. Cc5, 70. Cc6, 71. Cc5, 72. Cc6, 73. Cc5, 74. Cc6, 75. Cc5, 76. Cc6, 77. Cc5, 78. Cc6, 79. Cc5, 80. Cc6, 81. Cc5, 82. Cc6, 83. Cc5, 84. Cc6, 85. Cc5, 86. Cc6, 87. Cc5, 88. Cc6, 89. Cc5, 90. Cc6, 91. Cc5, 92. Cc6, 93. Cc5, 94. Cc6, 95. Cc5, 96. Cc6, 97. Cc5, 98. Cc6, 99. Cc5, 100. Cc6

si 22... Cc6, 23. f4, Cc6, 24. f5, Cc6, 25. f6, Cc6, 26. f7, Cc6, 27. f8, Cc6, 28. f9, Cc6, 29. f0, Cc6, 30. f1, Cc6, 31. f2, Cc6, 32. f3, Cc6, 33. f4, Cc6, 34. f5, Cc6, 35. f6, Cc6, 36. f7, Cc6, 37. f8, Cc6, 38. f9, Cc6, 39. f0, Cc6, 40. f1, Cc6, 41. f2, Cc6, 42. f3, Cc6, 43. f4, Cc6, 44. f5, Cc6, 45. f6, Cc6, 46. f7, Cc6, 47. f8, Cc6, 48. f9, Cc6, 49. f0, Cc6, 50. f1, Cc6, 51. f2, Cc6, 52. f3, Cc6, 53. f4, Cc6, 54. f5, Cc6, 55. f6, Cc6, 56. f7, Cc6, 57. f8, Cc6, 58. f9, Cc6, 59. f0, Cc6, 60. f1, Cc6, 61. f2, Cc6, 62. f3, Cc6, 63. f4, Cc6, 64. f5, Cc6, 65. f6, Cc6, 66. f7, Cc6, 67. f8, Cc6, 68. f9, Cc6, 69. f0, Cc6, 70. f1, Cc6, 71. f2, Cc6, 72. f3, Cc6, 73. f4, Cc6, 74. f5, Cc6, 75. f6, Cc6, 76. f7, Cc6, 77. f8, Cc6, 78. f9, Cc6, 79. f0, Cc6, 80. f1, Cc6, 81. f2, Cc6, 82. f3, Cc6, 83. f4, Cc6, 84. f5, Cc6, 85. f6, Cc6, 86. f7, Cc6, 87. f8, Cc6, 88. f9, Cc6, 89. f0, Cc6, 90. f1, Cc6, 91. f2, Cc6, 92. f3, Cc6, 93. f4, Cc6, 94. f5, Cc6, 95. f6, Cc6, 96. f7, Cc6, 97. f8, Cc6, 98. f9, Cc6, 99. f0, Cc6, 100. f1

ÉTUDE  
A.P. KAZANTSEV  
(1976)



BLANCS : (7) : Rb5, Fc7, d4, d5, d6, d7, d8, d9, d0  
NOIRS : (4) : Rb2, Tc3, Fc6, d7  
Les Blancs jouent et font mat.

CLAUDE LEMOINE

bridge N° 970

LA TENTATION DE COUPER

Le déclarant snobiste Guilberg a su résister à la tentation de faire une manœuvre classique, car sa réussite semblait peu probable, et il a finalement trouvé la ligne de jeu gagnante.

♠ B564  
♥ 985  
♦ 7  
♣ RV103

♠ DV1053  
♥ 1074  
♦ RV  
♣ 762

N  
O  
E  
S

♠ V2  
♥ V2  
♦ 10842  
♣ D854

♠ A  
♥ ARD63  
♦ A9653  
♣ A8

Ouest a entamé la Dame de Pique pour le 3 d'Est et l'As sec de Sud, qui a joué le 3 de Carreau. Ouest a pris avec le Roi et a rejoué le Valet de Carreau (Est, fournissant le 4 et le 2). Après la Dame de Carreau, le déclarant (Guilberg) a tiré le Roi de Pique (pour le 7 et le 5 d'Est-Ouest et le 6 de Carreau

de sa main), puis l'As et le Roi de Carreau, sur lesquels les deux adversaires ont fourni Comment Sud a-t-il entamé tout pour gagner le PETIT CHELME à COEUR contre toute défense ?

Réponse :  
Si les Carreaux sont répartis 3-3, le chelem sera toujours réussi, et il faut donc prévoir qu'une des mains aura quatre Carreaux.

Une première solution serait de couper au Carreau avec le 9 de Carreau du mort en espérant que la main adverse, qui n'aurait plus de carreau, n'aurait plus d'autout (manœuvre de Guillemard). Mais la probabilité que la main courte à Carreau soit également courte à Cœur est relativement faible, et il vaudrait encore mieux faire l'impossible à la Dame de Trèfle (une chance sur deux).

Cependant, Guilberg a trouvé une solution meilleure : il a tiré tout ses atouts en observant soigneusement les défenses (notamment celle de deux Trèfles et du 9 de Pique d'Est sur les trois coups d'autout) :

♠ 8RV10  
♥ V782  
♦ A9653  
♣ 10842

Le déclarant tire ensuite l'As de Carreau et constate que la couleur n'est pas partagée et que Ouest avait jeté un Trèfle. Il défend alors le 6 de Pique, avec la certitude qu'un des adversaires avait été averti que la Dame de Trèfle était maintenant seconde. Il tira donc les Trèfles en tête et réussit son chelem.

En fait, la ligne de jeu de Guilberg est gagnante quand la Dame de Trèfle est seconde ou dans la main de la garde à Carreau.

D'autre part, si Ouest est seul gardé à Pique (parce que, par exemple, Est n'a que deux Piques ou trois petits Piques), le double squeeze est automatique si Est a les quatre Carreaux.

Ann. : S. donn. - Pers. vuln.  
Sud : Oest. Nord : Est  
3 SA : passe 3 SA : passe  
4 SA : passe 4 SA : passe  
5 SA : passe 5 SA : passe

Le Festival de Juan-les-Pins  
C'est le plus ancien des Festivals, car il a débuté au lendemain

Ouest ayant entamé la Dame de Carreau pour le 5 d'Est, Sud a pris avec le Roi et il a tiré l'As de Carreau, sur lequel Est a défendu un Cœur. Comment Deforme, en Sud, a-t-il gagné le PETIT CHELME à CARREAU contre toute défense ?

Note sur les enchères :  
L'ouverture de 2 Trèfles a été forcée de manche, et la réponse de 2 Carreaux a permis à Est de passer à 3 SA. Indiquait une main d'au moins 24 points avec une distribution régulière, et l'enchère de 3 SA a montré qu'il n'y avait pas de gros honneurs en dehors de l'As de Cœur.

Avec la certitude d'au moins 23 points d'honneurs dans les deux mains, Sud a estimé pouvoir faire un effort pour le chelem en déclarant 4 Carreaux, sur lesquels Nord aurait dû sauter à 6 Carreaux, car, avec le 7 de Carreau, son jeu peut être évalué à 8 points et le total est donc d'au moins 33 points.

PHILIPPE BRUGNON

scrabble® N° 139

LE BENJAMIN EST RECONNU

Notre confrère Jean-Pierre Allard, chroniqueur de scrabble au Matin, nous écrit que c'est lui, et non pas Benjamin Hannuna, qui est le créateur du mot « benjamin » (rajout de trois lettres permettant de prolonger, par l'ajout, un mot placé en H, de façon à coloniser la case rouge Est (cf. notre article GARE À LA CASSE ! du 1<sup>er</sup> mai). C'est avec plaisir que nous confirmons ce détail : Hannuna, qui est la modestie même, n'a jamais eu la prétention de donner son nom, ou plutôt son prénom, à un de ses coups favoris. Au lieu de la qualification de « GENITEUR », mot ambigu, nous aurions dû le traiter d'« SPONTYME » (la désigne Athènes est l'éponyme d'Athènes).

Les mots en -ONYME (du grec onoma ou onoma « nom »), sont, bien entendu, une mine pour le scrabbleur. Outre SPONTYME, ANONYME (anagramme MON-

TIRAGE	SOLUTION	REP	POINTS
1. E S U R N V G	VENGE	H 4	26
2. U N L G N U U	VENGE	S 3 E	26
3. N U V O O R S	VENGE	S 3 E	26
4. T M N B D A A	ENBOUENS	H 7	27
5. D M X I O K S	BARAT (a)	10 D	33
6. M I T U I E	KENDOS	K 6	35
7. U I F H L U S	IMITE	O 11	36
8. U V E H O E S	FILE (b)	11 E	37
9. U I E M E T H	HOUES (c)	12 A	38
10. - B F O I A E	EMBOUTI	K 5	40
11. O I E A B L N	WHAMP	A 11	60
12. A E O L M S T	ENHOLAIT	M 8	70
13. A A F B L S Y	MOLESTA	15 O	65
14. S I U R E T J	RELATA	O 1	59
15. P N R D X E E	JUREUX	7 E	32
16. E D N X E D Q	YREUX	7 E	32
17. C P F E E I A	DE(P)END	12 H	39
18. F Q A X E I C T	ZIC(R)IS (d)	L 1	49
19. Q + T R E	PECARI	3 E	23
20. Q + T R E	HE	4 C	33

NAYE), SYNONYME et HOMONYME (terme imprécis suppléant, selon le cas, par homophone et homographie), on trouve ACRONYME (mot emprunté à l'anglais ; exemple : CEDEX, courrier d'entreprise à distribution exceptionnelle) ; ANTONYME, contraire ; AUTONYME (mot détaché de son sens) ; PARONYME (anagramme PYROMANE ; mazzette est le paronyme de mazzette), et enfin TOPONYME, nom de lieu.

NOTES  
(a) Provinces limitrophes de la Hongrie et de la Turquie ; (b) faisant CAC invariable (Cote Assurance Fret) ; (c) pichées (additif PFSE) ; (d) est aussi un truant, c'est-à-dire un passeur.

Résultats : 1. Lahmi-Vicent, 512 ; 2. Labbe-Bourgois, 501 ; 3. Mire Lumbrico-Palast, 782.

Résultats finale : 1. Viscor-Lahmi ; 2. Delol-Phuren ; 3. Labbe-Kourtochne ; 4. Lumbrico-Palast ; 5. Tombette-Hotelt.

Le Scrabble-Etoile fait surface : nouvelle adresse, 7, rue Lavoisier (XXV), Tél. : 595-15-03. Tournois : lundi, jeudi et vendredi, à 14 heures ; mercredi et samedi, à 17 heures.

● Festival de Nice au Négresco, homologué, du 11 au 14 juillet. Individuel et par équipes. Téléphone : (93) 69-85-01.

MICHEL CHARLEMAGNE

\* Fiches d'adresse pour correspondance : 1. M. Charlemagne, F.P.S.C., 137, rue des Pyrénées, 75005 Paris.

les grilles

du week-end

MOTS CROISÉS

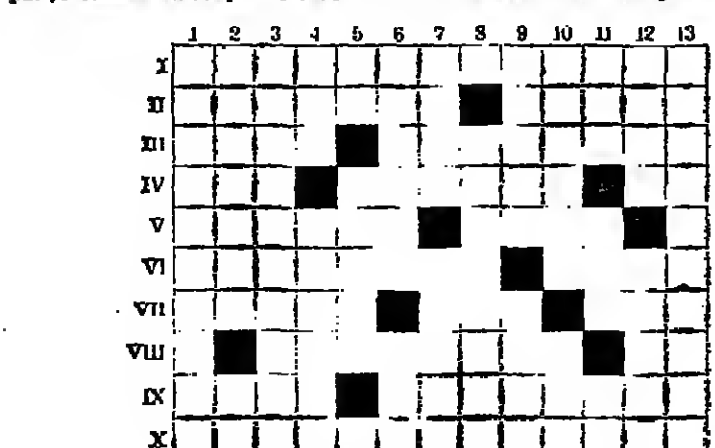
N° 201

Horizontalement

1. Si son produit liquide soigne les reins, il est plus connu par son produit solide. — II. N'est pas forcément un adepte de Gide.

Verticalement

1. Bon pour la reproduction. — 2. Motté d'un galonné. Note. — 3. On cherche leur justification. — 4. Fluctuat nec mergitur.



Transportent. — 5. Un peu trop. — 6. Malheureux. Refuge des compagons. — 7. Veillait à la toilette, entre autres. A la porte. — 8. Redoublé. — 9. C'est un chapeau qui ne va pas à tout le monde. Dans le Perche. — 10. Vit de privations. Installé. — 11. Va dans la lac. Il a peut-être vu lac. Il jette le double et l'on veut y tenir. — 12. Traîne une mauvaise réputation. Peut-être le fils du président. — 13. Sortirent de leur trou.

Solution du n° 200

Horizontalement

1. Deux-centième. — II. Embellie. — III. Réunie. Tronc. — IV. Nu. Onctueux. — V. Bon. Têtu. — VI. Ed. Era. Dual. — VII. Remp. Firme. — VIII. Et. Lige. — IX. On. — X. Remercient. — XI. Enlève. — XII. Enlève.
- Verticalement
1. Dernière-née. — 2. Emu. — 3. Ubu. — 4. Xénon. — 5. Plein. — 6. Cien. — 7. M. — 8. Electrisés. — 9. M. — 10. Ar. — 11. Têtu. — 12. Fide. — 13. Reddition. — 14. Ebou. — 15. Et. — 16. M. — 17. M. — 18. M. — 19. M. — 20. M. — 21. M. — 22. M. — 23. M. — 24. M. — 25. M. — 26. M. — 27. M. — 28. M. — 29. M. — 30. M. — 31. M. — 32. M. — 33. M. — 34. M. — 35. M. — 36. M. — 37. M. — 38. M. — 39. M. — 40. M. — 41. M. — 42. M. — 43. M. — 44. M. — 45. M. — 46. M. — 47. M. — 48. M. — 49. M. — 50. M. — 51. M. — 52. M. — 53. M. — 54. M. — 55. M. — 56. M. — 57. M. — 58. M. — 59. M. — 60. M. — 61. M. — 62. M. — 63. M. — 64. M. — 65. M. — 66. M. — 67. M. — 68. M. — 69. M. — 70. M. — 71. M. — 72. M. — 73. M. — 74. M. — 75. M. — 76. M. — 77. M. — 78. M. — 79. M. — 80. M. — 81. M. — 82. M. — 83. M. — 84. M. — 85. M. — 86. M. — 87. M. — 88. M. — 89. M. — 90. M. — 91. M. — 92. M. — 93. M. — 94. M. — 95. M. — 96. M. — 97. M. — 98. M. — 99. M. — 100. M.

ANA-CROISÉS®

N° 201

Horizontalement

1. BEORSTU (+ 6). — 2. BEELNESTY. — 3. ACEROUV.

— 4. RIOPQTU (+ 1). — 5. BEELNESTY. — 6. AEFNOR. — 7. BEELNESTY. — 8. AEFNOR. — 9. BEELNESTY. — 10. BEELNESTY. — 11. BEELNESTY. — 12. BEELNESTY. — 13. BEELNESTY. — 14. BEELNESTY. — 15. BEELNESTY.

Verticalement

1. BEELNESTY (+ 2). — 17. BEELNESTY. — 18. BEELNESTY. — 19. BEELNESTY. — 20. BEELNESTY. — 21. BEELNESTY. — 22. BEELNESTY. — 23. BEELNESTY. — 24. BEELNESTY. — 25. BEELNESTY. — 26. BEELNESTY. — 27. BEELNESTY. — 28. BEELNESTY. — 29. BEELNESTY. — 30. BEELNESTY. — 31. BEELNESTY. — 32. BEELNESTY. — 33. BEELNESTY. — 34. BEELNESTY. — 35. BEELNESTY. — 36. BEELNESTY. — 37. BEELNESTY. — 38. BEELNESTY. — 39. BEELNESTY. — 40. BEELNESTY. — 41. BEELNESTY. — 42. BEELNESTY. — 43. BEELNESTY. — 44. BEELNESTY. — 45. BEELNESTY. — 46. BEELNESTY. — 47. BEELNESTY. — 48. BEELNESTY. — 49. BEELNESTY. — 50. BEELNESTY. — 51. BEELNESTY. — 52. BEELNESTY. — 53. BEELNESTY. — 54. BEELNESTY. — 55. BEELNESTY. — 56. BEELNESTY. — 57. BEELNESTY. — 58. BEELNESTY. — 59. BEELNESTY. — 60. BEELNESTY. — 61. BEELNESTY. — 62. BEELNESTY. — 63. BEELNESTY. — 64. BEELNESTY. — 65. BEELNESTY. — 66. BEELNESTY. — 67. BEELNESTY. — 68. BEELNESTY. — 69. BEELNESTY. — 70. BEELNESTY. — 71. BEELNESTY. — 72. BEELNESTY. — 73. BEELNESTY. — 74. BEELNESTY. — 75. BEELNESTY. — 76. BEELNESTY. — 77. BEELNESTY. — 78. BEELNESTY. — 79. BEELNESTY. — 80. BEELNESTY. — 81. BEELNESTY. — 82. BEELNESTY. — 83. BEELNESTY. — 84. BEELNESTY. — 85. BEELNESTY. — 86. BEELNESTY. — 87. BEELNESTY. — 88. BEELNESTY. — 89. BEELNESTY. — 90. BEELNESTY. — 91. BEELNESTY. — 92. BEELNESTY. — 93. BEELNESTY. — 94. BEELNESTY. — 95. BEELNESTY. — 96. BEELNESTY

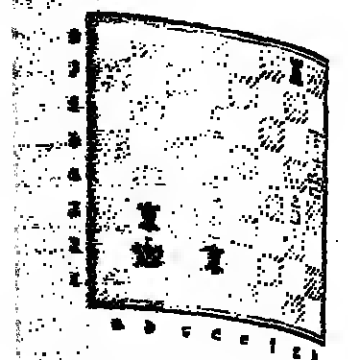


كل من الأصل

ET DU TOURISME

ETUDE

A.P. KAZANTSEV (1976)



CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

CLAUDE LEMOINE

MUSIQUE

L'AN PROCHAIN A L'IRCAM

Pierre Boulez : toujours la recherche

La saison 1982-1983 de l'IRCAM et de l'Ensemble intercontemporain comportera cinquante et un concerts, dont trente et un par abonnements. Les têtes de file en seront Stockhausen (six concerts en octobre) et Kagel ; le grand absent (ou presque) : Pierre Boulez, dont on n'entendra que la Troisième Sonate et qui ne dirigera qu'un seul programme (Varèse, Grieg, Kurtág, le 11 avril). Prendrait-il quelques distances avec l'institut qu'il dirige et anime depuis 1977 ?

« Pas du tout, répond Pierre Boulez. J'ai constaté au contraire qu'il était nécessaire que je sois le plus souvent possible présent à l'IRCAM, et c'est une des raisons pour lesquelles je dirige de moins en moins. Par ailleurs, je veux consacrer une grande partie de mon temps à la composition pour répondre à plusieurs commandes importantes, notamment celle que la Philharmonie de Berlin m'a faite pour son centième anniversaire (même si elle ne peut la jouer que pour le cent deuxième...) »

— Pourquoi vous allez créer en septembre à Londres la version intégrale de Répons (quarante minutes) et elle ne figure pas dans vos programmes de Paris ?

— En effet, mais pour des raisons à la fois techniques et financières : la première version de Répons (à Donaueschingen et à Bobigny) nous a posé de gros problèmes de coût et de fiabilité. Il n'est pas facile de déplacer un dispositif aussi important que la 4xX (1), qui s'est fallu nous lâcher le matin même de Donaueschingen ; j'en ai encore des sueurs froides... Notre objectif de l'année est donc la miniaturisation (tout va très vite en ce domaine), qui devrait nous permettre en 1983-1984 d'emmener Répons en tournée avec un matériel léger et un double pour parer à toute panne. Nous avons bon espoir grâce à l'accord passé récemment avec la SOGITEC (le Monde du 15 mai), qui va industrialiser notre machine et nous en retrocéder un certain nombre.

— Quelles sont les lignes principales de votre Maison de concerts ?

— Toujours un mélange de répertoire contemporain et de créations ; il y en aura vingt-neuf cette saison (dont treize commandées par l'IRCAM ou l'Ensemble intercontemporain), sans compter celles des groupes que nous accueillons, comme chaque année, dans notre « Forum de la création ».

A côté d'un panorama en deux concerts de la musique polonaise d'aujourd'hui, je tiens particulièrement à deux choses : d'abord les concerts de l'Atelier de recherche instrumentale dirigé par Pierre-Yves Artaud qui montrent que, si l'IRCAM est lié à l'ordinateur, il poursuit également d'autres pistes, dont celle-ci qui est presque entièrement dépourvue de la technologie. Et puis les quatre concerts de février intitulés « Le concept de recherche en musique », avec des commandes faites à Philippe Manoury, Tristan Murail et Roger Reynolds, qui s'insèrent dans une semaine de colloques et conférences réunissant d'éminents personnalités internationales.

Pourquoi la recherche ? Nous devons toujours en revenir à la question qui fonde notre action. La recherche de Beethoven se faisait à l'intérieur de lui-même et d'un langage communément admis. Aujourd'hui la technologie est extérieure au musicien : comment l'aborder, comment l'utiliser, alors que la quasi-totalité des compositeurs ne peuvent pas eux-mêmes assumer, posséder les techniques ?

AU FESTIVAL DES ORCHESTRES DU T.M.P.

Donatoni et Schoenberg illuminés

C'est une excellente idée du Théâtre musical de Paris que d'avoir inscrit dans son « Festival des orchestres » l'Ensemble intercontemporain à côté des « philharmonies » et autres « symphonies » de Vienne, Berlin, Prague ou Pittsburgh, avec des œuvres de Bartók, Donatoni et Schoenberg pour contrebalancer Tchaïkovski, Rachmaninov ou Strauss. La fréquentation n'a sans doute pas été aussi grande (encore que l'E.I.C. ait presque concurrencé la huitième Symphonie de Bruckner sous la direction de Jochum), mais cela prouve que les programmes sont intéressants, variés, et les abonnés ont eu tort.

Tout, car Pierre Boulez est toujours un prodigieux chef d'orchestre, qu'on n'aura guère l'occasion d'entendre l'an prochain, et qui est le don de rendre lumineuse et étirée toute musique. Je ferai cependant une exception pour *Agon* de Harrison Birtwistle, longue composition sur quelques bribes de *Sapho* rattachées aux méloches de crocodiles enroulés, qui ne m'a pas semblé beaucoup plus compréhensible que lors de la création il y a trois ans. Elle enchaîne des épisodes véridiques et poétiques, que se disputent les groupes instrumentaux en attendant que John Aldis, sans qu'on découvre les liens entre ces gazouillis et ces proférations violentes, dont on ne connaît seulement qu'ils ne sont sûrement pas grétois. Maigre constatation...

En revanche, *Tema* pour douze instruments, de Franco Donatoni, créé très récemment (le Monde du 10 février), est apparu déjà comme une œuvre classique. C'est un jeu, on n'ose dire de variations, mais d'associations d'idées, planes de talent, d'humour, et d'estude, tout en contrastes, où sans cesse les instru-

ments se renvoient la balle : cordes agressives aux formules abruptes, en lignes brisées, qui cadent la place à des figures analogues, mais très allongées, savoureuses et douces comme des jeux d'orgue, de la flûte et des cors ; les vents à leur tour deviennent secs et concrets sur un déluge de cordes légères ; une arbesque de clarinette déclenche un nouveau développement étiré et forcé que clôt une autre arbesque de flûte. Plus loin, des échanges humoristiques font penser à un ballet de Tchaïkovski, et ainsi de suite, jusqu'à la fin. L'ordonnée s'est redressée à tous les instruments au milieu de grandes banderoles balancées par le vent, pour s'éteindre enfin, doucement répétée par le seul hautbois.

On sent à l'œuvre ouverte dans ce Donatoni, joué de façon déjouante par les musiciens de l'E.I.C., accités par l'intelligence et l'élan de Boulez, qui allait enfin apprivoiser et transférer la *Suite pour sept instruments*, op. 29, de Schoenberg. Cette œuvre dodécaphonique intimidante semblait tout à coup apollinienne, avec même des instants de « Gemüthlichkeit » très viennoise, sous cette direction d'une vigueur roborative, où l'intuition s'exerce sans relâche, sans embellissement du sans, attentive à la souplesse des transitions, à la mise en valeur du génie des formes et du jeu des instruments par la seule évidence de la perfection. Un art allusif, qui rend l'auditeur « intelligent ». Comme le voix d'une grande cantatrice, la musique se déploie dans les airs et reste présente, sillage lumineux durable qui éclaire l'œuvre dans son déroulement ultérieur, riche de tout ce qui le précède. A cette lumière, quel plaisir ce serait d'analyser l'œuvre étonnante de Schoenberg !

LE DÉPART DE M. BERNARD LEFORT

L'Opéra, un « fardeau ingrat »

Remplaçant à ses fonctions d'administrateur de l'Opéra de Paris avant l'expiration de son contrat en juillet 1983 (le Monde du 11 juin), M. Bernard Lefort a adressé à M. Jack Lang, ministre de la Culture, une lettre où il donne les raisons de son départ. Elles sont de deux sortes, « positives » et « négatives ».

Au chapitre des raisons positives qui lui « permettent de partir », M. Bernard Lefort évoque l'ouverture du répertoire, l'ouverture sur de nouveaux publics, l'annonce d'une nouvelle génération de chanteurs français, le contrôle quotidien des engagements de dépenses de production, seule ligne budgétaire avec celle des cachets d'artistes dépendant totalement et uniquement de son autorité.

M. Bernard Lefort conclut sur le passé de son expérience : « Parmi les raisons négatives, trop nombreuses pour être énumérées, je citerai : des succès quotidiens, hors du commun, compensés par des joies trop rares ; une amoralité d'une portée du personnel artistique surpris d'être tout d'un coup employé à plein temps ; l'hostilité d'un certain public manipulé par des hommes de main obéissant à certains intérêts dont je connais l'ori-

gine, mais qu'il serait inopportun de démasquer ici. »

« En un mot, une difficulté d'être, une ambiance de contrainte sans bonheur contrastant trop fortement avec les merveilleux souvenirs que j'ai gardés de l'Opéra de Marseille, du Festival d'Aix-en-Provence, du Théâtre de la Ville et même de l'Opéra lors de mon premier mandat. »

« C'est pour retrouver ma joie de vivre naturelle que j'ai désiré m'éloigner de ce fardeau ingrat. »

Dans sa réponse, M. Jack Lang rend hommage à l'œuvre accomplie par l'administrateur de l'Opéra et se dit sensible aux efforts d'amélioration de la gestion. Le ministre de la Culture indique ensuite : « C'est toujours avec tristesse que je constate l'amertume qui se lit dans votre lettre. Je mesure votre déception. »

Rappelons que M. Bernard Lefort se voit confier une mission de réflexion dans le cadre de l'Exposition universelle, et qu'en attendant M. Bogliacchino quatre personnes assureront la transition. M. Paul Poux est président du conseil d'administration — une ligne manquait dans notre précédente information, nous lui attribuons le titre de directeur général, qui revient à M. Jean-Pierre Leclerc.

Les possibilités de la machine

— C'est au fond le problème que tous les compositeurs qui viennent travailler à l'IRCAM rencontrent ?

— Exactement. Ils ont à leur disposition des « tuteurs », des assistants techniques qui leur ouvrent les portes de la machine, leur montrent les expériences déjà réalisées, mais c'est à eux de penser les nouvelles structures mentales de la musique, de concevoir un développement thématique, en fonction des possibilités de la machine, car il n'est pas seulement en face d'un instrument comme la piano, mais une machine « intelligente ».

— Imaginer que la machine ne doit pas être facile ?

— Certes, et surtout pour les gens d'un certain âge. Mais les jeunes apprennent beaucoup plus rapidement à évoluer dans une nouvelle dialectique, un nouveau langage. Tout cela demande du temps, et si nos efforts de réorganisation ont permis d'augmenter le nombre des compositeurs invités de neuf en 1979 à vingt en 1981 (2), c'est probablement un chiffre optimiste, car chacun passe une phase de formation à une phase de recherche et de réalisation, doit rester chez nous de trois à six mois, parfois un an (fût-ce en plusieurs périodes).

— Pour en revenir aux concerts, ne pensez-vous pas que le public, bien qu'il vienne toujours nombreux, soit quelque peu désorienté, moins soudé au projet de l'IRCAM qu'au temps du Domaine musical ?

— Sans doute. Nous avons d'ailleurs l'intention de renforcer notre « gestion artistique » pour établir un meilleur contact. Mais cela tient en grande partie au fait que nous sommes obligés de jouer dans cinq lieux différents qui n'ont ni la même contenance, ni la même disposition, ni la même acoustique, donc la même atmosphère, et déjantent cinq publics différents, tous un peu amorphes. Un lieu unique, comme, par exemple, une salle ne peut recevoir tous nos concerts. Peut-être qu'à la Ville...

Bertrand Poirot-Delpech candidat au fauteuil du duc de Lévis-Mirepoix

L'Académie française a enregistré jeudi la candidature de notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech au fauteuil du duc de Lévis-Mirepoix, toujours vacant puisque la récente élection pour lui désigner un successeur a été « blanche ». La prochaine est fixée au jeudi 28 octobre 1982.

[Né en 1929 à Paris, licencié en philosophie, Bertrand Poirot-Delpech est journaliste au Monde depuis 1951, où, après avoir notamment assuré la critique littéraire, il a été, depuis 1972, le feuilleton littéraire du « Monde des livres ». Il est l'auteur de plusieurs romans et essais, dont : *Le Grand Débat* (éd. Inter 1978), *La Graine Matrice*, *l'Envers de l'eau*, *Fin de la comédie*, *Folle de Lituanie* (grand prix du roman de l'Académie française), *les Grands de ce monde*.]

PRIX PLAISIR A JACQUES MAUCLAIR

Le prix Plaisir du Théâtre a été attribué à Jacques Mauclair, comédien, metteur en scène, auteur, découvreur de textes, il a été, avec des hommes comme Roger Blin, Jean-Marie Serreau, parmi les fondateurs du théâtre contemporain.

Jacques Mauclair est né en 1919. Dans les années 50, dans sa petite salle le Rive Gauche, il régit sur les espaces initiaux de l'imaginaire aux contours de l'absurde, des singuliers d'aujourd'hui, il crée les *Chaises*, *Amis*, *Victimes du devoir*. Quand les petites salles doivent fermer, il fait des incursions au Stadin des Champs-Élysées, mais il reste en définitive fidèle à la rive gauche et tente de l'installer à l'Alliance française où, fidèle à l'humour, il pose une note dure pour les salles privées : Jacques Mauclair fait l'acteur pour les autres, trébuche sa fausse nonchalance et son sourire aigu de Tchekov en Joe Orton, et puis il traverse le Seine, il s'installe dans une baraque qui devient le Théâtre du Marais, il y monte *Garcia Lorca*, *Pierrotella*, fidèle à ses curiosités, à ses amours, à lui-même, inchange, éternellement jeune. — C.G.]

INSTITUT

LES GRANDS PRIX DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

- Poésie : Jean Loisy
- Théâtre : Georges Neveux

L'Académie française a décerné ses grands prix et prix d'ensemble jeudi 10 juin.

— Grand Prix de poésie (30 000 F) : Jean Loisy, pour l'ensemble de son œuvre poétique.

[Né à Paris en 1901, Jean Loisy collabore à divers revues et magazines. Il est l'auteur de nombreuses émissions dramatiques et poétiques à la radio et à la télévision. Son œuvre poétique comprend plusieurs recueils dont : *Terre d'été*, *Couleurs*, *Nuit*, *Lumière*, etc., et une anthologie. A théâtre, six de ses pièces ont été représentées, parmi lesquelles on citera *Marie Stuart*, *la Guerre et les Amants*, *les Flamants*. Il est aussi l'auteur d'études et d'essais.]

— Grand Prix du théâtre (30 000 F) : Georges Neveux, pour l'ensemble de son œuvre dramatique.

[Né le 25 août 1900 à Poltava, en Russie, Georges Neveux, après avoir appartenu au groupe surréaliste jusqu'en 1929, s'est lancé dans la carrière d'auteur dramatique. Parmi ses pièces, on citera en particulier *Juliette ou la Clef des songes*, *le Voyage de Thésée*, *Plainte contre l'homme*, *Ma chance et ma chanson*, *Zanore*, *la Volée de Londres*, etc. Georges Neveux est aussi l'auteur de romans, de traductions et d'adaptations. Il a écrit des scénarios pour le cinéma (*Aux yeux du souvenir*, *les Amants de minuit*, *Torrents*, *l'Affaire des poisons*, etc.) et des feuilletons pour la télévision : *les Aventures de Vidocq*. Il a été président du Comité des programmes de télévision de 1963 à juin 1968.]

— Prix de la nouvelle (15 000 F) : Jean-Marie Blas de Robles, pour *la Mémoire de Ric* (Le Seuil).

— Prix de l'essai (15 000 F) : Pierre Andrieu, pour *le Vie et mort de Ma Jacob* (La Table ronde).

— Prix de la critique (15 000 F) : Henry Bonnier, pour l'ensemble de son œuvre.

— Prix Gustave-Lévy Métales-Lavrière (deux prix de 10 000 F) : Alain Plantey, pour *la Négociation internationale*, *la Politique et le théâtre* (Editions du C.N.R.S.), et Jacques Brenner, pour *Tobacco de la vie littéraire en France d'avant guerre à nos jours* (éditions L'Arche-Ascol).

— Prix Georges-Dupou (10 000 F) : professeur Paul Miliez, pour *Médecin de la liberté* (Le Seuil).

— Prix Henri-Mondor (5 000 F) : Simone Verdin pour *Stéphane Mal-*

formé, le presque contradictoire (éd. Nizet).

— Prix Dumas-Millier (15 000 F) : Odette Joyeux, pour *le XV<sup>e</sup> Siècle et la Danse* (éd. I.N.F.-Hachette).

— Prix de la langue française (une médaille d'argent) : Gueorgui Djagarov, vice-président de la République bulgare, pour l'ensemble de son œuvre et son action en faveur de la langue française.

— Grand Prix d'Académie (15 000 F) : Ferdinand Alquie, pour l'ensemble de son œuvre.

— Prix d'Académie : Michelle Maurois, pour *l'Encre dans le sang* (Flammarion) (110 000 F), et Françoise Chardunagor, pour *l'Allée du roi* (Julliard) (une médaille d'argent).

— Prix Pierre-de-Régner (110 000 F) : Pierre Grippart, pour *Mot, Mitanne-Jali* (Julliard).

— Grands Prix du rayonnement français (trois prix de 15 000 F) : l'Association des écrivains de langue française et MM. Carlo Coccioli et Joseph-Emile Muller.

ARTS

LA MORT DE GALA DALI

La muse, le modèle

Gala, la femme de Salvador Dali, est morte le 10 juin dans la résidence familiale du château de Pubol, près de Gérone (Espagne). Elle était âgée de quatre-vingt-neuf ans. De son vrai nom Elena Diakonoff, elle était née en 1893, en Russie, à Kazan.

Gala Dali doit être embaumée et inhumée, dans la plus stricte intimité, ce vendredi au château de Port-Lligat, où elle avait été transportée une heure avant son décès et où elle vivait habituellement avec Dali.

Ainsi Gala, la femme, la muse, le modèle, l'agent publicitaire et le conseiller financier de Salvador Dali vient de mourir.

Étrange destinée que celle de cette femme omniprésente dans le cercle magique du grand mystificateur, et de nulle part, à force de « surréalisation ». On ne sait rien d'elle, au fond, qui ne soit passé au filtre des délires daliniens, dans sa peinture, comme dans ses écrits. Gala ne s'est pas confiée, elle n'a pas écrit ses Mémoires. Et Dali, qui parle tout le temps d'elle, est très pudique finalement, au-delà du grain de beauté sur le lobe de l'oreille gauche — exactement placé comme celui de Picasso — et du dévoilement de son corps tel celui d'une Vénus antique, dans les peintures, dont elle est souvent la figure-clé.

La *Lido atomica* du musée de Figueras, peinte en Californie peu après Hiroshima, c'est Gala — nu parait en lévitation sur piedestal et fond de mer bleue — et le cygne : la *Madone de Port-Lligat*, la vierge à

l'enfant sur fond de tournois, sainte Hélène, la paysanne de l'*Angélique*, c'est elle encore, ce « fantôme » comparé à Garbo ou à la Joconde, qu'un portrait présente une paire de côtelettes erues en équilibre sur l'épaule. Un fantôme qui engendre des délires nutritifs. Un modèle tour à tour « métaphore intestinale » et « immaculée intuition ».

Gala, « celle qui voyage », « qui a toujours raison », « l'unique femme mythologique de notre temps », que le peintre aime « plus que moi-même, plus que mon père, plus que Picasso, et même plus que l'argent ». Dali l'a rencontrée en 1929 à Cadix. Elle était encore la femme de Paul Eluard, qu'elle avait épousé en 1917, et dont elle avait une fille. C'est elle qui opéra « la guérison psychologique du héros », en proie à cette époque à de incontrôlables crises de rire. Il ne se quitteront plus. Elle devint sa femme légitime en 1958. Depuis 1979, la santé de Gala avait décliné. En osmose avec Dali.

GENEVIÈVE BREERETTE.

FÊTES

A Paris et à La Courneuve

Nuits blanches pour rythmes noirs

Quelque chose a changé, c'est certain. Africa-fête (le vendredi 11 juin), Tropica-rythmes (les 12 et 13 juin) : deux énormes manifestations « noires » coup sur coup à Paris et à La Courneuve, c'était impensable il y a quelques années. Il semble bien que les musiques noires (et plus seulement le jazz) aient maintenant enfin droit de cité. C'est bien, c'est dit mieux si un léger différend n'avait obscurci un peu ce grand festin de rythmes tropicaux.

Concurrentes ou complémentaires ? L'affaire n'est pas tout à fait claire entre les deux fêtes. Initialement, Africa-fête devait avoir lieu en mai. Pour des raisons qui ne leur appartenaient pas, les organisateurs ont dû repousser leur date. Devaient-ils cependant intervenir juste à la veille de l'autre ? Le geste n'a pas été jugé très musical à Tropica-rythmes. Les organisateurs d'Africa-fête se défendent en disant qu'ils n'étaient pas au courant puisqu'ils ont proposé, afin qu'on leur pardonne, de faire la fête ensemble. Ce qui a été refusé. C'est dommage. Les deux fêtes auraient gagné à fusionner, c'est évident. Cinquante heures de musique à la suite, deux nuits blanches (et deux jours) de musiques noires dans le cadre magnifique, en plein air, du Théâtre de la Courneuve, où se tient Tropica-rythmes (avec le grand maître de la salsa, Ray Barretto) c'eût été assez extraordinaire.

On se déplacera donc de l'une à l'autre. Africa-fête, organisée par l'AARCTA (Association pour l'aide au retour créateur des travailleurs africains), a une histoire. Elle a été créée en 1979 par un Africain, Mamoudou Konté, et le chanteur

François Béranget, « contre la politique de retour forcé des travailleurs immigrés dans leur pays ». Il s'agit d'un de nier ce désir de rentrer mais de préparer autrement ce retour, collectivement, avec des projets définis (en créant, par exemple, des coopératives agricoles, des centres culturels, etc.). Les trois premières Africa-fêtes, qui ont été organisées en 1979, devaient servir à ouvrir un vaste centre culturel à Thiès, au Sénégal. L'AARCTA n'a pas réussi à rassembler l'argent nécessaire, elle a ouvert seulement une librairie (qui vient de fermer), et l'Association s'occupe maintenant de la culture africaine. Elle a d'ailleurs déposé un projet de création d'un centre africain à Paris.

Tropica-rythmes, en revanche, est le premier festival lancé par l'APAC (Association pour la promotion de l'art caribéen, impulsée par un feu des musiques antillaises, Thierry Nossin, animateur à Radio Gide). Il a réussi à avoir quelques aides, dont celle du comité d'entraide des P.T.T., du ministère de la Culture, de la revue *Alusiki* du Théâtre Noir, et d'une vingtaine d'associations.

CATHERINE HUMBLLOT.

— Africa-fête, 11 juin, de 19 h 30 à 5 heures du matin (Hippodrome de Paris, 75 F). Avec Aswad, Akendengué, Tuire Kounda, Dolla Brand, Djamel Allam, Ballet Lemba, Kalam, Dou, Manu Dibango.

— Tropica-rythmes, du 12 juin à 14 heures au 13 juin à 20 heures sans interruption (Théâtre du Parc de La Courneuve, bus 149 et 150, 70 F). Avec Ray Barretto, Konté, Kasav, M'Bumba, Ekambi Brillant, Toure Kounda, Gordon Henderson, Hypomene, Zakka Percussion, Cabo Verde Show.











# SPECTACLES RADIO-TÉLÉVISION

## MON ONCLE (Fr.), Templiers, 3 (272-94-50).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.), Cluny Ecoles, 5 (354-20-12).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.), St-Germain Huchette, 9 (633-63-20); Elysees Lincoln, 9 (359-36-14).

NOCES DE SANG (Esp., v.o.), St-Ambroise, 11 (700-89-16), h.sp.

LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.), Lacroix, 6 (544-57-34).

ORFÈVE NEGRO (Brés., v.o.), Daumesnil, 12 (343-52-97), h.sp.

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.), Capri, 2 (509-11-69).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.), Cliché-St-Germain, 6 (633-10-82).

LE PRÉ (It., v.o.), St-Ambroise, 11 (700-89-16).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.), Studio Contrechamp, 5 (352-78-37).

LA RIVIÈRE D'ARGENT (A., v.o.), Action La Fayette, 9 (878-80-50).

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.), Elysees Point Show, 9 (255-67-29); V.F.: Opéra-Night, 2 (296-62-56).

SALEO (It., v.o.), Cliché-St-Germain, 6 (633-10-82).

SOLDAT BLEU (A., v.o.), Épée de Bois, 5 (337-57-47).

SON NOM DE VENISE DANS CAL-CUITA DESERT (Fr.), Action République, 11 (805-51-33).

STRAWBERRY BLONDE (A., v.o.), Action La Fayette, 9 (878-80-50).

TAXI DRIVER (A., v.o.), J. Cocteau, 5 (354-47-62).

TEX AVERY FOLLIES (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

TREZ SUR LE PIANISTE (Fr.), 14 Juillet-Parade, 6 (326-58-00).

LE TROUPEAU (Turc., v.o.), 14-Juillet-Parade, 6 (326-58-00).

LE TUEUR A LA LUNE DE MIEL (A., v.o.), Olympic-Hall, 3 (278-34-15); Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-77).

TOMBE LES FILLES (Fr.), Elysees Point Show, 9 (255-67-29).

UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (A., v.o.), Épée de Bois, 5 (337-57-47).

UN HOMME ET UNE FEMME (Fr.), Miroir, 1 (260-43-99).

VACANCES ROMAINES (A., v.o.), Champ, 5 (354-51-60).

LES VALSEUSES (Fr.), U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22).

## Les festivals

LA VILLE, LIEU DU DRAME (v.o.), Bonaparte, 6 (326-12-12); 16 h : les Yeux de Laura Mars; 18 h : le Locataire; 20 h : Thémis; 22 h : le Récidiviste.

FILM MUSICAL (v.o.), Ambassade, 8 (359-19-08); Music Jovis; Allegro non troppo; Fidelio; Don Giovanni.

JOSEPH VON STERNBERG (v.o.), Action La Fayette, 9 (878-80-50); le Paradis des mauvais garçons.

LES GRANDS SÉDUCTEURS DU CINÉMA FRANÇAIS : Studio 43, 9 (770-63-40); le Bonheur; l'Aspirant de Besse.

PANORAMA DU COURT MÉTRAGE FRANÇAIS : Péniche des Arts, 16 (527-77-35); en soirée.

SÉLECTION DU FESTIVAL DE CANNES : Péniche des Arts, 16 (527-77-35); Play Back; Harlem Nocturne; Santa Irene; les Trois Inventeurs; en soirée.

LUIS MUNUEL (v.o.), Escorial, 13 (707-28-04); en alternance : Los Olvidados; la Montre au ciel; l'Ange exterminateur; Viridiana.

JEAN-LUC GODARD EN COULEURS : Olympic, 14 (542-67-42); la Chinoise.

# SOLDES D'ÉTÉ

## REMISES 20% SUR DES ARTICLES SÉLECTIONNÉS



Maple le spécialiste du meuble Anglais et Américain inaugure de sensationnelles soldes d'été.

De nombreux modèles d'exposition sont soldés à des prix surprenants et en plus tous les modèles non soldés bénéficient de remises exceptionnelles allant jusqu'à 20 pour cent.

Ne manquez pas une telle occasion... Les soldes se termineront le 3 juillet.

**MAPLE**

5, rue Boudreau (face R.E.R. Anber) 75009 Paris, Tél. 742.53.32 également Centre Commercial Créteil-Soleil, Tél. 898.03.23.

## A VOIR

### Feuilleter feutré

Antenne 2 reforme, samedi soir, ses « Carnets de bal » avec une fête toscane, organisée dans le quartier de la Bastille à Paris. La deuxième chaîne les avait ouverts par un bal musette parisien, le 25 novembre 1981, et avait continué à les feuilleter avec une soirée alsacienne, samedi dernier. Elle les rouvrira sans doute au hasard de la programmation, plusieurs projets étant en préparation : un bal antillais, un bal de sourds-muets, notamment.

En fait, cette série d'émissions, conçue par Alain Ilan-Chojnow et produite par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) prend, dit son réalisateur Jean-Louis Comolli, « le bal comme prétexte » pour construire une sorte de fable, pour décrire les relations entre les êtres et un groupe social. Harmonie, la semaine dernière, c'était la volonté d'un jeune couple de quitter une petite ville bourgeoise pour vivre un rêve, contre l'avis d'un « ancien » de retour au pays qui avait pourtant fait la même chose. Les « Chemins du retour », samedi 12 juin, c'est l'histoire d'une communauté épisodiquement réunie de Toscans qui ont la nostalgie du pays, l'Italie, et de leur village, Pescia.

Tous les personnages, acteurs d'un jour, jouent leur propre rôle dans la vie, avec ce que cela comporte, face à la caméra, de naïveté et de sincérité. Chaque émission a demandé, assurent leurs auteurs, plusieurs semaines d'enquêtes et d'entrevues. Le résultat laisse perplexé : « fiction réelle », comme le pense Antoine Vitez, en évoquant ce style d'écriture télévisuelle ou cinématographique ? « Les personnages ont un rapport très fort avec l'imaginaire et ils le montrent », souligne Jean-Louis Comolli. Le réalisateur, au cinéma, de l'Ombre rouge, avoue qu'il n'a pas « la religion de l'effet choc », qu'il est parvenu d'une « télévision douce », qu'il faut laisser « les petites choses arriver ».

Apparemment, il ne se passe rien dans ces « Carnets de bal », et le téléspectateur doit, selon le vœu des auteurs, d'abord s'armer d'un « minimum de patience », pour mieux « se laisser glisser » dans des ambiances feutrées, intimistes. En un mot, il convient d'être disponible pour tomber sous le charme de ce qu'il faut considérer comme une recherche intellectuelle.

MICHEL CASTANG.

\* Antenne 2, samedi 22 h 35.

## A « APOSTROPHES »

### En passant par la France

Simonne et Jean Lacouture, on les verra ce soir à « Apostrophes », on, à la fin de l'année dernière, endossé leur sac de grands reporters pour, durant trois mois, découvrir la France avec le même regard neuf qu'ils auraient posé sur n'importe quel pays du bout du monde. Parti pris insolite, mais, c'est vrai, un tour de France, peut apporter autant de surprises, de découvertes, qu'un tour du monde bien « chartré ». Voici donc, dans le livre qu'ils viennent de publier, leur carnet de route.

Dix-huit étapes à travers la province française, la Corse ayant été, d'emblée, exclue pour excès d'originalité et, pour conclure, un essai de synthèse en forme de post-scriptum. L'idée d'origine était de mesurer sur place, la portée du changement survenu en mai 1981, la façon dont il est appréhendé et les réactions qu'il suscite. Les interlocuteurs, choisis aussi représentatifs que possible de l'ensemble du corps social, parlent librement, approuvent, doutent, critiquent et sont re-

placés dans le cadre qui explique beaucoup de leur attitude. Exemple : Clermont-Ferrand, c'est Michelin, et il faut avoir dans l'œil les « cités bidonvilles » construites sur les collines qui bordent la capitale du pneu, pour comprendre les propos de tel syndicaliste ou responsable régional.

Quelles conclusions tirer de cette tournée en grande province ? Simonne et Jean Lacouture avancent ceci, avec prudence : fini le temps de « Paris et du désert français », la France a désormais appris à vivre en dehors de sa capitale, et les régions savent aujourd'hui se rencontrer sans s'imposer le détour par les bords de Seine. « La guerre civile française est terminée ».

Voilà une autre constatation qui surprendra. « La façon dont la presse de province et les municipalités d'opposition traitent François Mitterrand n'a rien à voir avec ce que leurs prédécesseurs disaient et écrivaient jadis de Léon Blum », écrit, sans doute Jean Lacouture, qui sait ce dont il parle. Le pouvoir est jugé sur pièces, en général et sans a priori ni passion. Il y a eu une sorte de « pacification idéologique » qui va de pair avec « un nivellement », une « normalisation culturelle », une « uniformisation » de la parole, peut-être de la pensée, qui exclut donc tout risque de dissidence des régions, même les plus typées.

La province nouvelle qu'ont découverte les auteurs de ce livre qu'il faudra reprendre à loisir leur inspire pour finir cette constatation : « Tout se passe comme si les Français regardaient la France devenir autre ; comme si, distancés et dédoublés, ils se préféraient témoins plutôt qu'acteurs. » Des Français, en somme, plus préoccupés de leur sort que de celui de la France. Mais qui pourrait jurer qu'il en sera toujours ainsi ? — J.-F.S.

\* En passant par la France, 390 p., Seuil, 69 F.

## BIENTOT « RADIO-DIAPASON » ?

M. Georges Chérière, directeur fondateur de la revue de disques Diapason annonce dans son numéro de juin son intention de créer une radio libre, Radio-Diapason, chargée de diffuser essentiellement de la musique classique, mais aussi des chansons, du jazz et des variétés, à partir de disques et de concerts. Cette radio, qui émettrait vingt-quatre heures sur vingt-quatre, exclurait toute information politique et consacrerait au moins 20 % de ses programmes à la musique française.

Le budget est évalué à 4 500 000 francs par an que M. Chérière compte équilibrer avec des subventions et des cotisations des auditeurs (120 francs), des disques (240 francs) et des éditeurs de disques ou fabricants de matériel (5 000 francs) versés à une association. Les émissions devraient être entendues dans un rayon de 30 kilomètres autour de Meudon.

\* Renseignements : A.D.D.C.M., 6, rue Jules-Simon, 92100 Boulogne.

## Vendredi 11 juin

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Variétés : Spécial Jairo au Mexique. De M. et C. Carpentier. Avec Sylvie Vartan, Michel Sardou, Maria del Lourdes, Les Mariachis.

21 h 35 Feuilleton : Marion. De J. Pignat. Avec M. Demangeot, P. Guen, J. Rispal.

22 h 30 Série : Histoires naturelles. De I. Barin. E. Lalon et J.-P. Fleury.

23 h Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Feuilleton : Les invités. De J. Robert. Avec A. Falcon, J. Desailly, M. Lonsdale, N. Callan.

21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivrot. Vous reconnaissez-vous dans les Français ? Avec : J. Chouchon (Mytho et Megalo sont sur sa laisse), F. de Claret (Toujours plus), S. et J. Lacouture (En passant par la France), D. Tiliac (Le bonheur à Souillac).

**MYTHO ET MEGALO**

sont sur un bateau

Lionel Chouchon

HACHETTE

22 h 55 Journal.

23 h 5 Ciné-club lycé « Jeune cinéma français » : les Belles Manières.

Film français de J.-C. Guignol (1978), avec H. Sangle, E. Lemoine, M. Simonet, H. Dubouché, N. Silberg. Une bourgeoisie parisienne engage, comme employé de maison, un jeune prolétaire sous-traitant de meubles. Elle s'effrite avec lui un lien d'amitié, d'affection mais, un jour, le garçon se rebelle contre sa « bienfaisance ». Passionnément étudie sociale, conflit fébrile des rapports de classes et jeu subtil de la sexualité, du désir et d'une comédie littéraire. Un film à brève sauce, remarquablement interprété.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 Le Nouveau Vendredi : Gagner à Madrid. Une émission de R. Pietri. Reportage : M. Darcy.

21 h 30 Feuilleton : Le premier, réalisé à Barcelone, évoque les problèmes d'organisation, de sécurité et d'argent de Madrid. Le second se passe à Font-Romeu, où l'équipe de France est en stage ; il est suivi d'une rétrospective sur la participation de l'équipe de France en Coupe du monde en cours des années précédentes. En dernière partie, un portrait de Philippe Minard.

21 h 35 Fête pour un pays qui meurt. Une émission de A. Griffo. Avec : A. Boninard.

22 h 30 Journal.

23 h Prélude à la nuit. Récital Simone Mintz, violon.

### FRANCE-CULTURE

20 h, Récital : Eugène Fromentin.

21 h 30, Récital : Jean de la Roche.

22 h 30, Nuits magiques : contrechamp, lectures écrites sur le cinéma.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 20, Concert : (amis de Paris) : « Simple symphony » de Britten ; « Concerto pour violon et orchestre d'harmonie » de Weill ; « Chœur de jeunes hommes » de Bartók ; « Sérénade » de Pauline, par le Noveau Orchestre philharmonique, dir. H. Soudant, soliste N. Goltzsky, violon.

22 h 15, La nuit sur France-Musique : Les mots de Françoise Xénakis ; 23 h 5, Écrans ; 0 h 5, Musiques traditionnelles.

## Samedi 12 juin

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 40 Accordéon, accordéons.

11 h La séquence du spectateur.

11 h 30 La maison de TF 1.

13 h Journal.

13 h 35 Pour changer. Série : Fame, 14 h 25, Variétés : Mégabert ; 15 h 45 : Voyage ; Alter simple ; 16 h 30, Cinéma : Étoiles et toiles ; 17 h 30, Auto-moto : Chapeau de roses et boîtes de cuir ; 18 h 30, Archibald le magicien.

19 h 35 Trente millions d'années. Le berger allemand ; les chats japonais ; P. Barouh, un homme et une chienne.

19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.M.C.).

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.

20 h Journal.

20 h 35 Droit de réponse.

Une émission de Michel Polac.

Le sport en France. La tête et les jambes ?

21 h 50 Série : La plantation. D'après Louis Golper. Avec : V. Vogel, Avec L.A. Warren, M. Auriant, E. Albert.

22 h 35 Les jeux du stade. D'après le roman : « Récit » Corlay souhaite s'emparer des terres voisines, notamment de la plantation, Sarah s'y refuse et tombe amoureuse d'un artiste peintre.

22 h 50 Magazine d'actualité : Sept sur sept.

Une émission de J.-L. Bugeat, E. Gilbert, F.-L. Bouley.

Au sommaire : la télévision des autres : la Hongrie ; un portrait de Michel Placini ; un dossier sur la Pologne.

23 h 45 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

11 h 15 Journal des sourds et des malentendants.

11 h 45 Idées à suivre.

12 h 15 La vérité est au fond de la marmite.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : Hawaii, police d'État.

14 h 55 Les jeux du stade. L'écrit est sensiblement moins philosophique que le titre de cet épisode.

14 h 20 Série : San Ku Kai. Dans le genre : « Je suis le maître du monde ».

Une émission de J.-L. Bugeat, E. Gilbert, F.-L. Bouley.

Hippisme à Dublin (championnat du monde de saut) ; Judo : France-Japon-U.R.S.S. ; Football : Cyclisme : le Grand Prix de Paris.

17 h Récit A 2.

17 h 50 Les carnets de l'aventure.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.M.C.).

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 C'est une bonne question.

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.

De Michel Drucker. Avec M. Sardou, J. Manson, E. Charaden, N. Peyrac.

21 h 40 Feuilleton : Les invités. De J. Robert. Avec A. Falcon, J. Desailly, M. Lonsdale, N. Callan.

La plume sanglante livre enfin son secret : le coupable est-il le coupable ou faut-il chercher un autre maître nageur pour les trois cadavres flottants ?

h. 35 Documentaire (INA) : Carnets de bal. Le chemin du retour, une série de A. Ilan-Chojnow ; rétros-

tion : J.-L. Comolli.

Dernier volet d'une série de trois émissions consacrées aux aspects sociologiques du bal populaire : une fête toscane à Paris, sur laquelle plane le spectre du pop. Le rythme est d'autant plus alerte que les auteurs se croient transportés en Italie, le temps de quelques ritournelles.

23 h 30 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

13 h 30 Pour les journaux.

Il était une fois l'homme : L'Age des Vikings ; En direct du passé : Anné 1641.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.

Il était une fois l'homme.

20 h Les jeux.

20 h 30 On sort ce soir : Les amours de France. Ballet de R. Petit sur un argument d'E. Chabrol-Roux. Avec : J.-C. Gil, D. Klafkine, etc.

Une suite de tableaux légers et romantiques sur les amours de Franz Schubert.

22 h Journal.

22 h 30 Prélude à la nuit. Simone Mintz interprète F. Xénakis.

### FRANCE-CULTURE

9 h 7, Matinée du monde contemporaine.

10 h 45, Dénouement avec... Jean Evans ; « Ruptures d'innocence ».

11 h 2, La musique prend la parole : Musique et récit (Ressort à l'écrit).

12 h 5, Le pont des Arts.

14 h, Sons d'Australie.

14 h 5, Perspectives du XX<sup>e</sup> siècle.

16 h 20, Recherches et points contemporains : La totalité de l'univers et l'ordre implicite du monde.

17 h 30, Rodrigue, une romance oubliée, par J. Manuick.

18 h 36, Musique européenne.

19 h 30, Jazz à Paris.

19 h 30, Jean Grenier : La prose moderne : Entretiens avec L. Fouchet.

20 h, Vie et mort d'une parole, de J.-P. Collet. Avec L. Terrell, S. Arici, etc.

21 h 25, Musique européenne.

21 h 55, Ad lib, avec M. de Brocail.

22 h 5, La langue du samedi.

### FRANCE-MUSIQUE

8 h 2, Actualité du disque : 11 h, La tribune des critiques de disques ; « Œuvres pour clavier », de J.-S. Bach (versions complètes).

13 h 30, Tous en scène : Nal King Cole.

14 h 4, Atelier de musique.

15 h 30, Dossier disque : Dictionnaire de la musique.

16 h 30, Festival de Cannes (concert donné à Gand le 4 septembre 1981) : œuvres de Telemann, Purcell, Cécil, Couperin, Flocco, par le Kujikou Consort, avec R. Jacobs, alto.

18 h, Le disque de la tribune : « Œuvres pour clavier », de J.-S. Bach (dernière partie).

19 h, Concours internationaux de peinture : Œuvres de France, Paganini, Tansman.

19 h 30, Les péchés de Paris : Fritz Busch, chef d'orchestre, œuvres de Schubert, Mendelssohn, R. Strauss.

20 h 30, Concert (en direct de la basilique Saint-Denis) : « Requiem » de Verdi par l'Orchestre national de France et chœurs de Radio-France, dir. R. Muti ; chef de chœurs, J. Jonckheere, soliste, A. Tournier ; Soprano : A. Millevache, mezzo-soprano, V. Luchetti, (basse, S. Estes, basse).

23 h, La nuit sur France-Musique : Entre guillemets : 0 h 5, Répertoire d'or ; œuvres de City, Budd, Lask, Stockhausen, Poulc.

**Le Cardinal.**

1/3 Campari.

1/3 Gordon's Gin.

1/3 Noilly Prat Dry.

Presser un zeste de citron.

Servir glacé.

**Un cocktail pour un moment de rêve**

## TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 12 JUIN

— M. Roger-Gérard Schwartenberg, président du M.R.C., est l'invité du journal de R.M.C. à 12 h 45.

— M. Charles Millon, député P.R. de l'Ain, est reçu au journal de TF1, à 13 heures.

DIMANCHE 13 JUIN

— M. Jean-Pierre Fourcade participe à l'émission « Le grand jury R.T.L.-Je-Monde » sur R.T.L., à 18 h 15.

— M. Michel Poniatowski, ancien ministre, est l'invité du « Club de la presse » sur Europe 1, à 19 heures.

**AVANTAGE PRIX**

**495 F**

LaHutte

3 PLACES

INTERSPORT

**LaHutte**

3 PLACES

Double ou triple repas minimum copieux.

Tous les jours 12h-14h.

\* Offres valables jusqu'au 30 juin.

مكتبة الأمل



هكذا من الأصل

## ÉQUIPEMENT

### DÉCENTRALISATION

Les onze présidents des conseils régionaux de l'opposition de métropole dénoncent les attermoissements du gouvernement

Les onze présidents des conseils régionaux de l'opposition de métropole, réunis le 10 juin autour de M. Michel Girard, président (R.P.R.) du conseil régional d'Ile-de-France, ont vivement critiqué les « attermoissements », le « flou » et les « réticences » du gouvernement dans l'application de la réforme de décentralisation (1).

Ces onze personnalités (qui sous le précédent septennat s'étaient montrées indulgentes, à de très rares exceptions près, à l'égard de gouvernements pour lesquels la décentralisation et la régionalisation étaient vraiment pas une priorité) ont publié une déclaration selon laquelle « la décentralisation paraît vidée d'une grande partie de sa substance. Depuis la défaite de la majorité présidentielle aux élections cantonales, le gouvernement se montre beaucoup moins pressé de présenter les quatorze projets de lois, et de décrets, dont certains sont essentiels, qui devaient accompagner et compléter le premier volet institutionnel de la réforme et conférer aux collectivités locales les moyens d'une plus grande autonomie... Les faits traduisent une ambiguïté et une réticence des autorités d'une prétendue décentralisation à rendre la loi rapidement applicable. Le revirement d'attitude du ministre de l'Intérieur, qui avait pourtant confirmé, au soir des élections cantonales, que la réforme serait mise en œuvre selon les modalités et le calendrier annoncés, est, à cet égard, significatif ».

Les présidents reprochent au gouvernement de faire traîner les choses tant à propos du projet de loi sur le transfert des compétences que sur

les questions de la fiscalité, du statut du personnel et du statut des élus.

En revanche, poursuivent-ils, « à l'initiative de tel ou tel ministre technique, le gouvernement installe dans les régions des commissions spéciales dépendant directement des administrations centrales (culture, recherche...) qui auront pour effet de réduire le champ d'autonomie des conseils régionaux et de leurs exécutifs élus. Le gouvernement crée des comités régionaux de la communication audiovisuelle, dont sont exclus les élus mais dont on veut imposer la charge aux régions ».

La déclaration conclut : « Ainsi se confirme-t-elle, chaque jour davantage, que, en agissant de la sorte, le gouvernement donne raison à ceux qui, dès le débat parlementaire, avaient dénoncé le projet de loi « droits et libertés » comme un faux-semblant. Décentraliser, c'est mieux répartir responsabilités, compétences et moyens, ce ne doit pas être moduler la capacité d'environnement et d'influence des fédérations politiques au gré des circonstances et des opportunités ».

F. Gr.

(1) Il s'agit de MM. Marcel Rodloff (U.D.F.) pour l'Alsace, Raymond Marcellin (U.D.F.) pour la Bretagne, Jean Delaunay (C.D.F.) pour le Centre, Bernard Stasi (U.D.F.) pour Champagne-Ardenne, Edgar Faure (U.D.F.) pour la Franche-Comté, Michel Girard (R.P.R.) pour l'Ile-de-France, Jean-Marie Rausch (U.D.F.) pour la Lorraine, Léon Jossua-Margnès (U.D.F.) pour la Basse-Normandie, Roger Foué (R.P.R.) pour la Haute-Normandie, Olivier Guichard (R.P.R.) pour le Pays de la Loire, Charles Béraudier (div. droite) pour Rhône-Alpes.

### TRANSPORT

La modernisation du métro de New-York

Le marché obtenu par les Canadiens est contesté

La ratification par les autorités fédérales américaines du contrat en vertu duquel le New York Metropolitan Transit Authority (M.T.A.) commandait à la firme canadienne Bombardier 825 voitures pour moderniser son réseau de métro (le Monde date 30-31 mai) semble soulever quelques difficultés à Washington, où l'on n'exclut pas que le projet soit remis en cause.

Le constructeur ferroviaire canadien avait emporté le marché d'une courte tête sur son adversaire français, Francorail, grâce à deux arguments : une plus importante de la production des caisses (40 %) revenant à l'industrie américaine, principalement à des usines de la région new-yorkaise ; les conditions de paiement offertes par Bombardier et les pouvoirs publics canadiens défilant, véritablement, toute concurrence. Pour des livraisons échelonnées au long d'une période de vingt-huit à trente mois suivant la signature du contrat, ces derniers proposaient un paiement en dix ans avec cinq ans et demi de différé.

Plus sagement, les Français proposaient une livraison en cinq tranches avec paiement correspondant à chacune des tranches dans les six mois suivant sa livraison (soit entre trente-quatre mois et cinq ans et demi). De surcroît, le Canada proposait, avec ces crédits ad hoc, de financer la mise en production de la part américaine des travaux.

L'administration américaine a vu dans ces dispositions un cas flagrant de concurrence déloyale qui, de surcroît, pouvait porter tort à l'industrie nationale. Budé, de Detroit (Michigan), lui aussi partie prenante dans la compétition. Le Sénat, à son tour, vient de se saisir du dossier. Pour leur défense, les Canadiens déclarent que certaines manœuvres déloyales des Français les ont poussés contre leur gré à une telle extrémité. Du côté des Français, on se reprend donc à espérer. Le marché, rapportons-le, représente 4 milliards de francs, et il assurera cinq mille emplois pendant deux ans.

J. Sn.

### UN NOUVEAU MOTEUR A LA R.A.T.P.

Le R.A.T.P. a présenté le prototype d'une motrice de métro à moteur asynchrone alimenté par du courant alternatif triphasé. L'équipement de cette voiture, qui va circuler, à titre expérimental, sur la ligne 3 bis (Gambetta-Porte-des-Lilas), a été réalisé par Alsthom-Atlantique.

La simplicité de construction du moteur asynchrone, sa grande fiabilité et sa puissance laissent entrevoir des économies d'exploitation importantes par rapport au système de traction électrique classique (moteur à courant continu associé à un « hacheur »). Toutefois, dans l'état actuel des techniques, le système de contrôle électronique de l'alimentation des moteurs, l'onduleur, qui module le courant en amplitude et en fréquence en fonction des besoins, se révèle encore coûteux. Les progrès attendus en matière de semi-conducteurs au cours des prochaines années devraient toutefois réduire l'écart de prix avec les moteurs à courant continu.

Outre Alsthom-Atlantique, deux autres constructeurs français - T.C.O. et M.T.E. - travaillent sur cette formule. Des expérimentations sont prévues sur les réseaux ferrés de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F.

### OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente sur licitation, Palais de Justice à TOURS, mardi 15 juin 1982, à 14 h.

EN 5 LOTS

1<sup>er</sup> HOTEL PARTICULIER et dépend. à TOURS, 48, bd Béranger

Mise à prix : 700 000 F

Visite : 14 juin 1982, de 14 h à 16 h

2<sup>e</sup> IMMEUBLE A BLOIS

27, av. du Docteur-Jean-Laignet

Mise à prix : 500 000 F

3<sup>e</sup> IMMEUBLE A BLOIS

5, rue des Orfèvres

Mise à prix : 400 000 F

4<sup>e</sup> PAVILLON A BLOIS

29, av. Général-Leclerc

Mise à prix : 220 000 F

5<sup>e</sup> PAVILLON A BLOIS

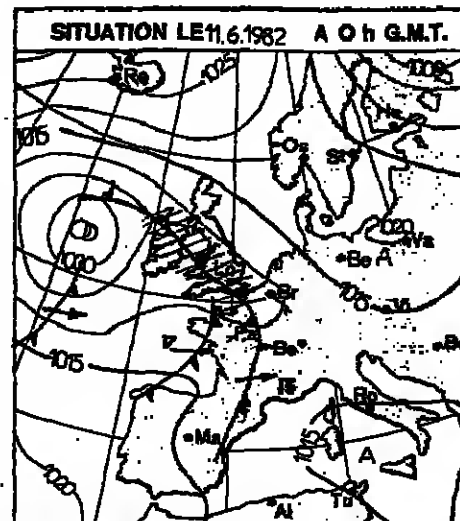
31, av. Général-Leclerc - Lib. de locat.

Mise à prix : 180 000 F

S'adresser : M<sup>re</sup> E. Mothes, avocat à Tours, 56, bd Béranger. Tél. : (47) 61-42-21, et M<sup>re</sup> Campion, Tournai et Jallet, avocats à Tours. Tél. : (47) 05-42-57.

## INFORMATIONS « SERVICES »

### MÉTÉOROLOGIE



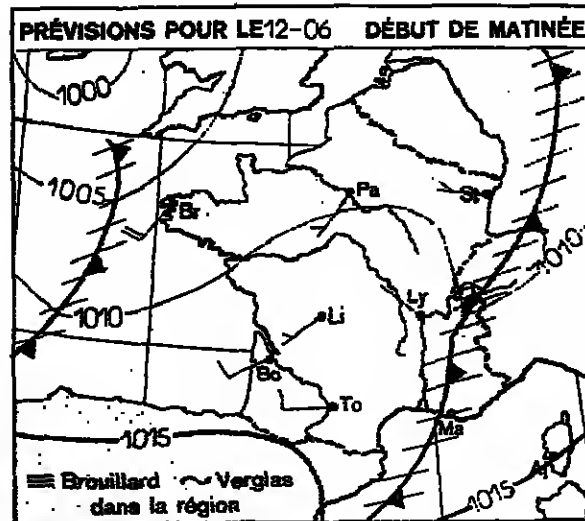
Evolution probable du temps en France entre le vendredi 11 juin à 0 heure et le samedi 12 juin à 24 heures :

Le front orageux achève de traverser la France. Des orages parfois violents sécheront encore le matin sur les Alpes et la Corse. Des averses se produiront dès la matinée sur la Bretagne gagnant toute la moitié nord du pays, alors qu'elles seront plus rares au sud d'une ligne La Rochelle-Metz. Ces averses seront plus nombreuses près des côtes de la Manche et sur les Ardennes. Il fera nettement plus frais, souvent 4 à 5 degrés de moins l'après-midi que les jours derniers. Les vents tourneront au nord en se renforçant.

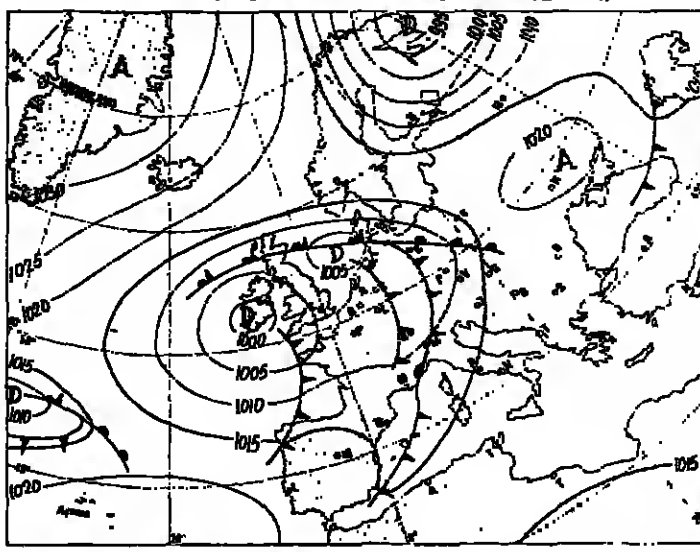
Samedi, temps très nuageux sur toute la France. Des orages parfois violents sécheront encore le matin sur les Alpes et la Corse. Des averses se produiront dès la matinée sur la Bretagne gagnant toute la moitié nord du pays, alors qu'elles seront plus rares au sud d'une ligne La Rochelle-Metz. Ces averses seront plus nombreuses près des côtes de la Manche et sur les Ardennes. Il fera nettement plus frais, souvent 4 à 5 degrés de moins l'après-midi que les jours derniers. Les vents tourneront au nord en se renforçant.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 11 juin à 7 heures, de 1 010 millibars, soit 757,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 juin ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11 juin) : Ajaccio, 25 et 16 degrés ; Biarritz, 23 et 15 ; Bordeaux, 23 et 15 ; Bourges, 31 et 16 ; Brest, 20 et 10 ; Caen, 19 et 12 ; Cherbourg, 19 et 12 ; Clermont-Ferrand, 31 et 15 ; Dijon, 29 et 17 ; Grenoble, 29 et 19 ; Lille, 24 et 17 ; Lyon, 31 et 18 ; Marseille-Marganne, 28 et 21 ; Nancy, 27 et 16 ; Nantes, 21 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 19 ; Paris-Le Bourget, 27 et 16 ; Pau, 27 et 14 ; Perpignan, 27 et 20 ; Rennes, 25 et 11 ; Strasbourg, 28 et 17 ; Tours, 31 et 14 ; Toulouse, 28 et 17.



PRÉVISIONS POUR LE 12 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 20 degrés ; Amsterdam, 22 et 14 ; Athènes, 25 et 17 ; Berlin, 19 et 9 ; Bonn, 26 et 15 ; Bruxelles, 24 et 17 ; Le Caire, 32 et 22 ; Les Canaries, 23 et 19 ; Copenhague, 15 et 6 ; Dakar, 28 et 22 ; Djérba, 31 et 20 ; Genève, 28 et 16 ; Jérusalem, 27 et 13 ; Lisbonne, 24 et 16 ; Londres, 19 et 13 ; Luxembourg, 25 et 15 ; Madrid, 29 et 18 ; Moscou, 10 et 1 ; Nairobi, 28 et 13 ; New-York, 26 et 18 ; Palma-de-Majorque, 29 et 16 ; Rome, 27 et 18 ; Stockholm, 12 et 2 ; Tunis, 31 et 16 ; Tzou, 37 et 22.

PROBABILITÉS DU TEMPS POUR LA FIN DE LA SEMAINE

Un temps frais pour la saison et nuageux s'établira sur la plupart des

régions. Une zone nuageuse, accompagnée d'averses, plus fréquentes des Ardennes aux Alpes, achèvera de traverser notre pays. Ces averses auront un caractère orageux sur le relief. Après le passage de cette zone, le soleil apparaîtra, mais les éclaircies seront de courte durée. Des vents de secteur nord-ouest s'établiront ; ils seront forts en Manche où ils atteindront 10 à 15 kilomètres-heure. Les passages nuageux donneront des averses souvent fortes avec de la grêle, le vent soufflant en rafales. Les minimums atteindront 8 à 10 degrés sur la moitié nord, 12 à 15 degrés sur les régions méridionales. Les maximums seront de l'ordre de 21 à 23 degrés sur les régions méditerranéennes, de 14 à 17 degrés ailleurs.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

### PARIS EN VISITES -

#### DIMANCHE 13 JUIN

• Crypte de Notre-Dame, 15 h, entrée côté préfecture, M<sup>re</sup> Brossais.  
• Saint-Julien-le-Pauvre, 15 h, entrée, M. Guiller.  
• Hôtel de Sully, 15 h, 62, rue Saint-Amoine, M<sup>re</sup> Leclercq.  
• Au Marais, 15 h, métro Saint-Paul, M<sup>re</sup> Oswald.  
• La Butte des Moulins, 16 h, métro Pyramides, M<sup>re</sup> Penne (Caisse nationale des monuments historiques).  
• Parc de Bagatelle, 15 h, entrée côté Seine (l'Art pour tous).  
• De la rue du Pas-de-la-Mule au cul-de-sac du Ab-Ah, 15 h 15, rue des Tournelles, M<sup>re</sup> Barbier.  
• Saint-Germain-des-Près, 15 h 30, 145, boulevard Saint-Germain, M<sup>re</sup> Camus.  
• Moutier, 10 h 30, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
• Hôtel de Soubise, 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois, M<sup>re</sup> Hauller.  
• Abbaye Sainte-Geneviève, 15 h, 23, rue Clovis (Histoire et Archéologie).  
• Salons de l'O.C.D.E., 15 h, 3, rue André-Pascal (Tourisme culturel).  
• Synagogues de la rue des Roisiers, 16 h 3, rue Malher (le Vieux Paris).  
• Le Palais-Royal, 15 h, place du Palais-Royal (Visages de Paris).

### CONFÉRENCES

15 h 30, 27, rue Copernic, M<sup>re</sup> J. Morannier : « Rationalisme et croyance » (centre GRACE).  
15 h, 163, rue Saint-Honoré, M. S. Bénévise : « La vie, ses mystères et son histoire » : « Peut-on communiquer avec l'au-delà ? », par Natya.  
14 h 15, palais de Chaillot : « New-York-Los Angeles » (projection).

### RÉTROMANIE

#### TABATIÈRES CHINOISES

C'est un véritable musée de la tabatière chinoise que présente, jusqu'au 16 juin, l'Arcade Chaumet. Depuis l'introduction du tabac en Chine, au début du dix-septième siècle, les empereurs et leur entourage ont pris l'habitude d'utiliser ces petits fasons, dont le bouchon est muni d'une fine spatule, pour priser du tabac en poudre aromatisée. Objets de cour, d'abord fabriqués dans les ateliers impériaux, ces tabatières en cuivre émaillé, puis en porcelaine de toutes les couleurs, à décors peints ou gravés, sont ensuite produites et reproduites dans les matières les plus diverses : en gris, en cristal de roche, en verre moulu, sculpté ou en overlay à plusieurs couches, en agate, en corail, en nacre, en jade, en laque ou en ivoire.

Au total, plus de 250 chefs-d'œuvre, aux décors d'une étonnante finesse patiemment rassemblés auprès des plus grands collectionneurs de « snuff-bottles » par les soins de Viviane Juthéau, commissaire-priseur à Paris, qui s'est attachée à faire « priser » ces petits fasons qui ne cessent de se valoriser. Dans les salons des frères Chaumet (112, place Vendôme), ces « très précieuses tabatières chinoises » constituent en quelque sorte une collection idéale, présentée dans le goût exquis de la grande joaillerie.

F. G.

### CONCOURS

P.M.I. - Un concours sur titres est ouvert à la préfecture du Jura pour la recrutement d'un médecin de protection maternelle et infantile au service départemental d'hygiène sociale, à partir du 15 juillet. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (services généraux), 15, boulevard Jules-Ferry, B.P. 348, 39015 Lons-le-Saunier.

### JEUNESSE

VOS PROJETS. - A.J.R., A comme Aventure, J comme Jeunesse, I comme Initiative, E comme Responsabilité, c'est une aide matérielle et financière du ministère délégué à la jeunesse et aux sports, destinée à permettre aux jeunes de réaliser leurs projets. Soit des projets concernant leurs loisirs quotidiens ou leurs vacances et témoignant d'un réel souci d'initiative et de responsabilité, soit des projets concernant leur vie professionnelle, sortes d'expériences pratiques dans le monde du travail, en France ou à l'étranger.

Les projets d'aventure-loisirs concernent les treize-vingt ans et les projets d'aventure professionnelle les dix-huit-vingt-cinq ans.

\* Renseignements au 564-12-05, poste 884.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 11 juin :

#### DES LOIS

• Autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés.

• Autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume d'Espagne relatif au régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international.

• Autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouver-

nement de la République démocratique socialiste de Sri-Lanka en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

• Autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises.

• Autorisant l'approbation d'une convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants.

• Autorisant l'approbation d'une disposition complémentaire aux conventions internationales concernant le transport par chemins de fer des marchandises, des voyageurs et des bagages.

#### UNE LISTE

• Des candidats admis à la sélection d'entrée au cycle préparatoire de l'Ecole nationale supérieure des P.T.T. en 1982.

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde des loisirs tourisme » page 28.

**LOTO**

TIRAGE N° 23

DU 9 JUIN 1982

6 11 15 28 35 39

NUMERO COMPLEMENTAIRE 24

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE POUR 1 FI
6 BONS NUMEROS 2	5 892 541,30 F
5 BONS NUMEROS 67	87 948,30 F
5 BONS NUMEROS 2 383	7 418,20 F
4 BONS NUMEROS 132 312	133,60 F
3 BONS NUMEROS 2 408 666	10,60 F

PROCHAIN TIRAGE LE 16 JUIN 1982

VALIDATION JUSQU'AU 15 JUIN 1982 APRES-MIDI

**Le Monde**

DIMANCHE

Dans son numéro du 13 juin

L'empire d'Elf-Aquitaine

De la Norvège au Gabon, un empire avec ses barons, ses gouverneurs et son monarque. Sous le contrôle - malaisé - de l'Etat.

ENQUÊTE DE DANIEL SCHNEIDER

PRIX 3 PLACES La Hutte



Le Monde

## sports

LA DOUZIÈME COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

## LA TÉLÉVISION FRANÇAISE RETRANSMETTRA LA QUASI-TOTALITÉ DES MATCHES

## ESPANA 82

Les chaînes françaises de télévision - Antenne 2 et TF 1 - retransmettront en direct, en différé ou en résumé, la quasi-totalité des cinquante-deux matches de la douzième Coupe du monde de football, qui a lieu en Espagne, du 13 juin au 11 juillet. FR 3 diffusera également des extraits des principales rencontres. Pour la première phase de la compétition, le petit écran

a programmé vingt-cinq matches en direct (voir le tableau ci-dessous).

Cet effort exceptionnel - qui ne sera peut-être pas apprécié par ceux qui ne sont pas des fervents du football, mais chaque match sera regardé, en moyenne, par dix millions de téléspectateurs français - a été rendu possible par la proximité du pays organisateur. T.D.F. (Télé-

diffusion de France) a renforcé ses liaisons terrestres, en mettant en place deux voies de faisceaux hertziens supplémentaires : elle a doublé la voie Perpignan-Paris, via Lyon, et elle a construit une voie temporaire Bayonne-Paris. La première subsistait après le Mondial, afin de soulager une ligne très chargée.

Lors de cette douzième Coupe du monde,

à laquelle participe l'équipe de France, TF 1 et Antenne 2 dédieront sur leur place la majeure partie de leur rédaction sportive, et la première chaîne, de plus, diffusera en direct d'Espagne cinq émissions dominicales de « Télé-Foot 1 ». C'est l'occasion de montrer de plus près - comme le fait ci-dessous Michel Castaing - la politique sportive pratiquée par les trois chaînes.

## La compétition des chaînes

Antenne 2 passe, en France, pour être « la chaîne du sport ». Ce sentiment commun est d'abord fondé sur des données statistiques : bon an, mal an, la deuxième chaîne y consacre une fois et demie plus de place que TF 1. En 1981, année relativement calme - sans Jeux olympiques, ni Coupe du monde de football - elle a diffusé 431 heures d'émissions sportives (9,34 % de sa production totale) contre 264 à TF 1.

Ensuite, A 2 « encadre » le week-end, avec « Les jeux du stade », le samedi après-midi, et « Stade 2 », le dimanche soir, alors que, sur la première chaîne, « Sports dimanche », pourtant plus regardé que « Les jeux du stade », est fortement concurrencé par Jacques Martin. « Sports dimanche » commence à prendre son envol : sa programmation, aux alentours de 22 h 30, lui est favorable, l'été, après les retours du week-end.

Enfin, et surtout, la cote d'amour penche en faveur de la « vieille équipe » d'Antenne 2 : « Stade 2 », qui draine quatre à cinq millions de téléspectateurs, est l'émission régulière la plus prise du public sportif.

Robert Chapatte, rédacteur en chef, chargé des sports, adjoint au directeur de l'actualité, parle pourtant d'une « émission-tampon », butant obligatoirement sur le journal de 20 heures, et de l'obligation de faire, à chaque fois, de la « haute volée » pour donner, en quelques minutes et en direct, un résumé complet du week-end. Mais il explique aussi le succès de « Stade 2 » : « Nous sommes six ou sept copains, qui invitons le téléspectateur à notre table pour parler de sport ».

La formule, décontractée, enjouée - avec parfois des plaisanteries au ras du sautoir à crampons - plaît, et, d'une façon générale, Robert Chapatte et Thierry Roland sont de loin, si l'on en croit les résultats d'une enquête publiée dans la

*L'Equipe-Magazine* du 17 avril, les téléreporters sportifs les plus populaires.

Mais des dangers guettent cette rédaction : son vieillissement, précisément, et un certain immobilisme dans la conception de l'information sportive. « Grand Stade », qui faisait appel à de « grandes signatures », a été un essai manqué, et Robert Chapatte a, depuis cinq ans, dans ses tiroirs, un projet non réalisé : « L'opinion du confrère ». L'équipe d'Antenne 2 répugne visiblement à s'engager elle-même, à aller au fond des choses, quand le sport rime à contre-pied avec l'argent, la politique ou le dopage. Elle préfère rester sur le terrain ou pénétrer dans des coulisses qui n'ont d'autre odeur que celle du campfire.

Son programme non-stop de l'été (cent quatre-vingt heures en 1981, ce qui explique en grande partie la différence de temps d'antenne avec TF 1) est, à cet égard, révélateur : le canoë-kayak, le ski nautique, l'équitation, etc., sont des disciplines tout à fait estimables, et les sports dits confidentiels ont aussi droit de cité sur le petit écran, même s'ils ne sont pas toujours télévisuels, et même si le football vient très largement en tête dans les préférences du public français, suivi à distance du rugby et du cyclisme. Certaines fédérations se plaignent, non sans raison, d'être « oubliées » par la télévision.

Mais d'interminables séquences, uniquement axées sur la compétition, donnent trop l'impression de « meubler » le programme d'été d'Antenne 2. L'occasion serait pourtant belle de s'ouvrir davantage à l'initiation, ou direction des jeunes, ou de traiter, avec le recul, de dossiers surgis dans l'année. Si le téléspectateur est devant son récepteur, au mois d'août, c'est qu'il n'a pas le don d'ubiquité pour être sur la

plage, et il n'est pas sûr que son esprit, un peu libéré des contraintes quotidiennes, ne soit pas accessible à la réflexion. La facilité, un tantinet démagogique, consiste à lui montrer des images de mer d'huile et de ciel bleu.

## Handicaps

Sérieux n'est pas forcément synonyme d'ennuyeux, et c'est cette carte qu'entend jouer, dès la rentrée, la rédaction sportive de TF 1, en menant une politique éditorialiste. A l'égard d'Antenne 2, l'équipe de TF 1, dirigée par François Janin, rédacteur en chef, chargé des sports, a des handicaps à surmonter.

Des obstacles internes : la jonction ne s'est pas encore faite entre la majorité de jeunes qui la composent et la minorité d'anciens. Des personnalités non encore affirmées ou des personnalités exagérées. On parle volontiers d'« ions négatifs ou positifs » en se moquant parfois de soi-même, sous le regard enroulément narquois des « vieux briscards » d'Antenne 2, dont François Janin a fait partie, qui ont entre eux cette connivence feignante par de longues années de professionnalisme. Une complicité qui crève l'écran.

Des handicaps externes : précisément parce qu'elle n'est pas encore suffisamment expérimentée et soudée, l'équipe de TF 1 est incalable à l'antenne, et il n'existe pas encore un ton propre à la première chaîne. Les éditoriaux, qu'elle compte réaliser - à intervalles irréguliers, selon l'actualité - devraient lui permettre d'affirmer son originalité. La rédaction sportive de TF 1 paraît, du reste, plus imaginative que sa concurrente, et François Janin espère lancer, à l'automne, un magazine

mensuel d'une heure - « le bon jour, dit-il, serait le mercredi » -, qui traiterait du sport au sens large, aventures et loisirs compris. Depuis son arrivée, en septembre dernier, à ce poste nouveau - il est placé sur un plan d'égalité avec les trois autres rédacteurs en chef de TF 1 - François Janin assure avoir introduit, dans les journaux télévisés, deux fois plus d'informations sportives que naguère.

D'ores et déjà, TF 1 apparaît comme la chaîne des magazines spécialisés, avec deux « hebdomadaires », « Télé-Foot 1 » et « Auto-Moto », et le dernier-né, « mensuel », « Baïle de match », consacré au tennis. La programmation de « Télé-Foot 1 » le dimanche midi - au lieu du samedi soir, immédiatement après la fin des matches du championnat de France - a mécontenté les fanatiques du ballon rond, mais l'émission a considérablement augmenté son audience, passant d'un million à six millions de téléspectateurs et acquérant un style qu'Anglais et Allemands - des experts - considèrent comme le meilleur d'Europe. Et il n'est pas exclu que « Télé-Foot 1 », tout en gardant sa formule actuelle, soit, à la reprise du championnat, reprogrammé le samedi soir (1).

Antenne 2, la « généraliste », TF 1, la « spécialiste » : s'il y a une vive émulation entre les deux chaînes - pour être précis, Robert Chapatte et François Janin n'en sont pas moins confrères... - la sottise cocoonnée, qui consistait, par exemple, à retransmettre en même temps un match de rugby du Tournoi des cinq nations, n'est plus de mise. Les deux chaînes se sont partagées les grands événements : ainsi, TF 1 est « maître d'œuvre » pour le Tour de France cycliste, et A 2 pour le rugby. Mais il est frustrant

pour nous, dit Robert Chapatte, d'assurer le départ des Vingt-Quatre Heures du Mans et de devoir regarder l'arrivée sur l'autre chaîne. A 2 et TF 1 ont, en effet, conclu un accord selon lequel la première a l'exclusivité sportive le samedi après-midi, et la seconde le dimanche après-midi.

## « Autopressions »

« Ecouter, voir, rapporter » : c'est la devise de Robert Chapatte, pour définir la mission du téléreporter. Comme François Janin - les deux hommes ont l'expérience des trois formes de presse, écrite, parlée et télévisée - le rédacteur en chef d'Antenne 2 estime que l'exercice le plus difficile consiste à prendre la plume.

C'est pourquoi l'un et l'autre demandent à leurs collaborateurs de ne pas se contenter de brandir un micro sous le nez des champions. C'est aussi pourquoi ils regrettent que la formation des journalistes de télévision - éduqués sur le tas - ne soit pas assurée. « Pas le moindre stage à l'Institut national de l'audiovisuel », souligne Robert Chapatte, en parlant de son équipe. Pour sa part, François Janin remarque : « La polyvalence - l'écrit et le parlé - devrait être exigée ».

Il reste que les journalistes de la télévision sont soumis à des impératifs techniques plus contraignants, de la lourdeur de l'équipe de tournage (cinq personnes) à la longueur du travail de montage : il faut dix fois plus de temps pour « faire » un sujet que pour écrire un « papier ». Mais il demeure aussi - et c'est plus important - qu'ils sont en proie à ce que François Janin appelle des « autopressions ». Plus que les autres journalistes sportifs, les téléreporters doivent contenir de bois rip-

ports avec les champions - sous peine que ces derniers refusent de se présenter devant la caméra, c'est-à-dire - et de ce fait, perdent forcément de leur sens critique. « Et les champions, qui sont les plus attentifs à leur image de marque, ont le rédacteur en chef de TF 1, sont évidemment ceux qui ont la plus grande valeur marchande ».

Le « forcing » des fédérations sportives est moins évident : « Notre grande chance, précise François Janin, c'est qu'à quelques exceptions près, comme celles du football, de l'automobilisme ou de la natation par exemple, la plupart d'entre elles sont si mal organisées qu'elles sont peu conscientes de ce qu'elles peuvent demander à la télévision ». Pressions, aussi, des confrères de la presse écrite, parfois jaloux des téléreporters : « Je m'efforce, reconnaît Robert Chapatte, d'être accessible aux critiques, mais je n'y parviens pas totalement ».

Pressions, encore, des téléspectateurs, adeptes d'une discipline quelconque : « En fait, remarque François Janin, 90 % du courrier porte sur la couleur de nos cravates ».

Pressions, enfin, des publicitaires : si l'on entend, aussi bien à Antenne 2 qu'à TF 1, que la réclame clandestine - qui suppose la connivence des délinquants de la télévision - a regagné, en revanche, les commentateurs, ont remarqué que, de plus en plus souvent, les joueurs se « blessent » et se roulent de « douleur » devant les panneaux publicitaires. On le remarque particulièrement à l'occasion du Mondial.

MICHEL CASTAING.

(1) Pour réaliser « Télé-Foot 1 » et avoir donc accès à tous les stades, la première chaîne verse 4 millions de francs par an à la Fédération française de football, qui reverse l'essentiel de cette somme aux clubs.

## SPORTS ÉQUESTRES

## Les cavaliers français champions du monde de sauts d'obstacles

Les cavaliers français, troisièmes au classement provisoire, après la première journée des championnats du monde de sauts d'obstacles, ont opéré un spectaculaire redressement, jeudi 10 juin, sur la piste de Dublin, pour s'assurer du titre de champions du monde par équipes.

Sur un gazon rendu glissant par la pluie, les Français ont été les seuls à ne pas « craquer », à l'exception de Patrick Caron, qui eut beaucoup de difficultés avec *Éolefin*, pourtant peu coutumier du fait. La victoire a été due surtout à Frédéric Cottier, auteur d'un double sans-faute dans la finale avec le cheval fédéral *Flambeau*, après avoir terminé troisième de la première épreuve qualificative, mercredi. Pour sa part, Gilles Bertran de Balanda, cinquième mercredi, a réalisé sur *Galoubet* deux bons tours, faisant néanmoins une faute dans la première manche et étant pénalisé pour dépassement de temps dans la

seconde. La plus grande surprise est venue de Michel Robert : sur le cheval de huit ans *Idéal de La Haye*, il ne fit qu'une faute au premier tour et réalisa un sans-faute au second passage.

Avec 19.489 points, l'équipe de France a précédé celles de R.F.A. (30.910 pts), de Grande-Bretagne (34.790 pts) et des États-Unis (41.390 pts). Les grands perdants ont été les Suisses, premiers des qualifications mercredi et neuvièmes jeudi soir (64.625 pts), à la suite des contre-performances de Willi Melinger et Thomas Fuchs.

La finale par équipes comptait également pour le titre individuel, qui sera attribué dimanche 13 juin : Frédéric Cottier a pris la tête du classement provisoire devant le Britannique Malcolm Pyrah et Gilles Bertran de Balanda, tandis que Michel Robert est en huitième position. - (A.F.P.)

## Tarifs transatlantiques

La TWA a reçu l'approbation de la Direction Générale de l'Aviation Civile pour l'application des nouveaux tarifs LOISIRS pour l'axe PARIS/NEW-YORK.

Par conséquent, les tarifs et saisons sont les suivants :

Jusqu'au 9 juillet FF 2995 Aller et retour  
du 10 juillet au 13 août FF 3245 Aller et retour  
au-delà du 13 août FF 2995 Aller et retour

La TWA précise que ces tarifs sont applicables sur ses deux vols quotidiens pour NEW-YORK.

Les horaires des deux B 747 sont  
12.00 h et 13.15 h.

Un choix de trois repas chauds est offert à tous les passagers payant ces tarifs.

## A FR 3 : modeste, mais présent

Le cahier des charges interdit à FR 3 de diffuser des émissions sportives « régulières ». La troisième chaîne avait voulu tourner la difficulté en transmettant, épisodiquement, de grands événements, et, de fait, elle avait essuyé, en direct, le 27 mars 1978, le reportage du match France-Tchécoslovaquie (2-2), qui consacrait les débuts de M. Michel Hidalgo comme directeur de l'équipe de France de football. Mais, devant les protestations des deux autres chaînes, M. Claude Contamine, alors P.-D.G. de FR 3, peu fâché de sport, n'insistait pas.

Aujourd'hui, Michel Dhrey, rédacteur en chef adjoint de la troisième chaîne, chargé aussi de l'actualité sportive avec Daniel Soulier et Dominique Chamot, a déposé un projet : « Si, dit-il, l'ouverture des stations régionales le dimanche se réalise, comme il en est question, nous pourrions obtenir la cotation, en 1983, d'une émission dominicale d'une heure ».

En attendant, le sport est quand même présent sur FR 3, même s'il y est évidemment beaucoup moins développé que sur TF 1 et Antenne 2. Un magazine de dix minutes, confondu en collaboration avec les stations régionales, lui est consacré le samedi à 19 h 10 - petite entorse au cahier des charges ? - et l'actualité sportive est régulièrement traitée

dans les journaux télévisés régionaux et dans les éditions de « Soir 3 ». Le magazine du samedi, créé à la fin février 1982, bénéficie de 2 % à 3 % d'écoute, environ un million de téléspectateurs.

D'autre part, FR 3 est désormais la seule chaîne, depuis que « Télé-foot 1 » a été programmé le dimanche midi, à diffuser, durant la saison de football, des extraits des principaux matches du championnat de France, dès la fin des rencontres. Et Michel Dhrey revendique la paternité de la rubrique « Ces bons venus d'ailleurs », formule reprise par TF 1 et Antenne 2.

Enfin, FR 3 nationale, qui ne possède que trois ou quatre équipes techniques, chaque jour, pour couvrir toute l'actualité, s'efforce d'être sur place lors de grands événements sportifs. Ainsi, lors du Mondial, un reportage sera consacré, tous les deux jours, dans « Soir 3 », au groupe de l'équipe de France.

Le public spécifique de la troisième chaîne appréciera-t-il cet effort ? Dans les quelques cinq mille lettres qu'elle a reçues, après son questionnaire portant sur les vœux des téléspectateurs, la direction de FR 3 n'a pas enregistré une demande particulière pour le sport...

M. C.

## LES DROITS DE RETRANSMISSION DU MONDIAL

## TF 1 et A 2 ont versé près de 3 millions de francs

TF 1 et Antenne 2 ont acquitté, chacune, la somme de 1 445 207 F pour obtenir le droit de retransmettre (en direct, en différé ou en résumé) quelque cinquante matches de la douzième Coupe du monde de football. Les premiers paiements ont été effectués dès l'été 1980.

Ce montant, qui ne comprend pas les frais de retransmission de reportages « unitaires » entre l'Espagne et tel ou tel pays (interviews d'après match, par exemple), a été versé à l'Union européenne de diffusion (U.E.D.), située à Genève. Vingt-cinq grandes chaînes de télévision du Vieux Continent, habilitées à filmer les rencontres du Mondial, ont ainsi

apporté leur quote-part, et l'U.E.D. a reversé à la Fédération internationale de football association (FIFA) la coquette somme de 10 920 000 francs suisses, soit, rien que pour l'Europe, environ 33 740 000 F.

Cette quote-part a été déterminée selon un système - appelé « échelle Rossi », qui est essentiellement basé sur le nombre de récepteurs en service dans chaque pays. En Europe, seules les chaînes de télévision ARD (R.F.A.), B.B.C. (Grande-Bretagne), R.A.I. (Italie) et NOS (Pays-Bas) ont été gratifiées d'un « coefficient » plus élevé que TF 1 et Antenne 2.

M. C.

## Vingt-cinq rencontres en direct

DATES	TF 1	ANTENNE 2
Dimanche 13 juin	ARGENTINE-BELGIQUE Direct : 20 h	
Lundi 14 juin	BRESIL-URSS Direct : 21 h	ITALIE-POLOGNE Direct : 17 h 15
Mardi 15 juin	PÉROU-CAMEROUN Direct : 17 h 15	ECOSSE-NOUVELLE-ZÉLANDE Direct : 21 h
Mercredi 16 juin	ANGLETERRE-FRANCE Résumé : 20 h 30 ESPAGNE-HONDURAS Direct : 21 h	ANGLETERRE-FRANCE Direct : 17 h 15 R.F.A.-ALGÈRE Direct : 21 h
Jeudi 17 juin	TCHÉCOSLOVAQUIE-KOWEÏT Direct : 17 h 15	YOUGO-SLAVIE-IRLANDE Direct : 21 h
Vendredi 18 juin	ARGENTINE-HONGRIE Direct : 21 h	ITALIE-PÉROU Direct : 17 h 15 BRESIL-ECOSSE Direct : 21 h
Samedi 19 juin	POLOGNE-CAMEROUN Direct : 17 h 15 URSS-NOUVELLE-ZÉLANDE Résumé : 23 h	BELGIQUE-SALVADOR Direct : 21 h
Dimanche 20 juin	ESPAGNE-YOUGO-SLAVIE Direct : 21 h	ANGLETERRE-TCHÉCOSLOV. Direct : 17 h 15 R.F.A.-CHILI Direct : 21 h
Lundi 21 juin	FRANCE-KOWEÏT Direct : 17 h 15 ALGÈRE-AUTRICHE Résumé : 23 h	HONDURAS-IRLANDE Direct : 21 h
Mardi 22 juin	URSS-ECOSSE Direct : 21 h	PÉROU-POLOGNE Direct : 17 h 15 BELGIQUE-HONGRIE Direct : 23 h 30
Mercredi 23 juin	ITALIE-CAMEROUN Direct : 17 h 15	ARGENTINE-SALVADOR Direct : 21 h
Jeudi 24 juin	FRANCE-TCHÉCOSLOVAQUIE Direct : 20 h 30 HONDURAS-YOUGO-SLAVIE Direct : 21 h	FRANCE-TCHÉCOSLOVAQUIE Direct : 17 h 15 ALGÈRE-CHILI Direct : 23 h 15
Vendredi 25 juin	R.F.A.-AUTRICHE Direct : 17 h 15 ANGLETERRE-KOWEÏT Résumé : 23 h	ESPAGNE-IRLANDE Direct : 21 h

\* Nous publierons, en temps utile, le programme du deuxième tour (27 juin-6 juillet), qui sera établi en fonction de la qualification ou non de l'équipe de France. Les demi-finales ont lieu le 9 juillet. Le match pour la troisième place (10 juillet) sera retransmis par Antenne 2 et la finale (11 juillet) par TF 1.

Pour votre  
**DEMENAGEMENT**  
**ODOUL**  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

M. C.







# L'immobilier

## appartements ventes

**3<sup>e</sup> arrdt**  
MARAI, façade 17 m - belle rénovation - toutes appa-  
reilles, 1<sup>er</sup> étage sur rue Studio.  
Kitchenette, salle de bains  
claire, vendu vide ou meublé.  
Prix intéressant. Tél. : 745-  
45-15.

**4<sup>e</sup> arrdt**  
MARAI, petite vend splen-  
dide duplex 70 m<sup>2</sup> + terrasse.  
Prix 800.000. Tél. 208-26-13.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
**M. CENSER**  
Immeuble récent, tout confort,  
parking, living, 2 chbrs, en-  
trée, cuisine, salle de bain.  
Prix intéressant. 11, rue Daubenton,  
samedi, dimanche, lundi 15-18 h.

**PRÈS LUXEMBOURG**  
7, rue ROYER-COLLARD  
LUXEMBOURG, 2 chbrs, tout confort,  
placards, cheminée, sur jardin.  
S/ place, vendredi et samedi.  
Tél. 14 30 30 17 30.

**JARDIN DES PLANTES**  
**LE POLYVALE**  
du 2 au 6 pots et DUPLEX,  
jeune, vend, samedi, 14/15 h.  
1 et 3, RUE POLYVALE.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
Penthouse, Lucie Hery-IV  
2, RUE LAROMIGIERE  
GRANDE SAINT-JACQUES,  
2, 3, 4, 5 pièces,  
terrasses, parking, construction  
exceptionnelle.  
Livraison juin 82.  
S/ place, samedi, dimanche,  
14/15 h. ou 822-27-05.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
ÉCOLE-MILITAIRE  
Pierre de L., 4<sup>e</sup> ét., sec., 4-5 P.  
120 m<sup>2</sup> + chbrs service, soléil.  
Jean Fruiteau, 866-03-75.

**8<sup>e</sup> arrdt**  
MASSY RÉSIDENTIEL, Impres-  
sionnisme, 3 chbrs, tout confort,  
garage, piscine, terrain.  
Week-end au : 011-22-81.

**9<sup>e</sup> arrdt**  
SQUARE MONTMARTRE  
Bel appartement, 3 chbrs, cuisine,  
salle de bain, entrée, indép.  
6.400 F le m<sup>2</sup>  
samedi, dim., lundi 15-18 h.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
Part. vd très original expleur  
sur passage privé 180 m<sup>2</sup>.  
800.000 F. Calme soleil.  
233, r. La Fayette 18 h. à 19 h.  
Tél. 287-46-34.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
145, BD VOLTAIRE  
Bel immeuble, pierre de taille,  
4 chbrs, entrée, cuisine, salle  
de bain, entrée, indép.  
Prix très intéressant.  
Samedi, dimanche, 14 à 17 h.

**12<sup>e</sup> arrdt**  
PRÈS ORS BOIS VINCENNES  
et R.E.R., à SAINT-MANUELLIN,  
direct, dans rénovation totale,  
studio en duplex.  
Prix exceptionnel à partir de :  
105.000 F  
vendus à découper. Placement  
net d'impôts 8 ans. Tél. 4-1-00.

**14<sup>e</sup> arrdt**  
ALÉRIA, Beau 3 pièces, cuisine,  
bain, entrée, 630.000 F.  
Tél. : 222-08-19.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
**M. VOLONTAIRES**  
Immeuble récent, tout confort,  
s/ jardin, living double, 1 cham-  
bre, entrée, cuisine, bain,  
agréables, aménagés. Prix inté-  
ressant. 75, rue Dutoit, sec. 2,  
samedi, dim., lundi 15-18 h.  
Fora de Versailles, part. vd.  
3 pots 5<sup>e</sup> arrdt, sur terrain.  
475.000 F. Tél. 647-71-21.

**16<sup>e</sup> arrdt**  
**TROCADÉRO** 300 m<sup>2</sup>  
standing + box 2 vol. 367-71-55.

**PRÈS ÉTOILE**  
Belle restauration sur jardin,  
s/ jardin, 3 chbrs, tout confort,  
Beaucoup de charme.  
Téléphone au : 281-51-50.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
PÉREIRE, Pierre de taille,  
70 m<sup>2</sup>, liv. dble, chbrs, et chf.  
PÉREIRE. 756-82-84, apr.  
direct studio livrés très grand  
confort, avantages fiscaux, ges-  
tion assurée. 723-41-00.

**18<sup>e</sup> arrdt**  
SACRÉ-CŒUR, 145 m<sup>2</sup>  
beau séjour en rez-de-chaus-  
sée, cuisine, 4<sup>e</sup> étage, sec.,  
bel immeuble pierre de taille.  
SARBI, téléphone 857-23-85.

**MONTMARTRE**  
Très beau 2 pots, et chf, refait  
nouveau. Dernier étage avec sa-  
jour, cuisine, soléil. 200.000 F.  
Propriétaire sur place, samedi  
12/6, 18h/19h, 1, rue Véron,  
42, rue d'Orléans ou 808-62-46  
et 283-06-08 heures repas.

**19<sup>e</sup> arrdt**  
**BUTTES-CHAUMONT**  
Standing, bel apt 71 m<sup>2</sup> soléil  
81, Av. Secrétan, Essai. C.  
Mercredi, Samedi, 14/18 h.  
Tél. : 202-57-79 matin.

**20<sup>e</sup> arrdt**  
Luxueux 2 pots, et chf, refait  
nouveau. 250.000 F. Bel imm. rénové.  
78, rue Planchet, samedi  
12/6, 18h/19h, 1, rue Véron,  
42, rue d'Orléans ou 808-62-46  
et 283-06-08 heures repas.

**91 - Essonne**  
VIRY-CHATILLON 2 pièces.  
T1 confort, 55 m<sup>2</sup> + parking en  
4/5 soléil, 800.000 F.  
Tél. : 808-57-18 après 20 h.

**92**  
**Hauts-de-Seine**  
**ROUEIL, 15<sup>e</sup> OPÉRA**  
Part. vd 7 p., 150 m<sup>2</sup>, stand.  
1.250.000 F. Tél. 749-13-00.

**SAINT-CLOUD**  
VAL D'OR, Près gare  
résidence de prestige, 3 chbrs,  
cuisine, bain, entrée, indép.  
beau 4 P., 115 m<sup>2</sup> + balcon,  
cave, bois, 4<sup>e</sup> ét. parfait état.  
Vente par adjudication, 8 P. Paris  
Tél. 771-82-45.

**VILLE-D'AVRAY**  
Part. vd 5<sup>e</sup> à pied de la  
gare, 1 apt, 120 m<sup>2</sup> + 1<sup>er</sup>  
ét., sur jardin, dble, 2 chbrs,  
cuisine, bain, entrée, indép.  
résidence, composé de dble living +  
bureau + chambre + 2 bns +  
terrasses + 2 pots en 4/5 soléil +  
cave, calme, soléil, 1.150.000 F.  
Tél. 705-04-05.

**BOULOGNE**, Imm. récent, séjour  
4 chbrs, cuisine, bain, entrée,  
p. sec. 110.000 F. 804-77-04.

**93**  
**Seine-Saint-Denis**  
LIMITE ENGHEN, petite  
Résidence Stand. très bel  
F.S. - 105 m<sup>2</sup> + balcon par-  
king P. 800.000 F. 825-86-46  
825-86-46 - 825-10-10.

**95 - Val-d'Oise**  
**ENGHIEN**  
Limite, près de tout, apt  
54 m<sup>2</sup>, cuisine, soléil, séjour,  
2 chbrs, cuisine, bain, entrée,  
p. sec. 325.000 F. Tél. : 412-87-58.

**Province**  
**AVIGNON**  
Centre ville. Vend apt et  
standing. 2/3 pièces duplex  
180 m<sup>2</sup> + ter. 540.000 F. R.  
3 chbrs, bain, entrée, indép.  
da appart. Px : 2.000.000 F.  
Téléphone : (80) 82-28-10.

**73440 LES MENUIÈRES**  
(près des pistes)  
A VENDRE STUDIO  
en pleine propriété  
211-11-11.  
Tél. : 111 225-70-20.

**A SAINT-RAPHAËL**  
De imm. neuf, tout confort, gd  
appartement 2/3 pièces duplex  
Très grand confort, 68 m<sup>2</sup>, 1  
bain, terrasse, 39.700 F.  
785.000 F. (Cave et p. sec., 30  
soléil, Rens. et vente GE-  
RARD H. VADON, 83700  
Saint-Raphaël,  
Tél. (84) 85-52-11.  
Ou GÉRIC PARIS 172-11-181  
4, pl. d'Iéna. (1) 723-78-78.

Cause départ particulier vend  
dans ORLÉANS, rue sur Loire,  
F. 4, garage, cave.  
Téléphone au (38) 53-30-13.

**Etranger**  
A vendre rdp. de Montreuil.  
Appartement de 3 pièces  
avec vue sur la Seine.  
environ 100 m<sup>2</sup>. 340.000 F.  
Place de parc intérieure :  
20.000 F.

**locations non meublées offres**  
Paris  
9<sup>e</sup> arrdt. Particulier loue 2 p.  
60 m<sup>2</sup> sur jardin privé, 41, rue  
des Martyrs. Prix 2.200 F. C.C.  
Tél. : 878-78-63 à partir de  
18 h. Visite lundi 14,  
toute la journée.

**locations non meublées demandes**  
Paris  
10<sup>e</sup> arrdt. BONNE-NOUVELLE  
Living dble + 2 pots, refait  
nouveau, culs, bns, w-c, douche,  
ch. centr., terrasse, 3 p. + ch.  
Tél. : 551-54-27.

**PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS**  
VOS APPARTEMENTS  
PARIS, SAINT-ETIENNE  
SOLÉIL 8 heures  
CLIENTS SÉLECTIONNÉS  
LOYER GARANTIE  
TEL. 359-64-00

**PARTICULIERS**  
Louez sans frais d'agence  
**CHBRES STUDIOS**  
2, 3, 4, 5 pièces  
Loc. à partir de 500 F.  
TEL. 359-64-00

**Région parisienne**  
Pour notre clientèle, recherchez  
C.H., S.T., 2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-169



**JOSÉE DOYÈRE.**



RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE  
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION  
BUREAU DES MARCHÉS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL  
ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé en vue de l'acquisition du matériel constitué par les neuf lots suivants destinés à l'exploitation des infrastructures d'irrigation et de drainage.

- LOT N° 1 : Pelles excavatrices sur pneus.
- LOT N° 2 : Pelles excavatrices sur chenilles.
- LOT N° 3 : Pelles chargeuses et rétro-excavatrices sur pneus.
- LOT N° 4 : Bulldozers.
- LOT N° 5 : Compresseurs de chantiers et marteaux piqueurs.
- LOT N° 6 : Groupes de sondage de chantiers.
- LOT N° 7 : Chariots élévateurs.
- LOT N° 8 : Pompes à eau.
- LOT N° 9 : Ormes automobiles.

Le date limite de remise des offres est fixée à 45 jours à dater de la première parution du présent avis.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges, moyennant la somme de deux cents dinars (200 DA), au ministère de l'Hydraulique, Direction générale de l'Administration, Bureau des marchés, Kouba, Alger.

Il ne sera répondu à aucune demande d'envoi du cahier des charges par courrier.

Les offres pour partie, un ou plusieurs lots, seront établies conformément aux stipulations du cahier des charges et devront parvenir sous double enveloppe, fermée et scellée. L'enveloppe extérieure ne portant que les mentions « Appel d'offres national et international N° DGE/07/82 ». Ne pas ouvrir. Ministère de l'Hydraulique, Bureau des marchés, Kouba, Alger.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date de remise de l'offre.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

AVIS DE PRÉQUALIFICATION NATIONAL  
ET INTERNATIONAL

Le ministère de l'Hydraulique lance un avis de préqualification national et international pour la réalisation de quatre (4) périmètres d'irrigation situés dans le Nord de l'Algérie. Ces périmètres sont les suivants :

- Périmètre de la Mina : 17 000 ha (irrigation gravitaire) ;
- Périmètre de la Mitidja : 25 000 ha (irrigation par aspersion) ;
- Périmètre de Saf-Saf : 6 000 ha (irrigation par aspersion) ;
- Périmètre de Oued Khrouf : 4 000 ha (irrigation par aspersion).

Les travaux consistent en :

- Construction de barrage de dérivation ;
- Construction de 4 adductions importantes (3 m<sup>3</sup>/s au total) ;
- Réalisation de stations de pompage et de réservoirs ;
- Réalisation de réseaux de distribution ;
- Réalisation de réseaux d'assainissement, de drainage et de pistes ;
- Fourniture de matériel mobile d'irrigation ;
- Réalisation des infrastructures et d'équipements d'exploitations du périmètre (ateliers, locaux administratifs, habitations...).

Les entreprises intéressées par l'ensemble ou par une des parties des travaux décrits ci-dessus sont invitées à retirer ou à demander les dossiers de préqualification au ministère de l'Hydraulique — Direction générale des infrastructures hydrauliques — 3, rue Mohamed-ALLILAT - Kouba Tél : 58-95-00, poste 430 - Téléc 52 516 MHYD, dès la parution du présent avis.

Les offres de candidatures doivent être déposées trente jours (30) au plus tard à compter de la parution du présent avis dans la presse nationale.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL  
ET INTERNATIONAL

Le Ministère de l'Hydraulique lance un Appel d'offres national et international pour la réalisation de quatre (4) périmètres de création des quatre (4) périmètres d'irrigation suivants :

- Mina : 17 000 ha
- Mitidja : 25 000 ha
- Saf-Saf : 6 000 ha
- Oued Khrouf : 4 000 ha

Chacun de ces périmètres correspond à un lot de prestations. Les Bureaux d'études intéressés par un ou plusieurs lots sont invités à retirer les dossiers d'Appel d'offres au

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE

Direction Générale des infrastructures hydrauliques  
3, rue Mohamed ALLILAT - KOUBA  
Tél. 58-95-00 - Téléc n° 52 516 MHYD

Les offres doivent être déposées au plus tard soixante (60) jours après parution du présent avis dans la presse.

## ÉTRANGER

### LA TRENTE-SIXIÈME SESSION DU COMECON

#### Les pays de l'Est donnent la priorité au renforcement de l'intégration

De notre envoyée spéciale

Budapest. — La trente-sixième session du Comecon (conseil d'assistance économique mutuelle) vient de se tenir, du 8 au 10 juin, dans la capitale hongroise. Unanimes à condamner les sanctions économiques occidentales, notamment américaines, à l'égard de l'Union soviétique et de la Pologne, et à reprocher aux dirigeants ouest-européens de les avoir approuvées au sommet de Versailles, les alliés de Moscou ont resserré les rangs autour de la conception par coopération que par nécessité, les chefs de gouvernement des dix pays membres du Comecon (1) ont accordé dans leurs interventions la priorité absolue à l'approfondissement de l'intégration économique socialiste. Ce renouveau des tendances intégrationnistes et autarciques, qui correspond tout à fait à la conception soviétique du Comecon, s'explique beaucoup moins, comme veulent le faire croire les déclarations officielles, par les tensions politiques internationales que par la pénurie aiguë d'énergie et de matières premières dans l'ensemble des pays est-européens.

Les perspectives de l'intégration économique à l'Est semblent s'améliorer proportionnellement à la détérioration du climat économique et politique international. Quelques réalisations symbolisent depuis 1971, date de l'adoption du « programme complet » qui définit le cadre de cette coopération multilatérale socialiste — l'effort conjoint des pays du Comecon visant à approfondir l'intégration économique : le gazoduc d'Orenbourg, achevé en 1971, qui transporte le gaz soviétique de l'Oural à la frontière occidentale de l'U.R.S.S., le projet de l'autoroute trans-européenne nord-sud, l'usine de papier d'Ust-Ilim en Sibérie et la ligne électrique de Vinnitsa (U.R.S.S.) à Albertina (Hongrie), etc.

A l'Est, comme à l'Ouest, l'intégration d'économies nationales différentes est cependant plus facile à projeter qu'à réaliser. Des intérêts nationaux et les structures économiques inégales des pays membres du Comecon s'y opposent. Le cas de la Roumanie est particulièrement intéressant. Elle a joui d'une autarcie pétrolière, la Roumanie, qui est dotée d'une industrie pétrochimique « enviable », a été amenée, à partir de 1973, à acheter du pétrole soviétique. Bucarest, qui passait pour le chef de file de la résistance des petits pays est-européens aux tentatives de « mondialisation » du « mastodonte » soviétique, semble définitivement rentré dans le rang. A Budapest, M. Constantin Desculescu, nouveau chef du gouvernement roumain, a pleinement approuvé l'approfondissement de l'intégration économique.

#### L'option nucléaire

La production pétrolière de l'U.R.S.S. donne depuis deux ans des signes de faiblesse, ce qui a amené Moscou à « geler » ses fournitures de brut à ses partenaires ouest-européens au niveau de 1981, soit environ 80 millions de tonnes. Ce « gel » constitue un des facteurs principaux du ralentissement de la croissance de l'économie des pays du Comecon. Pour sortir de l'impasse, l'Est a opté pour le nucléaire.

Un vaste programme intégré de construction de centrales atomiques est actuellement en cours de réalisation. D'ici à 1990, la puissance nucléaire totale des pays du Comecon doit être d'environ 150 000 mégawatts. La réalisation de ces centrales s'accélère cependant un retard considérable et, selon des chiffres officiels fournis par la délégation soviétique à Budapest, la capacité installée des centrales atomiques — déjà en service dans les pays de l'Est — exception faite de l'U.R.S.S. — n'est que de l'ordre de 4 470 mégawatts.

Tout donne à penser que la crise énergétique était l'objet principal des débats menés à huis clos. Les textes publiés ont à peine mentionné les autres problèmes sérieux que connaissent les économies de l'Est : baisse de la croissance et du revenu national ; endettement excessif envers l'Ouest, qui a atteint, en dehors de la Pologne, des proportions inquiétantes pour la Roumanie et aussi, semble-t-il, pour la R.D.A. ; production agricole insuffisante et pénurie alimentaire.

● Les exportations américaines vers l'U.R.S.S. ont augmenté de 88 % au cours du premier trimestre 1982, alors que les achats des États-Unis ont chuté de 83 %, indiquent les services commerciaux de l'ambassade américaine à Moscou. De janvier à mars, les ventes américaines ont totalisé 1 268 millions de dollars, contre 861 millions au cours de la période correspondante de 1981, les céréales constituant l'essentiel des ventes à l'Union soviétique. — (A.F.P.)

● Le salaire minimum néerlandais augmentera de 4,3 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet, a annoncé le 10 juin le ministère des affaires sociales. Il passera de 1979,90 florins par mois à 2 064,40 florins (4 870 F) pour les travailleurs âgés de vingt-trois ans ou plus. — (A.F.P.)

● Les ventes américaines de détail se sont accrues de 1,5 % en mai, après avoir augmenté de 0,7 % en avril (chiffres révisés). Elles ont atteint 92,2 milliards de dollars. Il s'agit de la hausse la plus forte depuis le mois de février. — (A.F.P.)

Une réforme selon le modèle hongrois semble être aux yeux de nombreux experts le seul moyen de sortir de l'impasse. La Hongrie a réalisé progressivement, depuis 1968, un programme de réformes introduisant des mécanismes de l'économie de marché dans son système économique, notamment la concurrence, l'initiative privée et l'orientation vers l'exportation.

WALTRAUD BARYLI.

(1) Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, R.D.A., Tchécoslovaquie, Union soviétique, Vietnam, Mongolie et Cuba.

### MALGRÉ LE VOTE D'UN BUDGET « RÉPUBLICAIN »

#### PAR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

#### Washington ne prévoit qu'une baisse modeste des taux d'intérêt en 1982

De notre correspondant

Washington. — Après des semaines de débat et huit votes infructueux, la Chambre des représentants a adopté, jeudi 10 juin, une résolution budgétaire pour 1983. Il ne s'agit pas d'un projet de budget en soi, mais d'un cadre pour le budget de 1983 qui sera soumis au Sénat. On connaît le montant exact du déficit, qui devrait déterminer l'évolution des taux d'intérêt.

M. Reagan avait vainement réclamé un tel vote avant le sommet de Versailles, pour pouvoir annoncer à ses interlocuteurs, de manière un peu plus crédible, une baisse prochaine du « yield » de l'argent. Mais, il a téléphoné de Bonn à plusieurs membres du Congrès pour les avertir qu'un nouveau vote négatif serait « catastrophique ».

Le président a été entendu. Par 220 voix contre 206, les représentants ont adopté un projet, et qui plus est, un projet républicain. Alors que la Chambre compte une majorité démocrate, quarante-six élus de l'opposition ont rejoint le parti du président, reconstruisant ainsi la coalition conservatrice de l'été dernier. Mais ce n'est qu'une demi-victoire pour M. Reagan, qui avait dû retirer son propre projet il y a quelques semaines, car personne n'en voulait.

On se trouve devant deux textes de rédaction républicaine, qu'il faudra harmoniser. L'un et l'autre

prévoient une forte réduction des dépenses sociales, une élévation du budget militaire et des allègements fiscaux. Le projet du Sénat prévoit un déficit de 116 milliards de dollars pour l'exercice budgétaire 1983 (qui commence le 1<sup>er</sup> octobre). Celui de la Chambre, un déficit de 99,2 milliards. Si le Congrès adopte la loi en deux sélections, comme c'est le cas pour le projet initial de M. Reagan, qui prévoit un déficit estimé à quelque 121 milliards de dollars. Mais cet accord bipartite sera battu en tout cas. Paradoxalement, les démocrates ne sont pas trop fâchés de leur défaite, car le parti républicain peut être responsable du déficit avant les élections législatives de novembre.

Le gouvernement affirmait hier et fort justement, pressant que le vote d'une résolution budgétaire — c'est-à-dire la fixation d'un plafond pour le déficit — entraînerait une baisse massive des taux d'intérêt. Ce n'est pas si sûr. S'entretenant jeudi avec des journalistes, M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, a déclaré que l'adoption du budget républicain, par la Chambre, entraînerait les taux « au-dessous de 15 % d'ici la fin de l'année ».

Il parait que le taux servi aux clients privilégiés, « prime rate », qui oscille actuellement entre 16 % et 16,5 %. La baisse serait, en somme, bien plus modeste qu'on le prétendait, malgré une inflation de 7,5 % subventionnée par le gouvernement. L'optionisme gouvernemental a été, également, tempérée sur la conjoncture. Alors qu'on espérait depuis des semaines, que la réaction était nulle, M. Regan a avoué le 9 juin au Congrès : « Il existe beaucoup de signes de reprise. Mais on ne peut être que le réaliste et constater que le principal conseil économique de la Maison Blanche, M. Weinberger, laisse entendre que le produit national brut pourrait décroître au deuxième trimestre après une baisse de 4,3 % de janvier à mars. »

ROBERT SOLÉ.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + en % -	Rep. + en % -	Rep. + en % -
\$ E.-U. ...	6,2825 - 6,2875	+ 75 - 128	+ 140 - 235	+ 240 - 410
\$ can. ...	4,9730 - 4,9780	+ 65 - 20	+ 90 - 70	+ 250 - 80
Yen (100) ...	2,5235 - 2,5340	+ 130 - 20	+ 305 - 410	+ 1.050 - 1.100
D.M. ....	2,6145 - 2,6190	+ 145 - 170	+ 280 - 345	+ 855 - 890
Franc suisse ...	2,3360 - 2,3400	+ 135 - 165	+ 285 - 330	+ 785 - 820
F.R. (100) ...	12,8395 - 12,8575	+ 90 - 120	+ 130 - 180	+ 695 - 75
F.S. ....	2,0635 - 2,0685	+ 270 - 315	+ 570 - 625	+ 1.050 - 1.085
L. (1 000) ...	4,7285 - 4,7385	+ 335 - 385	+ 670 - 720	+ 1.250 - 1.285
£ ..... 100	21,9630 - 21,9685	+ 295 - 375	+ 575 - 720	+ 1.055 - 1.085

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 M	6 M	9 M	12 M	15 M	18 M	21 M	24 M	27 M	30 M
\$ E.-U. ...	12 3/4	14 1/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4
Yen (100) ...	13 3/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4
F.R. (100) ...	12 3/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
F.S. ....	12 3/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
L. (1 000) ...	12 3/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
£ ..... 100	12 3/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

**Banco de Bilbao.**  
La Banque espagnole  
avec la plus grande  
expérience dans le domaine  
international  
Chiffres significatifs  
de l'exercice 1981.

	1980	1981	Augmentation	%
Fonds propres, après répartition des bénéfices (Millions de Pesetas) .....	56.820,4	60.289,7	3.469,3	6,10
Dépôts (Millions de Pesetas) .....	941.835,2	1.044.097,8	102.262,6	10,86
Crédits à la clientèle (Millions de Pesetas) .....	591.577,1	688.917,7	97.340,6	16,45
Portefeuille-Titres (Millions de Pesetas) .....	109.984,8	123.749,6	13.764,8	12,51
Bénéfice net (Millions de Pesetas) .....	7.869,1	10.906,7	3.037,6	38,60
Bénéfice net distribuable (Millions de Pesetas) .....	5.846,1	8.012,1	2.166,0	37,05
Dividende net par action (Pesetas) .....	77,2	113,0	35,8	46,37

Nombre de guichets permanents ..... 1.176 1.207

PARIS SIEGE PRINCIPAL  
29, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS Cedex 01  
Tél. 261 56 41 - Téléc. 230893 BB PAR A  
330071 BB PAR - 67044 BB PARIS

AUTRES SUCCURSALES  
ET AGENCES EN FRANCE  
« Paris-Etoile », « Paris-Françaises »  
« Paris-Pompe »  
« Paris-Consulats » et  
Rungis, Bayonne, Hendaye, Lyon,  
Perpignan (2) et Le Perthus.

DIRECTION GÉNÉRALE INTERNATIONALE  
Paseo de la Castellana, 81  
MADRID-16 - SPAGNE  
Tél. 453 60 02 - Téléc. 4458 BB-M

LONDRES  
Sieve Principal  
106 Cannon Street

NEW YORK  
General Motors Building, Suite 603  
767 Fifth Avenue

1 Franc = 16,996 ptas. (31.12.81)

BB BANCO DE BILBAO

ص.ك.ا.م.ن.أ.م.ل.



551 من الأصل

## EMPLOI

\*\*\* LE MONDE - Samedi 12 juin 1982 - Page 39  
(Publicité)

### Le pari de Michel Albert

(Suite de la première page.)

La première est l'inversion des rôles. Les ressources énergétiques et bon nombre de ressources naturelles deviennent rares et le savoir-faire industriel abondant, alors qu'il y a dix ans c'était l'inverse : l'Europe manquait de bres et le pétrole coulait à gogo et pour rien. La France est dans le collimateur de l'histoire du fait de l'incapacité fondamentale de notre société, qui résulte de la juxtaposition, chez nous, d'une économie moderne, à l'allemande si l'on veut, et d'une société archaïque, à l'espagnole. « Une société qui paie si mal ses ouvriers qu'elle doit faire travailler deux millions d'immigrés à côté de ses deux millions de chômeurs. »

Cela dit, les politiques les plus radicales dans le monde ont échoué : aussi bien celles de la gauche traditionnelle, qui font de l'éradication du chômage un objectif prioritaire, que celles de droite — le résultat a été encore plus mauvais — qui insistent sur le redressement économique et traitent l'emploi comme un « résultat ».

En tout cas, Michel Albert fut bien placé pour savoir que la France pouvait faire mieux que ce qu'elle a réalisé en matière d'emploi lors des dernières années. Le chômage ne relève ni du hasard ni de la nécessité. Il peut être réduit grâce à une meilleure in-

telligence du monde et plus de démocratie à la base. « Le thérapeutique... est de moins en moins un problème de gouvernement et de plus en plus un problème de société. »

#### La « P.V.T.R. »

Mais ce n'est pas la seule route du nouveau plein emploi. On arrive à aux moyens que Michel Albert se réservait pour la bonne bouche et que nous allons essayer de classer, au risque de dessécher les propos, toujours si imagés, de notre auteur :

- 1) L'Europe n'a pas assez servi. Il faut utiliser beaucoup plus largement la capacité propre d'emprunt et de prêt (au tiers-monde) de la Communauté elle-même ;
- 2) Investir plus, donc dans un premier temps consommer moins. Il faut notamment réduire la dépendance énergétique de la France, mais l'investissement social n'est pas moins important, qui consiste à réconcilier les salariés avec leur entreprise. « La démocratie économique conditionne maintenant le progrès économique » ;
- 3) La réduction de la durée du travail est, elle aussi, indispensable, mais il ne faut pas qu'elle altère la compétitivité de l'entreprise ;
- 4) Pour forcer la cadence, et c'est là l'apport le plus original de Michel

Albert, il faut non seulement aider les travailleurs âgés qui cesseront volontairement d'occuper un emploi à temps complet, mais concevoir une prime aux volontaires du travail à temps réduit (P.V.T.R.). Pour que ce dispositif soit efficace, il faut qu'il entraîne une adhésion massive, car cette parenté nouvelle pourrait dégrader de nouveaux... demandeurs d'emploi. Mais en dehors des emplois d'utilité collective d'une efficacité limitée, selon notre auteur, c'est là « le seul système permettant de payer les chômeurs pour qu'ils travaillent et non pas pour qu'ils restent chômeurs ». Pour Michel Albert, si l'on veut vraiment parler de solidarité, il faudrait que cette prime soit financée par ceux qui sont les mieux protégés contre le risque de chômage et qui bénéficient des revenus les plus élevés. « Ce n'est qu'une prophétie, mais semble-t-il le moins mauvais. »

Cette démonstration est très séduisante, car elle prive seulement les salariés d'une partie de leur travail et sauve donc leur statut. Il est seulement difficile de savoir si, malgré la prime, les volontaires seront suffisamment nombreux. Car le classique emploi est sans doute la façon la moins discutable de gagner de l'argent, mais il tient lieu, aussi, pour beaucoup de « divertissement » au sens pascalien du mot, c'est-à-dire qu'il empêche de se retrouver trop

longtemps en face de soi-même, il libère de certaines peurs, etc. En tout cas, on risque peu d'essayer la formule préconisée. Peut-être conviendrait-il de cumuler cette mesure avec une vraie relance de l'économie sociale (associations, mutuelles, coopératives), dont l'auteur, à notre avis, sous-estime les effets.

Michel Albert a le don de communiquer l'espoir. Parce qu'il chiffre toujours ce qu'il avance (l'inspection des finances, c'est normal, lui colle à la peau), parce qu'il respecte son lecteur en lui parlant une belle langue, dépourvue de tous les impédiments cherries par des strates d'économistes, parce qu'il possède un élan qui ne s'éteint pas dans des parades idéologiques. Parfois, il se laisse un peu emporter par son enthousiasme à démolir les obstacles, à balayer une large — trop large — zone de réflexion. Mais comme il a raison de dire que la victoire sur le chômage est une affaire de société plus que de gouvernement ! Il sait qu'« on ne le change pas par décret ». Raison de plus pour lui proposer, comme dans le *Peri* français, qu'elle se regarde autrement dans le miroir du futur.

PIERRE DROUIN.

« Le Pari français. Editions du Seuil, 310 pages, 65 francs. »

#### RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

SECRÉTARIAT D'ÉTAT DES TRAVAUX PUBLICS  
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le secrétariat d'Etat des T.P.C. invite les fournisseurs nationaux et étrangers à soumettre leurs offres pour la fourniture du matériel de collecte et véhicules de contrôle et d'exploitation devant équiper le service métropolitain de collecte des résidus solides (S.M.C.R.S.) dans le cadre du projet de drainage des eaux pluviales de Port-au-Prince.

L'équipement à acquérir est divisé en quatre lots définis ci-après :

Lot numéro B2 : Fourniture de véhicules de ramassage d'ordures ménagères au nombre de trente-sept.

Lot numéro B3 : Fourniture de véhicules légers de contrôle et d'exploitation au nombre de vingt-sept.

Lot numéro B4 : Fourniture de matériel de collecte comprenant différents caissons.

Lot numéro B5 : Fourniture de matériel de collecte comprenant différents conteneurs et poubelles.

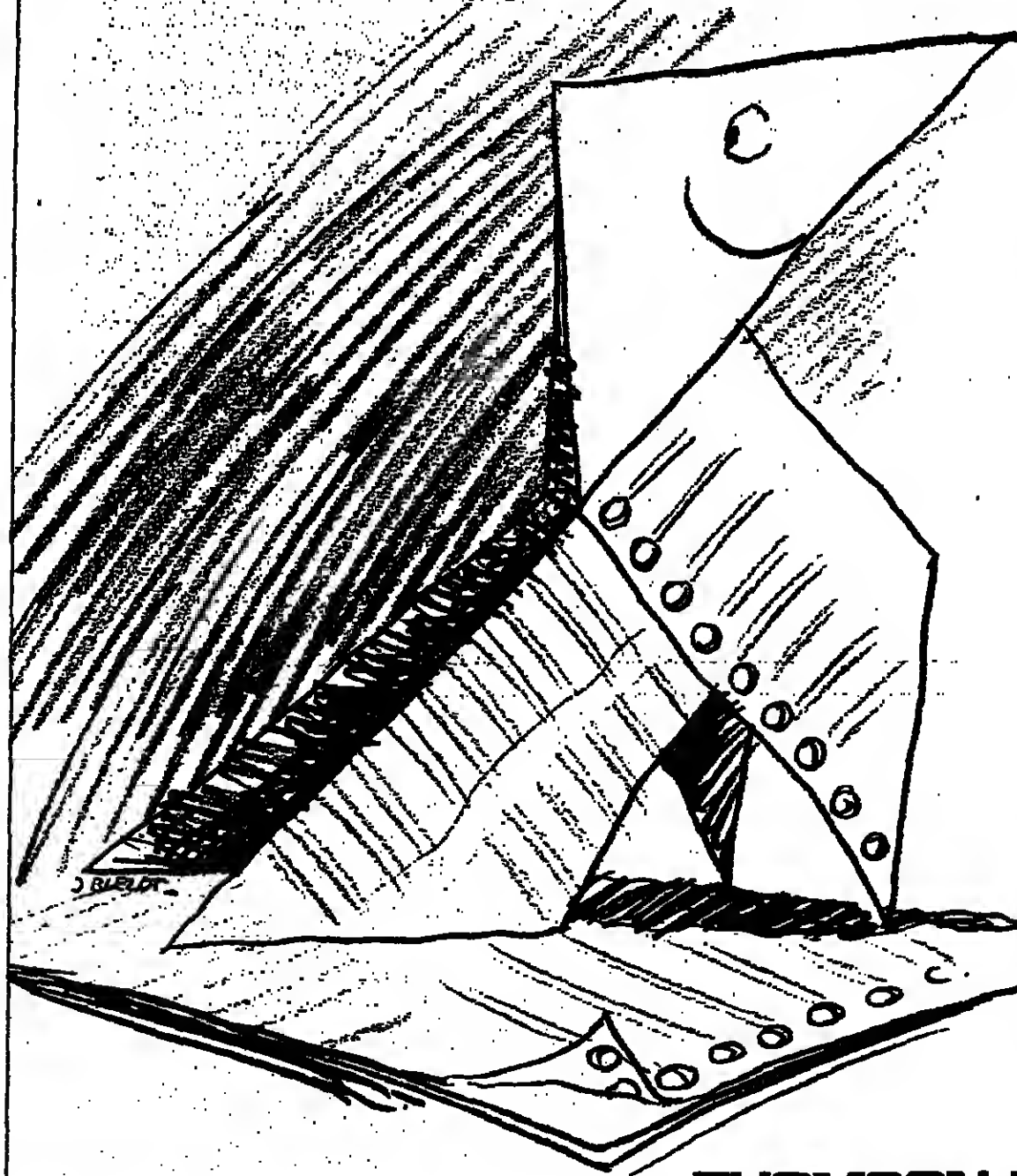
Tout le matériel devra être livré CIF Port-au-Prince - Haïti. Le projet étant partiellement financé par un prêt de la Banque interaméricaine de développement (BID), seuls les soumissionnaires originaires des pays membres de la BID sont invités à participer à cet appel d'offres.

Les soumissionnaires intéressés peuvent consulter ou obtenir les documents de base contenant les détails et spécifications des équipements à acquérir et les conditions de cet appel d'offres au siège du service métropolitain de collecte des résidus solides (S.M.C.R.S.), service annexe des T.P.C., 49, avenue John-Brown (troisième étage), Port-au-Prince, Haïti, tous les jours ouvrables de 8 h 30 A.M. à 3 heures P.M. à partir du 15 juin contre une valeur de deux cent cinquante dollars U.S. (U.S. \$ 250) à verser par chèque ou en espèces non remboursables.

Le type de contrat sera un contrat à prix global et forfaitaire. L'adjudication s'effectuera sur la base de l'offre la mieux adaptée aux conditions d'utilisation et au moindre coût à l'acquisition ainsi qu'à l'exploitation.

La date limite pour la remise des offres est fixée au 15 septembre 1982 à 1 heure P.M. heure locale. L'ouverture aura lieu en séance publique dans la salle de conférence du S.M.C.R.S. le même jour à 1 h 30 P.M.

# DANS UNE ENTREPRISE QUI NE SAIT PAS S'ORGANISER, UN INFORMATICIEN PERD SON TEMPS.



Il faut avoir bien peu de talent et d'expérience, direz-vous, pour se laisser piéger dans une société poussièreuse et sans avenir. C'est exact. Mais il n'est pas moins vrai que la réussite d'une entreprise dépend également de votre talent. Et c'est parce que nous l'avons compris que nous recrutons des hommes de talent.

Venez chez nous, nous vous donnons les moyens de construire votre réussite.

#### LA RECHERCHE

Prédominante au sein de notre entreprise : un budget de 4 milliards en 80. Ce qui veut dire qu'en francs constants, les dépenses de recherche et développement ont doublé de 1970 à 1980.

#### L'INFORMATIQUE

Qu'elle soit utilisée traditionnellement pour la gestion des stocks, la gestion du personnel, la comptabilité, ou qu'elle soit utilisée de façon novatrice avec la conception et la fabrication assistées par ordinateur, le télétraitement et le temps réel.

#### L'EXPORT

Pour lequel nous réalisons 50% de notre chiffre d'affaires.

Nos réseaux de distribution sont implantés en Europe, en Asie, en Afrique et dans bien d'autres pays encore.

Un aperçu de notre situation : en 10 ans nos exportations ont été multipliées par 3 et nos ventes totales sur les marchés étrangers par 4.

#### LE COMMERCIAL

Où les possibilités d'insertion sont multiples, en particulier dans le domaine des études, de la production, de la commercialisation et de la gestion.

Car il ne faut pas oublier que le groupe conçoit, étudie, produit et commercialise une quantité considérable de matériels vendus sous de nombreuses marques comme celles de Brandt, Thomson, Vedette, Continental Edison, Frigéavia, Téléavia, Pathé Marconi...

Nous avons tracé un aperçu des moyens que nous mettons à votre disposition.

A vous maintenant de transformer ces moyens en moyens de votre réussite.

Direction des Affaires Sociales,  
Thomson Brandt G.G.P.,  
74, rue du Surmelin, 75020 Paris.

**THOMSON-BRANDT**  
Groupe Grand Public

## LES MOYENS DE VOTRE REUSSITE.

BAZANE

DE BILBAO



# AFFAIRES

## LA DOUZIÈME BIENNALE DE LA MACHINE-OUTIL

### Les promesses de la robotique française

La douzième Biennale de la machine-outil et de l'équipement mécanique s'est ouverte, mercredi 9 juin, à Paris, à la porte de Versailles. M. Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie, devait l'inaugurer ce vendredi 11 juin.

Quatre-vingt-neuf des firmes présentes exposent jusqu'au 17 juin leur production en robotique. Parallèlement, du 9 au 11 juin, se tient le Congrès international de la robotique industrielle.

Lors de la séance d'ouverture, M. Pagesy, représentant M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, a donné quelques indications sur les travaux de la mission robotique, qui devrait bientôt déposer ses conclusions. Le futur programme du ministère vise à :

- renforcer le programme ARA (automatisation et robotique avancée) ;
- organiser et soutenir énergiquement la protection de brevets et de moteurs pour robots de deuxième génération ;
- orienter et soutenir une action sur l'information en temps réel et les ateliers flexibles ;
- mettre en place une action concertée sur les robots mobiles pour l'industrie et l'agriculture ;
- développer les efforts dans le domaine du contrôle automatique de la qualité ;
- mettre en place des programmes de recherche sur les conséquences de l'automatisation dans le domaine de l'économie, des conditions de travail et de l'emploi.

« Ce ne sont pas les travaux des commissions qui créent les robots dont nous avons besoin, mais les industriels. » Cette remarque d'un spécialiste des études de marché illustre bien la situation de l'industrie robotique française. Le discours l'emporte encore sur l'action, mais peut-être plus pour très longtemps. L'exposition qui se tient porte de Versailles semble, en tout cas, le prouver.

Ainsi la CEM (Compagnie électro-mécanique), filiale du groupe suisse Brown-Boveri, expose des composants pour machines-outils et robots (moteurs, actionneurs et électronique) qui équipent depuis plusieurs années les machines des leaders mondiaux de la robotique que sont le suédois ASEA et l'allemand Volkswagen. Sa filiale spécialisée en robotique, la SCERM (Société de construction et d'études de matériel industriel), expose un robot d'assemblage développé avec l'aide du Laboratoire de mécanique appliquée de Grenoble, des lignes-transfert d'assemblage et un robot japonais, Yaskawa. En pleine croissance, la SCERM est un des atouts du futur plan robotique français. Elle emploie, actuellement, soixante-dix personnes et doit, bientôt, s'installer dans de nouveaux locaux à Bourgoin-Jallieu (Isère).

Le groupe Peugeot S.A. présente sur le stand de Citroën, Construction mécanique, pour la première fois en Europe, une commande de robot par système de CAO (conception assistée par ordinateur). Un robot de soudage par point conçu par Talbot sera programmé en mode interactif grâce à une console Computer-View. Jusqu'à présent, on ne pouvait programmer un robot que par apprentissage, c'est-à-dire en enregistrant le mouvement d'un opérateur humain, puis, on le faisait reproduire par la machine. Avec la CAO, l'intervention humaine devient inutile.

D'autres sociétés présentent des matériels et des manipulations intéressantes. Parmi elles, la régie Renault Sormel (filiale de Matra), Arma-Robots (filiale commune de Leroy-Sommer et de la Télémécanique), la C.S.R.E.

#### Le C.E.A. sur les rangs

La C.G.E. (Compagnie générale d'électricité), qui possède un savoir-faire à la fois dans la mécanique, le contrôle automatique et l'ingénierie, est aussi présente par le biais de ses filiales. L'une d'entre elles, la C.G.M.S. (Compagnie générale de maintenance et de stockage), a développé des machines automatiques qui servent de base à des prototypes robotiques : une autre, les Ateliers et Chantiers de Bretagne, est spécialisée dans les robots d'intervention en milieu hostile (soudage offshore, nucléaire). La C.G.E. rappelle, en outre, la C.G.M.S. rappelle, en outre, la C.G.M.S. rappelle, en outre, la C.G.M.S.

Le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) devrait, lui, bientôt faire connaître ses ambitions dans la robotique. Sous réserve d'un « en vert » budgétaire, il devrait annoncer la création d'une ou plusieurs filiales avec un partenaire industriel national important. Les travaux en robotique du C.E.A. visent notamment les activités suivantes : soudage à l'arc, usinage et traitement thermique par laser, assemblage.

#### S'associer avec les Japonais ?

Constructeurs et chercheurs français sont-ils en mesure de développer une industrie robotique nationale, ou bien faut-il passer par des accords de coopération avec des fabricants étrangers ?

La question n'est pas tranchée. Certains groupes ont franchi le pas en s'associant avec des Japonais. La C.G.M.S. commerciale le robot d'assemblage Skyman produit par Sanjyo (de même qu'il a décidé récemment d'importer aux U.S.A.) et en a déjà vendu vingt-cinq exemplaires et un robot de chargement-déchargement de machines, Tormax, fabriqué par Toshiba. Les A.B. ont signé un accord avec Osaka, les Tréfileries et Ateliers de Compiègne avec Shin Meiya. Mammritz envisage un accord avec un autre japonais, Fanne, mais ni son actionnaire principal, le groupe Matra, ni les pouvoirs publics ne semblent voir de rapprochement d'un bon œil, surtout si Matra développe ses activités dans ce secteur.

Dans le domaine des robots « bas de gamme », certains responsables économiques estiment qu'il faut savoir reconnaître nos carences et importer en attendant la création de sociétés suffisamment puissantes pour attirer le marché avec des produits compétitifs. Ce « réalisme » s'est traduit par l'assommoir récent de certaines procédures de financement dans le cas de prêts bonifiés pour l'achat de matériels importés. En revanche, sur des produits « haut de gamme », les mêmes personnes estiment que la France a toutes ses chances, ce qui explique par exemple que la C.G.E. fonde sa stratégie sur ce type de machines et importe des machines plus simples. Les constructeurs français de manipulateurs sont loin de partager cette analyse.

Importer « pour voir » et développer ensuite nos propres robots, c'est une stratégie que certains ne veulent pas suivre. Si nous adions des concurrents comme le Japon à s'installer en France, que se passera-t-il lorsque ce pays qui pour l'instant exporte très peu de robots mais les utilise pour produire à bas prix des biens de consommation dont il inonde nos marchés — aura suffisamment automatisé ses usines et commencera à exporter aussi des robots ? — R. C.

## LA NOUVELLE POLITIQUE DU MÉDICAMENT

- Une plus grande souplesse sera donnée au système de vérification
- Des conventions lieront les entreprises à l'État

Après neuf mois de discussions, les pouvoirs publics sont parvenus à tracer les grandes lignes de la nouvelle politique du médicament qu'ils entendent mener pour favoriser la relance de l'industrie pharmaceutique, appelée à devenir un des fers de lance de l'économie. Cette politique sera fondée sur un rajustement des prix, l'établissement de relations conventionnelles ou contractuelles entre l'État et les entreprises en matière d'emploi, de recherche, d'investissements, etc., et une régulation de la prescription par la formation et l'information. Elle mettra enfin et surtout l'accent sur l'effort d'innovation. Un texte officiel devrait être publié prochainement.

Pour redonner de l'oxygène à l'industrie pharmaceutique, le gouvernement n'aurait guère le choix des moyens. Dans le cadre de la stratégie de développement de la pharmacie qu'il a décidé de définir dans les plus brefs délais, une plus grande souplesse sera donnée au système de tarification. Les prix des nouveaux médicaments seront établis en fonction des objectifs de production et d'exportation, et non plus sur les seuls critères des coûts de développement et de la matière première. S'agissant des médicaments déjà en circulation, la révision biennale des prix sera maintenue, mais les hausses conjoncturelles accordées devront compenser les effets de l'inflation monétaire. Naturellement, les entreprises n'obtiendront pas ces facilités sans contrepartie. Des relations conventionnelles les lieront à l'État. Elles devront s'engager par exemple à tenir des objectifs en matière d'emploi, d'investissements, d'exportation, de distribution, de recherche, d'information, de publicité et même de résultats financiers. Ces objectifs seront gratifiés d'une sorte de coefficient baptisé « pourcentage national », dont les pouvoirs publics veulent faire le moteur de l'avenir.

Le second grand volet de la politique du médicament traite de la consommation. L'administration a pour ambition de réguler la prescription. Elle entend, pour ce faire, agir sur l'enseignement à l'université, mais aussi instituer la formation continue du corps médical. L'information et le public joueront également un très grand rôle. Enfin, soucieux de maintenir la pharmacie dans le peloton de tête en matière d'innovation, le gouvernement va renforcer la recherche, notamment dans deux domaines importants : la pharmacologie clinique et la toxicologie.

La règle du jeu que les industriels réclamèrent est donc à peu près établie. Bien que ses contours soient encore assez flous, elle devrait satisfaire la profession. Elle devrait aussi appeler les craintes que les nationalisations aient causées aux laboratoires étrangers installés en France et même les inciter à reprendre leurs investissements.

Toutefois s'il est établi que le ministère de l'Industrie aura la responsabilité de la recherche industrielle, l'appareil administratif dont dépendra l'industrie pharmaceutique apparaît fort lourd. Le groupe interministériel qui sera créé comprendra en effet les représentants de sept ministères. De surcroît, la prescription ne se contrôle pas. C'est une affaire essentiellement psychologique entre le malade et le praticien.

ANDRÉ DESSOT.

## LES PROFESSIONNELS DES TRAVAUX PUBLICS S'INQUIÈTENT DE LA BAISSE DE L'ACTIVITÉ.

« Nous ne pouvons que souscrire à la création d'un fonds pour les travaux publics annoncés par le président de la République le 9 juin et s'agit d'un financement complémentaire au budget », a déclaré M. Jean-Louis Giral, président de la F.N.T.P. (Fédération nationale des travaux publics), à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire qui se tenait à Paris le jeudi 10 juin.

Il se pourrait, en effet, indique-t-on dans l'ouvrage du ministre de l'Urbanisme, que ce fonds de grands travaux soit financé par un grand emprunt, proposition lancée à plusieurs reprises par la profession.

Devant six cents chefs d'entreprise, M. Giral n'a pas caché les inquiétudes des entrepreneurs de travaux publics, de tous ceux qui connaissent l'angoisse des chantiers qui se terminent sans que de nouvelles commandes ne viennent la relancer.

Les professionnels ne demandent ni assistance ni traitement privilégié, mais un niveau d'activité conforme à leurs besoins. « Cela représente aujourd'hui 10 milliards de francs d'investissements supplémentaires de la part de l'État, des collectivités locales et des entreprises publiques », a-t-il lancé.

M. Giral a lancé cet avertissement : « Que le gouvernement ne se méprenne pas sur la force de notre détermination. La dignité, la sens de la mesure, du dialogue, dont nous faisons preuve, ne doivent pas laisser croire aux pouvoirs publics que nous renoncions à des moyens plus spectaculaires. »

ERRATUM — Les comptes consolidés du groupe Hoechst se sont traduits en 1981 par un bénéfice de 426 millions de francs (contre 556 millions en 1980), et non pas une perte de 220 millions comme nous l'avons indiqué par erreur (le Monde du 10 juin). Ce déficit concernait seulement le secteur des matières plastiques.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### GROUPE TOTAL

#### OMP - Omnium Financier de Paris

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2 372 200 000 F

S.I.C. PARIS 5 32 67 117

Société Social : 5, rue Michel-Ange PARIS 16<sup>e</sup>

L'assemblée générale ordinaire de l'OMP - Omnium Financier de Paris, a été réunie le 10 juin 1982 sous la présidence de M. J.-C. Genton au siège de la société, 5, rue Michel-Ange.

Elle a approuvé les comptes de la société pour l'exercice 1981, qui se soldent par un bénéfice de 723 millions de francs contre 923 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le bénéfice consolidé de l'OMP, réparti à 499,3 millions de francs (dont 388,7 millions de francs pour la part de l'OMP), contre 180 millions de francs (dont 125,1 millions de francs pour la part de l'OMP) pour l'exercice 1980.

Dans son allocution, M. J.-C. Genton a souligné que si la très forte augmentation du bénéfice consolidé était en partie due à des éléments exceptionnels dont le principal est la plus-value dégagée par Omnium à l'occasion de l'introduction en Bourse de la Compagnie générale de géophysique, les résultats d'exploitation de l'ensemble des filiales et participations avaient progressé d'environ 50 %.

M. J.-C. Genton a également indiqué qu'OMP et ses filiales, O.P.S.A. et S.P.A., avaient réalisé depuis le début de l'exercice une dizaine d'opérations d'investissement dans les secteurs traditionnels d'intervention (transport, énergie, bâtiment, industrie et immobilier), tant en France qu'en États-Unis.

L'assemblée a décidé la répartition d'un dividende de 36 F par action, soit un total de 85 812 F, contre 12,5 F pour l'exercice précédent.

Le dividende sera mis en paiement le 16 juin 1982 aux guichets de la Banque de Paris et du Crédit Commercial de France, de la Banque de France, de la Banque de Neuchâtel-Saône, de la Banque de la République, de la Banque de la Seine, de la Banque de la Somme, de la Banque de la Vienne, de la Banque de la Loire, de la Banque de la Gironde, de la Banque de la Garonne, de la Banque de la Dordogne, de la Banque de la Charente, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de la Moselle, de la Banque de la Rhénanie-Palatinat, de la Banque de la Basse-Rhin, de la Banque de la Lorraine, de la Banque de la Meurthe-et-Moselle, de la Banque de la Haute-Normandie, de la Banque de la Seine-Maritime, de la Banque de la Normandie, de la Banque de la Bretagne, de la Banque de la Vendée, de la Banque de la Loire-Atlantique, de la Banque de la Mayenne, de la Banque de la Sarthe, de la Banque de la Nièvre, de la Banque de la Côte-d'Or, de la Banque de la Saône-et-Loire, de la Banque de la Haute-Saône, de la Banque de la Jura, de la Banque de la Doubs, de la Banque de la Haute-Marne, de la Banque de la Meuse, de la Banque de



15.50 من الأنا

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 10 JUIN

### Résistant

Au lendemain de la conférence de presse de M. Mitterrand, la Bourse de Paris fait preuve d'une certaine résistance au fil des cotations (+ 0,5 %) ait le moindre lien avec les propos tenus par le président de la République.

Les familles du palais Brongniart ont surtout retenu de ces quelques heures de questions-réponses la volonté du chef de l'Etat « de ne pas casser ce qui existe » sur le plan monétaire, tout en précisant la mise en place d'un édifice à trois faces (S.M.E.-dollar-écu) une idée qu'il avait déjà avancée au récent sommet de Versailles. L'encouragement manifesté à l'égard du « capital-risque » à travers la création de futurs « comptes d'épargne investissements » a fait bonne impression, cette idée pouvant constituer une suite aux « 5000 F. Memory », sous réserve d'approbations fiscales dont le principe a été admis.

Volatils de quoi alimenter les conversations sous les colonnes, alors que les informations en provenance de Wall Street ne s'avèrent guère encourageantes. Le Dow Jones est retombé en deça du niveau de 800, paralysant une fois de plus les investisseurs qui attendent le feu vert de la place américaine.

A Paris, le marché est apparu assez équilibré. Michelin, qui a perdu moitié de son cours de 10 %, a un peu redressé, et Matra conduit le peloton des hausses avec un gain de 9,5 %, suivi par Usinor, D.M.C., Pociot, Métallurgique Dunkerque et SEB (+ 5 % à + 7 %).

A l'inverse, Fichtel-Bauche, Alsacienne supermarchés, Galeries Lafayette, Alstom perdent 2 % à 3 %.

Sur le marché de l'or, le lingot cédant 2 F à 63 900 F, le napoleon cédant 2 F à 593 F, tandis que le métal fin se négocie à 329 dollars à Londres.

## NEW-YORK

### Timide reprise

L'adoption par la Chambre des représentants, dans la soirée de jeudi, du projet de budget défendu depuis de nombreuses semaines par l'administration Reagan est intervenue trop tard pour avoir une influence sur Wall Street, mais tous les observateurs sont unanimes à penser que la fin prochaine de cette interminable bataille budgétaire devrait mettre à présent un peu de baume au cœur des investisseurs.

Ceux-ci attendaient avec une impatience grandissante la levée de cette hypothèque qui pesait lourdement sur les marchés financiers, mais les analystes se gardaient bien de prévoir pour autant une déflation rapide des cotations, craignant des restrictions monétaires que continuait à prôner les sénateurs de Washington.

Coincidence ou pas, toujours est-il que le First National Bank of Boston vient de remonter son prime rate à 16 1/2 %, contre 16 % précédemment.

L'accord sur le budget qui doit être adopté par le Sénat n'a pas constitué une surprise pour tout le monde, et quelques spéculateurs bien informés anticipaient en fin de séance un accord en ce sens. L'indice Dow Jones a repris 3,14 points jeudi pour s'élever à nouveau le seuil des 800, à 799,71 exactement, les hausses et les replis étant beaucoup plus équilibrés que la veille, le volume des échanges se situant à 50,95 millions d'actions contre 55,77 millions mercredi.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de 10 juin
Alcatel	123 3/4	123
A.T.T.	60 7/8	61 1/8
Boeing	16 1/8	16 1/4
Chrysler	11 1/2	11 1/4
Du Pont de Nemours	32	32
Exxon	27 1/8	27 1/8
Ford	21 3/4	21 7/8
General Motors	36 1/2	36 1/4
IBM	158 1/2	158 1/4
ITT	23 1/4	23 1/4
Johnson & Johnson	28 1/4	28 1/4
Merck	24 1/4	24 1/4
Pharmacia	24 1/4	24 1/4
Schering	24 1/4	24 1/4
Union Carbide	41 3/4	41 1/8
U.S. Steel	24 1/4	24 1/4
Weyerhaeuser	80 3/4	81 1/2
Xerox Corp.	80 3/4	81 1/2

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**VIA BANQUE.** Cette société, qui fait partie du groupe de la Compagnie de navigation marseillaise, a informé la Chambre syndicale des agents de change qu'elle avait porté à plus de 10 % la participation qu'elle détenait dans le capital de la Compagnie Industrielle, société holding du groupe Suez, laquelle possédait une participation de plus de 49 % dans la compagnie financière du groupe Victoire.

**JACQUES BOREL.** Une association de défense des intérêts de la société Jacques Borel International, dite « J.B.I. », a été créée (13 à l'initiative de M. François Villot, actionnaire de J.B.I. depuis douze ans, afin de s'opposer à la fusion prévue avec Novo.

Cette association entend « préserver l'unité et la personnalité de la société Jacques Borel International et s'opposer à l'immédiate, à une fusion dont la portée est sans mesure avec les cours actuels de l'action J.B.I. », ajoutant, au passage, que le résultat de cette fusion serait « de dégrader la société sur des activités hétérogènes, ce qui entraînerait la perte de l'origine des difficultés rencontrées par J. Borel International dans un passé récent ».

Le syndicat Force ouvrière du groupe Borel s'insurge, dans un communiqué, des « répercussions sur l'avenir économique et social des sociétés concernées » après que le groupe Soudhexe eut annoncé le rachat de Bourse de 10 % du capital de J. Borel International.

Evolution de ce sujet à l'occasion d'une récente conférence de presse, M. Pierre Bollen, président de Soudhexe, avait fait état « dans l'ensemble de conditions plus favorables » dans la société que S.B.I., écartant de toute idée le suppression d'emplois, compte tenu des possibilités de développement qui s'ouvraient au nouveau groupe.

(1) M. Vallette. Tél. 227.37.43 ou 227.18.39.

## BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours de clôture	Cours de 10 juin
Alcatel	123 3/4	123
A.T.T.	60 7/8	61 1/8
Boeing	16 1/8	16 1/4
Chrysler	11 1/2	11 1/4
Du Pont de Nemours	32	32
Exxon	27 1/8	27 1/8
Ford	21 3/4	21 7/8
General Motors	36 1/2	36 1/4
IBM	158 1/2	158 1/4
ITT	23 1/4	23 1/4
Johnson & Johnson	28 1/4	28 1/4
Merck	24 1/4	24 1/4
Pharmacia	24 1/4	24 1/4
Schering	24 1/4	24 1/4
Union Carbide	41 3/4	41 1/8
U.S. Steel	24 1/4	24 1/4
Weyerhaeuser	80 3/4	81 1/2
Xerox Corp.	80 3/4	81 1/2

## 10 JUIN

VALEURS	Cours de clôture	Cours de 10 juin
Alcatel	123 3/4	123
A.T.T.	60 7/8	61 1/8
Boeing	16 1/8	16 1/4
Chrysler	11 1/2	11 1/4
Du Pont de Nemours	32	32
Exxon	27 1/8	27 1/8
Ford	21 3/4	21 7/8
General Motors	36 1/2	36 1/4
IBM	158 1/2	158 1/4
ITT	23 1/4	23 1/4
Johnson & Johnson	28 1/4	28 1/4
Merck	24 1/4	24 1/4
Pharmacia	24 1/4	24 1/4
Schering	24 1/4	24 1/4
Union Carbide	41 3/4	41 1/8
U.S. Steel	24 1/4	24 1/4
Weyerhaeuser	80 3/4	81 1/2
Xerox Corp.	80 3/4	81 1/2

ingt nous pour pouvoir à fond.

Gemeinwinstlich

## Marché à terme

VALEURS	Cours de clôture	Cours de 10 juin
Alcatel	123 3/4	123
A.T.T.	60 7/8	61 1/8
Boeing	16 1/8	16 1/4
Chrysler	11 1/2	11 1/4
Du Pont de Nemours	32	32
Exxon	27 1/8	27 1/8
Ford	21 3/4	21 7/8
General Motors	36 1/2	36 1/4
IBM	158 1/2	158 1/4
ITT	23 1/4	23 1/4
Johnson & Johnson	28 1/4	28 1/4
Merck	24 1/4	24 1/4
Pharmacia	24 1/4	24 1/4
Schering	24 1/4	24 1/4
Union Carbide	41 3/4	41 1/8
U.S. Steel	24 1/4	24 1/4
Weyerhaeuser	80 3/4	81 1/2
Xerox Corp.	80 3/4	81 1/2

## COTE DES CHANGES

MONNAIES ET DEVISES	Cours de clôture	Cours de 10 juin
Alcatel	123 3/4	123
A.T.T.	60 7/8	61 1/8
Boeing	16 1/8	16 1/4
Chrysler	11 1/2	11 1/4
Du Pont de Nemours	32	32
Exxon	27 1/8	27 1/8
Ford	21 3/4	21 7/8
General Motors	36 1/2	36 1/4
IBM	158 1/2	158 1/4
ITT	23 1/4	23 1/4
Johnson & Johnson	28 1/4	28 1/4
Merck	24 1/4	24 1/4
Pharmacia	24 1/4	24 1/4
Schering	24 1/4	24 1/4
Union Carbide	41 3/4	41 1/8
U.S. Steel	24 1/4	24 1/4
Weyerhaeuser	80 3/4	81 1/2
Xerox Corp.	80 3/4	81 1/2

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	Cours de clôture	Cours de 10 juin
Alcatel	123 3/4	123
A.T.T.	60 7/8	61 1/8
Boeing	16 1/8	16 1/4
Chrysler	11 1/2	11 1/4
Du Pont de Nemours	32	32
Exxon	27 1/8	27 1/8
Ford	21 3/4	21 7/8
General Motors	36 1/2	36 1/4
IBM	158 1/2	158 1/4
ITT	23 1/4	23 1/4
Johnson & Johnson	28 1/4	28 1/4
Merck	24 1/4	24 1/4
Pharmacia	24 1/4	24 1/4
Schering	24 1/4	24 1/4
Union Carbide	41 3/4	41 1/8
U.S. Steel	24 1/4	24 1/4
Weyerhaeuser	80 3/4	81 1/2
Xerox Corp.	80 3/4	81 1/2



## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LIBAN : « Les Juifs déboit », par Paul Ginevski ; « Un désastre pour les autres », par Maxime Rodinson ; « La honte et la dévotion », par Alexandre Minkevitch ; « Non, le ne suis pas indigné », par Tahar Ben Jelloun.

### ÉTRANGER

3-4. L'INVASION DU LIBAN PAR ISRAËL  
— L'ampleur et la rapidité des succès créent un climat presque euphorique en Israël.  
5-6. AFRIQUE  
— MOZAMBIQUE : le développement des actions de la rébellion inquiète de plus en plus le régime de Maputo.  
6. ASIE  
6. LA GUERRE DES MALOUINES  
— La censure officielle sur les pertes provoque de vives protestations à Londres.  
9. DIPLOMATIE  
— Le sommet de POTAN.

### POLITIQUE

10. La préparation des élections municipales : les socialistes veulent éviter que leurs relations avec le P.C.F. ne se tendent.  
11. A l'Assemblée nationale, le projet sur la négociation collective.

### SOCIÉTÉ

12. LE DÉBAT SUR L'EUTHANASIE.  
14. EDUCATION : aux élections professionnelles, le recul du Syndicat des instituteurs se confirme.  
14-15. JUSTICE : aux assises des Bouches-du-Rhône, la singulière déconfiture du notaire qui n'était pas fait pour l'être.  
16. MÉDECINE.  
34. SPORTS : la douzième Coupe du monde de football.

### LOISIRS ET TOURISME

17. ROUTES DE VACANCES : L'ouest Girondin ; Anney au lac ; A Beauce, un repos chez les Romains.  
19. CARNETS DE FRANCE : La tour des Pyrénées ; Chevaux de selle à Chantilly.  
20. LA PAROLE AU VOYAGISTE : Stabat pour un monsieur de compagnie.  
25. Aux Hébrides, des embruns sur le kil.  
26 à 28. Hippisme ; Philatélie ; Philatélie de la table ; Jeux.

### CULTURE

29. MUSIQUE : le départ de M. Bernard Lefort de l'Opéra.  
— FÊTES : nois bloches pour rythmes noirs.  
— INSTITUT : les Grands Prix de l'Académie française.

### EQUIPEMENT

33. DÉCENTRALISATION : les onze présidents de conseils régionaux de l'opposition dénoncent les atomes du gouvernement.

### ÉCONOMIE

37. SOCIAL : le quarante et unième congrès de la C.G.T.  
38. ÉTRANGER : la trente-sixième session du Comcon.  
40. AFFAIRES : la douzième Biennale de la machine-outil.

**RADIOTELEVISION (32)  
INFORMATIONS  
SERVICES (33) :**  
« Journal officiel », Météorologie ; Loto.  
Annonces classées (35 et 36) ; Mots croisés (38) ; Carnet (161) ; Programmes spectacles (30-31) ; Bourse (41).

Le numéro de « Monde » daté 11 juin 1982 a été tiré à 550 000 exemplaires.

Véritable paille japonaise 14 F le m<sup>2</sup>.  
Soit 70 F le rouleau de 5m50, 90 F le rouleau de 7m30. Stock limité.  
100 000 m<sup>2</sup> de moquettes et revêtements muraux en stock à des prix incroyables.  
**ARTIREC**  
5% de remise sur présentation de cette annonce.  
8/10, Impasse St Sébastien  
75011 PARIS  
Tél. 355.66.50.  
ouvert de 9h à 18h30 sans interruption.

A B C D F G H

## La mise en œuvre de la « deuxième phase » du changement

### M. Pierre Mauroy va préparer le « sommet social » en concertation avec les dirigeants de la majorité

Les premières réactions des principaux partis de la majorité montrant, dès jeudi matin, que M. François Mitterrand avait réussi, au cours de sa conférence de presse, à dissiper les craintes d'une gestion « social-démocrate » de la crise, qui commencent à pointer sur l'opportunité d'un infléchissement de la politique économique et sociale du gouvernement.

Confirmation en a été donnée par les appréciations positives que M. Georges Marchais a portées, jeudi soir à Antenne 2, sur la réaffirmation de la continuité de la politique suivie jusqu'à présent. Le secrétaire général du P.C.F. s'est plu à souligner qu'il avait trouvé dans les propos de M. Mitterrand « un écho » à ses propres préoccupations et que, d'une façon générale, les communistes continuant de se sentir « bien » dans leur participation au gouvernement. Bien que M. Marchais n'ait jamais exprimé les mêmes appréhensions que certains socialistes à l'égard des orientations présidentielles, sa réaction n'en présente pas moins d'intérêt car l'humanité n'avait pas manqué, ces derniers jours, de mettre en garde contre toute tentative de politique d'austérité sous prétexte de crise.

M. Chirac, en revanche, continuait de mobiliser contre le gouvernement les catégories socio-professionnelles qui lui sont proches. Comme M. Mitterrand, le président du R.P.R. a appelé à un « redressement national », jeudi après-midi, devant près de quatre cents dirigeants de petites et moyennes entreprises, mais il l'a fait évidemment dans une perspective toute différente puisqu'il s'agit, pour lui, de prévenir une « crise de l'ordre républicain » et de préparer l'après-socialisme. Le premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, a répliqué immédiatement en reprochant au maire de Paris de dire « toujours une chose et son contraire », mais la riposte du gouvernement est la stratégie de tension entretenue par l'opposition, passe surtout, désormais, par les réponses que la majorité apportera aux questions posées depuis les déclarations de M. Mitterrand. Quel sera, dans le détail, le contenu de la « deuxième phase » du changement ? Quelles seront, en particulier, les finalités du sommet social annoncé ?

On confirme à l'hôtel Matignon que la « table ronde » souhaitée par le président de la République aura pour objet d'examiner avec les syndicats ouvriers et patronaux les moyens de mener des actions concertées contre l'inflation et le chômage dans le cadre d'une politique des revenus — pardon, d'une politique de « répartition », selon l'expression de M. Mitterrand. On précise que cette réunion ne supprimera pas les ententes prises, en juillet dernier, avec les dirigeants du C.N.P.F. pour dresser le bilan, à la fin de l'année, des résultats des aides à l'investissement sur la situation de l'emploi. Dans l'Unité du 11 juin, Claude Estier, directeur de l'hebdomadaire du P.S., soulignait que le succès de cette réunion de la concertation sociale « suppose sans doute un effort des uns et des autres, de la part du patronat, qui doit renoncer à l'espoir de bloquer les projets sociaux, de

la part des syndicats, pour qui le temps est venu de donner une plus large place à l'intérêt général des travailleurs qu'à celui, particulier, de telle ou telle catégorie, de la part, enfin, du gouvernement lui-même, tirant l'enseignement d'une année d'axe, de consolider la loi son action et ses structures ». Plus qu'un « alignement », le succès de cette démarche impliquerait un véritable changement de mentalité chez les partenaires sociaux.

Malgré son naturel confiant, le premier ministre ne verse pas, à ce sujet, dans un optimisme excessif. Mais le pouvoir exécutif n'avait guère le choix : demeurer dans l'expectative aléatoire d'un tel renversement d'attitude l'eût cantonné sur la défensive et contraint à gérer la crise ou d'atténuer de ses ambitions rénovatrices.

### « Pour passer de la plaine à la montagne »

En prenant l'initiative sur la base des objectifs prioritaires fixés par le président de la République, le chef du gouvernement peut espérer vaincre les inerties et susciter, enfin, par son volontarisme, l'émergence de ce mouvement social de soutien qui fait défaut à la majorité. Il est significatif, à cet égard, que M. Pierre Mauroy ait décidé, vendredi matin, de réserver aux congressistes de la C.G.T., qu'il doit recevoir dimanche soir 13 juin à l'hôtel de ville de Lille, la première de ses initiatives relatives à la mise en œuvre de la « deuxième phase » de l'action gouvernementale ouverte par M. Mitterrand. Le premier ministre devrait préciser, à cette occasion, le calendrier qu'il aura retenu.

M. Mauroy veut préparer ces nouveaux contacts sociaux en étroite concertation avec la direction du parti socialiste et les groupes parlementaires de la majorité. Il doit participer, notamment, le mercredi 23 juin, à une réunion du bureau exécutif du P.S. Il recevra ensuite les membres des bureaux des groupes parlementaires socialistes et communistes, sans exclure d'entretenir avec les représentants de l'opposition. Pour le même occasion, le premier ministre et les dirigeants socialistes discuteront le programme du travail parlementaire. Il est vraisemblable que la session actuelle ne s'achèvera pas avant le fin juillet et que les députés seront invités à regagner le Palais-Bourbon dès le 21 septembre.

Après ces préliminaires politiques visant à compléter la préparation du sommet social, il restera à M. Mauroy à proposer à M. Mitterrand le remaniement ministériel prévu de longue date, mais dont la réalisation demeure liée à la fin de la session parlementaire et à l'élaboration du projet de budget pour 1983. Représentant l'image du « tour de France » utilisée par M. Mitterrand pour justifier le passage à la « deuxième phase » du changement, on explique, à l'hôtel Matignon, que pour passer de la « plaine » à la « montagne », il convient généralement de modifier un peu la composition des équipes. Place aux « grimpeurs » ?

ALAIN ROLLAT.

## La nouvelle mission de M. Nucci

### LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### CONTESTE

#### LA THÈSE DE L'ÉLYSÉE

La présidente de l'Assemblée nationale a contesté, jeudi 10 juin, l'interprétation de l'Elysée selon laquelle la nouvelle mission confiée à M. Christian Nucci, député socialiste de Tiers, est confirmée par le conseil des ministres du 9 juin dans ses fonctions de haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie. Elle implique pas que celui-ci se démette de son mandat législatif (Le Monde du 11 juin).

Le cabinet de M. Louis Mermaz a indiqué, en effet, dans un communiqué diffusé au nom du président de l'Assemblée nationale, que M. Christian Nucci a été chargé par le gouvernement d'une mission temporaire par décret du 8 décembre 1981. Le premier ministre y a mis fin par lettre du 2 juin 1982, six jours après l'expiration du délai de six mois prévu par les articles L.O-144 et L76 du code électoral. Par décret du 8 juin 1982, M. Nucci a été nommé haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie. M. Nucci sera, conformément à la loi organique, remplacé dans ses fonctions de député par son suppléant.

Au cours de la séance de jeudi après-midi, à l'Assemblée nationale, l'interprétation de l'Elysée avait également été contestée par certains députés de l'opposition.

## LA FRANCE DEVRAIT FINANCER LA PLUS GRANDE PARTIE DE L'ALLÈGEMENT DE LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE

### NIQUE estime la Commission européenne.

(De notre correspondant.) La Commission européenne qui contribuait le plus — et de beaucoup — à l'allègement de la contribution britannique au budget de la C.E.R. pour 1982, selon la commission, elle devrait verser 20 milliards d'ECUS (2,3 milliards de francs).

Alors que les ministres des affaires étrangères des Dix ont consenti, le 15 mai, une diminution de 200 millions d'ECUS (23 milliards de francs) de la charge du Royaume-Uni aux finances communautaires. La commission européenne a sur cette base mais au point, le 9 juin, une méthode de répartition entre les neuf autres États membres. Bruxelles ne dit pas ce que seront les contributions de chacun. Mais les données contenues dans ces propositions (certaines reçues pour calculer la part de chaque État membre : réduction de 50 % de la part que l'Allemagne fédérale devrait normalement acquies ; allègement de la contribution pour les pays les moins prospères (Irlande, Grèce) font apparaître que la France devrait régler 43,5 %, soit 270 millions d'ECUS (2,3 milliards de francs) de plus à Londres, contre 17,2 % (1,5 milliards d'ECUS) à l'Italie. En 1981, l'Allemagne avait acquies 26 % de la compensation consentie à la Grande-Bretagne, mais pour 1982, la R.F.A. a obtenu de ses partenaires que sa charge soit réduite de moitié en raison du déficit élevé (2 milliards d'ECUS) entre ce qu'elle reçoit et ce qu'elle verse au budget de la Communauté. L'année dernière, la France avait participé pour 36 % (1,2 milliards de francs) à la réduction du déficit britannique qui était de 1,4 milliard d'ECUS.

MARCEL SCOTTO.

## APRÈS LA MANIFESTATION DE LA C.S.L.

### Poursuite de la grève et des négociations chez Talbot

Pas d'incident vendredi matin vers 6 heures, à l'usine Talbot de Poissy, au lendemain de la manifestation organisée par la C.S.L. contre les « atteintes à la liberté du travail ». Les portes de l'entreprise sont restées ouvertes et les salariés — grévistes ou non-grévistes — ont pu y pénétrer librement. Bien que les cadres et les agents de maîtrise soient en nombre suffisant pour faire tourner l'usine, le travail n'a cependant repris que dans l'atelier B2, avec deux cent cinquante agents de maîtrise, ainsi que sur une chaîne d'assemblage au B3, où un demi-millier d'autres agents de maîtrise ont également été mobilisés pour remplacer les C.S.L. Adhérents, c'était toujours la grève avec occupation des lieux dans un grand nombre d'ateliers.

La direction, au cours d'une huitième réunion, jeudi 10 juin, a remis aux syndicats ses propositions, jugées insuffisantes par la C.G.T. Autre léger repli de la direction : le projet de commission de contrôle présenté par la C.G.T. au ministère du travail — à s'agissait d'une commission d'une vingtaine de personnes présidée par un magistrat — n'a pas été formellement repoussé par M. Pecqueur, directeur de Talbot.

## Polémique sur la liberté du travail

Au nom du respect de la liberté du travail et de la liberté de l'industrie, la direction de Talbot a fait passer les portes de l'usine ouvertes et chaque jour, à plusieurs reprises, aux arrivées d'équipes, tout se rejoue. Chaque camp compte ses cartes. Les grévistes se regroupent au B3 — l'atelier de montage des voitures — pour de l'usine, où le personnel de production est en majorité immigré. Les non-grévistes restent entre eux, à leur poste ou à l'entrée de certains bâtiments. La circulation dans l'usine reste libre sauf au moment où l'on s'affronte. Alors, tout se bloque.

Libre accès, libre circulation, mais y a-t-il liberté du travail ? Des milliers de manifestants venus à l'appel de la C.S.L. le 9 juin ont crié : « Nous voulons travailler ». M. Pecqueur a constaté, à diverses reprises, « il n'y a pas liberté réelle du travail ». En de différer au soir des réunions de négociations prévues dans la journée. Un défilé de grévistes ne fait pas entendre, à la direction, mais que les grévistes soient massés dans un atelier, comme au B3, alors, précise M. Pecqueur, il y a entrave. Mais, pour ce dirigeant, l'heure n'est pas pour le moment, à la rigueur juridique. « Pas question de négocier tant que l'usine est occupée », affirme-t-il. « A-t-elle vraiment occupation ? En dehors des moments d'affrontement, la maîtrise est à son poste, au B3, comme dans d'autres ateliers, et il n'y a pas de problème de grève (comme ce fut le cas à l'entrée

DANIELLE ROUARD.

Le ballet de l'Opéra n'a pas dansé au Palais Garnier, le 10 juin, ni au Théâtre de Champs-Élysées. Il conteste la composition du jury des examens de contrôle prévus le 29 juin. M. Paul Fauchon, directeur de l'Opéra, a annoncé ce vendredi 11 juin, qu'il ignore si la grève va se poursuivre.

**PRESERVEZ VOTRE DOS FRAGILE**  
avec «PIRFLEX» IRELLI  
le sommier à lattes de bois articulé qui soutient particulièrement la colonne vertébrale et procure une relaxation totale.  
PIRFLEX a prévu des matelas en latex spécialement conçus pour ce genre de sommier.  
**DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN**  
**CAPELOU** Exposition et vente.  
37 Av. de la République - PARIS XI  
DISTRIBUTEUR Metro Parmentier Tél. 357.46.05

## LA BONNE ADRESSE

**HÔTEL VICTORIA LAUSANNE**  
100 lits tout confort dans situation très tranquille.  
Salles de conférences et salons.  
B. Halberli, propriétaire.  
45, avenue de la Gare.  
Tél. 1941/22-57-71  
à 300 m de la gare centrale.

**LAC LÉMAN - MORGES**  
Hôtel du Mont-Blanc au Lac  
Situation tranquille directement au bord du lac.  
Restaurant français - Snack - Bar - Des 500 F.S. avec petit déjeuner.  
Arrangements forfaitaires avantageux.  
Tél. : 1941/22-57-71 - Tél. 24.572

**GSTAAD MY LOVE**  
1100 m - 3 950 m (station climatique)  
Le haut plateau vert - Vacances pour tous - Toutes vos vacances. Excellents hôtels - Chalets et appartements. Villages alpins avec ambiance - Swiss Tennis Open à partir de 11-7-82. Festival de Musique 2 au 31-8-82. Infos, comp. Office du Tourisme. CH-3780 GSTAAD. Tél. 1941/20-14-15 - Tél. 922 211.

La station sans voiture vous offre 6 000 lits en hôtels et chalets. Téléphonique - Ski d'été (3 skis) 11 courses de tennis - 200 km de promenades - Pénitences - Branle - Groses piscines - Société d'alpinisme et de ski d'été. Offres spéciales : court de tennis CTS P. 200, Ski-tennis P. 150. Semaines de promenades P. 500.  
NOUVEAU : parking couvert de 1 000 places, en total 3 500. Cours de ski, compétition pour jeunes filles et jeunes gens P. 430.  
Office du Tourisme, 3908 SAAS-FEE - Tél. 1941/28-57-14-57-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100.

Hôtels	Tél. 1941/22/	Nbre lits	dem.-pension
Ambassador	57-14-29	40	120
Beau-Site	57-11-22	100	70
Grand-Hôtel	57-10-01	180	70
Derby	57-23-45	60	67
Christiana	57-16-08	50	45
Le Chalet	57-25-31	30	45
Jägerhof	57-13-10	37	57
Tenne	57-12-12	37	47
Fischhorn	57-21-31	30	70
Châti	57-15-09	40	50
Mischabel	57-21-18	35	45
Orléans	57-18-18	47	57
Appart. de vacances	Tél. 1941/22/	Nbre appart.	Ex p. pers.
Agenc. Kurzweil	57-22-78	20	20
Stemann Kilian	57-23-51	22	22
Imaging Adolbert	57-22-07	4	15
Imaging Odile	57-22-25	15	15
Volde Louisa	57-22-31	5	15

## L'ARCADE CHAUMET

12 place Vendôme Paris

## TRÈS PRÉCIEUSES TABATIÈRES CHINOISES



Collection rassemblée par Maître Viviane Jutheau

du 4 juin au 16 juin 1982  
de 10 h à 17 h sauf dimanche

## LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES.

LOOK DE CHARMÉ  
TISSUS COUTURE  
TISSUS DECO-  
RATION  
PRIX DE CHOC!

## RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

مكتبة الأمل



15.5 من الاصل

DU 20 JUIN AU 5 SEPTEMBRE

L'ÉTÉ  
DU MONDE  
DIMANCHE

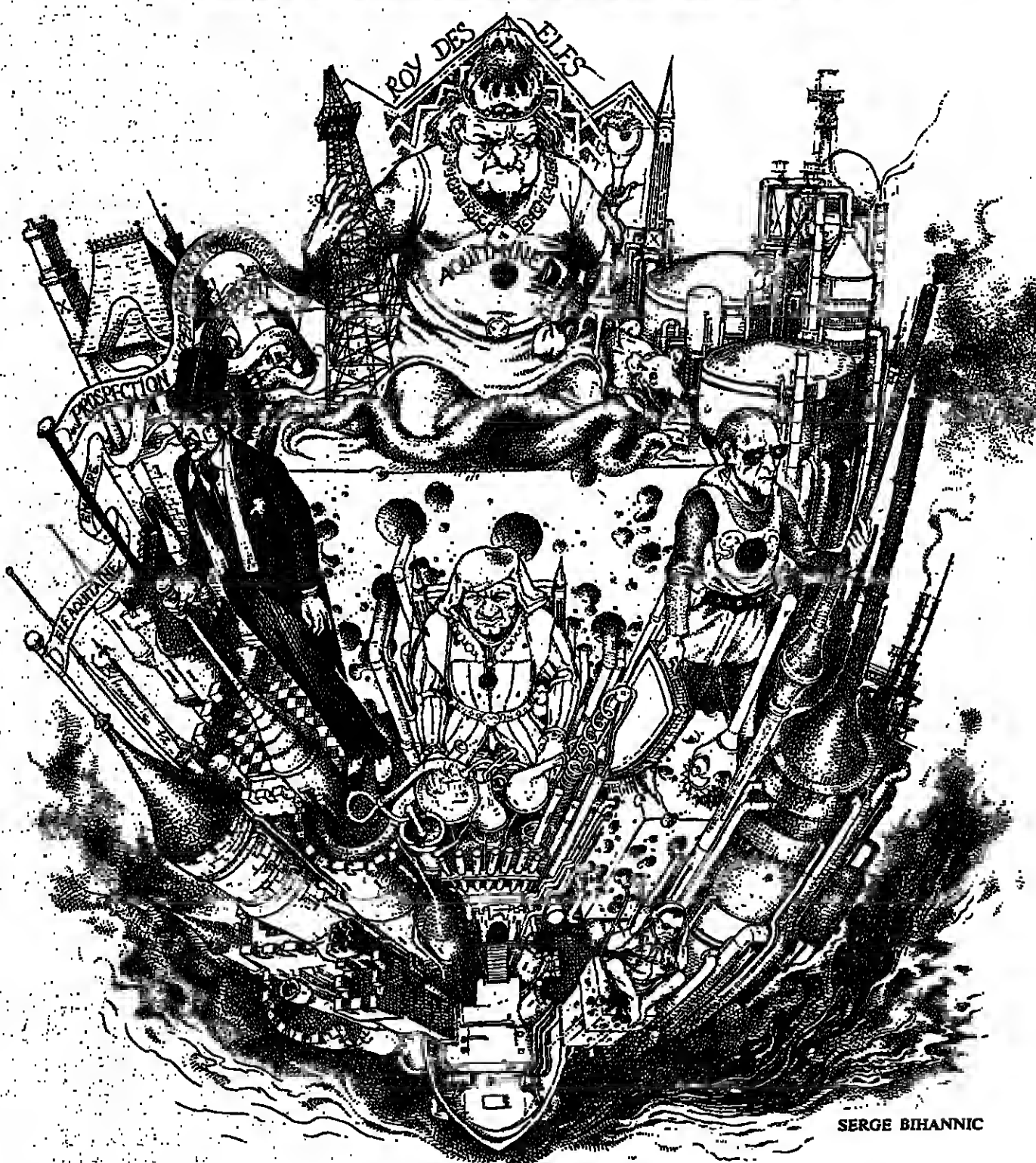
- ET SI J'ÉTAIS... Chronique du fantasme et de la mégalomanie, par des romanciers et des humoristes.
- LA FRANCE A TABLE. La gastronomie traditionnelle des provinces.
- LES PETITS BONHEURS. Portraits de Français qui n'ont pas peur d'être heureux.
- TRANCHES DE DRAMES. Des faits divers à la loupe.
- DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE. Où les philosophes sortent des amphithéâtres pour s'adresser au grand public.
- JEUX. En vedette : le portrait chinois proposé par une personnalité du monde politique ou littéraire.
- CARTE BLANCHE A UN DESSINATEUR. Les illustrateurs du « Monde Dimanche » en toute liberté.
- FEUILLETON INÉDIT DE PIERRE-JEAN RÉMY : Dix Petits Nains.

SUPPLÉMENT AU N° 11 624 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 13 JUIN 1982

# Le Monde

D I M A N C H E



SERGE BIHAUNNIC

## L'empire d'Elf-Aquitaine

UNE multinationale, et pétrolière de surcroît ! Deux mots, et déjà les fantasmes se bousculent. Voici un pouce sans âme ni loi, manipulant dans l'ombre des gouvernements, fantoches en pillant les ressources de leurs peuples, accumulant à chaque hausse du super d'innombrables profits, prêt à nous prendre à la gorge à notre point sensible : les réservoirs.

S'agissant plus précisément d'Elf-Aquitaine, voici un État dans l'État, avec sa diplomatie, ses préfets, ses espions, ses finances occultes. Une redoutable puissance qui se moque du gouvernement de la République et, de fait, régit la politique pé-

De la Norvège au Gabon, un empire jaloux de son indépendance, avec ses barons, ses gouverneurs et son monarque. L'État peine à contrôler le premier groupe français.

DANIEL SCHNEIDER

trolaire de la France par-dessus la tête des ministres.

L'État ? Il nous persécute, répond Elf. A les en croire, les pétroliers seraient harcelés de demandes d'explications, de justifications saugrenues, par un gouvernement qui n'aurait de cesse de les réduire à l'état d'appendice comparable, hantise suprême, aux P.T.T. « Si l'on gé-

rait cette boîte en bon capitaliste, on aurait 20 % de personnel en moins ! », s'exclame Jean Chapon, président d'Elf-France.

Et de diffuser, à grand renfort de films vidéo, de dépliants en quadrichromie et de placards de publicité, l'image d'un groupe dynamique, technologique, compétitif, infiniment sou-

cieux du bonheur du tiers-monde. Une admirable pompe à produire du pétrole tricolore, un David victorieux des Goliath yankees.

L'avouera-t-on ? Un voyage dans les entrailles d'Elf-Aquitaine ne dissipe pas toutes les ambiguïtés. Le groupe, ainsi, s'autoproclame « ouvert ». Une maison de verre. « Rien ne vous a jamais été caché », peut lancer son président, Albin Chalandon, aux syndicalistes, sans s'attirer de réplique. Mais on murmure qu'Elf voit d'un très mauvais œil les journalistes qui s'intéressent de trop près à une certaine porosité entre les cadres d'Elf et les barbouzes de la République, notamment en Afrique.

(Lire la suite page IV.)

## La rage de voir

par BRUNO FRAPPAT

C'EST le trimestre des cadences infernales. Il y en a qui, à l'approche de l'été, dans la torpeur, se mettent en route libre, comptant sur la seule force d'inertie pour les mener sans encombre jusqu'à la plage des congés désirés. Il y en a qui, dès le début du mois de juin, ouvrent le dossier « A faire à mon retour », accumulent les instances, anticipent le far niente, mettent le zèle en panne.

Mais il y en a d'autres qui sont surmenés, harcelés, dont le carnet de rendez-vous est surchargé jusqu'à la mi-juillet. Ceux-là n'ont plus une minute à vous consacrer. Ils sont invisibles, esclaves d'un emploi du temps démentiel et mystérieux, rivaux à une tâche obscure, coupés du monde. Ils ont des obligations secrètes.

Les deux derniers mois de l'année scolaire sont, à les en croire, un cauchemar, un marathon épuisant. Injoints : rappelez à la rentrée. Ils sont des dizaines, des centaines de milliers, des millions même : ce sont les forçats du sport en chambre, les fanatiques du combiné canapé-télé couleur, les dévoreurs de compétition.

Fin mai, début juin : ils ont une halle de tennis à la place du cœur. A partir de ce dimanche et jusqu'au 11 juillet, leur cerveau sera gonflé à la pression d'un ballon de football. A la mi-juillet, les yeux exorbités, le souffle court, la gorge lésée des cris de victoire et des rauquements de dépit, amaigris, avachis, vidés d'avoir transpiré par procuration, ils iront se relaxer une santé.

La guerre des Malouines ? Éclipsée par Roland-Garros. Le sommet de Versailles ? Parlez-nous de Wilander. La guerre au Sud-Liban ? Vive le Mondial. Iran contre Irak ? Allez France ! Vive l'infatigable des buts, pas de crise au fond des files ! Platini, missile français.

Et tout cela servi à domicile. La contemplation du sport à la télévision est devenue une des principales activités du début de l'été. Il y a des années plus riches que d'autres : les années olympiques (1980) ou celles de la coupe du monde de football (1982). Après la finale du championnat de France de rugby, celle de la Coupe de France de football, les éliminatoires de tennis à Roland-Garros (quatre-vingt heures sur TF 1 en deux semaines !), nous voici — bien mis en jambes — au seuil de l'épreuve la plus rude : la Coupe du monde de football. Pour le premier tour, du 13 au 25 juin, les fanatiques pourront assister à... plus de trente matches. Certains jours, ils en suivront trois de suite, passent ainsi plus de cinq heures devant leur téléviseur. Bientôt, la journée du supporter sera aussi longue que celle du travailleur.

On estime que, dimanche dernier, de six à sept millions de Français ont suivi, pendant quatre heures quarante-cinq minutes, en direct, la finale du tournoi de Roland-Garros. Nos concitoyens auront ainsi consacré, à eux tous, plus de trente millions d'heures à la victoire d'un tennisman suédois sur un Argentin.

Pour le Mondial, la passion sera naturellement proportionnelle à la tenue de l'équipe de France. Si elle accède à la

phase finale, nous irons vers de belles mobilisations devant le petit écran, prolongées le lendemain par des millions de conférences de presse de hystérie où la parole du supporter Lambda rassurera les hauts faits de la veille, chacun ayant son mot à dire sur chaque tir, son jugement sur toute attaque, son diagnostic et son pronostic. Le ciel pourra nous tomber sur la tête, ce ne sera jamais pire qu'une défaite du onze de France. L'avenir dira si sera battu le fabuleux record d'audience obtenu en 1976, à la télévision, lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs. Cette année-là, un Français sur deux avait regardé le match entre Saint-Etienne et le Bayern de Munich.

Il y a deux sortes de passionnés : le passionné actif et le passionné conjoncturel. Les militants permanents du sport et le marais latent qui, comme en politique, ne se mobilise que pour les grandes occasions. Les militants ne se contentent pas de piffler dans leur salon, verre en main. Un million cinq cent mille Français ont une licence de football (sans compter les dirigeants). Ce sont les vrais connaisseurs, ceux que les hétéroclites énervent par leurs questions incessantes et leurs remarques naïves.

Mais les autres ? Ceux qui ne font pas partie des vingt-cinq millions de footballeurs officiels que compte la planète — contre vingt-deux millions de soldats (1), — ceux qui, en 1981, n'ont pas figuré au nombre des ardeurs de raquettes de tennis (un million vendues en France cette année-là) ? De quel droit se passionnent-ils ? Parmi les causes de cette passion abstraite et épisodique — le « marais » hors grands moments se démolissent facilement — il en est qui tiennent au jeu lui-même. L'objectif de la partie est simple et clair. Surtout, la télévision permet une « projection » du spectateur, une identification illusoire. Au tennis, ce n'est pas un homme seul qui tente le coup d'un ace (service direct gagnant), ce sont les millions de bras qui se crispent au même instant du Nord au Midi. Sa réussite est la nôtre, son échec aussi. Nous sommes face à l'écran comme le joueur du flipper, à cette différence près que nous n'avons pas, en principe, la maîtrise des événements. On le sait bien, mais qu'importe : l'identification est forte et rend sur le moment l'illusion complète. Ce fabuleux « passing shot croisé de revers coupé », c'est nous ! Ce penalty imparable, c'est nous aussi. Nous jouons. Et c'est de là que naît le plaisir, ce plaisir inavouable qui explique le succès de ce spectacle où l'acteur est porté par nos tics et nos soubresauts, soutenu par nos cris inaudibles, nos gestes lointains sans effet apparent.

Nous jouons et n'avons rien à perdre. La déception ne dure pas plus longtemps que le plaisir de vaincre. Nous sommes après comme avant. « A quoi ça sert ? ». A rien. C'est bon et merveilleux. La rage de voir, c'est la rage de se divertir, au sens pascalien. Laissons les grands de ce monde — ceux qui jouent à la guerre — régler sans arbitrage leur compétition perpétuelle, leur match de sang. Le parenthèse du plaisir se refermera, de toute façon.

(1) Selon le Quid (édition 1982) qui consacre au sport quatre-vingt-deux pages.



## JEAN-PAUL AUSSEL

**Mme S.**  
*(Paris).*

**JEAN GUICHARD - MELL.**

**LOUIS COURTECUISSÉ**  
(Fontainebleau).

**HERVÉ LE ROUX**  
(Paris).

**C.O.**  
**(Basic)**

**B. LEBOVITS**  
(Sarcelles).

**JEAN PLANCHAIS:**

**JACQUES STERNBERG.**

**JACQUES CELLARD.**

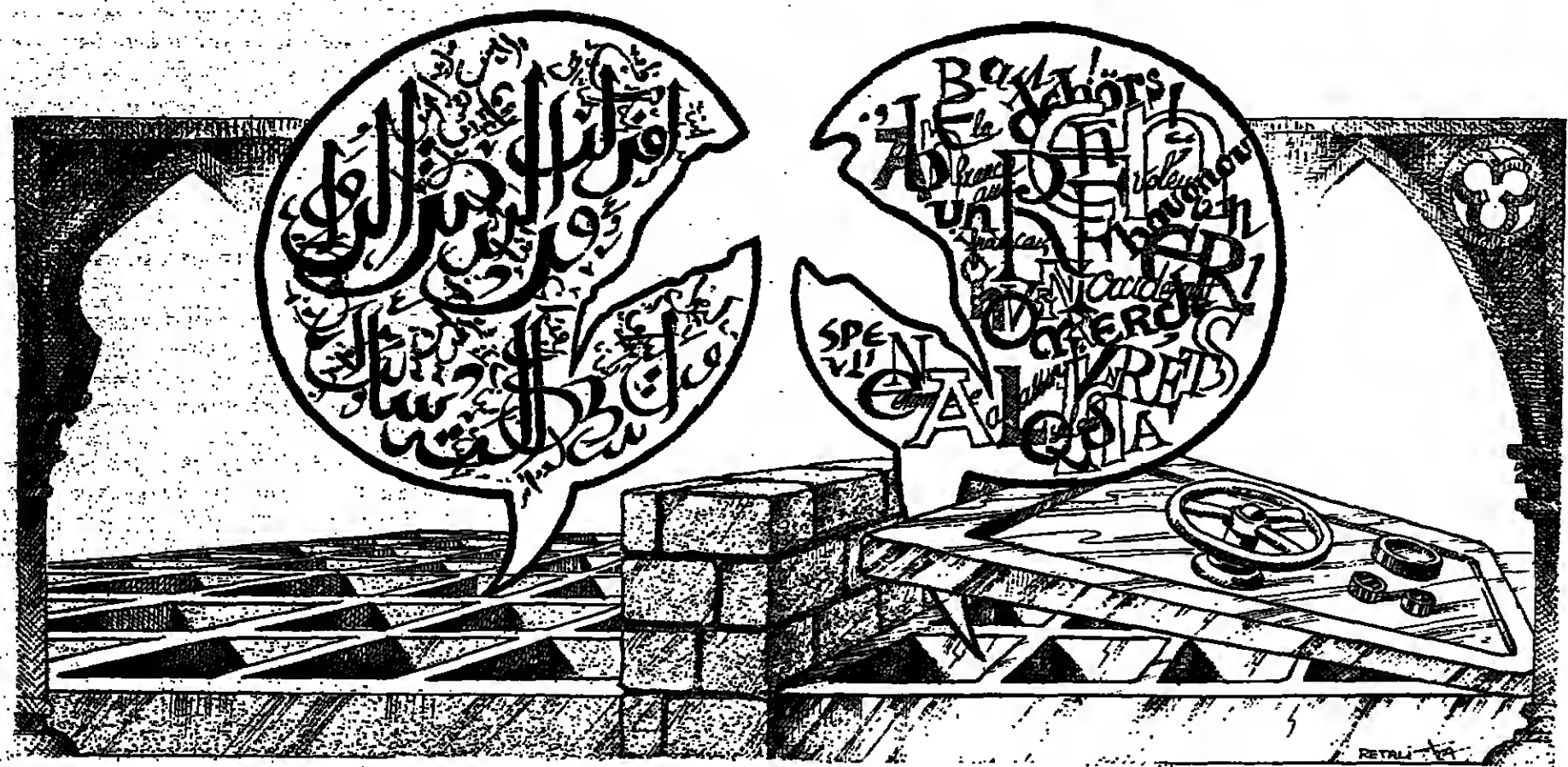
Elle s'est fait le serment de tenir bon jusqu'à la majorité de son fils. Plus que quinze ans.

**ANNE GALLOIS.**



150 من الامم

# AUJOURD'HUI



FRANÇOIS RETALI

## Scènes de western à Buzet-sur-Baise

Un village du Lot-et-Garonne vit à l'heure de l'insécurité et du racisme latent. La population immigrée est rejetée. La tension est permanente.

MARYSE WOLINSKI

**B**RANLE-BAS de combat, le 20 avril dernier, à Buzet-sur-Baise, commune du Lot-et-Garonne. Allées et venues de voitures éblouissantes, traversant la rue principale, alignement de maisons crépies de gris, façades sans joie. Toutes les « huiles » d'alentour sont là, accueillies par le maire, René Mayerus, et réunies devant la cité H.L.M. de Lasplacettes, nichée de l'autre côté du bois, à l'écart du village. Objectif de cette rencontre officielle, dans ce lieu : inaugurer devant la presse locale un bâtiment réhabilité de la cité, véritable ghetto de Maghrébins et de harkis. Discours-ampoules et visite guidée, sous les regards noirs et perplexes des occupants. L'office public départemental des H.L.M. a consenti de gros efforts : isolement thermique, installation du chauffage central, réfection du bâtiment. On se félicite et on se congratule. Mais on oublie peut-être un peu vite que la situation s'exagère. Et depuis fort longtemps.

Le village, baigné par la Baise aux eaux lourdes et acides, bordé par le canal du Midi, s'étirait au-delà de vignobles renommés, au pied du château de Noailles, n'en finit plus de s'émouvoir. Le caractère à vu ses jambons s'échouer la nuit, à un rythme effréné. Le coffre-fort de l'ancien maire a été fracturé. On ne compte plus les voitures volées ni les maisons visitées. Et certaines nuits de l'hiver passé ont été plutôt agitées.

Méfais, malveillances et règlements de compte sont devenus pratiquement monnaie courante dans cette bourgade de quelques 1 345 habitants. Sans parler des coups de feu, tirés ici et là, dans la nature. Car désormais, à Buzet, on ne s'endort plus sans son fusil à portée de la main et « les cartouches prêtes à l'emploi ».

La raison de ces scènes de western ? Le maire, un ancien commissaire de police d'Alger à la retraite, l'explique : « Quatre jeunes délinquants d'origine maghrébine, aujourd'hui de nationalité française, chômeurs et complètement désœuvrés, sèment la terreur dans notre village ».

Terreur, panique, psychose, les mots ne sont pas trop forts pour décrire l'ambiance. Et les actes délictueux de ces délinquants récidivistes ont provoqué des bouffées de racisme et une attitude hostile de la population autochtone envers « ceux de la cité » en général. Attitude latente, en fait, depuis quelque dix années, date à laquelle sont arrivées les premières familles immigrées, lo-

gées dans les H.L.M. Loin du cœur de Buzet, et de la vie. Erreur !

### Licenciements

A la fin des années 50, l'usine Franbel, autrefois prospère, licenciée son personnel et fermée. Reconversion. La « cellulose de Buzet » remplace les crayons. L'usine tourne et, afin de loger les ouvriers nouvellement embauchés, quarante-huit logements sont construits par l'office départemental des H.L.M. : deux barres de trois étages, sorties de terre au milieu des champs, isolées dans le paysage. En 1966, deuxième échec : l'usine perdite et renvoie les locataires des H.L.M. Buzet vient de perdre sa principale source d'emploi, lorsqu'en 1970 débloquent les premières familles maghrébines, nombreuses et assistées, alors que, dans le même temps, la jeunesse buzéquoise, sans travail, s'expatrie. Restent les parents et grands-parents, retraités et futurs retraités. Un village qui vieillit dans un climat perturbé : les vignobles s'opposent à la relance de l'usine de cellulose pour protéger leurs vignobles de la pollution. Le château est pillé au vu et au su de la municipalité. Et les H.L.M. sont déjà dégradés.

René Mayerus est élu, dans ce contexte, aux municipales de 1971. Stüt « au pouvoir », il informe la direction de l'office départemental de la situation préoccupante, causée par une trop grande concentration d'immigrés dans un village comme Buzet.

Pourtant, cinq ans plus tard, une cinquantaine de Maghrébins emménagent à la cité. Ce sont cette fois des familles de harkis, dispersées du camp de Bess - camp destiné à ces Français d'origine algérienne - sur une décision du préfet, afin d'éviter justement une trop grande concentration en un même lieu.

Leur installation à Buzet coïncide avec l'arrivée de l'autoroute A-61, cicatrice au cœur du village, déroulant son long ruban d'acier à l'ombre du château, écartelant les domaines, morcelant les champs de tabac. Malgré les contestations. La colonie de harkis, c'est un peu la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Leur installation à Buzet coïncide avec l'arrivée de l'autoroute A-61, cicatrice au cœur du village, déroulant son long ruban d'acier à l'ombre du château, écartelant les domaines, morcelant les champs de tabac. Malgré les contestations. La colonie de harkis, c'est un peu la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

### Milice

Leur installation à Buzet coïncide avec l'arrivée de l'autoroute A-61, cicatrice au cœur du village, déroulant son long ruban d'acier à l'ombre du château, écartelant les domaines, morcelant les champs de tabac. Malgré les contestations. La colonie de harkis, c'est un peu la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Coupe de l'été d'avoir contredit les propos des autres Buzéquois, la coiffeuse a aussi perdu ses fidèles clientes et, de surcroît, ses proches voisins ne lui adressent plus la parole. Pourtant, elle n'est pas la seule à tenir des propos aussi tranquillisants. Près de la cité H.L.M., à quelques pas de l'école, s'alignent les maisons grises des enseignants. « Un voisinage sans problème », selon la directrice de l'école, qui rappelle : « A l'époque des blousons noirs, on enregistrait déjà des vols et des actes de vandalisme. Mais on faisait moins d'histoires parce qu'il s'agissait des gosses du pays ».

Pour ramener le calme, René Mayerus, réélu aux municipales de 1977, affirme avoir tout tenté et consulté les élus. Le pouvoir ju-

dieux et, bien sûr, une fois de plus, l'office départemental des H.L.M. Et la gendarmerie ? Réduite à quatre gendarmes pour onze communes, elle ne peut être partout. Parfois arrêtés, mais pas en flagrant délit et n'avouant pas leurs méfaits, les délinquants sont relâchés ou s'enfuient du centre d'éducation surveillée. Une attitude du pouvoir judiciaire « trop laxiste » au goût de beaucoup d'habitants.

Par peur des représailles, plus personne n'a osé porter plainte. Et l'atmosphère est devenue empoisonnée, chacun s'attendant au pire. Au cours de réunions, à huis clos, à la mairie ou chez des particuliers, on s'est mis à ébaucher des plans de défense. Certains proposent, lors d'une réunion dite secrète, la constitution d'une milice et le boycottage des élections cantonales, « pour que la France entière s'émue de la situation du village et s'indigne de l'impuissance des autorités compétentes ». Sans succès toutefois. La campagne électorale, avec un an d'avance, est déjà dans les esprits.

Seule action positive en dix ans, la construction d'une salle de sports où l'école de basket-ball a mené ses élèves jusqu'en Nationale 3. La directrice de l'école a bien tenté, malgré les critiques, voire les invectives, de mettre sur pied un cours d'alphabétisation destiné aux mères de ses élèves. Un cours sans lendemain, car personne n'a cherché à la seconde dans cette entreprise. Les Maghrébines sont retournées à la cité pour ne plus en sortir.

Une politique d'intégration aurait peut-être été impopulaire. Il suffit d'écouter les commerçants : « Les intégrés ? Des idées de journalistes. Impossible. Chacun ses coutumes ». Les intégrés, c'est pourtant le souhait, avec dix ans de retard, de l'office départemental, qui cherche, depuis la réhabilitation d'un bâtiment, à disperser la colonie maghrébine afin de « mélanger harkis au immigrés restants à la population rurale ». Tentative réussie dans des communes voisines. Mais les événements de Buzet ont fait la « une » des journaux locaux tout l'hiver, et les maires ne s'empressent pas d'apporter leurs concours. Au grand regret des responsables de l'office, qui ne cachent pas leur pessimisme.

Au printemps, le calme est revenu après l'arrestation des quatre auteurs de troubles - qui avaient provoqué une bagarre dans un bal, puis « fauché » la caisse avant de s'enfuir et d'être pris, cette fois, en flagrant délit. Calme précaire.

### CROQUIS

#### Miss France profonde

Il sont deux mille sous le chapiteau entouré dressé au milieu des pâturages d'une bourgade minuscule du Cotentin. Ils ont garé leurs voitures et leurs motos dans le champ du maire qui a sacrifié allégrement son herbe. Déjà excités par la bière qui coule à flots sous les pommiers, quelques coqs de village ne parviennent pas à semer le désordre. Massés derrière les barrières métalliques qui les séparent des corps constitués de l'arrondissement, les jeunes de la contrée attendent presque sagement l'apparition de Sabrina. Depuis toujours, le comité des fêtes organise le bal du printemps et le couronnement de la plus belle fille du pays. A la suite d'un miraculeux concours de circonstances autour duquel il entretient le mystère, son dévoué président a réussi cette année à faire venir Miss France 82, l'authentique, celle qui porta l'estampille du comité de Geneviève de Fontenay.

L'événement est grandiose. Voilà trois ans, la visita présidentielle d'Anne-Aymone Giscard d'Estaing dans une ferme des environs n'avait mobilisé que le préfet et une brigade de gendarmerie.

Un ouragan de sifflets et de quolibets emporte le chapiteau lorsque la miss du cru, raide de peur, exhibe ses cuisses lactées. Autour du podium, les gonilles contractent leurs biceps. La malheureuse s'enfuit avant le cataclysme.

Soudain, la disco s'apaise. La sonne change de siècle. Le Ta Deum de Charpentier éclate dans la nef de toiles. Enveloppée de taffetas de soie chatoyants, Sabrina s'avance dans l'éblouissement des projecteurs. Les loubards égrèsses ont le souffle coupé. Personne n'ose pousser le vieux cri de guerre des élections de miss provinciales : « A poil ! » Les plus encliqués ont compris qu'il serait sacrilège d'insulter à la beauté et à l'innocence. Du rêve passe dans les regards.

« Ou elle est folle ! », s'exclame au premier rang l'épouse d'un conseiller municipal. « Et comme elle n'a pas l'air sotte ! » lui fait écho le mari fasciné.

Ramèle de son envoiement, la foule s'enflamme enfin pour ériger son admiration. Sabrina salue, viravotte et tire sa révérence.

Les applaudissements se prolongent. Les serveurs reprennent leur service. Les muscles des gonilles se relâchent.

Mme de Fontenay a gagné la partie. Elle le proclame : « Je préfère le tapis de l'herbe de vos champs aux moquettes de nos salons parisiens ! » On se pâme de plaisir. Autre vedette du salon champêtre, Miss Paris confesse qu'elle a l'impression de retrouver ses racines. Sabrina se dit ravie. « Ah ! J'adore cette France profonde ! conclut Mme de Fontenay. Nous avons parcouru dans le milieu rural. »

JEAN-FRANÇOIS HAMEL

#### Ciel anglais

L'annonce que je préfère à la télévision anglaise, c'est la météo.

Tout en subtilités, nous apprenons si le temps sera « mainly dry » (pluie soci, mais jamais beau quoi qu'il en soit, s'il y aura des « sunny intervals » (comme au théâtre, le temps de prendre un sandwich pendant l'entracte), si des « showers » vont nous tomber dessus (c'est mieux que nos « cordes » bien françaises), ou s'il sera « blustery »... Alors là, ça fait vingt bonnes minutes que j'essaie de comprendre, le nez derrière les carreaux. Ça y est ! En bref, c'est toujours de la pluie, mais avec une option : vent-grêle. Je pense à tous ceux qui attendent leurs bus en méditant sur cette petite dernière inconnue « puissance œuf de pigeon » sans doute !

Généralisant, l'annonce commence bien : une carte, quelques petits rayons de soleil, un commentaire au visage serein. Brusquement, le temps presse, c'est le cas de le dire, tout se remplace par de gros pâtés tout noirs, que le commentateur fixe rageusement ! « A heavy rain ». Pas de doute possible, le suspense était là !

MICHELE VILLEMUR (Londres)



# L'empire d'Elf-Aquitaine

(Suite de la première page.)

Autre ambiguïté : l'argent. Elf a dégagé en 1981 une marge brute d'autofinancement, véritable richesse des entreprises, de 14 milliards, soit autant que le budget de la Ville de Paris la même année. Son chiffre d'affaires pour 1982 pourrait frôler les 150 milliards. Mais « ne nous mesurez pas à l'aune des autres industries », supplient les pétroliers. Et Gilbert Rutman, le vice-président du groupe, d'expliquer que, « pour comparer le pétrole aux autres activités, il faudrait prendre un télescope pour l'un et un microscope pour les autres ». A la place de Texas Gulf, le groupe aurait pu, l'année dernière, se « payer » Rhône-Poulenc ou Pechiney. « Mais comme elles sont nationalisables, je n'en vois ni l'intérêt ni la possibilité », précisait froidement Albin Chalandon. Un colosse financier. Mais son raffinement, sa pétrochimie, perdent beaucoup d'argent. Et Elf n'arrive qu'au quatorzième rang mondial des entreprises pétrolières. Les pétroliers, dont le fiscalité de faveur a été mise en évidence par le rapport Schwartz, ne cessent de se plaindre de la pression fiscale. Alors ?

D'abord, quelques mots d'histoire, pour comprendre. Loin d'être une « affaire » comme les autres, le pétrole d'Etat, historiquement, est un grand corcico, un défi tricolore aux « sept sœurs » anglo-saxonnes, après la hantise du manque ressentie en 1918 quand, en pleine seconde bataille de la Marne, la compagnie Gulf décide de couper les approvisionnements français. L'indépendance, réalise-t-on alors, passe par la production de brut français.

## Miracles

De longues années durant, les pétroliers d'Etat, sous l'égide d'un ingénieur des mines hors pair, Pierre Guillaumat, futur ministre des armées, seront soutenus à fonds perdus par l'Etat. Et en quelques années, de 1949 à 1956, c'est le miracle, trois miracles successifs avec les découvertes du gisement de gaz de Lacq et des pétroles d'Hassi-Messaoud, au Sahara, et de Pointe-Clairette, au Gabon. Aujourd'hui encore, après le retrait de l'Algérie, la richesse d'Elf-Aquitaine repose sur trois piliers : Lacq, l'Afrique (essentiellement le Gabon) et la mer du Nord (essentiellement Frigg).

Le sang de l'entreprise, sa raison d'être, c'est le pétrole quelle découvre et produit elle-même. Ses géologues, une cinquantaine environ, sillonnent le monde à la recherche de structures pouvant receler des hydrocarbures, source inépuisable de photos épiques pour le rapport annuel. On cherche partout. De France au Moyen-Orient, à terre et en mer. « Les régions les plus prometteuses ne sont pas toujours les plus exotiques », explique Jean-Claude Seguin, géologue. C'est un peu comme chercher des truffes ou arracher des pommes de terre.

Réparti sur les cinq continents, le domaine minier d'Elf couvrirait actuellement deux fois la France. Il est vrai qu'une compagnie fait rarement cavalier seul sur un forage : la plupart des permis sont exploités conjointement par plusieurs compagnies, qui se répartissent ainsi les risques, et choisissent l'une d'elles comme « opératrice ». C'est-à-dire pour conduire effectivement les travaux de forage.

La décision d'entrer ou non dans un permis dépend du subtil dosage de plusieurs critères : la faisabilité technique, les chances de trouver, mais aussi la fiscalité consentie par le pays (les taux varient de 70 à 85%, ceux de l'OPEP) et sa stabilité politique, critère très sensible pour Elf depuis le traumatisme que fut la nationalisation de sa filiale algérienne. « Si on fore à la Jamaïque », explique André Tarallo, directeur étranger et grand maître des négociations, on a une chance sur dix de trouver quelque chose, et ensuite une chance sur dix que ce soit exploitable. On acceptera

des clauses adaptées à ce type d'espérance.

Pas de négociation-type. Un risque politique nul, comme en Norvège, peut équilibrer une lourde fiscalité ou des chances médiocres (comme en France). « Tout est négociable », explique André Tarallo. Dans leur compétition pour obtenir les zones les plus prometteuses, les compagnies font flèche de tout bois : promesse d'emploi de personnel local, coopération technique — le groupe vient de créer une direction spécialisée, — recours aux entreprises locales pour assurer le sous-traitance, comme en Norvège, ou, sous d'autres latitudes, le bon vieux bakchich : « Il faut bien nous adapter aux mœurs locales », soupire un cadre.

## Un « Concorde rentable »

Dans la partie de bras de fer qui se joue entre les pétroliers et le gouvernement étranger, celui-ci sera d'autant plus fort qu'il aura su maintenir ouverte la compétition entre compagnies. Jouant ainsi d'une concurrence particulièrement vive, le gouvernement norvégien impose aux compagnies, en échange des concessions les plus « juteuses », de maintenir leurs efforts d'exploration dans d'autres zones moins prometteuses, « ce qui n'est pas toujours facile à faire accepter par Paris », explique Pierre Chouzenoux, directeur de la filiale Elf Norge, pris en tenaille entre les exigences du Storting, — le Parlement norvégien qui tient les pétroliers à l'œil — et la vigilance des financiers du groupe.

Elf, en Norvège, a néanmoins su s'imposer. Chaque année, la filiale est servie en concessions, « et bien servie », estime Pierre Chouzenoux. Troisième compagnie étrangère en production, première en domaine minier opéré, elle doit d'abord sa bonne santé à la chance, qui lui a fait découvrir davantage que ses concurrents. Elle doit aussi sa crédibilité technique à l'exploit de la construction de Frigg, colossales plates-formes dans un secteur de la mer du Nord où la « vague centenaire », celle qui a une chance d'arriver une fois par siècle, peut atteindre 30 mètres. Frigg, « un Concorde rentable », selon le mot d'un ingénieur, est la réalisation de pointe du groupe.

Par ce hémisphère nord de printemps, le jeune « public relation » norvégien de la compagnie nous la fait visiter sans enthousiasme excessif. Hier, il accompagnait le conseil régional des pays de la Loire au grand complet, et il revient demain avec tout l'état-major de Texas Gulf. Sa plus scintillante vitrine technologique, le groupe se plait à l'exhiber.

Mais Elf Norge affirme devoir aussi son succès à sa politique de « norvégianisation » forcée. Face au gigantisme financier des Anglo-Saxons, les Français ont joué avec bonheur la carte du charme, de l'intégration. La filiale a adopté des statuts norvégiens — geste qui ne coûte pas cher et fait bien voir des autorités locales — et tente au maximum, au prix d'un gros effort de formation, de recruter des cadres norvégiens. Le président de son conseil d'administration est l'ancien ombudsman du pays, les Français sont vivement encouragés à s'atteler à l'étude du norvégien. Pour le supplément d'âme, Elf subventionne, autour de son siège norvégien de Stavanger, un musée par-ci, un concert par-là, et le « Maison de la Norvège » à Paris. « Les Américains sont arrivés ici comme au Far-West, reconnaît un ouvrier norvégien rencontré sur la plate-forme de Frigg. Les Français ont procédé différemment. »

Adaptation parfois difficile pour les expatriés français, certains arrivés tout droit du Gabon. « Ici, c'est comme en France », soupire Jean-Yves Abatte, chef du champ de Frigg. On a tout le temps l'administration sur le dos. Des contraintes incessantes. Et les gars que je commande, ce n'est pas comme en Afrique : avant d'obéir, ils veulent comprendre. On est obligé de jouer le

jeu de la concertation, de discuter à perte de vue. Avec les Africains, qui préfèrent les vrais chefs aux « petits Blancs », on se sentait tout de même autrement puissant ! »

## Documentation extérieure

En son fief gabonais, Elf affiche effectivement d'autres mœurs. Tout-puissant ? Certes. Le pétrole représente la moitié du P.N.B. gabonais, et Elf Gabon produit les deux tiers de ce pétrole. Le poids économique, mais aussi politique, du groupe dans le pays est écrasant. Mais, en sens inverse, le Gabon représente près du tiers de la marge. Les intérêts des deux parties sont inextricablement liés. Trop, semble-t-il, au goût de certains cadres, qui reconnaissent que « ce n'est pas sain d'être aussi monopolistique dans un pays ». Et l'un des principaux dirigeants de raconter un voyage passé en



## Le pouvoir d'un seul

L'empire Elf-Aquitaine, comme le plupart des groupes industriels, est à la fois décentralisé et hiérarchisé à l'extrême. Décentralisé, la gestion quotidienne. La société nationale proprement dite ne compte qu'une quarantaine de personnes sur cinquante-huit mille employés, et SANOFI, par exemple, a poussé ce principe à l'extrême : le « holding » n'emploie que quatre personnes (dont le président et le vice-président), pour soixante mille employés. Chaque filiale et, à l'intérieur de la filiale, chaque établissement décident des affaires courantes : gestion du personnel, petits investissements.

La stratégie, en revanche, est jalousement réservée à une très étroite direction générale. Deux réunions par semaine, un comité de direction réunit les sept dirigeants qui composent la société. Ce véritable conseil des ministres décide des options stratégiques, et notamment des modifications de la politique d'approvisionnement. Le secret est soigneusement gardé sur leurs délibérations. Plus formel et moins fréquent (une fois quinze jours), un comité exécutif, qui regroupe les mêmes et six autres dirigeants, examine les principales mutations et nominations, ainsi que les projets d'investissement, dans toutes les filiales du groupe. Trois comités spécialisés dans les domaines de l'investissement, des relations sociales et de l'exploration « mûrent » les décisions des instances supérieures en préparant les dossiers.

Voilà pour l'officiel. En fait, le groupe ne se pique pas de direc-

tion collégiale. Le seul véritable « patron » est son président, de qui dépend toute autorité. Albin Chalandon consulte, mais décide seul, et souvent hors des instances officielles. A la différence de son prédécesseur, il n'informe pas ses plus proches collaborateurs de son emploi du temps et des visites qu'il rend ou reçoit. Depuis 1980, il a renoué la direction générale. Alors que les deux vice-présidents, auparavant, étaient respectivement chargés de l'exploration-production et du raffinage-distribution, ses deux adjoints s'occupent à présent, pour Gilbert Rutman, de toutes les questions « techniques » et, pour Charles Everard de T'Serclaes, de tout le reste. Albin Chalandon a désormais les mains libres.

Deux « hommes du président » ont été placés à des postes stratégiques : Jean Chapon, ancien haut fonctionnaire du ministère de l'Équipement sous le ministre Chalandon, cofinancier de la distribution ; Charles Everard de T'Serclaes est grimé en deux ans au troisième rang du groupe, avec pour tout bagage une expérience de patron de journaux féminins et une amitié de quarante ans avec Albin Chalandon. A l'inverse, d'autres leaders historiques ont été, soit évincés, comme Raymond Lévy, ancien patron du raffinage et actuel président d'Usinor, soit neutralisés, comme François Didier, aujourd'hui directeur de la prospective et du Plan, après avoir supervisé toute l'exploration du groupe.

Au Gabon comme ailleurs, pour éclairer ses choix stratégiques, Elf est gros consommateur d'informations et de renseignements de toutes sortes. Pour l'aider à se faire une opinion de la situation politique et économique

d'un pays, le groupe dispose bien sûr des renseignements fournis par ses ministères de tutelle, eux-mêmes informés par le service de « documentation extérieure » français. Mais ces renseignements ne suffisant pas, chaque filiale fait parvenir au siège une note, en général trimestrielle, sur la situation du pays où elle est implantée.

Elf va-t-il plus loin, ainsi que l'affirme un ouvrage récent (2), qui parle « d'écoutes téléphoniques, d'aides à des opposants méritants, de financement de journaux, voire de coups plus ambigus » ? « Du roman ! », s'exclame Gilbert Rutman, vice-président du groupe, en nous tendant à l'appui le rapport « très confidentiel » envoyé par la filiale camerounaise : discours du chef de l'Etat, indices des prix, informations concernant la société elle-même (découvertes, nouveaux forages) : rien que de très anodin. « Il est normal que l'on ouvre les oreilles. On ne va pas investir dans un pays où planent des risques de nationalisation. Mais ça ne va pas plus loin. » Un temps de silence, et le vice-président du groupe lève les bras au plafond : « D'ailleurs, croyez-vous que l'Etat français tolérerait des écoutes clandestines sur son territoire ? »

Une certitude : le groupe, en son époque héroïque, a beaucoup recruté au sein des services spéciaux français, de même, c'est vrai, que dans plusieurs autres administrations, notamment au budget. Le noyau de ses effectifs, aujourd'hui, n'en est pas moins composé de « corpsards » (3), recrutés à l'aube des années 60. Un groupe de « techniciens », que l'on oppose souvent aux « financiers » que seraient les cadres de son ennemi intime, Total. « Quand je suis entré dans le groupe », se souvient René Sautier, actuel président de SANOFI, la filiale pharmaceutique d'Elf, ses ingénieurs venaient de mettre Lacq en exploitation. Ils avaient triomphé de tous les scepticismes, et notamment des Américains, qui, jugeant le gisement trop riche en soufre, leur avaient gentiment conseillé de le reboucher et de couler du ciment par-dessus. On imagine leur triomphe !

## Grognaards

Ces exploits techniques, la part d'aléas attachée à ce métier plus qu'à tout autre, et le fait que les embauches se soient faites après le départ de l'Algérie, dans les années 70, ont forgé le groupe tel qu'il est aujourd'hui : une bande de « corpsards » quinquagénaires, fiers d'être partis de rien et qui, dans leurs bureaux de Paris ou de Pau, se remémorent leurs succès communs dans le désert ou dans la brousse.

En une trentaine d'années, le groupe a drainé vers le sommet de son organigramme cette poignée de barons rudes, plus habitués à fouler la glaise que la moquette, et qui manifestaient à leur chef, Pierre Guillaumat, un attachement de grognards. On démissionne très peu d'Elf-Aquitaine : l'entreprise a secrété un irrédutable « esprit maison ». « Quand on a été expatrié », explique Maurice Jeanlet, on sait avec ses tripes que le seul recours en cas de coup dur, c'est la direction générale. Le secours des syndicats est oléatoire et, quant au gouvernement, c'est du vent.

Des techniciens donc, habitués à ne ménager ni leurs efforts... ni l'argent. Car pour coûte cher. « Pas de forage à moins de 20 millions aujourd'hui », estime André Tarallo. Les 20 milliards qu'a coûté Frigg ne sont qu'un hors-d'œuvre, comparés à l'exploitation éventuelle de gisements dans l'extrême nord de la Norvège (Frigg est au sud), par 250 mètres de fond (100 mètres à Frigg), où sont localisés 80 % des réserves estimées de la Norvège. Dans un autre registre, le « coker », dont le groupe envisage de se doter pour raffiner les bruts très lourds, n'est pas estimé à moins de 10 milliards.

L'énormité des sommes que manipule le groupe ne laisse personne indifférent. Atterré et incrédule, les ouvriers de la raffinerie de Valenciennes, promise à la fermeture dans les semaines qui viennent, se répètent que cette fermeture, présentée par la direction comme inéluctable, va lui permettre d'économiser, cha-

que année... le huitième de son budget de publicité. On a promis le maintien de l'emploi à ceux qui accepteraient de partir. Objection : leurs pavillons achetés à crédit ? Peccadille : le groupe rachète les pavillons. Dieu sait ce qu'il pourra en faire !

Elf-Aquitaine sue l'argent. Dans le Béarn, où elle puise ses forces vives, l'entreprise a toujours pratiqué la politique des « petits cadeaux » pour faire accepter en douceur aux populations locales les désagréments des forages. Une salle des fêtes ici, quelques camions de gravier là, un petit présent de mariage à la fille du maire, de généreuses subventions à tout ce qui porte short et maillot. Pour éviter à la région les secousses du déclin de Lacq, déjà entamé, Elf a créé sa propre DATAR, la Société de financement régional d'Elf-Aquitaine (SOFREA), dotée d'un budget annuel de 150 millions, qui aide les créateurs d'emplois potentiels, à raison d'un prêt de 50 000 F par emploi promis. « Devoir moral envers cette région qui nous a beaucoup donné », explique-t-on vertueusement. Mais aussi, plus crûment : « C'est le seul moyen d'avoir la paix avec les préfets et les conseils généraux ! »

## L'après-pétrole

Comment un tel magot n'envierait-il pas ? Les tentations fleurissent sous les pas de ce colosse financier. Qui n'y résiste pas. Ce fut, en 1973, la pharmacie, avec la création de SANOFI, une éblouissante réussite financière, actuel numéro deux du marché. Les positions, conquises en chimie, lourde et fine, viennent de la faire désigner comme un des supports de la toute nouvelle restructuration de la chimie décidée par le gouvernement. S'il a jusqu'ici dédaigné le charbon — diversification naturelle de plusieurs pétroliers, — il vient, avec l'acquisition l'année dernière de Texas Gulf, d'entrer en force dans les phosphates, puisqu'il produira aux États-Unis environ les deux tiers de la consommation française.

Plus nombreuses encore sont les prises de participation minoritaires, 10 % ici, 15 % là, « sans autre logique apparente que financière », se plaignent les syndicalistes. « On est constamment sollicité. Et on ne donne suite qu'à un dossier étudié sur dix, environ », estime la direction financière. Elf fabrique donc des cosmétiques en Bretagne (Yves Rocher), produit du nickel en Nouvelle-Calédonie (à la demande du gouvernement), et ses filiales détiennent des participations dans des secteurs aussi différents que... la surglaciation des poissons ou les projecteurs de théâtre.

Trahison de sa raison d'être — approvisionner la France en pétrole français, — attrait immortel du profit au détriment de l'intérêt public ? « Il s'agit pour nous de trouver constamment des cibles qui nous rapportent de l'argent pour nous permettre d'atteindre, ailleurs, des cibles qui, elles, nous rapporteront du pétrole », rétorque Albin Chalandon à ses nombreux détracteurs. Plus profondément, Elf, avec ses pétro-profits, achète sa survie dans le monde de l'après-pétrole. Si Gilbert Rutman estime que le pétrole représentera encore longtemps l'essentiel du chiffre d'affaires d'Elf (environ 85 % aujourd'hui), René Sautier, président de SANOFI, reconnaît que l'entrée dans la pharmacie, davantage que par la soif de profit, fut dictée par le souci de survivre, « en tant qu'entité industrielle ».

Se joue alors avec l'Etat un jeu ambigu : le gouvernement n'est certes pas mécontent de voir le groupe national créer des emplois, mais il s'est toujours sourdement efforcé de l'empêcher de trop « saupoudrer » ses investissements, faisant notamment barrage à son entrée en force dans l'agro-alimentaire ou l'électronique. L'actuelle construction par Elf d'un laboratoire de recherche en biotechnologies à Toulouse, malgré l'évidence « synergie » de cette activité avec la recherche pharmaceutique de SANOFI, fait grincer des dents du côté de son actionnaire majoritaire.

Elf joue en virtuose de cette ambiguïté, n'hésitant pas à déployer sa bannière nationale

501-11-11



501 من الأصل

# DEMAIN

## Les pionniers de la vallée de l'avenir

A Meylan, près de Grenoble, se développe une « zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques ». Une vallée de l'avenir à la française.

CLAUDE FRANCILLON

L'UNE des zones vertes les plus proches du centre de Grenoble, accessible en quelques minutes grâce à une bretelle d'autoroute fréquentée chaque week-end par les adeptes du jogging, du vélo, de la pétanque ou du pique-nique, n'est autre que la « zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques de Meylan » (ZIRST).

Adossée aux premiers contreforts de la Chartreuse et dominée par la puissante chaîne de Belledune, cette zone industrielle, oyée dans une forêt de bouleaux et plantée d'usines entourées de pelouses et de massifs de roses, vit sa septième année d'existence dans l'euphorie.

On ne rencontre, certes, à la ZIRST que des P.-D.G., des ingénieurs, des cadres et des techniciens apparemment heureux de vivre dans ce « parc de technologie avancée », où chaque entreprise est en plein d'innovation et de créativité, un des rares endroits où à Grenoble on continue d'offrir régulièrement des emplois nouveaux.

L'idée de la ZIRST a germé en 1969 dans les bureaux de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise. Il fallait alors tirer parti du potentiel scientifique et technologique de la ville et donc

donner à la recherche l'outil qui lui manquait pour féconder des industries. « La région grenobloise, par l'intermédiaire de ses centres de recherche et de ses industries de pointe, offre un potentiel considérable de produits nouveaux ou de techniques nouvelles susceptibles d'être développées et amenées au stade industriel en s'implantant sur la ZIRST », lançait en 1975 aux universitaires de sa ville le maire de Grenoble, Hubert Dubedout.

Deux ans plus tard, une vingtaine de sociétés employant six cents personnes résidaient déjà sur la ZIRST. En 1982, on dénombre soixante-cinq implantations industrielles et deux mille six cents salariés. Certaines sociétés ne comptent que deux ou trois personnes, d'autres, comme Merlin-Gérin, rassemblent neuf cents salariés, et le Centre national d'études de télécommunications (CNET), trois cents personnes ; toutefois, les entreprises de la ZIRST emploient en moyenne entre quarante et soixante salariés. Enfin, 90 % d'entre elles sont spécialisées dans l'électronique, l'informatique, l'automatique et la robotique, toutes ces entreprises étant bien représentatives du savoir-faire grenoblois.

La vocation originale de la ZIRST a donc été parfaitement

respectée. Elle reste orientée essentiellement vers l'innovation et la valorisation de la recherche. Cet objectif est assuré par une sélection rigoureuse des entreprises admises sur cette zone industrielle. Un comité d'agrément, composé de personnalités universitaires et d'industriels, veille au maintien d'un peuplement industriel de haut niveau technologique, propice aux synergies créatrices. Il analyse le degré d'innovation du candidat à l'implantation et décide d'accepter ou de refuser sa demande. Le comité de Meylan — qui a gelé 40 hectares de terres à moins de 5 kilomètres du centre de Grenoble pour y accueillir des industriels — n'a jamais hésité à écarter ceux qui n'avaient pas le « profil » souhaité.

### Croquer « Apple »

L'un des exemples récents les plus caractéristiques d'implantation réussie sur la ZIRST est celui de la société Symag. En 1979, une équipe de sept universitaires et chercheurs grenoblois est réunie autour de Louis Balme, âgé alors de vingt-huit ans, maître-assistant à l'École nationale supérieure d'électronique et de radio-électricité (l'un des établissements d'enseignement de l'Institut national polytechnique de Grenoble), et de Pierre Hémicourt, membre du département informatique du centre hospitalier universitaire de Grenoble. Ils décident de monter leur propre entreprise de micro-informatique professionnelle.

Pendant un an, la société s'installe dans l'« hôtel technologique » de la ZIRST. Ce centre locatif est mis à la disposition aussi bien des grandes firmes internationales que des entreprises débutantes qui souhaitent investir au départ dans la recherche et dans des machines plutôt que dans la terre et dans la pierre. Aujourd'hui, Symag et ses trente-cinq salariés disposent sur la ZIRST d'un vaste bâtiment qui abrite ses bureaux de recherche et son atelier d'assemblage d'ordinateurs. Ses dirigeants font figure de jeunes loups de l'informatique, leur avenir s'annonce brillant sur les marchés français et étrangers. Ils ambitionnent de « croquer » certaines positions de la jeune et déjà puissante société américaine Apple, spécialisée comme eux dans la micro-informatique.

Le contexte scientifique grenoblois, d'une part, l'excellente sy-

nergie qui s'opère entre les différentes entreprises de la ZIRST, d'autre part, ont incontestablement favorisé l'effort de certaines entreprises récemment créées sur la zone industrielle de Meylan. Les animateurs de la ZIRST ont également su développer un état d'esprit « maison », assurant une réelle circulation de l'information entre les entreprises. L'idée d'installer au cœur de la ZIRST un restaurant interentreprises a largement contribué à favoriser les échanges entre les sociétés les plus novatrices.

« Notre cuisine est devenue une serre de fertilisation de la matière grise », souligne un ingénieur travaillant pour une entreprise de dix salariés. Les contacts qu'il a noués récemment dans ce restaurant avec les techniciens d'une autre « boîte » lui ont permis de résoudre les problèmes qu'il rencontrait pour la mise au point d'un système nouveau de contrôle. Ici, le troc est pratique courante. Les machines se prêtent et s'échangent, les services réciproques sont monnaie courante. « Les entreprises de la ZIRST sont à la fois complémentaires et concurrentes », observe le directeur de la ZIRST, René Mézenc. Mais c'est la complémentarité qui pour l'instant l'a emporté.

Dès l'origine, les promoteurs de la ZIRST eurent pour modèle la Route 128, qui, autour de Boston, rassemble plusieurs centaines de petites et grandes entreprises fortement novatrices. Les Grenoblois ont également logné vers la Californie Silicon Valley, où quatre-vingt mille personnes conçoivent et réalisent les « puces » de demain. La ZIRST n'a la dimension ni de l'une ni de l'autre, mais elle s'est largement inspirée des principes qui ont assuré leur succès.

Il n'est pas étonnant alors de constater qu'à la ZIRST le « taux de mortalité » des entreprises est beaucoup plus faible que dans les autres zones industrielles françaises. La souplesse de la station, des équipes qui y travaillent, l'importance prise par la recherche et le développement de produits nouveaux ont largement contribué à accroître la réussite de la ZIRST. « La première génération de peuplement de notre zone industrielle a maintenant la quarantaine, s'inquiète René Mézenc. Il est nécessaire d'insuffler constamment du sang neuf dans la vallée de l'avenir. »

quand les investissements qu'il convoite concernent des industries créatrices d'emplois (la pharmacie) avait de se récrier, n'aurait-il pas le rôle d'une entreprise nationale n'est pas de rester dans une zone en déclin, quand on lui reproche de désorienter le Valenciennois, zone sinistrée.

Au cœur du problème se trouve, bien sûr, le contrôle de l'Etat sur l'entreprise nationale. L'Etat, qui possède la majorité des actions d'Elf-Aquitaine, approuve la nomination de ses administrateurs, nomme son président, en contrôle-t-il, de fait, la politique ?

Les milieux économicopolitiques gardent encore en mémoire le spectaculaire pugilat entre Albin Chalandon et son ancien ministre de tutelle, André Girard-Albin Chalandon y perdit la présidence de l'ERAP (Entreprise de recherches et d'activités pétrolières), l'établissement public qui gère les actions de l'Etat dans le groupe et ne joue plus, depuis, qu'un rôle limité. Il y perdit surtout l'occasion de lancer une O.P.A. (offre publique d'achat) sur la société américaine Keor Mac Gec, qu'Elf convoitait. Mais il conserva l'esprit, son fauteuil de président d'Elf-Aquitaine, et sortit avec la conviction renforcée d'avoir, selon le diplomate euphémisme de son second, Gilbert Rutman, un « quart de seconde d'avance » sur ces messieurs des ministères en matière de compréhension des phénomènes pétroliers.

### Soutien de l'Elysée

An lendemain du 10 mai, Albin Chalandon, ancien secrétaire général de P.U.D.R., ancien ministre de Georges Pompidou, et qui n'a jamais renié ses convictions, a spontanément offert sa démission au nouveau président de la République. Geste très apprécié à l'Elysée, dit-on. Toute la stratégie du président d'Elf, depuis, repose sur le soutien de l'Elysée, court-circuitant ses interlocuteurs naturels, les ministres de l'Economie et de l'Energie.

C'est le « château », entre les élections présidentielles et législatives, qui a donné son accord « en quelques minutes », assure le Canard enchaîné, à l'achat de Texas Gulf, sans que la société financière de la firme américaine fût jamais examinée, ce qui devait causer au ministre de l'Economie des lendemains déçus. Elf a su profiter au bon moment de la volonté du gouvernement de donner des gages de libéralisme à l'étranger. C'est encore lors d'un conseil tenu à l'Elysée qu'Albin Chalandon a plaidé, avec succès, la nécessité de réviser, en baisse les contrats d'approvisionnement saoudiens, plus « sûrs » pour la France, mais jugés trop chers par Elf à une époque de pétrole abondant, et cela contre l'avis du ministre de l'Energie et de nombre de dirigeants d'Elf-Aquitaine.

Une certaine inexpérience des nouveaux responsables de l'Etat n'a pas été sans faciliter aux pétroliers la conquête de cette indépendance qu'eux-mêmes, depuis un an, jugent « stupéfiante ». « Le pétrole, c'est un dossier inextricable, se lamente un conseiller ministériel. On croit posséder toutes les données techniques et économiques, et on s'aperçoit qu'un fait diplomatique vous a échappé. On l'intègre, et on découvre des intérêts politiques. »

Le style Chalandon — sans doute compté aussi dans ces deux victoires successives. Joueur de clairon plutôt que de flûte (4), le président d'Elf passe en force, et o'a pas la victoire modeste, ce qui n'est pas toujours un atout dans le monde discret du pétrole. Ainsi, toutes les compagnies concernées, ces derniers mois, ont réduit leurs enlèvements de brut saoudien. Seul Elf l'a fait à grands sons de trompe, Albin Chalandon allant jusqu'à envoyer un « avertissement » aux Saoudiens. « Comme un ministre », soupire-t-on dans les bureaux feutrés de la rue Nélaton, au siège d'Elf, où certains y auraient regardé à deux fois avant de rudoier le pays qui détient le quart des réserves mondiales prouvées.

Mais ce fonceur sait aussi charmer, et il a su conquérir les chefs d'Etat africains, que rebattaient la rudesse du « corpsard » Pierre Guillaumat. Son modernisme et son goût des mondanités lui ont d'abord valu un accueil glacial rue Nélaton lors de sa no-

mination, en 1977, par Valéry Giscard d'Estaing. Mais, paradoxalement, son corps-à-corps avec André Girard — pourtant « corpsard » lui aussi, alors qu'Albin Chalandon appartient à la caste des inspecteurs des finances — lui a gagné de nombreuses adhésions dans une maison jalouse, avant tout de son indépendance.

### « L'esprit-groupe »

Fier d'Albin Chalandon : la politique sociale du groupe. Les salaires y sont élevés, ce qui ne lui coûte pas très cher, le prix d'une journée de plate-forme de forage équivalant à trois fois le salaire annuel d'un ingénieur. Le groupe est toujours en avance d'un accord d'intéressement ou d'une heure dans la course à la réduction du temps de travail, au grand dam de nombreux cadres d'Elf, dont la plupart, qui ont fait leurs classes en Afrique, sont plus formés à « faire suer le burino » qu'à relever avec enthousiasme le grand défi du temps libre. Autre manifestation de ce décalage : la « base » de l'encadrement s'est élevée contre la communication aux syndicats des prévisions d'effectifs, alors que Frédéric Isoard, directeur du personnel, s'affirme « prêt à tenter le coup ».

Les syndicats, il est vrai, reçoivent davantage d'informations qu'ils ne peuvent en ingurgiter. Hors de toute obligation légale, Elf a institué un « comité des activités pétrolières », sorte de super-comité d'entreprise au niveau du groupe, où sont discutés tous les points de sa politique. Instance d'information, précise bico la direction, mais non de concertation, et encore moins de négociation.

L'un des buts avoués de ce comité est de fusionner les « esprits-maison » encore vivaces en un « esprit-groupe ». Les « strates » des différentes fusions qui ont engendré le groupe sont encore très visibles, notamment entre les ingénieurs de Pau, dont chacun « se sent un peu propriétaire du trésor de Lac », selon le mot de l'un d'eux et les « aventuriers » africains. Décalage encore plus flagrant entre les « gagnants » du raffinage, secteur malade, et les « seigneurs » de l'exploitation-production habitués à forer sans négocier. Entre ces différents secteurs, les mouvements de personnel sont rares.

Pour tenter, de renforcer l'esprit-groupe, les techniques les plus modernes sont mises à contribution. Le groupe parraine ainsi le catamaran de Marc Pajot, dont la photo toutes voiles au vent orne les bureaux des dirigeants, telle l'effigie présidentielle dans les mairies. La comparaison ne s'arrête pas là : chaque fin d'année, Albin Chalandon enregistre une allocution présidentielle, diffusée au même moment, grâce à la vidéo, à tous les salariés au travail le 31 décembre, d'Angola à la mer du Nord. Qui disait qu'Elf n'est pas un petit Etat.

(1) Plus jeune que Total, Elf le dépasse en marge brute, en investissements et, en 1982, grâce à la chimie, en chiffre d'affaires. Total est plus intégré dans le raffinage, mais moins diversifié industriellement, ce qui fait juger sa gestion « plus prudente » par les pouvoirs publics. Le domaine minier de Total (moins de la moitié de celui d'Elf) est essentiellement situé au Moyen-Orient et en Indonésie. Elf ayant présidé l'Afrique, la Norvège et la France.

(2) Pierre Pélissier et Jean-Pierre Seron, Les Elf de la République (Editions de Seuil, 1982).

(3) Ingénieurs des mines.

(4) Albin Chalandon est l'auteur d'un livre intitulé Les Jours de flûte (Flou, 1977), qui dénonçait vivement le programme socialiste.

Inscrit dans  
"PARIS PAS CHER"  
Fabricant vend directement  
ses bijoux au public.

Cours du 19 mai :

chaîne de cou	148 F le gr
alliance	182 F le gr
bracelet bébé	191 F le gr
medaille	250 F le gr
sautoir	205 F le gr
gourmets	174 F le gr
chevalière	201 F le gr

Choix en bagues, boucles d'oreilles, alliances brillantes. Achet vieux bijoux.

LE BIJOU D'OR  
1, rue Saulnier (9e) 1er étage  
Mo Cadet, T. 246.46.56  
Catalogue sur demande

### CRIBLE

#### REPÈRES

##### Sexcursion

Bangkok rivalise avec Manila pour le titre de capitale orientale de la luxure : soixante mille prostituées (pour 5,3 millions d'habitants). « Pratiquement tous les « tours » qui viennent ici sont des sextours, qu'ils fassent ou non de la publicité », déclare Brigid Weeraboonchai, une « tour operator » qui refuse le système. Tous les ans, 60 % des deux millions de touristes qui se rendent en Thaïlande y viennent pour des sextours, et ce sont les femmes-objets de ce commerce qui en retirent le moins de profit matériel. Une coalition s'organise contre ce tourisme du sexe : « Group for religion in society », « Friends for women », « Union for people's rights and freedom », « Committee for justice and peace »... Ils essaient de regrouper des supporters au Nord et au Sud. 17me, n° 19, 5 Ortho Holdingstraat, 1066 A2 Amsterdam.]

##### L'Etat journaliste

Le premier groupe de presse français par le nombre de titres publiés est... l'Etat. Du rapport annuel de la Cour des comptes à l'obscur bulletin d'information du Service des pensions, plus de deux mille cinq cents publications de toute nature sortent périodiquement des imprimeries de l'Etat. De M. Valéry Giscard d'Estaing à M. François Mitterrand, la boulimie de la publication reste aussi vive dans les ministères et les administrations.

En 1980, 182 millions de francs ont été consacrés à la réalisation des publications administratives. Face à ce chiffre, les recettes provenant des ventes au public ont été infimes, et c'est en définitive plus de 100 millions de francs qu'a dû supporter le budget de l'Etat.

### BOITE A OUTILS

#### Systèmes électroniques et publicités

Dans le cadre d'une étude sur « les journaux canadiens dans les années 80, défis technologiques », l'Institut canadien de recherches publiques vient de publier un premier rapport de base : « Analyse de l'impact des systèmes électroniques sur les revenus publicitaires au Canada », par T.R. Bird. Dans la première partie, l'auteur analyse la structure des médias canadiens de 1950 à 1980, les revenus liés à la publicité et les modes d'achat d'espace pour la même période. Dans la seconde, une projection des revenus publicitaires des journaux est proposée. Dans la troisième, deux scénarios alternatifs sont décrits : un illustra le développement rapide de l'électronique, l'autre un développement lent (il s'agit essentiellement du développement des ordinateurs, des transmissions par satellite, du vidéotext interactif...).

L'étude conclut qu'aucun des deux scénarios décrits ne constitue une menace pour les revenus des journaux en matière de publicité avant les années 85, ce qui ne devrait pas les empêcher d'être vigilants car le processus de change s'effectue indolument et irrégulièrement ; il implique à terme des profonds changements dans la répartition des investissements publicitaires. (I.R.P., C.P. 3670, Halifax Sud (Nouvelle-Ecosse), B3J 3K6 Canada.)

#### Afrique : informations pour les femmes

« Renforcer et promouvoir l'échange d'idées, de données, d'expérience et d'information entre les femmes africaines », tel est le but de Manuel d'information pour la femme en Afrique, paru début mai. Réalisé par le Centre de la tribune internationale de la femme (CTIF), dont le siège est à New-York, en collaboration avec la Centre africain de recherche et de formation pour la femme (ICARFF) d'Addis-Abeba (Ethiopie), ce manuel offre des informations pratiques aux femmes africaines impliquées dans des projets de développement. Il fait d'abord l'inventaire des différentes sources de financement possibles (gouvernements, organismes privés, fondations, ONU) et couvre tous les domaines : éducation, formation, gestion et qualification, petites industries, planification, recherches sur la femme. Gratuit pour les Africaines qui peuvent se le procurer auprès du ICARFF (C.E.A., P.O. Box 3001, Addis-Abeba, Ethiopie), cet ouvrage est, pour les autres femmes, disponible sur commande au prix de 8 dollars U.S. S'adresser à l'International Women's Tribune Center, 305 East 46th Street, New-York, N.Y. 10017 U.S.A. (Agence Femmes informations, 104, bd Saint-Germain, Paris. Tél. : 523-49-96.)

#### La puce miracle

« Modifiez la forme prise par l'information, ou sa qualité, sa direction, sa vitesse de circulation ou sa facilité d'accès, et certains monopoles seront brisés, certaines idéologies mueront, certaines formes d'autorité sans fondement. On peut dire que les révolutionnaires les plus puissants sont les individus

par Annie Batlle

qui inventent de nouveaux moyens de communication, bien qu'ils n'en aient, en général, pas conscience. » Dans le revue de Harvard l'Expansion du printemps 1982, un grand papier de Lynn M. Salerno sur la « puce miracle ». Spécialiste de l'informatique et de la gestion, l'auteur rassemble les points de vue des principaux experts américains sur les conséquences de l'utilisation extensive de l'informatique. Bon document de synthèse, avec les références des articles et études les plus récentes dans le domaine. (Groupe Expansion, 67, avenue de Wagram, 75442 Paris Cedex 17. Tél. : 763-12-11.)

### BLOC-NOTES

#### Information et organisation

L'AFCEI (Association française pour la cybernétique économique et technique) et la CESTA (Centre d'étude des systèmes et des technologies avancées) organisent les 23, 24, 25 et 26 novembre prochains des Assises de l'organisation dans les locaux du CESTA, 5, rue Descartes. Buts de ce colloque : « Associer à une réflexion sur les choix technologiques les partenaires sociaux et mettre en présence les responsables économiques et la communauté scientifique de manière à analyser les changements organisationnels sociaux et techniques, en vue ou souhaitables. Contribuer à la création d'alternatives technico-organisationnelles qui dépassent même une réflexion sur les simples conséquences de la mise en œuvre des technologies existantes pour atteindre une vue plus prospective et globale sur les technologies appropriées aux besoins, aux moyens et à la culture des diverses organisations et acteurs. » (AFCEI, 156, bd Pereire, 766-24-19.)



# VENTE

## Haro sur les V.R.P. !

Dans les entreprises, le métier de vendeur a bien changé. Les vendeurs sont moins nombreux, plus contrôlés, plus sédentaires. Les « forces de vente » traditionnelles vont-elles lentement disparaître ?

DOMINIQUE XARDEL

On ne peut guère s'étonner que les méthodes commerciales des entreprises prennent en compte les styles de vie du consommateur. Les nouveaux outils de segmentation ou de contrôle que permet l'informatique. Elles transforment aujourd'hui la vie des quelque 550 000 vendeurs professionnels français. Qu'il ait été mercenaire, fantassin ou négociateur, le nouveau vendeur est-il sur le point de devenir un simple collecteur de données ?

Depuis 1973, les entreprises s'interrogent sur leurs forces de vente. La concentration de la distribution, l'émergence et le succès des méthodes de vente directe ont conduit beaucoup d'entre elles à réduire leur équipe de vendeurs. Un exemple : la société Lever comptait 480 vendeurs en 1956. Dix ans après, 184. En 1980, elle n'en avait plus que 93. Les forces de vente mobilisent encore des investissements considérables (1). En 1980, le total des dépenses annuelles affectées aux États-Unis aux forces de vente a atteint 100 milliards de dollars. En France, il dépasse 100 milliards de francs (2).

Face à de tels investissements, comment pourrait-on se désintéresser du vendeur et de son avenir ? Les spécialistes du marketing, accaparés par les autres composantes du « mix », plus stimulés par le plan intellectuel, ou plus spectaculaires dans leur développement, ont sous-estimé le rôle du vendeur et ne lui ont pas, au moins ces vingt dernières années, accordé l'attention qu'il méritait. Le balancier pourrait bien revenir dans le sens opposé. Le vendeur bénéficie désormais d'une grande attention. Trop grande peut-être puisque son existence est en jeu dans la lutte pour réduire les coûts de distribution.

Une force de vente est la plupart du temps composée de trois catégories d'individus : les enthousiastes, les déçus et les « pragmatiques ». C'est-à-dire ceux qui décident d'accepter les contraintes ou les déceptions enregistrées dans leur travail. Déceptions qui ont pour origine les promesses non tenues, la pression trop élevée du travail, la déshumanisation ou l'infantilisme des rapports humains, l'ingratitude ou la défaillance de la hiérarchie. De façon habituelle, le nouveau vendeur traverse une première phase caractérisée par le plaisir de la nouveauté et du défi qui lui est proposé, puis une deuxième qui est celle de la lassitude avec deux réactions possibles : l'attente d'un changement (promotion ou départ) ou bien le modus vivendi, qui consiste à utiliser au mieux le système qui lui est imposé, voire à essayer de le pervertir.

### Castration

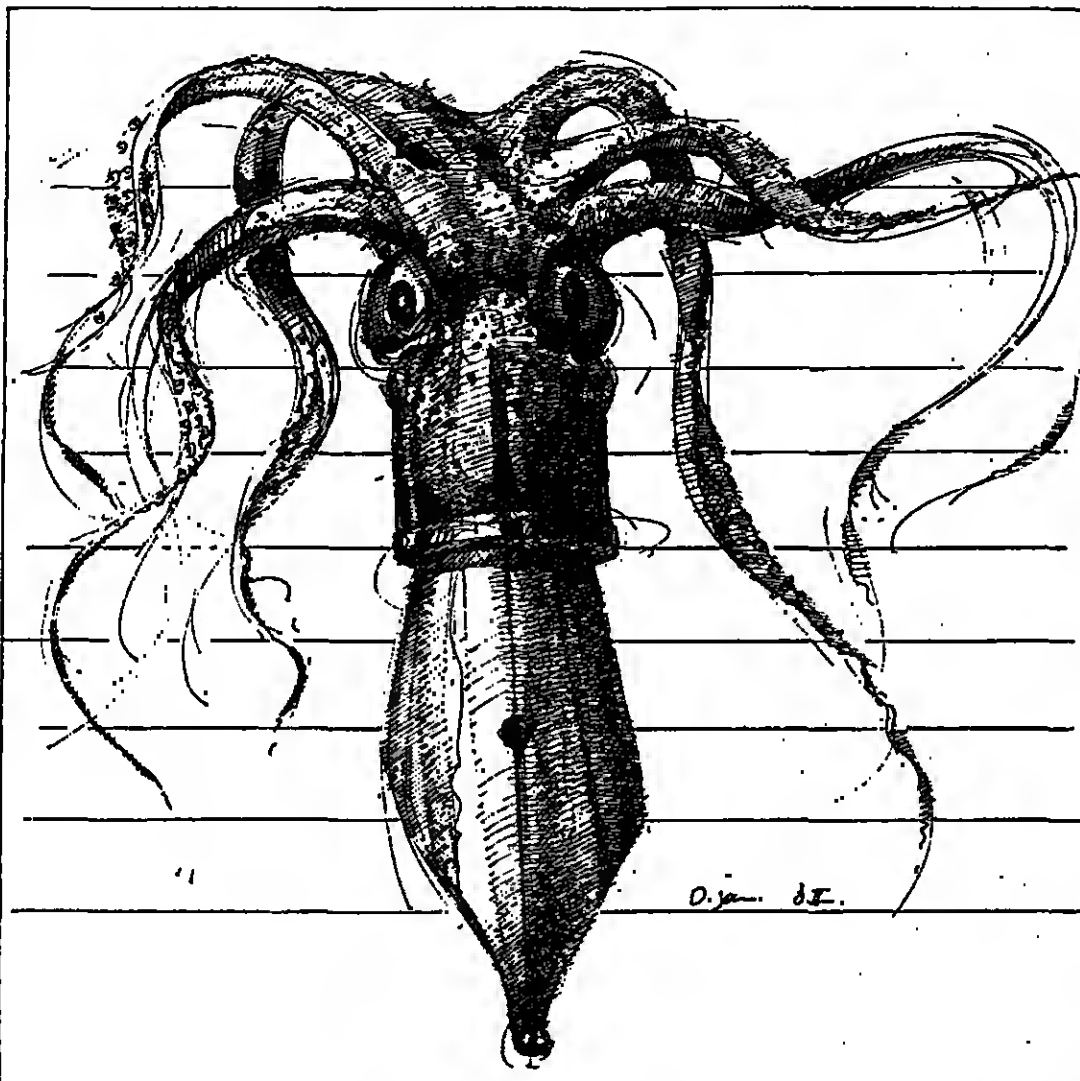
Que se passerait-il si une entreprise décidait de supprimer la moitié de sa force de vente — ou les trois quarts — et d'allouer les ressources ainsi dégagées à d'autres actions commerciales en ne conservant que les vendeurs destinés aux clients les plus importants ? Question formulée aujourd'hui par de nombreux dirigeants, prisonniers de forces de vente parfois pléthoriques et difficiles à reconvenir, surtout dans des tâches ingrates, plus routinières mais certes plus sécurisantes, puisqu'elles maintiennent le vendeur à son bureau. Autrement dit : à quoi servira le vendeur de demain ?

Il est paradoxal que, malgré le chômage, le recrutement des vendeurs soit aujourd'hui une tâche

si difficile et aléatoire. Devant une demande quasi nulle, l'offre n'a jamais été aussi importante. Lipzyk (3) a noté que dans les offres d'emploi publiées par l'Express, le Point, le Monde et le Figaro l'espace publicitaire consacré au recrutement des vendeurs est quatre fois supérieur à celui concernant les autres emplois. Autrement dit, à une offre d'emploi pour un contrôleur de gestion ou un technicien correspondent quatre offres pour un vendeur. Pourquoi tant d'offres et si peu de réponses ? On a oublié ou perdu les plaisirs de la séduction, du risque ou de l'aventure, caractéristiques si

site ou de son ébec. Chaque mois, il fait le bilan pour son chef de vente des affaires en cours pour chacune des cinq étapes du Panco. Le vendeur aura aussi noté soigneusement le nombre de minutes du temps de face-à-face avec chaque client. L'informatique calculera alors le nombre de visites nécessaires pour chaque type de commande (location ou vente) et par catégorie de matériel.

Être vendeur chez Rank, c'est accepter d'être totalement contrôlé... et de réaliser les objectifs. Car, si ceux-ci ne sont pas atteints, se déclenche automatiquement le « plan d'assistance ».



DANIEL JEAN

longtemps attachées au métier de vendeur. Avec leurs méthodes de gestion, d'encadrement ou de contrôle toujours plus rigoureuses, les entreprises ont fini par « castrer » leurs vendeurs : plus d'initiative, d'autonomie ou d'imagination, mais la discipline des comportements et des outils imposés pour prospecter, traquer ou accaparer le client.

L'exemple saisissant du système Rank en est une preuve : dans l'armée Rank Xerox, il y a peu de place pour le lyrisme ou les artistes ; dès son entrée dans la société, il est demandé aujourd'hui au nouveau vendeur d'oublier toutes les méthodes de vente qu'il a pu connaître ou pratiquer et d'adopter la méthode Rank. En quatre semaines, le vendeur est soumis à l'éducation réflexe, à l'enseignement programmé et au magnétophone qui, inlassablement, lui répète les phrases qui doivent façonner son comportement, son vocabulaire, son image. « Devient vendeur celui qui a assimilé la mécanique », précise le responsable de la formation.

S'il ne la pratique pas ou ne l'accepte pas, il ne peut pas rester dans la société. La mécanique est précise. Chaque vendeur reçoit un agenda « Panco », sur lequel il doit noter, pour chaque visite, l'étape du cycle de vente à laquelle se trouve son client (Prospect, Approche, Négociation, Conclusion, Ordre), la solution qu'il a proposée au client, le mois pour lequel il prévoit la commande, les causes de sa réus-

(trois mois) pour identifier les faiblesses du vendeur, pris, si nécessaire, le « plan d'action » (trois mois), solution de la dernière chance. Si celle-ci n'est pas concluante, le vendeur est licencié. En 1980, le taux de rotation de la force de vente était de 22 %, mais correspondait pour 20 % à des licenciements pour objectifs non atteints. Dur métier ! Comme le note le responsable de la formation, « cela crée une chaude ambiance, l'équipe doit réaliser un plan, mais, évidemment, le climat général est dur ». Le cas de Rank Xerox n'est pas isolé. Avec moins de systématisme et à une époque où l'informatique n'était pas encore accessible, Olivetti, qui a été un précurseur dans ce domaine, a fait travailler ses vendeurs d'une façon similaire. Aujourd'hui, dans ce même secteur d'activité, Nashua, Canon ou I.B.M. appliquent les mêmes principes et les mêmes méthodes.

Le problème est que ce système écarte ou n'attire plus le bon vendeur, celui dont l'impulsion, l'appétence, le niveau d'énergie vitale, la capacité d'attention ou d'écoute sont supérieurs à la moyenne et qui constituait jadis le vendeur vedette. Il s'agit d'une race dont il reste bien quelques spécimens, mais ils n'ont plus leur place dans les grandes sociétés. « Le vendeur que nous recrutons aujourd'hui n'est pas un génie, mais au moins il ne fait pas d'histoires, reconnaît l'un des dirigeants de la Sopad. Désormais, on recrute

des individus qui se résignent au métier de vendeur parce qu'ils n'ont pu trouver autre chose. Il est donc normal qu'ils soient formés, poussés, assistés et surveillés de façon très attentive. » Autrement dit, sans la structure des moyens qui l'entoure, le vendeur n'obtiendrait guère de résultats. Obéissance, discipline, automatisme, travail régulier, voilà les qualités majeures du nouveau professionnel de la vente.

L'origine de cette véritable mutilation date du moment où les entreprises ont commencé à douter de l'intérêt ou de l'efficacité des V.R.P. C'est-à-dire du début des années 1960, époque à laquelle beaucoup de dirigeants se persuadèrent que des voyageurs propriétaires de leur clientèle, réalisant parfois des montants de commission supérieurs à leur propre salaire, devenaient un problème. Il fallait alors maîtriser prévisions, budgets, et mieux contrôler leur activité, quitte à la réduire.

### La chasse aux diplômes

Le diplôme va constituer, dans les prochaines années, une des caractéristiques du vendeur. Incohérence ou paradoxe ? Jamais les entreprises dans leurs politi-

pas l'exception. Le palliatif adopté consiste à répartir l'enseignement propre à la vente dans différentes disciplines (contrôle, informatique, systèmes d'information, sciences du comportement, etc.). On estime aujourd'hui aux États-Unis que moins d'un élève diplômé MBA sur dix accepte d'envisager une carrière dans la vente, pour s'en éloigner ensuite dès que possible. Il en est de même en France.

Que sera le vendeur de demain ? L'accès aux banques de données spécialisées donne au travail de prospection du vendeur une dimension nouvelle. Le nombre des contacts utiles effectués chaque jour se développe, mais l'obstacle à travailler davantage depuis son bureau. Le phoning ou émission quantitative de messages commerciaux ou promotionnels et la gestion d'un réseau de clientèle par téléphone vont occuper une grande partie du temps des vendeurs. L'une des entreprises américaines les plus connues dans ce domaine dispose de 15 000 personnes, dont 1 000 pour le seul standard de New York, qui effectuent pour le compte de ses clients quelque 15 millions d'appels par an.

A Schenectady, General Electric entretient déjà un service de 400 personnes dont le rôle est de promouvoir les produits de la firme pour le compte des quelque 25 divisions du groupe. En 1980, ces 400 personnes préparèrent 30 000 ventes. Les clients utilisent le numéro d'appel 800 pour s'informer gratuitement sur les produits, sur les services ou sur la nature des contrats de vente. Le télévendeur en profite pour compléter ou mettre à jour ses fichiers.

En France, le phénomène est plus récent, mais a pris une ampleur inattendue. Ainsi La Redoute, qui traitait moins de 30 % de son chiffre d'affaires par téléphone en 1975, a vu ce pourcentage passer à près de 40 % en 1980 et prévoit de dépasser 50 % en 1985. Sur les 1 900 vendeurs de la Compagnie de distribution de matériel électrique, on compte 300 voyageurs, 800 vendeurs-comptoir, mais aussi 800 vendeurs-téléphone qui ne se déplacent jamais pour rendre visite à leurs clients.

### Maigrir pour être résistant

Pour le vendeur, les conséquences de ces changements se résument à l'affirmation récente de Mc Colough (4), chairman de Xerox aux États-Unis : « Nous réfléchissons aux méthodes pour demain. Nous devons maigrir pour être plus résistants. » Sans aucun doute, les forces de vente, déjà en réduction depuis plusieurs années, vont continuer à perdre du poids dans la plupart des sociétés. Les organisations professionnelles ou les plus grandes entreprises se rejoignent sur une réduction d'au moins 15 % d'ici à 1985. En contrepartie se développent les employés de commerce vendeurs sédentaires dont le rôle consiste, à partir de leur bureau, soit à maintenir le contact avec la clientèle acquise, soit à assurer une protec-

tion plus systématique à partir des bases de données.

D'un côté, on améliore à l'infini les méthodes de contrôle et d'organisation afin de maîtriser au mieux chaque mouvement du vendeur, dans un souci d'efficacité et de rentabilité. De l'autre, on veut satisfaire son besoin d'autonomie, de reprévisibilité face à l'économie grandissante de la génération actuelle. Pour affronter ce paradoxe, et essayer de retrouver ce qui faisait l'attrait du métier il y a vingt ans (liberté, aventure, mobilité, contact), on expérimente de nouvelles méthodes. Non seulement pour que le vendeur ne devienne pas cet intermédiaire inutile, on inopportuniste, mais pour lui faire jouer un rôle nouveau mieux adapté à la fin de ce siècle. Les techniques pour animer ou motiver les vendeurs à domicile auront probablement une influence sur les autres forces de vente. Il suffit de citer l'exemple de la société Amway, qui, en moins de vingt ans, est parvenue aux États-Unis à transformer chaque année 500 000 personnes en vendeurs de ses produits. Avec des méthodes qui ne peuvent laisser indifférent, étant données les résultats obtenus.

Si on commence en Europe à appliquer la philosophie « cercles de qualité » japonaise à la force de vente (Lesieur) ou la théorie Z d'Ouchi (Xerox), on encourage l'approche et la concertation familiales dans le comportement du vendeur (Amway), c'est probablement pour répondre au danger d'isolement et de déshumanisation du métier face à la rigueur de méthodes de segmentation ou de contrôle.

Le succès des techniques de ventes directes, notamment celles des ventes par réunion, vient de ce qu'elles ne sont pas considérées comme un véritable moyen de vendre. Elles répondent à un nouveau comportement du client : « Je ne veux pas qu'on me vende, je veux acheter. » La vente demeure un art complexe de relations interpersonnelles. Ce qui est complexe, ce n'est pas la vente, ce sont les hommes. Le métier du vendeur ne se réduit pas aux rôles, aux méthodes ou aux fonctions qu'il occupe, mais est d'abord tributaire de ceux qui l'exercent avec leurs motivations, leurs talents, leurs idées ou leurs convictions.

Dans un monde fait d'ébecs, ceux qui prétendent que, à cause de la pression que l'acte de vente exerce sur un individu, celui qui reste longtemps vendeur devient un raté oublient peut-être que la résistance à l'échec n'est pas l'exclusive du vendeur, mais l'une des caractéristiques du monde du travail. Si le vendeur ne veut ou ne peut plus accepter le risque d'échec, il ne peut courir le risque de gagner.

(1) La seule société Xerox a dépensé aux États-Unis, en 1980, 750 millions de dollars pour l'animation et le fonctionnement de sa force de vente (9 000 vendeurs), soit l'équivalent de 45 000 F par vendeur.

(2) Estimation qui résulte du produit du coût moyen annuel d'un vendeur en 1981 (200 000 F) par l'effectif global des forces de vente (560 000).

(3) Dans une étude conduite de juin 1979 à juin 1980 auprès de quatre journaux parisiens, S. Lipzyk a calculé que les offres d'emploi de vendeurs concernaient une moyenne de six vendeurs par annonce.

(4) The New Lead, mean Xerox, Business Week, 12 octobre 1981.

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

GRANDS VINS DE BORDEAUX  
Directeurs de Viticulture et Commerce  
Yves REGAT - Château-Belot  
Montrouge blanc  
33410 - CADILLAC / Gironde

CHATEAU SAINT-ESTÈVE  
Propriétaire-viticulteur  
UCHAUX - 84100 ORANGE  
Vin fin des Côtes du Rhône  
Grande réserve 1979  
12 bouteilles : 267 F franco  
Tél. : (90) 34-34-04

Découvrez un HAUT-MÉDOC  
LE CHATEAU DELON  
Vente directe - Prix franco  
Lycée agricole départemental  
33290 BLANQUEFORT. Tél. 35-02-27

### Hôtels et restaurants

FORTE MORVAN, pension ou demi-pension, réservez château de Launay.  
Tél. : 86-20-01-22

### Curiosités régionales

#### 30 HA NATURE ET FLEURS

PARC FLORAL  
ORLÈANS LA SOURCE  
JUN, JUILLET, 100 000 ROSE  
en fleur - VOTE DU PUBLIC  
Petit train, Animaux, Tarif groupe  
BUREAU INFORMATION JARDINAGE  
Don. document, signaler ce journal



سكوا من الاصل

# ETRANGER

## La Baltique polonaise : une mer qui meurt

La Baltique est une des mers les plus polluées du globe. Le rivage polonais et ses approches deviennent progressivement un désert écologique, interdit au tourisme.

ZOFIA DREAN

L'a côte polonaise de la Baltique a cinq cents kilomètres de long. Mais c'est un des pires lieux de vacances d'Europe. De Puck, au nord-ouest du golfe de Gdansk, à la frontière russe, la mer est interdite. « Kapiel Surowo Wzbroniona » disent des écriteaux plantés un peu partout. Sur un kilomètre et demi de large, les sports aquatiques ne sont pas autorisés. Pas de bains de soleil. Ni de plage.

La Baltique est une des mers les plus polluées du monde. Les sept pays riverains — U.R.S.S., Suède, Finlande, Pologne, Danemark et les deux Allemagne — sont, à des degrés divers, responsables et victimes de cette situation. Détruits dans et par la guerre, les côtes de la Baltique totale 224 000 km<sup>2</sup> d'eau. S'y déverse 1,5 million de tonnes de substances nuisibles. L'indice de pollution moyen est de 55 tonnes par kilomètre-cube, 66,5 tonnes dans les détroits danois, 99,5 tonnes dans le golfe de Botnie, et... 261 tonnes dans le golfe de Finlande. Par endroits, c'est le désert : la faune aquatique a complètement disparu.

### Un « réservoir d'eaux usées »

A l'un des points où se creuse le plus cette mer peu profonde, le « gouffre » de Landsort (459 mètres) vers la côte finlandaise, la teneur en oxygène est passée, de 4 milligrammes par litre à la fin du siècle dernier à 1 milligramme dans les années 50. En 1973, plus rien. Au-dessous de 250 mètres, l'hydrogène sulfuré a fait son apparition. Ailleurs — nous citons en vrac — on trouve de l'ammoniac, des métaux lourds (mercure, plomb, cuivre, arsenic), des composés chimiques, des matières fécales, des résidus pétroliers, des détergents, du D.D.T. et du P.C.B. (polychlorure de biphenyle) particulièrement toxique, sans parler de la pollution thermique. A un degré qui n'est atteint nulle part ailleurs.

En février 1979, le pétrolier soviétique *Antonio Gramsci* s'est échoué au large des côtes de la Lettonie. Les Suédois ont obtenu d'être indemnisés. Mais pas plus qu'ailleurs, le problème posé par les navires pétroliers n'est résolu. Selon A. Badkowski, de l'institut polonais de l'environnement dans un article publié en juin 1980 dans *Aura*, 86 millions de tonnes de pétrole ou de ses dérivés et 6 à 8 millions de tonnes de produits chimiques circulent chaque année sur la Baltique. Et 50 000 tonnes de produits liquides ainsi que plusieurs milliers de tonnes de substances chimiques sont rejetées à la mer.

« Le plus grand réservoir d'eaux usées de la Terre », dit un rapport présenté en 1969 à Copenhague par le Comité international de recherches maritimes qui, deux mois après ce cri d'alarme, a réclamé des mesures immédiates pour empêcher la mort accélérée de la Baltique.

### Un seuil franchi

Il y faut ajouter les rejets de l'industrie maritime : pêche et industrie poissonnière, chantiers navals. Vingt-deux entreprises déversent leurs déchets à la mer. Trois complexes chimiques — une raffinerie de pétrole, une usine de phosphates et une firme qui exporte du soufre — ont été construits en bordure du golfe de Gdansk. Sans parler des soixante-six entreprises du complexe portuaire.

Les cris d'alarme, les rapports pessimistes sont restés sans écho. Les scientifiques se sont découragés de s'entendre taxer d'exagération.

Pendant l'été 1981, le voïvode (préfet) de Gdansk s'écrit pour lors d'une conférence de presse : « Aidez-nous à attirer l'attention de toute la société, et

surtout des autorités d'Etat, sur la menace qui pèse sur nous. » M. P. Legezensky, de l'institut d'océanographie biologique de l'université de Gdansk, écrit (*Filipinka*, 28 juin 1981) : « Le seuil d'auto-épuration est déjà franchi ; ce qui suppose sous peu la destruction irréversible de la Baltique. Quant au golfe de Puck, il est déjà mort biologiquement. Au cas où nous trouverions de l'argent et où nous commencerions immédiatement la construction de plusieurs stations d'épuration, il y aurait peut-être une chance que dans une quinzaine d'années les générations futures puissent à nouveau se baigner dans la mer. »

En 1967, la première station balnéaire, Mechelinki, avait dû être fermée. En 1973, Puck et Rewa, suivies au cours des ans de Swibno, Orlowo, Brzeziny, Sobieszewo-Orlo. Et aujourd'hui, on l'a vu, toute la côte est interdite. On sait que le nombre des bactéries d'origine fécale y a largement dépassé toute norme acceptable. Aucune analyse n'a apparemment été publiée. Les laboratoires sont d'ailleurs insuffisamment équipés.

La fuite d'une partie des touristes qui se pressaient sur le littoral marin de la Pologne a provoqué la perte de quatorze mille emplois dans l'hôtellerie, les maisons de repos, les centres de vacances et de loisirs. Les locations privées ont également fortement diminué. Les conséquences en ont été rudes pour un grand nombre d'habitants de la côte, dans une conjoncture économique déjà lourde.

L'industrie de la pêche est, elle aussi, menacée. On est loin désormais des 130 000 tonnes annuelles de poisson fournies naguère par le golfe de Puck. Cette dégradation dramatique de l'environnement correspondant à celle de l'économie nationale a, sans nul doute, joué un rôle dans

la montée du mécontentement. Le mouvement de grève aux chantiers navals de Gdansk, en avril 1980, avait d'autres motifs mais une nature empoisonnée y a joué un rôle.

La Pologne a certes signé en septembre 1973, à Gdansk, la convention sur la pêche et la protection des organismes vivants en mer Baltique. En mars 1974, la convention d'Helsinki a prévu la protection de la Baltique. Ce n'est que trois ans plus tard, en avril 1977, que le gouvernement entreprit de tenir ses engagements. Il décida de construire entre 1978 et 1983 quinze stations d'épuration urbaine et de six petites unités le long du littoral, une station de dégazage pour les pétroliers dans le port nord de Gdansk, des installations de lavage de citernes, des camions-citernes pour le transport des produits de vidange. Les chantiers de construction navale devaient être pourvus de dispositifs anti-pollution.

De ce magnifique programme, rien n'a encore été réalisé.

Le 28 juillet 1981, Solidarité avait créé une commission nationale pour la protection de l'environnement. Le syndicat indépendant soutint activement le club écologique de protection de la nature, fit connaître au public les problèmes de pollution. Les premiers résultats étaient encourageants.

Depuis décembre 1981, rien ne semble avoir été fait. Dans la revue *Polityka* du 24 avril dernier, cependant, M. Ozdowsky, vice-premier ministre, a indiqué que le problème des eaux de la Baltique allait faire l'objet d'un sérieux effort, en même temps que celui de la protection de la population silésienne contre la pollution.

Mais ces déclarations d'intention n'ont, jusqu'à présent, été apparemment suivies d'aucune réalisation concrète.

## UNESCO

## Les jeunes contre le formalisme

Rassemble à Costinesti (Roumanie), un colloque mondial sur la jeunesse risquait d'aboutir à un festival de logomachie. Le surprenant est qu'il s'est passé aussi autre chose.

CLAIRE TREAN

GAGEURE que rassembler cinquante personnes d'horizons très divers pour un colloque sur le thème de la jeunesse, car on pourrait à propos d'elle parler de tout à l'infini. Gageure plus encore si ces cinquante personnes, venues du monde communiste, des pays en développement ou des pays occidentaux, représentant des gouvernements, des organisations de jeunesse non gouvernementales ou ne représentant qu'elles-mêmes, sont invitées à se mettre d'accord sur les problèmes de la paix, du développement et de la participation.

Pari tenté par la division de la jeunesse de l'UNESCO, et pari finalement tenu puisque, à l'issue de cinq jours de débats, un consensus fut trouvé sur des recommandations — pas toutes réalistes — et sur un message qui voulait rompre avec le style traditionnel des organisations internationales dans l'espoir de rencontrer plus d'écho auprès de ceux qu'il concerne : les jeunes. « Les contradictions du monde nous interpellent », déclare notamment ce message, « et qu'on ne pense pas seulement à la guerre, mais à la violence sous toutes ses formes, à celle qui s'exerce sur les économies, sur les cultures, sur la liberté des peuples et des individus (...). Il y va de l'avenir de la jeunesse : il y va de l'avenir du monde. Osons dire qu'il y va de la jeunesse du monde ». Une fois surmontés les derniers désarroi devant un langage si éloigné du sec classicisme généralement

de rigueur, les derniers sursauts de prudence des représentants des pays de l'Est et le dernier scepticisme du participant américain sur l'aptitude des organisations internationales à s'émouvoir d'un texte aux accents « romantiques », le message fut finalement adopté.

Cela se passait à Costinesti, en Roumanie, le 4 juin, à l'issue d'un colloque qui voulait à la fois dresser le bilan de cinq réunions régionales précédemment organisées par la division jeunesse de l'UNESCO (à Venise, Katmandou, Nairobi, Bridgetown et Tunis) et approfondir les thèmes retenus par l'ONU pour l'année internationale de la jeunesse, en 1985.

Mis à part le représentant du ministère hongrois de la jeunesse qui, pour être ferme sur les principes, n'en faisait pas moins preuve d'une certaine souplesse dans l'argumentation, les représentants socialistes, comme on pouvait s'y attendre, ont donné constamment l'impression qu'il n'y avait pas de problème chez eux : modèle pour la paix que les manifestations de masse des jeunes communistes d'Europe de l'Est ; modèle pour le développement que les politiques de plein emploi qui y sont mises en œuvre, que les « volontaires enthousiastes pour la mise en valeur de la Sibérie », ou les « brigades de choc » des Komsomols pour la construction ; modèle enfin, pour la participation, que les milieux, les lois pour la jeunesse et que ses organisations qui, tels les « faucons de la patrie » en Rou-

## REFLETS DU MONDE

## GUARDIAN

Les habitudes ont la dent dure

Le Guardian rapporte que les « boutiquiers » de Rome ont reçu la permission de choisir jusqu'au 26 septembre les heures d'ouverture de leurs magasins pour qu'elles n'excèdent pas quarante-trois heures par semaine. Les décisions qu'ils prendront, si leurs clients les acceptant, pourraient signifier la fin de l'habitude de faire, pendant l'été, une sieste de trois heures. Jusqu'à présent, les heures d'ouverture obligatoires pour la plupart des magasins étaient de 9 à 13 heures et de 15 à 20 heures, ce qui permettait au personnel de déjeuner et de faire la sieste à la maison ou d'aller prendre un bain rapide. Du moins, en théorie. Car, dans la pratique, la circulation à Rome et la lenteur des transports publics obligent le per-

sonnel à passer au moins un tiers de la pause dans les bus bondés ou dans leurs voitures bloquées dans les rues surchauffées. Certains commerçants plaçaient donc un divan dans leur arrière-boutique ou commençaient un flirt avec quelqu'un qui était assez heureux pour loger dans la centre (...).

Il y avait aussi la nécessité de satisfaire la clientèle, dont les bureaux fermaient en même temps que les boutiques. Et aussi le million de touristes étrangers qui se retrouvaient pendant trois heures devant les portes closes des musées, des églises et des magasins. Pour l'instant, seulement 10 % des magasins ont diminué la longueur de la pause prévue pour la sieste.

## KOMSOMOLSKAYA PRAVDA

Gai, gai, marions-nous !

Pour se marier en U.R.S.S., il suffit de « se faire enregistrer » (comme on dit au Bureau des mariages). Il en coûte une taxe de 50 kopecks (environ 3,50 francs). Seulement, ce n'est pas toujours le cas. Pour éviter que ceux qui aiment les belles cérémonies n'aient à faire venir leur union dans une église, on a construit de somptueux palais de mariages où un cérémonial laïque tente de remplacer sans bien que mal l'atmosphère solennelle et grandiose des messes de mariage orthodoxes. Mais les palais, il faut bien les rentabiliser. Et M<sup>me</sup> Naestla Tziganova en a fait la triste expérience dans la ville d'Omsk.

On lui annonce que pour pouvoir faire « enregistrer » son mariage il lui faudrait commander « obligatoirement » une série de photos, deux portraits, un film de la cérémonie, deux bouteilles de champagne et des serveurs. Elle recut donc une note à payer de 93 roubles (plus de 650 francs), « ce qui représentait deux semaines de son salaire », relève la *Komsomolskaya Pravda*. Et l'organe des Jeunesses communistes de rappeler à la municipalité d'Omsk, à qui elle reproche sa publicité (« il ne faut pas être avare »), que les « services » ne peuvent être imposés, « car leur application indique précisément qu'ils ne sont fournis que sur demande ».

manie, l'accueillent dès l'âge de quatre ans et ne la quittent plus jusqu'à la trentaine.

Des conflits de générations dans les pays de l'Est ? « Je travaille dans la recherche sociale ; nous n'avons aucun résultat mentionnant l'existence de tels conflits », répond, en scientifique, le Hongrois. Promouvoir de nouveaux types de voyages et d'échanges favorisant la connaissance mutuelle entre les cultures ? « Nous avons ce qu'il nous faut », rétorque le Soviétique.

Rien de tout cela ne fut éparpillé, non plus que les manœuvres plus ou moins discrètes de la Roumanie pour apparaître comme pays leader de ces manifestations internationales pour la jeunesse, et la belle unanimité des autres participants — Est et Ouest confondus — pour calmer ses ardeurs. M. Nicu Ceaucescu, dirigeant des Jeunesses communistes roumaines, président du comité consultatif de l'ONU pour la préparation de l'année internationale de la jeunesse — et aussi héritier présumé de son père — n'a pas hésité à lancer les idées d'une conférence mondiale sur la jeunesse avant 1985 et — une année étant trop vite passée — d'une décennie de la jeunesse. Idées qu'aucun des participants n'a même jugé utile de relever.

Mais en dépit de ces écueils, ce colloque eut pour premier mérite de ne pas céder à la recherche du plus petit dénominateur commun et des généralités creuses, particulièrement rébarbative pour les jeunes.

### Une peur de nantis

C'est le débat sur la paix qui risquait de soulever les antagonismes les plus irréductibles. C'est lui qui fut sans doute le plus novateur et le plus osé dans ses conclusions. D'abord par une mise au point de taille : à limiter la problématique de la paix à celle de la paix nucléaire, on risque d'en détourner la partie la plus nombreuse de la jeunesse de ce monde, celle des pays en développement. Pour elle, le cauchemar de l'apocalypse nucléaire est une angoisse de nantis, un luxe des pays riches. « Nous n'y pouvons rien », lançait le représentant du mouvement pan-africain de la jeunesse. Contre une idéologie très occidentale qui voudrait voir dans la jeunesse une classe d'âge dotée par nature d'un pacifisme évangélique, il fut souligné que, pour les jeunes de nombreux pays, la guerre est plus

porteuse de sens qu'une paix qui contredit le développement économique et la justice sociale.

Un char, a-t-on rappelé, coûte à peu près l'équivalent de la construction de classes pour trente mille enfants. Dans l'éducation pour la paix, dans la mise en lumière des dangers de la course aux armements et de la stratégie nucléaire, phénomène historiquement nouveau, l'UNESCO a un rôle particulier à jouer et un certain nombre de recommandations concrètes furent formulées dans ce sens à son directeur général. Dans la mobilisation en faveur de la paix, les organisations non gouvernementales, trop peu encouragées et trop peu consultées, ont un rôle irremplaçable. Mais, relativisant l'idée de la paix, le message final évoque également pour les jeunes le « droit au soulèvement » et, allant plus loin dans ce sens, affirme qu'il n'y a pas de paix réelle sans justice et sans liberté.

En ce qui concerne le développement et la participation des jeunes à la société, trois exemples ont marqué l'essentiel des débats. Celui du participant hongrois présentant le plein emploi comme la priorité absolue, tout en reconnaissant qu'il soulève certains problèmes, mais de nature secondaire par rapport à l'accès de tous les jeunes au travail. Celui qui présentait un participant péruvien, de certaines expériences de coopératives de production autogérées par des jeunes en Amérique latine. Celui du Suédois enfin, soulignant que dans les pays industrialisés, la jeunesse représente un temps d'attente sans exercice de responsabilité et hors des circuits de production qui, avant même le chômage, peut engendrer un processus de marginalisation.

Le problème du chômage ne peut être posé indépendamment de celui de la qualité du travail, souligne le message final, reprenant les thèmes du « mal-emploi » et du « mal-développement » largement débattus, ainsi que l'attachement abondamment exprimé par les participants à la réalisation d'un nouvel ordre économique international.

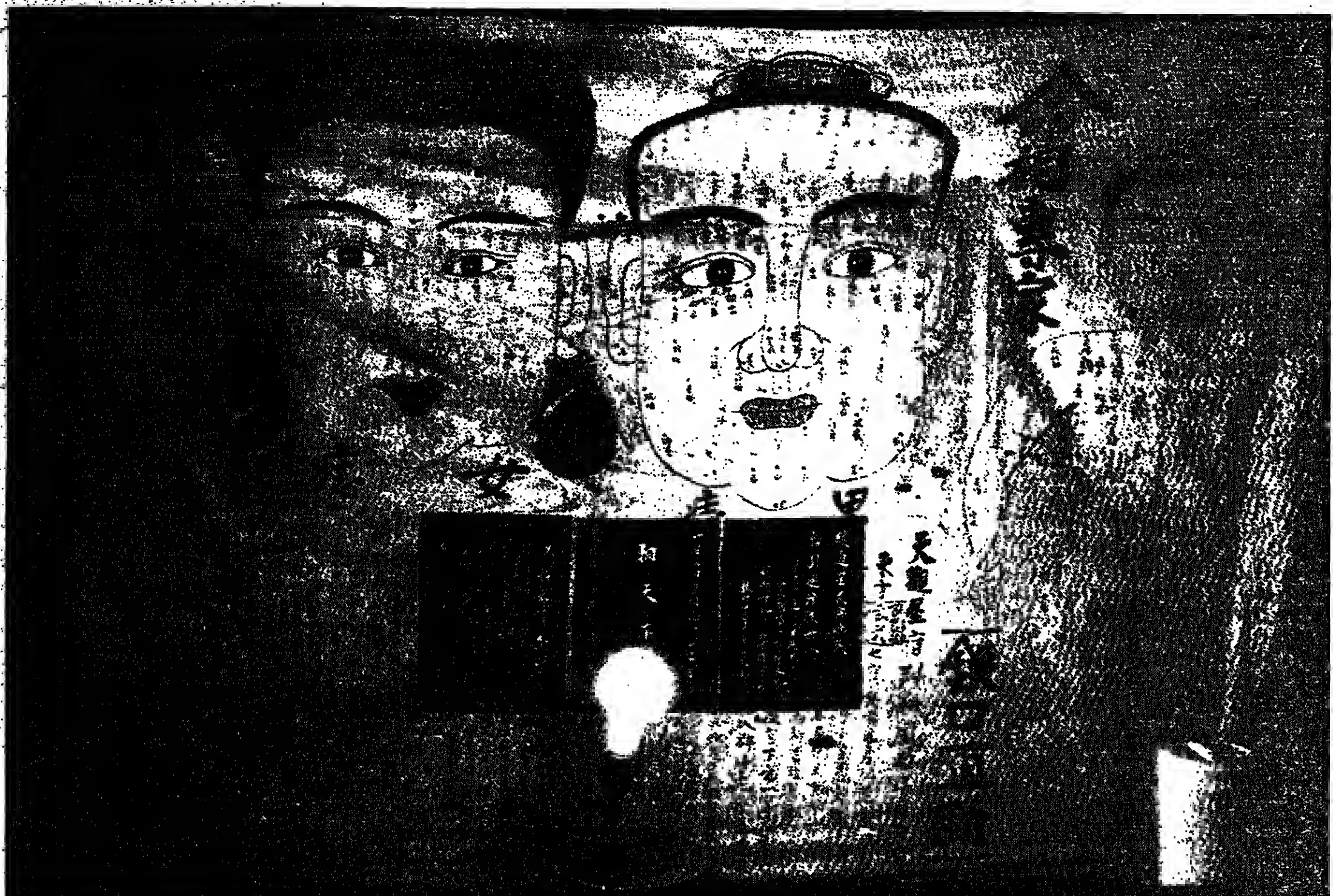
« Pour être vraiment crédible, dit le message final, l'année internationale de la jeunesse se doit, dans chaque pays, d'être préparée dans un esprit qui coupe court à tout formalisme. Elle doit se concentrer sur des mesures concrètes (...) Il va de soi qu'elle ne pourra aboutir (...) que si elle rencontre l'accord et l'appui de la jeunesse. » ■



مكتبة دار الحديث



55 من الأصل



D.H. SEYLAN

## Signes

# Le goût du risque

Par FRÉDÉRIC GAUSSEN

L'HISTOIRE de l'homme est celle d'un inlassable combat contre le risque. Risque de maladie, de pénurie, de guerre, de dépossession... Si la médecine, la technique, la diplomatie, le droit, ont permis d'écarter quelques-unes des menaces qui pèsent sur nos têtes, la fragilité de notre monde montre combien de progrès restent à faire. Une partie de la planète est toujours soumise à la famine. Les conflits armés et le terrorisme se multiplient. L'insécurité progresse dans les villes. L'incertitude sur l'emploi pèse sur les individus. Sans parler des catastrophes naturelles, séismes, typhons, raz de marée et autres cataclysmes... dont la sauvegarde semble un défi de la nature à notre univers sophistiqué.

Paradoxalement les progrès de l'esprit humain qui ont permis de faire disparaître certains risques majeurs — les épidémies, en particulier — en ont créé d'autres non moins redoutables : ceux liés au développement technologique, dans les domaines de la chimie, de l'énergie et de la génétique. Risques à court terme en cas d'accident, mais aussi à long terme, sur l'équilibre écologique de la planète ou, dans le cas des manipulations génétiques, sur l'évolution de l'espèce.

Ces nouveaux risques, nous avons quelque difficulté à les prendre pleinement en considération, tant ils sont étranges et effrayants. Leur ampleur même est difficile à imaginer. Sans aller jusqu'à l'explosion nucléaire finale, qui anéantirait notre planète, il est des accidents possibles qui, s'ils survenaient, nécessiteraient des mesures d'urgence d'une extrême importance — et dont rien ne prouve qu'elles seraient suffisantes. Les risques technologiques pèsent sur une étendue et une durée indéterminées. Les effets de certaines contaminations chimiques peuvent se faire sentir après plusieurs dizaines d'années — ou même à la génération suivante.

Le mystère qui plane autour de ces risques est d'autant plus grand qu'aucune expérimentation n'est possible. La prévision ne peut être qu'hypothétique, quelle que soit la sophistication des modèles mis au point pour tenter d'appréhender toutes les hypothèses.

Cette imprévisibilité de risques aussi massifs explique la difficulté qu'ont,

bien souvent, les personnes les plus directement concernées à avoir à leur égard un comportement rationnel. M. Patrick Lagarde, ingénieur au laboratoire d'éconômétrie de l'école polytechnique, qui a particulièrement étudié cette question, a été frappé par l'incapacité de bien des responsables à prendre vraiment en charge cette notion de risque. Selon lui, la plupart des accidents intervenus jusqu'à présent auraient pu être évités, si on avait écouté les mises en garde des spécialistes. Mais, en fait, le risque est écarté parce que proprement « impensable ». L'accident est impossible, tant qu'il ne s'est pas produit.

Les responsables sont, en ce domaine, peu différents des individus ordinaires. La prise en compte du risque demande une aptitude à se projeter dans l'avenir, à anticiper l'événement et à imaginer une diversité de scénarios que peu de gens maîtrisent vraiment. C'est que la relation avec le futur est pour le moins ambiguë. Elle met en jeu la relation à la vie et à la mort, la capacité d'espérer, l'organisation de la personnalité, l'histoire individuelle. Certains, les yeux collés sur l'instant, semblent incapables d'évaluer les conséquences de leurs actes ; d'autres, obsédés par l'avenir, passent leur temps à en scruter les signes annonciateurs. Comme si le présent n'était qu'un système de présages chargés d'annoncer un avenir déjà écrit.

Pour les premiers le risque n'existe pas, puisque aucun lien n'est perceptible entre les gestes de maintenant et la réalité de tout à l'heure. La vie est une constante improvisation, dans laquelle tout — c'est-à-dire rien — peut arriver. Cette attitude est fréquemment celle des jeunes délinquants, qui prennent avec d'autant plus d'insouciance des risques insensés qu'ils n'imaginent pas une seconde que leurs actes puissent avoir d'autre implication que la satisfaction immédiate qu'ils leur procurent.

Pour les seconds, à l'inverse, la vie n'est qu'une accumulation de risques et leur principale préoccupation est de tenter de déjouer en permanence les pièges tendus par le destin.

Attitudes extrêmes entre lesquelles bien des nuances sont possibles et qui peuvent d'ailleurs, selon les âges ou les circonstances, coexister dans le même individu. Qui peut prétendre être parfaite-

ment an clair avec ce qui est par définition insaisissable ?

Il est vrai aussi qu'une distinction est à faire entre les risques *subis* — ceux qui, comme les catastrophes ou les maladies, surgissent à l'improviste, — et les risques *choisis*, qui font partie de l'ordinaire de la vie. Toute action humaine est un choix plus ou moins clair entre des risques possibles. Vivre est bien naviguer entre Charybde et Scylla.

Ce choix dépend des personnalités, mais aussi des contextes culturels. La hiérarchie des risques, en fonction de laquelle s'établissent les actes quotidiens, est une construction collective, comportant une grande part d'arbitraire. Elle évolue selon les époques et les civilisations. Il fut un temps où, dans les sociétés occidentales, le risque majeur, déterminant les décisions individuelles, était la damnation. L'enfer ayant disparu de notre paysage intérieur, bien des actions interdites sont devenues possibles.

Mais si le péché n'est plus ce qui fait reculer, la Loi demeure, et les valeurs morales qui rendent certains actes plus lourds que d'autres. Si le désonneur n'est plus un risque qui vaille d'affronter la mort, comme le voulait le code des duellistes, celui de l'injustice sociale et du dommage causé à autrui — notamment aux femmes et aux enfants — a pris en revanche une rigueur plus grande.

La perception du risque, la peur qu'il engendre, dépendent beaucoup plus des idées régnantes que des leçons de la statistique — c'est-à-dire des chances réelles qu'il se réalise. Alors que les accidents de la route et d'alcoolisme sont les causes de décès les plus répandues, sortir quotidiennement en voiture ou prendre des apéritifs répétés ne sont pas perçus comme des rendez-vous avec la mort. En revanche la toxicomanie ou le terrorisme, qui font beaucoup moins de victimes, sont bien considérés comme des fléaux majeurs, engendrant toute une fantasmagorie macabre.

fortement déshumanisante. La prise en charge par l'administration de la sécurité générale a des conséquences politiques évidentes, en réduisant peu à peu l'initiative individuelle et en fondant les différences dans le moule d'une société d'assistance. C'est ainsi que les déviants, les marginaux, désignés administrativement comme des individus, ou des groupes, « à risques », se voient pris en charge par un appareil socio-psychiatrique et sommés de rejoindre la troupe des gens normaux.

De même la recherche de la sécurité individuelle conduit à multiplier les systèmes d'alarme et de surveillance et à assimiler tous les passants à des rôdeurs. Qui veut éliminer tous les risques voit des risques partout. Pour se tranquilliser, il a une méfiance absolue.

Mais l'élimination des risques reste un objectif hors d'atteinte — et sans doute illusoire. En fait, l'homme cherche moins à faire disparaître tous les risques qu'à trier les bons et les mauvais. Les mauvais sont ceux que ses phobies personnelles et un certain consensus social désignent comme tels. Les bons, ceux qui stimulent l'imagination, font frissonner de plaisir et permettent d'avoir une meilleure image de soi. Les risques font les héros. Ils permettent les prouesses. Ils sont le sel de la vie.

Si les hommes cherchent à être rassurés, ils n'entendent pas pour autant qu'on leur enlève ce qui permet d'affirmer leur valeur. Il n'est d'ailleurs que d'écouter le discours dominant de notre société d'assistés : le risque, paradoxalement, ne cesse d'y être exalté. Celui du sportif, du soldat, de l'entrepreneur, du chercheur, de l'artiste... Le risque enivre. Et son goût épicé donne à la vie sa saveur.

\* Cette chronique s'inspire en partie des réflexions échangées au cours d'un « séminaire » informel organisé par le *Monde Dimanche* et réunissant des journalistes et des chercheurs en sciences humaines, auquel ont notamment participé MM. Patrick Lagarde (auteur de *La Civilisation du risque*, le Seuil), Yves Pelicier, professeur de psychiatrie à l'hôpital Necker, et Henri-Pierre Jeudy (auteur de *La Peur et les Médias* (P.U.F.) et *La Panique* (Gallée). Voir également sur ce sujet le dossier sur le risque paru dans le n° 13 de la revue *Prospective* et *Santé* (9, rue Alfred-de-Vigny, 75006 Paris).





JEAN-PIERRE GAUZERE

## JUDAISME

# Le grand rabbin Sirat : priorité à l'éducation

**M**RENÉ-SAMUEL SIRAT a succédé, en janvier 1980, à M. Jacob Kaplan comme grand rabbin de France. Originaire d'Algérie, M. Sirat est un linguiste et depuis 1965 il est professeur d'hébreu à l'Institut national des langues et civilisations orientales. Ce passé universitaire explique l'importance qu'il accorde à l'enseignement et la priorité qu'il entend donner au développement de l'éducation juive.

Pour lui le message du judaïsme, sur le plan religieux, mais aussi culturel, est d'une particulière actualité dans la période de doute moral et idéologique que nous traversons. C'est ce qui explique le renouveau juif, que l'on peut constater aussi bien dans les milieux intellectuels que parmi une partie de la jeunesse.

« En prenant vos fonctions — il y a un peu plus d'un an — vous avez déclaré que la priorité était pour vous l'éducation juive. Qu'entendez-vous par là ? Vous voulez ranimer le sentiment religieux au sein de la communauté juive de France ?

— Oui, bien entendu. Tout rabbin souhaite accroître le sentiment religieux au sein de sa communauté — comme chaque juif instruit et cultivé se doit de communiquer les contenus de sa foi.

« Le fait qu'en France le judaïsme soit traditionnellement perçu comme une « religion » et donc limité à son aspect culturel eut pour conséquence qu'au cours des dernières décennies l'éducation juive a été quelque peu négligée. C'est pourquoi j'ai voulu lui restituer sa place primordiale et encourager les rabbins à retrouver leur rôle fondamental qui est celui d'enseignant : la première exigence biblique consiste à connaître et à transmettre les valeurs essentielles du judaïsme. Par éducation juive, je n'entends pas seulement la dimension strictement rituelle ou liturgique, mais l'ensemble des valeurs traditionnelles du judaïsme : historiques, culturelles, intellectuelles, morales, sociales...

« Actuellement, seulement 7 % des enfants juifs fréquentent une école juive à plein temps. Il y en a encore 7 % environ qui fréquentent des cours d'instruction religieuse donnés dans le cadre des communautés le mercredi ou

le dimanche. Il n'en reste pas moins que 86 % de nos enfants ne reçoivent actuellement aucune éducation juive et c'est ce qui explique la trop grande déjudaïsation de la communauté française.

« Je me suis donc fixé pour objectif d'augmenter sensiblement le nombre des élèves qui fréquentent l'école juive à plein temps et, d'autre part, de développer par tous les moyens l'enseignement complémentaire destiné aux enfants juifs qui fréquentent l'école publique. Ce programme dépendra bien évidemment des crédits très importants qui devront être mis à notre disposition. Pour ce faire, il faut sensibiliser les parents et former les cadres pédagogiques nécessaires pour porter la voix du judaïsme aux jeunes et aux étudiants.

— Il y a, au sein de la communauté juive française, une certaine inquiétude au sujet de la cinquantaine d'écoles privées juives qui existent en France. Partagez-vous ce sentiment ?

— Je ne dirai pas cela. Certes, il faut être vigilant et rester attentif à l'ensemble des problèmes qui se posent à l'heure actuelle en France au sujet des relations entre les pouvoirs publics et l'école libre. Mais l'école juive connaît aujourd'hui un très grand essor et je suis convaincu que notre réseau scolaire sera appelé à se développer considérablement au cours des prochaines années. J'ai été sensible à l'esprit dans lequel M. le président de la République appréhende le problème des écoles libres.

### Maison communautaire

« Naguère, la synagogue était le centre de la vie juive. Aujourd'hui, le seul dénominateur commun de la communauté juive française est une certaine solidarité avec Israël. Le sentiment national prend la place du sentiment religieux. Cela ne vous inquiète-t-il pas sur l'avenir du sentiment religieux ?

— Je ne partage pas l'analyse qui se dégage de votre question. Autrefois, c'est vrai, la synagogue représentait bien plus que le lieu de la prière en commun : elle était le point de rencontre et de rassemblement pour toutes les activités communautaires — culturelles, culturelles, mais surtout sociales. Pour illustrer la

conception juive de l'édifice communautaire, je rappellerai que la tradition permet, compte tenu de leur importance réciproque, la promotion d'une synagogue en maison d'études alors que la transformation inverse n'est pas autorisée. La construction récente de centres communautaires s'en inspire et confère à la synagogue une vocation de véritable maison communautaire : elle prévoit des salles où pourront se dérouler les prières, mais aussi les cours, les conférences, les cercles d'études à travers lesquels s'exprime de plus en plus la participation active des fidèles à la dimension culturelle et culturelle du judaïsme.

« Aux grandes constructions que nous a léguées le XIX<sup>e</sup> siècle, vouées uniquement au culte, les juifs préfèrent, de nouveau, des synagogues à échelle humaine. Sans doute la sensibilité religieuse a-t-elle évolué pour retrouver son caractère dynamique original : aux édifices majestueux et froids, où les fidèles ne pouvaient qu'écouter passivement la prière des chœurs et des officiants, on préfère désormais des centres qui favorisent la manifestation éphémère de la spontanéité juive. L'émotion esthétique ne semble plus être la condition essentielle à la manifestation de l'émotion religieuse.

« Notre solidarité avec Israël, avec la communauté juive d'U.R.S.S. ou avec toute autre communauté juive s'y exprime bien entendu : elle fait partie intégrante du judaïsme dont l'une des valeurs fondamentales est précisément l'appartenance à la communauté d'Israël, expression prise dans la plénitude de son sens auquel s'attache une valeur mystique. En aucun cas on ne peut dire que le sentiment de solidarité avec Israël et le judaïsme constitue le seul dénominateur commun de la communauté juive française, d'autant moins que notre solidarité s'exprimera aussi vis-à-vis de toute communauté menacée, de

### VICTOR MALKA

tout homme en danger. Le devoir qui consiste à apporter notre soutien à tous les opprimés est un devoir religieux fondamental. C'est même une des bases sur lesquelles, selon la Tradition juive, repose le monde.

— Ne pensez-vous pas que lorsque certains parlent de renouveau juif, ils expriment essentiellement un sentiment de fierté politique, beaucoup plus qu'ils ne se réfèrent à une notion de renaissance religieuse ou spirituelle ?

— Tout en déplorant la distance que prennent encore certains de nos coreligionnaires par rapport au judaïsme, je suis heureux de constater un renouveau. Sans doute faut-il lui imprimer davantage une orientation culturelle, spirituelle et religieuse. Mais il y a en tout état de cause, une quête, un sentiment d'inquiétude. Et si cette recherche en est encore au stade des balbutiements, je veux n'y voir qu'un argument supplémentaire pour intensifier les efforts qui ont déjà été engagés dans ce sens.

### Vigilance

« Certains juifs ne s'affirment tels que face à telle ou telle manifestation antisémite. Diriez-vous que le développement de l'antisémitisme est aujourd'hui inquiétant en France ?

— Considérer que ceux qui ont posé la bombe devant la synagogue de la rue Copernic sont devenus des agneaux serait naïf. Mais la magnétique réaction du peuple de France face à cet attentat m'a paru être un phénomène nouveau. Il ne faut pas oublier qu'avant guerre il suffisait de présenter un programme antisémite pour être élu député ou conseiller de Paris.

« Mais il convient d'être vigilant et de réagir chaque fois qu'il y a une nécessité, même si nous ne devons pas nous laisser obnubiler par les problèmes de l'antisémi-

tisme et nous enfermer dans une sorte de ghetto. Nous devons refuser la mentalité d'assiégés, mais au contraire participer pleinement à la vie et aux problèmes de la cité sans renoncer en rien à notre spécificité.

« La « commission du bilan » dirigée par M. Bloch-Lainé rapporte un nombre impressionnant d'agressions antisémites de 1975 à 1980, comptabilisant pour ces six années : 769 agressions dont 266 graves. Un phénomène des plus inquiétants étant une certaine banalisation du racisme par les tenants du « révisionnisme historique ». Les actions terroristes de ces dernières semaines, et en particulier l'ignoble attentat de la rue Marbeuf, montrent la volonté de ces criminels de déstabiliser la société démocratique dans son ensemble et ne font qu'aviver une certaine angoisse. Il convient de réaffirmer la nécessité urgente d'une vigilance sans faille de la nation tout entière.

— Il y a une telle susceptibilité à cet égard que la moindre critique contre le sionisme et parfois contre la politique d'Israël est reçue comme une agression antisémite. Quelle est votre position à cet égard ?

— Il y a eu, ces dernières années, une telle hypocrisie dans le langage, que, bien entendu, la réaction épidermique est parfaitement compréhensible. On a essayé de mettre sous l'étiquette antisémite ce qu'on n'était plus, après Auschwitz et Hitler, mettre sous l'étiquette antisémite. Il est arrivé que l'antisémitisme ait véhiculé des sentiments impurs et indignes.

« Le rapport de la « commission du bilan » reconnaît que, à côté de l'antisémitisme traditionnel toujours latent qui resurgit périodiquement, il y a aussi un antisémitisme plus moderne qui est une conséquence de l'antisémitisme. Celui-ci n'est certes pas toujours un masque de l'antisémitisme, mais il est souvent un facteur d'indifférence à la condition des juifs et risque d'altérer l'antisémitisme auprès d'une opinion publique portée à confondre israélien et juif ».

« Cela étant dit, les prophètes d'Israël ont déjà indiqué, il y a près de trois millénaires, que lorsque le croyant n'est pas d'accord en son âme et conscience avec la politique suivie, il est de son devoir de l'exprimer. Cependant, ce droit à la critique ne peut se

comprendre que s'il part d'une volonté d'apporter une contribution positive et s'il est formulé sans arrière-pensées et sans volonté de dénigrement, et en ayant constamment à l'esprit la nécessité d'aimer son prochain comme soi-même.

### CONVERSION

« Le terme même de juif a subi, depuis quelques années, des extensions de sens. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, l'identité juive ne faisait pas problème. Aujourd'hui, il n'y a pas de définition universellement acceptée du fait juif. Quelle est votre propre définition de l'être juif ?

— Il y a une définition parfaitement claire. C'est celle de la loi juive qui nous engage tous : est juif celui qui est né de mère juive et à condition bien évidemment qu'il n'ait pas abjuré la foi de ses ancêtres, ou encore celui qui a été converti selon la loi traditionnelle du judaïsme.

« Que faites-vous de ceux qui ne croient pas en Dieu ?

— Ils sont juifs à part entière.

« Dostoyevski disait qu'on ne saurait se représenter un juif sans Dieu ?

— La littérature rabbinique est certainement moins catégorique. La « Techouva » (retour) est toujours possible. Nous n'avons pas à juger notre prochain, et qui sommes-nous pour exclure qui que ce soit du patrimoine spirituel de ses ancêtres ? N'est exclu que celui qui s'exclut de lui-même de la communauté et tant qu'il n'a pas fait l'effort de revenir de lui-même vers le judaïsme.

« Toute conversion est un acte d'une gravité extrême, une véritable mutilation de l'être spirituel de la personne qui s'éloigne de la religion de ses pères. C'est la raison pour laquelle le rabbinat a toujours été réservé vis-à-vis des demandes de conversions de non-juifs au judaïsme. La Bible nous enseigne que tout homme est créé à l'image de Dieu et à ce titre il a droit, quelle que soit sa religion et à condition qu'il respecte les lois élémentaires de la morale, au monde futur. Cependant, si quelqu'un veut embrasser le judaïsme, uniquement motivé par l'amour du judaïsme, en sachant parfaitement à quoi il s'engage et l'étendue de ses devoirs, alors il devient « le fils spirituel du patriarche Abraham ».

مكتبة الشيخ محمد



150

Pourquoi le Rabbinate traditionnel ne reconnaît pas les conversions faites par le judaïsme libéral. Pourquoi ?

Le judaïsme libéral refuse de reconnaître le caractère sacré de la loi, principe immuable du judaïsme, ainsi que l'autorité du Tribunal rabbinique, détenteur de l'authenticité juive, notamment en matière de statut personnel, en particulier dans le domaine des conversions et du mariage de femmes divorcées civilement. En conséquence les conversions prononcées par cette communauté ne sauraient en aucune manière être reconnues conformes à la loi traditionnelle juive.

### Dialogue avec les chrétiens

On a l'impression que vous avez cherché à déchristianiser un certain nombre d'appellations qui ont cours dans la communauté juive : ainsi vous ne parlez plus de synagogue, mais d'école rabbinique. Votre prédécesseur, M. Kaplan, a été très actif dans l'approfondissement du dialogue juéo-chrétien. Vous êtes sensible à ce problème ?

Nous voulons rejeter la communauté. Je n'oublie pas que je suis linguiste de formation. Bien des juifs continuent à parler de « baptême » et de « communion » pour dire, « circoncision » et « bar-mitsva ». C'est là plus qu'une simple erreur de vocabulaire. Il convient d'attacher à cela une particulière importance. Cette question de terminologie recouvre, de fait, un problème beaucoup plus vaste, qui implique une remarque préalable d'ordre historique.

Lorsque, à l'époque napoléonienne, l'émancipation a été accordée aux juifs, ces derniers ont éprouvé le besoin de témoigner leur gratitude à leurs concitoyens en adoptant leur façon de vivre, de penser et de parler. C'est à cette époque, en effet, qu'on a commencé à construire des synagogues en forme de cathédrales, et à considérer que le rôle des rabbins devait être équivalent à celui des prêtres dans leurs églises. Maintenant, le judaïsme s'affirme tel qu'il est depuis des millénaires et tel qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, c'est-à-dire comme un système global qu'on ne saurait limiter à sa dimension strictement liturgique.

Pour ce qui est du dialogue juéo-chrétien, il convient effectivement de rendre un hommage particulièrement chaleureux à l'action de M. le grand rabbin Kaplan. Il a su, au lendemain de la tourmente, mener un combat, inlassable contre « l'enseignement du mépris » dont Jules Isaac, en particulier, a révélé les racines chrétiennes. Un dialogue constructif s'est instauré avec des dirigeants de l'Eglise, dialogue qui a conduit à la publication de la célèbre déclaration de Seelersberg et, plus récemment, à la déclaration de l'épiscopat français, en 1973. Le chemin ainsi parcouru par l'Eglise a abouti à la reconnaissance de la spécificité de chacune des parties en présence et à une meilleure compréhension mutuelle. En particulier, toute référence ou allusion à l'accusation de déicide a été supprimée.

Des progrès considérables ont été faits dans les rencontres juéo-chrétiennes, qui ont permis de développer une fraternelle amitié entre les membres des deux confessions et de dégager un certain nombre de points de convergence. Des relations cordiales se sont établies au fil des années entre théologiens juifs et chrétiens et ces relations permettent de progresser dans une recherche et un approfondissement de nos croyances respectives. La vérité, cependant, nous oblige à dire que nous avons des idées divergentes sur les rôles respectifs du judaïsme et du christianisme dans l'économie du salut.

J'ajoute que j'entretiens d'excellentes relations avec la présidence de la commission épiscopale et la présidence de la Fédération protestante de France et je tiens à réaffirmer ma volonté d'œuvrer sans relâche pour développer l'amitié entre juifs et chrétiens. Je crains cependant que, compte tenu de l'importance qu'occupe la terre d'Israël dans la Bible, et partant, dans le judaïsme, la non-reconnaissance de l'Etat d'Israël par le Vatican constitue une dif-

ficulté à un véritable dialogue sans arrière-pensées.

N'y a-t-il pas nécessité aussi d'établir un dialogue avec les représentants de l'Islam ? Le chemin théologique qui sépare le judaïsme de l'Islam est moins long que celui qui le sépare du christianisme. Et, de plus, il n'y a pas le contentieux de l'enseignement du mépris.

Notre loi nous apprend à aimer notre prochain. Nous n'avons pas à porter de jugement sur le fait de savoir qui est le plus proche. Ce qui est important, c'est que le christianisme comme l'Islam ont pris leur source dans le judaïsme. La communauté juive entretient avec nombre de responsables de la communauté musulmane d'excellentes relations et, en ce qui me concerne, je ferai tout pour les maintenir et les développer dans toute la mesure du possible.

Malheureusement, ce qui rend ce dialogue indispensable particulièrement délicat, c'est, d'une part, la situation au Proche-Orient et, d'autre part, le sort dramatique réservé à nos frères juifs dans certains pays arabes ou musulmans d'Orient, telle la Syrie. En effet, ils y sont parfois privés de leurs libertés élémentaires et soumis à de graves vexations. La communauté juive a appris avec indignation que M. Gérard Israël, membre du Parlement européen, n'a pu faire partie de la délégation qui devait se rendre au Pakistan en raison de « son nom et de son appartenance ».

### La Terre promise

Comment pourriez-vous définir vos rapports avec l'Etat d'Israël ?

Toute l'histoire biblique, depuis le temps d'Abraham jusqu'à l'époque des derniers prophètes, est axée autour de la centralité de la terre d'Israël. Depuis des millénaires, la liturgie juive traduit, plusieurs fois par jour, la nostalgie de la terre et l'espérance d'un retour aux sources véritables du peuple juif dans son pays. Le retour des exilés est sans cesse présenté dans les promesses bibliques et dans la littérature rabbinique comme un phénomène eschatologique. La création de l'Etat d'Israël, le 15 mai 1948, au lendemain du plus grand génocide de l'histoire, constitue donc un phénomène de dimension à potentialité messianique. Nos liens privilégiés avec l'Etat d'Israël sont d'abord inspirés par notre solidarité avec la communauté juive qui, concrétisant les prophéties bibliques, a su faire ressusciter la Terre promise et faire refluer le désert. Mais notre attitude à l'égard de l'Etat d'Israël est aussi déterminée par la dimension métaphysique que lui confère la Bible.

Il me semble regrettable que, influencés par les médias qui ne parlent des problèmes du Proche-Orient que sous un aspect strictement politique et souvent critique, certains membres de notre communauté ou viennent à oublier le lien transcendant qui unit Dieu, le peuple juif et la terre d'Israël. Notre rôle consiste donc à enseigner à nos élèves que l'histoire miraculeuse qui se déroule actuellement sous nos yeux est du domaine de la perspective messianique. A ce titre, la réunification de Jérusalem, permettant à tous les cultes le libre accès à leurs lieux saints, ce qui n'était certes pas le cas avant 1967, constitue une illustration supplémentaire de la signification universelle de Sion, symbole d'harmonie et de paix (Psaumes CXXII, 1-9).

Je tiens à souligner ici la volonté d'Israël, sans cesse réaffirmée, de vivre en paix avec tous ses voisins. Les immenses concessions faites récemment encore en vue de voir sa légitimité définitivement reconnue par l'Egypte, comme elle l'a été par le concert des nations en 1948, le prouvent abondamment.

J'ai toutefois l'impérieux devoir d'ajouter que, pour un croyant, chaque être tué ou blessé, en raison de l'escalade de la violence au Moyen-Orient, constitue une source de tristesse angoissée. Cependant, il ne faudrait pas confondre la cause et les conséquences. Les tragiques événements qui endeuillent à l'heure actuelle Israël et le Liban constituent une preuve, si elle était nécessaire, que les actions terroristes ne peuvent conduire qu'à l'escalade, c'est-à-dire encore plus de morts de part et d'autre, encore plus de souffrances, encore plus de deuils, de chagrin et de tristesse.

Mon vœu le plus cher est que la paix s'instaure selon l'antique expression juive « rapidement et de nos jours » entre l'Etat d'Israël et tous les Etats arabes de la région, sans aucune exception, et qu'une solution humaine, digne de l'enseignement de la Tora puisse mettre fin à des décennies de souffrance, de déracinement et de débordement de haine.

Vous allez, en principe, rendre visite aux communautés juives d'U.R.S.S. sur invitation du grand rabbin de Moscou, M. Fishmann. Que direz-vous aux juifs soviétiques ?

Je leur exprimerai l'affection et le soutien du rabbinat français. Il est normal, en effet, que le judaïsme français, en la personne de ses chefs spirituels, sans interférer le moins du monde dans le domaine politique, rende visite à la plus grande communauté juive d'Europe et tisse avec elle, comme avec les autres communautés, des liens fraternels.

### Témoignage de sainteté

Quel est, en fait, le rôle d'un grand rabbin de France ?

Je dirai que c'est tout d'abord le rôle d'un chef spirituel qui veut vivre avec ses fidèles, partager leurs préoccupations, essayer de les aider à trouver des solutions aux problèmes qui se posent à eux, stimuler les forces vives de la communauté et intensifier autant que faire se peut le sentiment de l'unité de la communauté. Il y a en effet en France environ sept mille juifs, répartis en deux cents communautés. La plupart d'entre elles se sont constituées au cours des deux dernières décennies dans des agglomérations dont toute vie juive avait souvent disparu depuis des siècles. Et, tandis que les rapatriés chrétiens ont pu trouver dans chaque village de France une église ou un temple, il a fallu créer pour nos concitoyens des structures communautaires partout où le besoin s'en est fait sentir. Cette action a été d'autant plus difficile que la communauté juive, en tant que telle, n'a reçu aucun dédommagement pour les institutions communautaires abandonnées en Algérie, toutes précieuses sur le plan sentimental, certaines aussi d'une grande valeur historique et esthétique.

Par ailleurs, le grand rabbin de France est le grand rabbin de

tous les juifs, et non pas seulement de ceux qui pratiquent les *mitsvot* (les commandements). En outre, si de multiples tâches m'obligent trop souvent à sacrifier l'essentiel sur l'autel de l'urgent, je ne perds pas de vue que les fonctions à la tête de la plus grande communauté juive d'Europe occidentale me confèrent des responsabilités vis-à-vis des autres communautés du monde juif.

Dans la multiplicité de vos tâches, quelle est celle qui vous paraît aujourd'hui la plus importante ?

Sans conteste, par la priorité donnée à l'éducation, je tiens à enseigner le vrai visage du judaïsme, qui porte un message d'harmonie. Les fondements révélés de la morale juive enseignent le respect de soi-même et le respect d'autrui. Cette exigence constitue la meilleure protection contre les terribles méfaits du monde moderne. Je pense par exemple à la drogue et aux sectes qui ne sont qu'aliénation et refuge illusoire dans des idéaux trompeurs et constituent une forme moderne d'idolâtrie. Les valeurs bibliques traditionnelles représentent aussi le meilleur garant qui permette l'épanouissement de l'individu au sein

de sa cellule familiale, de sa communauté religieuse et culturelle et au sein de la société. Le rôle fondamental que j'assigne à la fonction de grand rabbin de France est de redonner à ma communauté foi et espérance.

Le judaïsme, après Auschwitz, est dans la situation du grand prêtre Aharon après la mort de ses fils (Lévitique X, 31) : le culte est célébré, l'étude de la Tora se développe partout, la vie sociale est organisée selon le principe biblique de la *tsedaka* (justice et charité à la fois), mais la douleur est aussi vive qu'au premier jour. Quarante ans sont passés depuis la déportation et, en silence, notre communauté se souvient de ses disparus et continue d'agir selon le message ultime qu'ils nous ont laissé. La Bible nous enseigne aussi : « Soyez saints car je suis saint, moi le Seigneur votre Dieu ».

En ces temps de troubles, d'altération des valeurs morales, de confusion, d'angoisse face à l'avenir, le rôle du judaïsme est de porter un témoignage de sainteté, de maintenir intacte notre espérance et d'affirmer notre foi dans la réalisation prochaine des prophéties bibliques : la paix universelle et l'harmonie, la justice et l'amour.

### GÉNÉALOGIE

## Cercles d'amateurs

PIERRE CALLERY

IEUX routiers des recherches généalogiques, Christian Mazenc écrit sans ambages (1) : « A l'origine, toute démarche généalogique est teintée d'une bonne dose d'égoïsme. On veut connaître ses ancêtres et rien qu'eux ».

Depuis plusieurs dizaines d'années, plus d'un siècle dans un cas rarissime (la société de Boston fut fondée en 1845 mais resta la seule, semble-t-il, jusqu'au début du siècle), de nombreuses sociétés d'amateurs se sont constituées à travers le monde, de toutes les tailles et selon toutes les conceptions. Mais on ne voit pas comment elles pourraient subsister avec des membres tous égoïstes et ne songeant strictement qu'à leurs propres ancêtres.

Heureusement, et Christian Mazenc le reconnaît aussitôt, cela ne concerne que les seuls néophytes ou encore rompus à la recherche, à l'ouverture vers les autres membres de la famille qu'elle entraîne, à la passion — peu compréhensible aux témoins extérieurs mais bien réelle — qu'elle engendre.

Personne ne sait quelle est la proportion de généalogistes qui n'adhèrent jamais à une association. Elle représente certainement une fraction importante. A titre indicatif, notons que ces chercheurs constituent la majorité des lecteurs qui écrivent à cette rubrique.

Si l'existence des cercles n'apparaît donc pas comme une nécessité absolue, les associations d'amateurs ne se multiplient pas moins à travers le monde (une cinquantaine ont été créées en France, une centaine au Royaume-Uni). Cela correspond donc à un besoin très général.

Que sont-elles ? Qu'offrent-elles et que leur demande-t-on ? Les sociétés groupant le plus grand nombre de membres sont américaines, anglaises, et australiennes. Nous connaissons dans l'ordre (2) : la New England Historic Genealogical Society, de Boston, qui réunit huit mille membres ; la Society of Genealogists, de Londres ; et la Society of Australian Genealogists, de Sydney, qui compte respectivement six mille et cinq mille neuf cents adhérents.

Or, même si en Angleterre les recherches peuvent mener fort loin (alors que les minutes y sont réservées à la consultation directe et que l'obtention des copies y revient fort cher) (3), les pays de ces sociétés gigantesques ne semblent pas dans l'ensemble favorables aux recherches, les sources sont rares, quand elles ne sont pas quasi inexistantes.

De là à conclure que les nombreux adhérents ne se sont inscrits que pour jouir de telle ou

telle facilité accordée aux membres, comme par exemple la jouissance des services d'une bibliothèque spécialisée, il n'y aurait qu'un pas. Faut-il le franchir ?

L'Allemagne, la France, l'Espagne et surtout l'Italie possèdent de nombreuses possibilités de recherches, et des archives souvent très anciennes. Or les sociétés d'amateurs sont pratiquement inexistantes en Italie et en Espagne, les centres français groupant plus de mille membres se comptent sur les doigts de la main, tandis que les tout petits cercles, au dynamisme accru par leur faiblesse numérique, incitent les sociétés plus importantes à se scinder en petites sections locales.

Certains préfèrent les cercles très importants, car ils peuvent demeurer anonymes et en obtenir ce qu'ils croient être les principaux avantages. Or le véritable intérêt de la société d'amateurs réside dans le contact entre chercheurs, l'encouragement implicite ou explicite mutuel.

La recherche généalogique suppose une longue patience. Un cercle peut encourager de jeunes élèves, comme à Blois (4). Il réalise souvent le dépouillement et la mise sur fiches des minutes de communes aux archives très anciennes, il tient le plus souvent une bibliothèque spécialisée en généalogie et en histoire locale, mais, ce qui importe essentiellement pour une recherche, longue et pénible sans cela, il soutient le moral de chaque membre, qui peut juger des réussites et des échecs, apporter et recevoir des conseils.

L'un des plus petits cercles de France, la Société généalogique du Bas-Berry, est exemplaire à cet égard (5). Il ne compte pas plus d'une soixantaine de membres, dont plus de la moitié sont extérieurs au département. Néanmoins, les réunions mensuelles réunissent très régulièrement une quinzaine de passionnés qui commentent les dernières informations généalogiques, apportent leur commune entraide et étudient la paléographie sous la conduite de M<sup>lle</sup> Nicole Patureau, directrice de service d'archives du département.

(1) Voir *Echos et nouvelles de l'Atelier de recherches généalogiques et onomastiques*, n° 18, mars 1982, page 3. Publication bimensuelle de Brive-La-Vieille, 31, avenue Jean-Jaurès, 19100 Brive. Tél. : (55) 23-02-76.

(2) D'après Descamps de mars 1981, repris par A.P.G. Newsletter, vol. 3, n° 12 de décembre 1981.

(3) Voir le *Monde Dimanche* du 30 mai 1982, « L'état civil en Grande-Bretagne ».

(4) Voir le *Monde Dimanche* du 18 janvier 1981 : « Initiation au lycée ».

(5) 32, rue de la Vieille-Prison, 36000 Châteauneuf. Section parisienne : Joël Aubailly, 2, avenue Roger-Salengro, 93120 La Courneuve.

### POESIE

## JEAN-CLARENCE LAMBERT

Jean-Clarence Lambert, qui est né en 1930, fut l'ami de Bachelard, qui commenta ses vers. Traducteur d'Octavio Paz, familier des surréalistes, il a voyagé chez les Tarahumaras, sur les traces d'Artaud. Mais il s'est aussi intéressé à l'Europe nordique et a rassemblé une *Anthologie de la poésie suédoise* (UNESCO-Seuil). Il a publié une vingtaine de livres, dont le *Trésor de la poésie universelle*, où il tentait, en compagnie de Roger Caillois, de dresser l'inventaire de toutes les formes poétiques connues. Son *Noir de l'azur* (Gallimard) est illustré conjointement de dessins de Karel Appel et de partitions musicales de Jean-Yves Bosseur. Une anthologie de son œuvre : *Poésie en jeu*, par Georges Raillard, est annoncée aux éditions Gallimard. Pour ce cosmopolite, la poésie est fête, et son « séminaire » actuel creuse des nids qui délimitent de joyeuses apocalypses. Avec Wittgenstein, il avance que « buter contre les limites du langage, c'est l'éthique ».

CHRISTIAN DESCAMPS.

### Féminaire

d'après SCHOENORFF

Noble ambition du sommeil qui cherchera pour nos corps enlacs angoissés un visage un espace dans l'abîme où nous roulons mésoillés

Il convient maintenant de meubler cette chaise cette mémoire cette forêt d'eau  
Là de cristal au table d'émeraude la chance y glissera comme une ballerine comme une fleur de chair intouchée  
Mais l'eau se trouble le labyrinthe se resserrera en sont chassés le sang le vent les micas se referment les squelettes sarcophages  
A grand peine s'en défont les amants  
Leur mort demeure.

Nutre cérémonie patiente pour la statue de toi qui naît contre ton ventre et se drape fausse aurore au fond du labyrinthe

Nutre ou muqueuse l'espace glisse et se crasse et s'obscurcit tu règnes les seins dressés les jambes ouvertes sans autre amour que celui de tes lèvres peintes ta chevelure nouée sur elle-même en tourbillon d'amoncellement vivante  
Nous montons nous descendons à l'intérieur de ton corps immobile nous ne sommes pas aveugles à la nuit et tu n'es pas sans cor-de ni carresse nos épaules nous le disant notre naissance dans l'écume nostalgique des mers qui revêtent la peau de l'azur.

La beauté ses demeures souterraines la lente vibration du sang et de la lymphe pour dessiner des ogives dressées la beauté le quart-hyacinthe des rosaces où se croisent tant de chemins perdus paupières lèthes et flammes  
Sainte ombre cette fête qui ne commença ni ne finit d'aligne en aligne d'appel en appel secoue secrète du rouge au noir forêt nuyée  
Dans l'immense insomnie du sang notre cœur n'a pas besoin d'ouï mais de beauté.



# La révolution de 1848 vue de New-York

**D**ANS la foisonnante production du journalisme américain au milieu du dix-neuvième siècle — deux mille trois cents titres, en 1850, dont deux cent cinquante-quatre quotidiens — la presse de New-York montre une vigueur et une tonalité hors de pair. Toutes les factions politiques, tous les intérêts sont représentés par un ou plusieurs des quarante journaux publiés, quotidiens, hebdomadaires, bi-hebdomadaires. La bigarrure ethnique et culturelle du melting-pot qu'est New-York, point de chute de la plupart des immigrants, se traduit par l'existence de feuilles en langues étrangères, tel le *Courrier des Etats-Unis*, qui paraît trois fois par semaine.

Les intérêts économiques et les liaisons maritimes du grand port atlantique lui donnent plus de motifs et de moyens pour s'intéresser aux affaires de l'Europe. On attend donc avec impatience l'arrivée de chaque navire qui apporte les paquets de journaux de Londres et de Paris dont on distille et commentera le contenu jusqu'au prochain arrivage. Trois des principaux journaux de New-York ont un petit vapeur rapide, le *Telegraph*, chargé d'aller au-devant des bateaux venant d'Europe et en recevoir les paquets destinés aux commanditaires qui les recevront deux ou trois heures plus tôt que les concurrents.

C'est ainsi que dans la nuit du 17 au 18 mars 1848, le *Telegraph*, qui, depuis plusieurs jours, croissait à l'entrée de la baie de New-York, rencontra le vapeur *Cambria*, parti de Liverpool le 27 février ; moyennant un délicat accostage en mer, les paquets destinés aux trois associés leur étaient portés directement à Manhattan, tandis que les autres rédactions devaient attendre l'amarrage du *Cambria* à son quai de Jersey-City, sur l'autre rive de l'Hudson.

## Déchainés

Quelques heures plus tard, et tout au cours de la journée, sortaient des presses des éditions spéciales (*extra*) avec un déploiement de titres sensationnels. Le *New York Herald* de James Gordon Bennett se surpassait, comme d'habitude, remplissant de titres clameurs toute une colonne de sa première page généralement réservée aux petites annonces. Cela donne quelque chose comme ceci :

HIGHLY IMPORTANT  
INTELLIGENCE  
ARRIVAL  
of the  
CAMBRIA  
REVOLUTION IN FRANCE!  
ABDICATION  
of  
LOUIS-PHILIPPE  
THE FLIGHT  
of the  
ROYAL FAMILY

Même avant que fussent distribuées dans les rues ces éditions spéciales hâtivement composées, la stupéfiante nouvelle s'était répandue de bouche à oreille à partir des bulletins à la main affichés à la porte des bureaux et des imprimeries. Le correspondant new-yorkais d'un journal de Philadelphie, *Pennsylvania Enquirer*, décrit l'effet produit : « J'ai souvent vu la population de New-York en état d'excitation, mais je ne l'ai jamais vue aussi frénétique et déchainée. Les Français d'ici étaient véritablement hors d'eux-mêmes. Par un commun instinct, ils abandonnèrent leurs lieux de travail et se pressèrent dans les cafés français pour commenter les nouvelles et échanger des félicitations. Le drapeau tricolore fut

immédiatement arboré sur tous les hôtels, restaurants et cafés français de la ville (...). Nos citoyens américains, eux aussi, étaient excités. En fait, la ville ressemblait à une chaudière en ébullition. » (20 mars.)

Pour les Irlandais, si nombreux à New-York, la révolution parisienne devait être le signal d'une insurrection de leurs compatriotes contre le joug britannique : quelques heures à peine après l'arrivée des nouvelles ils se réunissaient en grand nombre dans le lieu ordinaire de leurs assemblées, l'hôtel Shakespeare, et, sur-le-champ, décidaient de lancer une souscription de 100 000 dollars destinée à l'achat d'armes et de munitions pour leurs confédérés de Dublin.

Le ton des premières réactions de la presse est donné par le *Sun*, le plus populaire des journaux de la ville, avec le plus gros tirage (vingt mille) : « *Jamais la cause de la liberté et de la souveraineté du peuple n'a été plus triomphalement vengée. Jamais un oppresseur n'a été plus soudainement foulé sous les pieds des opprimés. La route de la liberté a reçu une nouvelle impulsion et va rouler avec une force accrue jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de*

La révolution de 1848, largement « couverte » par la presse, provoqua à New-York un immense enthousiasme. Articles et discours exaltés, meetings, pétitions, manifestations... Les Américains s'enflammèrent pour cette victoire de la liberté sur le « despotisme ».

GUY DE BERTIER DE SAUVIGNY

« *se combineront pour tenir en échec le mécontentement manifeste et grandissant à l'encontre de sa politique tant intérieure qu'extérieure.* » (*New York Commercial Advertiser*, 20 mars). En somme, Louis-Philippe a été justement puni : « *Depuis qu'il était devenu « roi-citoyen », sa politique a été une constante opposition contre ce principe de liberté populaire qui l'avait mis au pouvoir (...). L'avarice et le despotisme s'étaient emparés de son âme, et, au bout du compte, il était devenu un plus grand tyran que le monarque qu'il avait supplanté (...). Il avait organisé le plus stupéfiant système de despotisme et de corruption que le monde ait jamais vu.* » (*New York Daily Globe*, 22 mars.)

Sa conduite dans la crise n'a pas été non plus digne d'un roi. S'il était monté à cheval et, entouré de ses fils et de sa maison militaire, avait confronté l'insurrection, il aurait du moins acquis le respect de l'opinion (*Morning Courier and New York Enquirer*, 20 mars). « *Sa chute a moins de gran-*

an nom du jeune comte de Paris. Mais la grande majorité des journalistes espèrent et souhaitent la consolidation d'un régime républicain sur le modèle de celui qui a fait ses preuves aux Etats-Unis. Mais est-ce aujourd'hui suffisant, se demande Arthur Brisbane, le promoteur en Amérique des doctrines de Fourier : « *La liberté ne nourrit pas ni ne vêtira le peuple, ne leur garantira pas le travail, ou le fruit de leur labeur s'ils trouvent à travailler. La France ne trouvera maintenant son repos que dans la prospérité de toute sa population (...). On peut crier au socialisme, mais le développement industriel de la France est tel qu'aucune République ni aucune autre forme de gouvernement ne peut être permanente à moins d'être fondée sur l'ORGANISATION DU TRAVAIL.* » (*Daily Tribune*, 20 mars.)

## Neutralisme

L'avenir de la République en France dépend aussi des répercussions inévitables dans les autres pays d'Europe. Les monar-

chies conservatrices, menacées par la contagion révolutionnaire, ne vont-elles pas réagir ? Et en cas où elles feraient la guerre à la France républicaine, les Etats-Unis devraient-ils rester neutres comme un demi-siècle plus tôt ? James Gordon Bennett voudrait que l'on se mette en état d'intervention : que le gouvernement fasse immédiatement construire douze ou vingt grands paquebots à vapeur, qui pourraient être utilisés comme transports de troupes. « *Si les Etats-Unis montrent suffisamment leur force morale et physique dans cette affaire, le progrès de la liberté en Europe peut être aidé au-delà de ce que l'esprit peut imaginer en ce moment. Eveille-toi Congrès !* »

Le fougueux Gordon Bennett ne devait pas trouver beaucoup d'échos à ses velléités interventionnistes. Le *Sun* exprime l'opinion commune : « *Aide individuelle et engagement volontaire peuvent être encouragés, mais, pour un Etat, se mêler des affaires d'un autre pays ce n'est pas de bonne politique.* » (23 mars.) On n'a du reste pas à craindre d'être impliqué malgré soi. « *L'océan nous sépare heureusement du Vieux Monde et de ses conflits. Il peut, à vrai dire, pousser sur nos rivages les débris d'existences princières, nobles et fortunées. On viendra chercher dans la sécurité de notre République cette protection pour les personnes et les biens que l'Europe ne peut plus offrir.* » (*Morning Courier*, 20 mars.) L'économie américaine devrait en être bénéficiaire, même si elle devait être momentanément gênée par la rupture

des circuits commerciaux et bancaires : « *Nous n'avons qu'à attendre patiemment le déroulement des choses pour réaliser le plus haut degré de prospérité. L'explosion récente devrait apporter millions sur millions à notre richesse nationale.* » (*New York Herald*, 19 mars.)

Les journalistes, après dix jours de fiévreuse activité, commencent visiblement à s'essouffier, retournant aux préoccupations proprement nationales... lorsque, le 27 mars au soir, le télégraphe se mit à cliqueter dans la station terminale de la ligne de Boston. Il annonçait l'arrivée dans ce port du vapeur *Caladonia*, apportant des nouvelles d'Europe jusqu'à la date du 12 mars. Bientôt allaient suivre les courriers, chargés de paquets de journaux de Londres et de Paris : de quoi conforter les espoirs des uns et de dissiper les doutes des autres ; de quoi, en tout cas, nourrir une nouvelle vague d'éditions spéciales, d'informations développées et de commentaires.

## Le Christ des nations

Puisqu'il est malheureusement impossible de suivre ici toutes ces intéressantes élucubrations, on se contentera d'évoquer brièvement les manifestations extérieures qui, dans le même temps, tenaient en haleine l'opinion des New-Yorkais. Les Irlandais, encore une fois, se plaçaient en pointe. Dès le 21 mars, ils tenaient dans leur local ordinaire un meeting auquel avaient été invités « *les amis de la liberté républicaine de toutes les nations et de tous les pays du monde.* » Après une série de discours enflammés, on adopta par acclamation le texte d'une adresse de sympathie aux insurgés parisiens. Le lendemain, c'était au tour des Français de New-York, auxquels s'étaient joints des éléments d'autres nationalités. Au fronton du lieu de réunion — St. John's Hall, Frankfort Street, — était déployé un « transparent » proclamant en trois langues :

HURRAH  
FOR THE REVOLUTION  
IN EUROPE  
ES LEBE DIE REVOLUTION  
VIVE LA RÉVOLUTION  
D'EUROPE

Des nombreux discours prononcés, citons cette péroraison d'Arthur Brisbane, dans le plus pur style romantique : « *La France est le Christ des nations. Elle a versé son sang sur les champs de bataille pour la rédemption des nations. Elle a été crucifiée par la Sainte-Alliance. Elle est ressuscitée pour un moment en 1830, et, en 1848, pour toujours !* » (Grands applaudissements.)

Conformément aux résolutions annoncées et acclamées, des représentants de la colonie française se réunissaient à nouveau, le 24 mars, pour adopter le texte d'une adresse qui serait envoyée en France et aussi pour préparer une grande manifestation extérieure. Sous diverses formes, les autorités municipales allaient apporter leur concours. D'abord, le 27 mars, un des membres du conseil de la ville (*Board of Aldermen*) faisait adopter à l'unanimité — moins un seul, mais fortement accentué — une motion de sympathie à la République française.

Le surlendemain, 29 mars, une batterie de l'Arsenal se rendait à la pointe de Manhattan, à Battery Park, et à l'heure de midi tirait cent coups de canon en l'honneur de la France : elle était escortée en musique par les volontaires des « gardes de la Fayette » en brillant uniforme. Après quoi, on se dirigea, toujours en cortège, vers la maison du consul de France, Delaforest. Ce personnage, se présentant sur le perron de sa résidence, annonça que le gouvernement provisoire, par le courrier arrivé la

veille, l'avait confirmé dans ses fonctions : acclamations, larmes d'attendrissement, embrassades. *Marseillaise*. Et la journée se termina, comme de juste, par un banquet, assaisonné de discours.

## Vive la République !

Tout cela n'était qu'un prélude à la grande manifestation du 3 avril, organisée par les efforts concertés de différents comités nationaux et de la municipalité. Dans le parc, devant l'hôtel de ville, trois tribunes avaient été érigées, à une distance convenable l'une de l'autre : une pour les Français, Italiens, Suisses et Polonais, une pour les Allemands, la troisième pour les manifestants de langue anglaise. Sur celle-ci, à 5 heures du soir, Son Honneur M. le Maire, entouré de cinq adjoints,

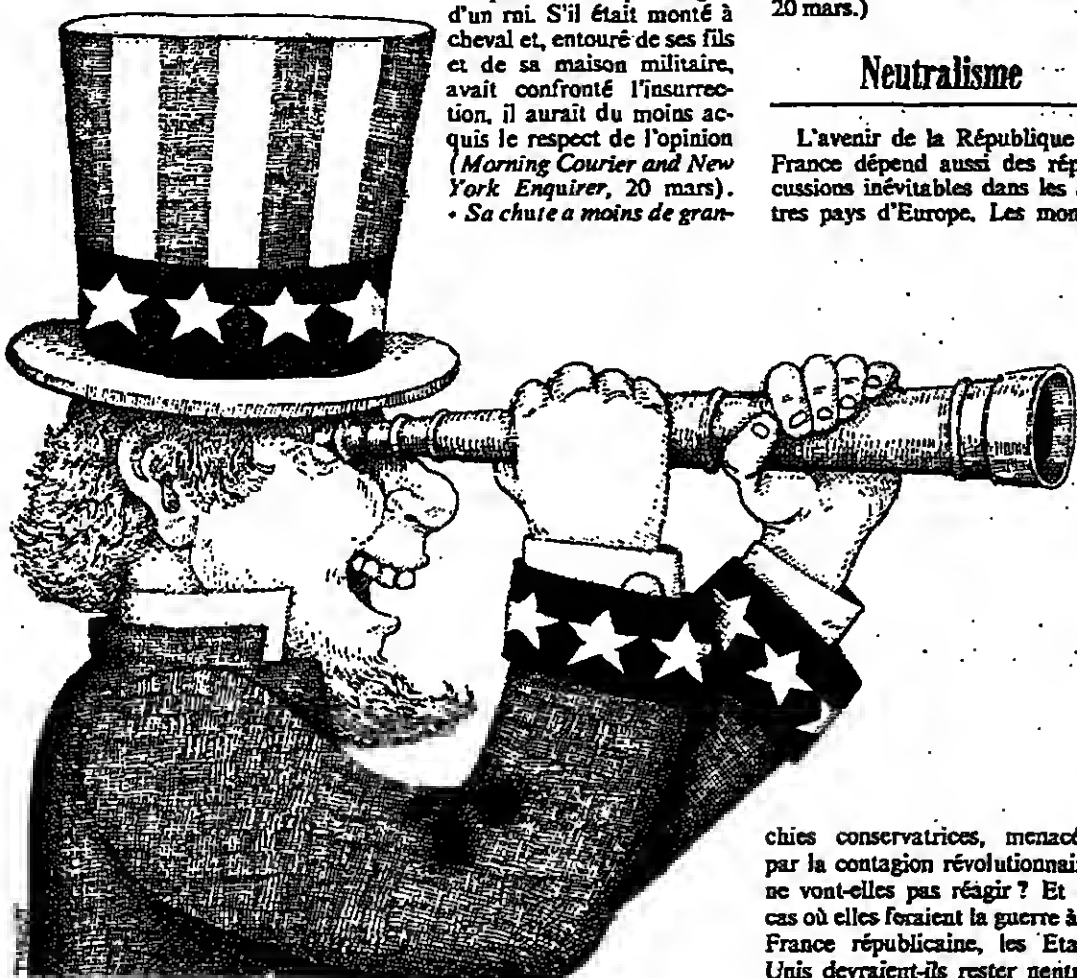
« *Une grande variété de discours furent prononcés par des hommes de toutes les nationalités (...). Les acclamations que provoquaient les propos des orateurs étaient répétées en écho par ceux qui se trouvaient devant les tribunes estrades. Plusieurs fois, les orchestres jouèrent la Marseillaise, et à chaque fois, le noble hymne était chanté par des centaines de voix, avec une énergie, et un feu qui donnaient aux cérémonies une étrange et intense excitation.* » Il y eut, aussi, des



odes éphémères, des motions adoptées, une adresse votée. A 7 heures du soir, enfin, le président leva la séance. En même temps, la façade de l'hôtel de ville et celles de la plupart des édifices entourant la place commençaient de s'illuminer. Enfin, un feu d'artifice fut tiré du balcon de la maison de ville, où l'on pouvait voir écrits en lettres de feu les mots : VIVE LA RÉPUBLIQUE.

Combien y avait-il eu de participants ? Cent mille assurait le *Sun* ; quinze mille seulement reconnaissait le *Commercial Advertiser*, vingt-cinq mille disait le *Daily Tribune*, en ajoutant : « *Nature ville n'avait jamais vu de pareil spectacle depuis cette génération, et peut-être depuis un siècle.* » (4 avril). On peut ajouter que le retentissement de cette manifestation ne fut pas limité à New-York, car la presse des autres grandes villes du pays en donna des comptes rendus plus ou moins développés.

Cette apothéose était venue au bon moment : quatre jours après, le 7 avril, arrivait le steamer américain *Washington* ; les nouvelles qu'il apportait relaient le déroulement des événements jusqu'au 22 mars. Ce que l'on apprenait de la propagation rapide du mouvement révolutionnaire dans d'autres pays d'Europe allait affaiblir quelque peu l'intérêt jusqu'à la presque exclusivité porté à la France. D'autre part, les informations sur les difficultés économiques et financières qui menaçaient la jeune République française étaient de nature à tempérer l'enthousiasme des jours précédents. D'autres préoccupations : d'autres drames venaient trop tôt estomper le souvenir de ces jours où les deux grandes villes, New-York et Paris, avaient pu communiquer dans une même exaltation. ■



ROGER TWEEDT

monarchies en Europe ni même en Angleterre. » (18 mars.)

Après la première avalanche d'éditions spéciales du samedi 18 mars, la presse new-yorkaise, au cours des dix jours suivants, allait s'évertuer à entretenir l'intérêt des lecteurs en publiant par morceaux des extraits des journaux qui lui étaient parvenus par le *Combra* et en se livrant aussi à une foule de commentaires et de conjectures. Sur l'importance de l'événement, on est généralement d'accord avec l'opinion exprimée par Horace Greeley, rédacteur du *New York Daily Tribune* (21 mars) : « *La grande révolution qui vient de renverser le trône du plus capable des monarques vivants dépasse incomparablement en importance et en promesses tout autre événement des dix dernières années.* »

## Avarice et despotisme

Ce que l'on sait jusqu'ici ne permet pas de comprendre parfaitement la soudaineté de l'effondrement d'un régime qui paraissait solidement assis. « *L'impression générale était que le vaste déploiement de force militaire rassemblée autour du roi, que l'importance du calme pour le commerce et les autres intérêts matériels du royaume, que le prestige de la sagacité du roi et même une sorte de respect ou d'indulgence pour son grand*

deur que celle de Charles X, car elle a moins d'excuses ; appuyée sur plus de ressources, elle a été entourée de moins de résistance, justifiée par moins de nécessité. Charles X a jeté le gant à la France à propos d'un grand principe, celui du droit divin. Louis-Philippe est entré en lutte avec ce peuple à propos d'un dîner. A ce peuple auquel il avait reconnu le droit de disposer d'un trône, il n'a pas reconnu celui de se réunir à table. Tamber ainsi c'est tamber trop bas pour qu'on puisse jamais se relever. » (*Courrier des Etats-Unis*, 21 mars.)

Toutefois, dans la recherche des causes, certains ont su s'élever au-delà des incidents fortuits de la campagne des banquets. La révolution parisienne, disent-ils, n'est que le dernier épisode du vaste mouvement des esprits qui agit l'Europe depuis un demi-siècle et qui tire son origine de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis du 4 juillet 1776. (*New York Herald*, 20 mars — *Morning Courier*, 21 mars.)

Et comment voit-on l'avenir immédiat ? Quelques journaux, et notamment le *Commercial Advertiser*, organe de la grande bourgeoisie d'affaires, considèrent encore comme possible et souhaitable le retour à une solution monarchique, celle d'une régence de la duchesse d'Orléans



150 من الاصل

## SERVICES

## CONSUMMATION

# Les instruments du culte solaire

Le culte du soleil a bien évolué depuis ses origines. Alors que les civilisations antiques vouaient une adoration crépusculaire et respectueuse à Ra ou à Hélios, notre siècle fait preuve d'une familiarité exigeante à l'égard de son dieu estival : aujourd'hui, nous commandons presque au soleil d'être au rendez-vous des vacances, et nous attendons impatiemment qu'il nous prodigue ce hâle si désiré. Pour certains, la course à la performance cosmétique des crèmes solaires, grâce aux lampes à ultra-violet ou aux crèmes de carotène, sur le plage, les séances de bronzage prennent l'aspect d'un rituel auquel on sacrifie dans une immobilité studieuse, sous l'action de crèmes « accélérantes ». Cette victoire éphémère sur la mauvaise mine disparaît en quelques mois d'automne, mais certains sont prêts à lui sacrifier tout. Sans penser que l'aventure est plus risquée qu'il n'y paraît.

### Crèmes : médicaments ou cosmétiques ?

Le banal coup de soleil n'est qu'une manifestation bénigne — et vite oubliée — des dangers qui nous menacent à plus long terme. Sans complaisance, les médecins prédisent « une peau ravagée et rabougrie » aux fanatiques du bain de soleil. L'exposition prolongée et répétée provoque en effet un vieillissement accéléré de l'épiderme, elle peut favoriser l'apparition de taches définitives, sans parler d'éventuelles atteintes du système immunitaire. Certes, nous sécrétions nos propres défenses en face de cette agression : c'est, notamment, le bronzage, dont la fonction première n'est pas de nous apporter une satisfaction esthétique, mais bien de nous protéger des rayons ultra-violet (U.V.). Mais, ces mécanismes naturels, de toute façon inefficaces chez les roux —

sont lents à se mettre en place. Pour « profiter » tout de suite du soleil, pour bronzer sans brûler, les crèmes solaires apportent une sécurité supplémentaire : la plupart filtrent les rayons les plus nocifs (les U.V.B.), tout en laissant passer les U.V.A., qui déclenchent la réaction de bronzage.

On comprend que, dans certains pays (États-Unis, Allemagne fédérale), ces produits soient considérés comme des médicaments à part entière, destinés à préserver la structure normale de la peau. En France, les crèmes solaires entrent dans la catégorie des cosmétiques : leur fabrication bénéficie sans doute de la plus grande attention, mais elles restent de simples produits de beauté aux yeux du public et aux yeux de la loi. Certes, le tiers de ces produits, arborés du prestige médical, sont vendus en pharmacie. Mais, bien souvent, le client ne trouvera pas là un meilleur conseil que dans les grandes surfaces ou les boutiques d'esthétiques.

L'acquisition d'une crème solaire reste un acte « impulsif », que nous effectuons juste avant le départ, ou même parfois sur place, dans un débit de tabac, en même temps que les cartes postales.

C'est en fin de compte au fabricant qu'il incombe de nous conseiller sur l'utilisation de ses produits. Certains prennent cette tâche au sérieux et publient des « tables de bronzage » qui indiquent le degré de protection recommandé pour chaque type de peau en fonction de l'intensité du soleil. Beaucoup d'autres pêchent malheureusement par discrétion, et se contentent de mentionner des « forces », ou des « indices » laconiques, perdus dans des flots de promesses parfois abusives.

Quant à la signification de ces chiffres — donnée indispensable pour l'utilisateur — elle n'apparaît que, trop rarement, Le problème est grave, quand on sait

qu'il n'existe pas de norme unique pour définir le calcul de ces indices. Résultat : non seulement les fabricants mesurent parfois des facteurs différents mais encore nombre d'entre eux se contentent de tester leurs produits en laboratoire. Or « seule l'expérience sur le terrain peut être valable », commente un chercheur de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) : « Lorsqu'on les confronte à la réalité du vent, du sable ou de la transpiration cutanée, bien des produits solaires se révèlent moins protecteurs qu'ils ne le proclament les notices ». Pour des raisons qui peuvent coûter plus de 60 F (soit environ 500 F le litre), on serait en droit d'espérer de plus pertinentes informations.

### Lunettes : fantaisie ou protection ?

Mais le soleil n'attaque pas que les cellules de l'épiderme. Il éblouit aussi, et son intensité, la durée d'exposition, la réflexion de l'eau sur une plage, accroissent le danger : irritation de la cornée ou, dans les cas extrêmes, cataracte précoce. Plus simplement, le frottement du soleil, s'il n'aime guère la marque des lunettes sur le visage, préfère quand même éviter les picotements et les sensations de brûlure.

Reste à éboisir. Les prix ne sont malheureusement pas plus sages pour les lunettes de soleil que pour les crèmes : si la paire moyenne coûte entre 100 F et 200 F, les « grandes marques » peuvent faire payer leur grille près de 1 000 F. Sous l'impulsion de la haute couture, et avec la caution de vedettes sportives, certaines lunettes de soleil sont

Responsable de la rubrique : JOSÉE DOYÈRE

## Le soleil sans risques

### Crèmes solaires

Chacun de nous a un certain type de peau qui lui permet de résister plus ou moins bien — et plus ou moins longtemps — au soleil. Les temps d'exposition doivent être progressifs, qu'il s'agisse d'une personne de type 1 (« brun-brun ») ou de type 5 (« brun-brun »).

Les indices inscrits sur les crèmes solaires représentent le chiffre par lequel on peut multiplier le temps de protection naturelle de chaque individu. Ainsi, une personne de type « roux » ne peut rester qu'un quart d'heure au soleil sans protection. Avec une crème d'indice 4, il pourra rester quatre fois un quart d'heure, soit une heure. Avec la même crème, un « brun » aura une protection de quatre fois soixante minutes. Mais mieux vaut rester prudemment en dessous de ces durées limites pour éviter le coup de soleil.

### Méfiez-vous des « gélules »

à bronzer : ces produits, à base de carotène, ne font que colorer l'épiderme, et le « bronzage » obtenu n'est absolument pas protecteur.

### Lunettes de soleil

Il est difficile de définir le seul critère à partir duquel le port de lunettes de soleil s'impose. En pleine — et même sur la plage — la plupart des gens peuvent se contenter de lunettes non filtrantes : il s'agit simplement d'éviter l'éblouissement.

Lorsqu'on a besoin de verres « filtrants » (à la montagne, en pleine mer), il faut s'assurer, dans toute la mesure du possible, des qualités réelles des lunettes qu'on achète. Les verres « photochromes », qui foncent à la lumière et s'éclaircissent à l'ombre, apportent une protection insuffisante en cas de rayonnement intense.

devenues des accessoires d'élégance. Aujourd'hui, bon nombre de fabricants présentent de véritables collections, créant des modes et des styles qui changent d'année en année.

Certes, on achète souvent une paire de lunettes pour de simples raisons esthétiques. On envoie pour obtenir un meilleur confort de vision : il suffit alors de choisir des verres suffisamment sombres, qui réduisent la luminosité de l'environnement et suppriment la pénible sensation d'éblouissement.

Pourtant, il existe des cas où l'assurance d'une réelle protection est nécessaire. Les personnes aux yeux rendus fragiles risquent plus que les autres les accidents dus aux ultra-violet. Plus généralement, tout vaqueur qui se trouve sur un bateau, en montagne ou sous des latitudes tropicales expose ses yeux à des rayonnements plus intenses.

Dès lors, il devient extrêmement difficile de faire un choix parmi les centaines de marques offertes. Quand il n'est pas inexistant, l'étiquetage s'avère parfois insuffisant, voire fantaisiste : qu'est-ce qu'un « verre filtrant » (tout morceau de verre filtre une partie des rayonnements), que penser d'un « bifiltrant » ou d'une « qualité optique » ? On ne peut même pas faire a priori plus confiance aux

oculaires en verre qu'à ceux en plastique : il existe d'excellents modèles — et des moins bons — dans une qualité comme dans l'autre.

On comprend que les opticiens, qui vendent de moins en moins de lunettes solaires à cause de la concurrence des grandes surfaces, puissent reprocher à celles-ci de négliger l'aspect « médical » de ces produits et, en fin de compte, de mal conseiller le consommateur. En réponse, les responsables de ces magasins protestent de la qualité des lunettes qu'ils vendent. Il est vrai que celles-ci ont passé avec autant de succès que les autres le récent test comparatif auquel les a soumises l'Institut national de la consommation.

Ainsi, comme pour les crèmes solaires, ce n'est pas tant l'efficacité des lunettes qui est en cause, mais la qualité de l'information que l'on prodigue — ou que l'on ne prodigue pas — au consommateur. Celui-ci souhaite-t-il vraiment être renseigné, se demandent les spécialistes ? On peut leur retourner l'argument : l'acheteur ne poserait-il pas plus de questions s'il savait pouvoir trouver en face de lui un interlocuteur capable de lui répondre, et s'il était plus conscient des risques réels que lui fait courir son adoration excessive du dieu soleil ?

BÉATRICE D'ERCEVILLE.

## EN BREF

### Caféine

La caféine est une substance présente dans certaines denrées alimentaires, comme le café, le thé ou le cacao. Elle est largement utilisée, pour ses vertus aromatisantes, dans la préparation de boissons sans alcool (colas ou sodas) et d'anesthésiques, ainsi que dans certains médicaments, pour ses effets stimulants. Le bulletin d'information du laboratoire coopératif ouvre, dans son numéro de juin-juin 82, le dossier de cet additif, qui fait l'objet d'une certaine méfiance de la part d'une partie du corps médical. Aux États-Unis, certains spécialistes se montrent notamment préoccupés par les éventuels effets néfastes que pourrait avoir cet additif sur le comportement des enfants, cela en raison des quantités de boissons sucrées contenant de la caféine que certains d'entre eux peuvent consommer, à une époque de leur vie où leur système nerveux est particulièrement sensible.

Le « labo coop » a analysé la teneur en caféine d'une cinquantaine de produits alimentaires : café, boissons, entrées, pâtisseries... A chacun de mesurer ensuite la quantité de caféine qu'il absorbe chaque jour, souvent à son insu.

Bulletin d'information du laboratoire coopératif, 16, rue Meignan-Larivière, 95390 Saint-Prix.

### Téléphone

Nos voisins belges ne sont guère mieux lotis que nous en matière de factures téléphoniques, du moins si l'on en croit l'étude qu'a réalisée l'association de consommateurs Test-Achats. Sur quatre-vingts factures vérifiées, soixante-six présentaient des erreurs, le plus souvent au bénéfice de la Régie des télégraphes et téléphones (R.T.T.), mais parfois aussi en faveur des abonnés. Quant aux appareils de contrôle — qui servent de référence en cas de litige — ils se sont révélés défectueux dans bon nombre de cas. A noter que, pour prévenir les critiques, Test-Achats a effectué une partie de son enquête en collaboration avec la R.T.T. elle-même. L'association conclut en estimant que « tout ceci plaide pour moins d'arrogance et plus d'ouverture dans les relations avec le public. Pourquoi l'abonné aurait-il le nécessairement tort ? ».

### Accidents

Urgence. Que faire en attendant les secours ? : cette brochure, éditée par le Groupe des assurances Drouot, a pour premier objectif d'indiquer au consommateur un certain nombre d'adresses utiles : on y trouve le numéro de téléphone des centres antipoisons et antidrogues, celui des SAMU (Service d'aide médicale d'urgence) et celui des S.M.U.R. (Service mobile d'urgence et de réanimation) dans toute la France, ainsi que les coordonnées de divers organismes de S.O.S. Réalisée en collaboration avec l'École des SAMU de Paris, la brochure indique également les premiers gestes de secours à effectuer (et les erreurs à éviter) en attendant l'arrivée des services médicaux. Ce guide est diffusé par les agents généraux du Groupe Drouot.

### A NOS LECTEURS

Pendant la durée de la formule d'été du *Monde Dimanche* (120 juin - 5 septembre), les rubriques « Consommation », « Associations » et « Cible » sont interrompues. Elles reprendront dans notre numéro du 12 septembre. Les rubriques « Audiovisuel » et « Actualité du disque » continueront sans interruption. Nous rappelons à nos correspondants que, en raison des délais de fabrication, ils doivent nous communiquer leurs informations un mois avant toute possibilité de publication.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : Jacques Favret, directeur de la publication.

André Laurens.

Imprimerie : « Le Monde », 1, rue de la Harpe, PARIS-13.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395-2037.

## ASSOCIATIONS

### ACTUALITES

#### Objectif « municipales »

L'Association femmes libérées (A.F.L.), qui rassemble des femmes de l'opposition sans étiquette partisane et sans attachement à une ligne politique, revendique, après cinq mois d'existence, sept cents adhérentes. Elle possède des antennes dans un certain nombre de villes, a mis sur pied quatorze commissions d'études et publie deux rapports sur les mouvements pacifistes en Europe et sur l'audiovisuel. L'A.F.L. prépare un livre pour septembre et fournit ses armes pour les prochaines élections municipales. Elle vient de s'installer dans de nouveaux locaux à Paris.

\* A.F.L., 48, avenue Marceau, 75008 Paris, tél. : 720-04-37.

#### Littérature africaine

Le Club des lecteurs d'expression française (CLEF) a pour vocation de promouvoir la lecture en Afrique et de faire connaître dans le monde les littératures de ces pays. Le CLEF édite notamment une revue, *Notre littératures*, et une collection de romans en collaboration avec Radio-France internationale. « Archives » scribes de la littérature noire et de l'océan indien. L'association a réalisé une exposition destinée aux bibliothèques, associations, collectivités locales.

\* Club des lecteurs d'expression française, 69, rue d'Orsay, 75007 Paris, tél. : 555-95-12.

### INITIATIVES

#### Stage de gestion

Le service de formation permanente de l'université de Paris-VIII à Saint-Denis organise un stage de huit cents heures pour la formation de cadres à la gestion, et à l'administration des différents secteurs de l'économie sociale (associations, coopératives, mutuelles). Ce stage

s'adresse à des personnes niveau bac + 2, à la recherche d'un emploi et désireuses de s'orienter vers ces secteurs. Il aura lieu du 2 novembre 1982 au 28 mai 1983.

\* Service de la formation permanente, université de Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93256 Saint-Denis Cedex, tél. : 829-23-00 et 821-63-64, poste 15-97.

### PUBLICATIONS

#### Jeunes en difficulté

Le Collectif réseau alternatif (CRA) regroupe actuellement une quarantaine de « foyers de vie » accueillant des jeunes en difficulté. Il a édité un livre à partir de ces expériences : *Hé !... mouvements*, ainsi qu'un ouvrage de Claude Sigala, *Un des animateurs du CRA : Vieillesse, je vous aime* (80 francs de port pour ce dernier livre).

\* Communauté adultes-enfants « Le Corail », 30470 Aimagues, tél. (66) 88-00-12. Et CRA, c/o A.A.E.A. Blaque, 09160 Betchat, tél. (61) 66-40-99.

#### 6 heures pour le désarmement nucléaire

Le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (Codene) vient de publier le compte rendu des débats qui ont eu lieu lors des « 6 heures pour le désarmement nucléaire en Europe », à la Mutualité, le 1<sup>er</sup> février 1982. Le Codene fédère vingt-cinq comités départementaux. Son appel a été signé par de nombreux mouvements et personnalités.

\* Codene, 23, rue Notre-Dame - de - Lorette, 75009 Paris, tél. 281-48-92.

#### Les associations en Amérique du Nord

Chantal Malenfant, chercheur au Centre d'études des techniques économiques modernes du C.N.R.S., a publié en avril 1982 une étude sur le secteur non marchand d'emploi, un exemple :

les associations bénévoles en Amérique du Nord (1). Elle est aussi l'auteur d'un article, « États-Unis : temps libre, sport et bénévolat », dans la revue *Temps libre - Equipements* (n° 2, juin-juillet-août 1982).

(1) Cette étude est disponible auprès de l'Association pour la diffusion de la recherche sur l'action culturelle (ADRAAC), 3, rue Paul-Dupuy, 75016 Paris.

### La presse associative

Les publications associatives représentent environ cinq cent mille titres. Pourtant, la presse associative n'a aucun statut officiel. Elle est soumise aux mêmes contraintes administratives et fiscales que la grande

### CONSEILS

#### DONS ET LIBÉRALITÉS

En droit, une association déclarée ne peut recevoir de dons et de legs, même si dans la pratique des versements de particuliers ou d'organisations privées sont de plus en plus fréquemment pratiqués et tolérés. C'est ainsi que l'article 238 bis de code général des impôts autorise un certain nombre de déductions de caractère fiscal pour les versements effectués « au profit d'œuvres ou d'organisations d'intérêt général de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, familial ou culturel ». Un arrêté du ministre du budget du 21 janvier 1982 rend obligatoire à partir du 30 juin 1982 l'établissement d'un reçu établi sur un imprimé diffusé par ses soins pour justifier des versements effectués. Reste que l'interprétation du critère d'intérêt général demeure subjective et revient à la seule administration fiscale.

Toutes ces dispositions ne remettent pas en cause le principe général que seules les associations reconnues d'utilité publique (article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901) et les associations déclarées ayant pour but exclusif l'assistance ou la bienfaisance (article 35 de la loi du 14 janvier 1933) peuvent bénéficier de legs ou de donations consenties par un acte authentique. L'acceptation de ces libéralités est donc pour les cas soumis à une autorisation administrative en application de l'article 910 du code

civil : « Les dispositions entre vifs ou par testament, au profit des hospices de pauvres d'une commune ou d'établissements d'utilité publique, n'ont leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par un décret. »

C'est le décret du 1<sup>er</sup> février 1896 qui, actuellement encore, définit la « tutelle légale en matière de libéralités » et la procédure à suivre en la matière. Les demandes d'autorisation doivent être adressées à la préfecture du siège social de l'association et comprendre un certain nombre de pièces permettant aux autorités administratives de connaître à la fois la situation du testateur ou donateur (famille, évolution des biens, de la vie et de celle de l'association bénéficiaire).

L'autorisation administrative est donnée généralement par arrêté préfectoral ; toutefois un décret pris en Conseil d'Etat est indispensable lorsque le legs ou la donation donne lieu à une réclamation d'un tiers de sang (héritier réservataire, frère, sœur, neveu, nièce, cousin germain, collatéral au 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> degré). Dans tous les cas la décision est transmise par le préfet au siège de l'association.

\* Cette rubrique est rédigée par Service Associations, association loi de 1901, 24, rue de Prony, 75017 PARIS, tél. : 380-34-09.



# AUDIOVISUEL

## Aâton : le futur de la vidéo

Tandis que Godard ne jure que par sa caméra 35 mm, que sa « paluche » vidéo équipe le cockpit des Airbus, Jean-Pierre Beauviala, depuis son onzième brevet et travaille à la révolution du vidéodisque. Pourtant, ce n'est ni en P.D.G. prospère ni un savant fou. Il ne s'est pas plus laissé enfermer dans son rôle de chef d'une entreprise de cinquante personnes avec bureau à Broadway et agents dans une quinzaine de pays - dont le Japon et l'Inde - qu'il ne s'est complu dans la peau d'un professeur Tournesol solitaire au fond de son atelier de la rue Voltaire à Grenoble. Depuis dix ans qu'il a créé sa propre société, Aâton (avec deux « a » pour être le premier dans l'aneurisme...), il a su éviter ces écueils. Quinze brevets sont là pour en témoigner, sa caméra 16 mm est partout, le marché américain est conquis.

En 1968, Jean-Pierre Beauviala bricolait sa caméra dans la grange de ses amis, le week-end. C'est l'anecdote, mais c'est aussi le secret de sa réussite. A la fois ingénieur et artisan, théoricien et bricoleur, il fait fonctionner aussi bien son œil, ses dix doigts que son cerveau. Voilà comment il explique, simplement, la naissance de la « paluche » : « Je travaillais alors à un dispositif de marquage du temps sur la pellicule 16 mm. En cours de route, j'ai mis au point une caméra vidéo d'assistance, greffée sur la caméra 16 mm et qui permettait de contrôler immédiatement les prises de vues cinématographiques. Et là, révélation ! En tenant cette caméra vidéo dans la main, je me suis aperçu qu'elle devenait un instrument assez extraordinaire, très différent de la caméra à hauteur d'œil. »

Jean-Pierre Beauviala met alors sur le marché un ensemble vidéo tout à fait original : dans la main, le tube et l'objectif de la caméra, pas plus grand qu'une lampe torche et qui se manie à peu près de la même façon ; à la ceinture, un boîtier groupant l'électronique de contrôle et un téléviseur miniature. La « paluche » est née, et, pour beaucoup, c'est une révolution. La caméra de Beauviala a quelques choses d'organique, elle est comme un prolongement naturel du corps, « un œil au bout des doigts ».

Pourtant, la « paluche » ne séduit pas tous les créateurs, car elle ne travaille qu'en noir et blanc à une époque où la couleur s'est imposée à la télévision. Pressé par l'industrie aéronautique, Jean-Pierre Beauviala s'est mis au travail pour produire la même caméra en couleur. Mais, inventeur acharné, il ne peut concevoir de ne pas inventer encore au passage : « Si c'est pour faire une caméra couleur normale, je rate l'invention. Ce n'est pas drôle. J'ai donc essayé d'analyser pourquoi la couleur au cinéma était si anecdotique. C'est qu'il y a saturation du cerveau devant cette multitude de signaux que sont les couleurs. Il faut donc trouver un système pour les raréfier à volonté, il faut intervenir sur les rapports des couleurs entre elles. Il faut pouvoir décider de la nature et de l'intensité des couleurs à la prise de vues, introduire le risque là, être inventif d'abord à ce moment. Cela répond probablement à des envies de peintre... Le traitement des couleurs à la post-production offre moins de possibilités, et puis il y a des choses qu'on ne peut plus rattraper à ce stade ».

Le génie de Jean-Pierre Beauviala, c'est justement cela, cette fa-

çon de bousculer, à travers l'invention technologique, les habitudes de production et d'écriture et d'acquiescer ainsi le futur de l'audiovisuel.

C'est dans cette même perspective qu'il envisage l'avènement du vidéodisque : « Le support vidéo actuel, sur bande, est totalement transitoire. Dans cinq ans, tout le montage passera par le vidéodisque, qui sera également le support de diffusion, de même que l'original ne sera plus un film de 16 mm ou de 35 mm mais une bande à enregistrement optique. C'est une véritable révolution ! Il n'y a pas eu d'invention comme ça depuis Edison et Lumière ! »

La révolution dont parle Jean-Pierre Beauviala ne sera pas qu'un bouleversement technique, ce sera aussi une révolution de la fin du temps des ciseaux et de la colle. Car si ce progrès est capital pour la conservation de l'image (« ça se conserve comme les Pyramides »), il oblige également le réalisateur et le spectateur à modifier leur rapport à l'œuvre. Le vidéodisque permet en effet de stocker toute l'information, aussi bien l'ensemble des images tournées bout à bout (les rushes) que le film proprement dit tel que l'a monté le réalisateur.

Mais c'est aussi un support d'édition particulièrement bon marché. On peut donc concevoir que, demain, le spectateur pourra se procurer des vidéodisques stockant chacun une version différente, celle du réalisateur mais aussi celle de tout autre intervenant. Et pourquoi pas imaginer de véritables « kits » grâce auxquels le spectateur actif pourra monter sa propre version à partir du stock d'images tournées ? Si on ne peut conclure qu'un Fellini ou un Godard démonté et remonté par M. Dupont y gagnerait sur le

plan artistique, on peut toutefois entrevoir là la perspective d'une création « ouverte » qui fera probablement naître des artistes nouveaux : les « vidéastes ».

Aujourd'hui, chez Aâton, rêver l'avenir, c'est investir aussi le présent. Un petit télé-cinéma de montage permettant de traduire le négatif original en un signal vidéo est à l'étude. Il permettra de visionner avant tirage les séquences et les montages. Ainsi, peu à peu, la vidéo trouvera sa place. Elle ne sera ni « cinéma mou » ni avenir factice de septième art. Elle sera un irremplaçable instrument de travail, un outil de découverte qui devrait équiper ce que Jean-Pierre Beauviala appelle des « centres de moyens ».

C'est comme cela, dit-il, qu'on fera du cinéma régional, en mettant à la disposition des gens ce type de matériel. On ne fait pas le tour des inventions de Beauviala, pas plus qu'on n'arrive à suivre l'homme d'un bout de la planète à l'autre. Il est nécessaire toutefois de signaler sa machine à transférer les copies de déplaçable (positives et négatives) sur un négatif - bon pour mille ans. Actuellement à l'état de prototype, cette machine, qui combine des procédés optiques et vidéo, permettra de sauver bon nombre d'œuvres du patrimoine cinématographique. Elle accomplirait en une semaine la « recoloration » d'un film comme le *Baron de Münchhausen*, travail qui a demandé plusieurs années aux Américains.

Jean-Pierre Beauviala ne dit pas qu'il a dix ans d'avance. Mais les professionnels le savent qui apprécient lentement à la mesure.

CLAUDE-HENRI BUFFARD.

## Vidécassettes sélection

### New look

Si cette cassette est connue l'un des réalisateurs de la jeune édition vidéo, c'est sans doute parce que New Look est - dans son principe au moins - un produit singulièrement excitant.

Comment imaginer en effet l'équivalent en images et en sons de ces magazines « pour hommes » qui ont fait les beaux jours de certains groupes de presse ? Le pari était de taille, d'autant que si Playboy a séduit son public en bousculant quelques tabous, New Look se dévot, lui, de créer la surprise dans un sens diamétralement opposé pour rompre avec les lourds antécédents pornographiques de l'édition vidéo.

On connaît les éléments de la recette originale : des photos plus ou moins déshabillées encadrant quelques articles de prestige ou d'éminentes personnalités exposent librement leur vision du monde. La version vidéo reprend fidèlement les mêmes ingrédients. Côté plaisir intellectuel, le pari est partiellement réussi : si les propos de Francis Ford Coppola dans sa cuisine manquent radicalement d'insulte, la mise en scène par Bob Rafelson (*Five Easy Pieces*, *The Postman*) de sa propre interview est un sommet fort réjouissant de narcissisme déformé.

Les choses sont plus délicates lorsque l'on passe au plaisir de l'œil. Comment animer « ces filles qu'on épingle » et déshabiller sans tomber dans la trivialité du strip-tease ? A cette angélique question, New Look apporte toute une série de réponses qui vont de l'enquête sociologique sur le maquillage public au reportage pseudo-ethnologique sur les massages thaïlandais en passant par les alibis plus classiques de la

dance ou de la présentation de mode.

Malgré la diversité de ces variations sur la mise à nu, la tout n'est pas très convaincant. Peut-être manque-t-il à New Look cette abondante publicité qui fait l'épaisseur de ses numéros écrits et qui lui aurait permis de dépasser le cap du numéro un.

Un détail encore : cette vidéocassette est en version anglaise non sous-titrée. Sans doute pour conquérir plus facilement le marché international, mais certainement aussi pour ajouter à la sophistication nécessaire du produit.

\* New Look, 59 minutes, édité par International Videopress et distribué par R.C.V. (disponible en VHS, Beta et V 2000).

### Les pavés rouges de mai 68

On peut aussi, grâce à la vidéocassette, donner une seconde chance à toute une série de films qui, pour une raison quelconque, n'ont pu faire carrière dans les circuits de diffusion traditionnels. C'est sans doute à ce courageux point de vue que nous devons l'édition de ce étrange document qui mêle les images de mai 68 et l'histoire d'un moulinet aux prises avec la grève de l'O.R.T.F., la censure du pouvoir et les échos d'âme de sa petite amie.

Ce violent pamphlet, comme la manivelle sans tomber dans la trivialité du strip-tease ? A cette angélique question, New Look apporte toute une série de réponses qui vont de l'enquête sociologique sur le maquillage public au reportage pseudo-ethnologique sur les massages thaïlandais en passant par les alibis plus classiques de la

Pourtant, ces maladresses, ce dogmatisme sommaire ont quelque chose d'authentique et de singulièrement attachant pour tous ceux, et ils sont nombreux, qui ont vécu mai 68 dans le même état de confusion des idées et des sentiments. Pour être le trône éditeur nous permettrait-il un jour de disposer sur cassette de toutes les images de ce printemps, tournées par les États généraux du cinéma ou par d'autres, films qui, comme le rappelle justement le préambule des *Pavés rouges*, n'ont pour le plupart jamais obtenu de visa de censure.

\* Les Pavés rouges de mai 68, 1 h 35, édité par Production Cassette Vidéo (P.C.V.) : 74, faubourg Saint-Antoine, 75012 Paris.

## Films

Au catalogue G.C.R., une collection « comédie musicale » nous offre six films de l'admirable duo Ginger Rogers et Fred Astaire. Ce sont *Amadeo*, *Top Hat* et *Shall We Dance*, réalisées tous trois par Mark Sandrich, *Caracas*, de Thornton Freeland, *Guy, Divorce*, de Pandro Berman et *Swing time*, de George Stevens.

● POUR LES AMATEURS DE WESTERN : *Pardes les haut et court*, de Ted Post, avec Clint Eastwood, édité par Warner Filmpacchi Vidéo.

*Jaromir Johnson*, de Sydney Pollack, avec Robert Redford, édité par Warner Filmpacchi Vidéo.

● PARMIS LES GRANDS CLASSIQUES : *Les Amants*, de Louis Malle, avec Jeanne Moreau, édité par R.C.A. et distribué par G.C.R.

*La Vieille Dame indigne*, de René Allio, édité par R.C.A. et distribué par G.C.R.

● POUR LES ENFANTS : *Lauri*, de Hardy Kravitz, d'Edward Sutherland, édité par Cinéthèque et distribué par G.C.R.

*Héroïdes et Amazones*, d'après le livre d'Arthur Ranstone, édité par Thom Emi Vidéo.

● ET ENCORE : *Hair*, de Milos Forman, édité par Warner Filmpacchi Vidéo.

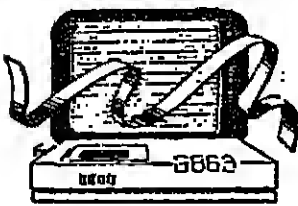
*Network*, de Sidney Lumet, avec Faye Dunaway et William Holden, édité par Warner Filmpacchi Vidéo.

*La Vie de Brian*, des Monty Python, en version originale sous-titrée, édité par Thom Emi Vidéo.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## PRATIQUES

### VIDÉO



### Un Festival pour l'entreprise

La vidéo tient une place de plus en plus importante au sein de la communication d'entreprise, et les Journées audiovisuelles qui se déroulent à Biarritz du 22 au 26 juin à l'initiative du C.N.P.F. vont être l'occasion de faire le point sur les multiples initiatives dans ce domaine.

Cinquante vidéogrammes seront présentés en compétition au Festival national de l'audiovisuel d'entreprise à côté de cent vingt films et de soixante-dix diaporamas d'information. Parallèlement, les Journées de la formation organiseront des ateliers pratiques sur la vidéo et le micro-informatique. Enfin, deux vidéothèques seront ouvertes en permanence pour permettre aux participants de voir ou de revoir les réalisations de leur choix.

### Documentation sur la production indépendante

Vidéo-Ciné-Troc est un centre de documentation et d'information sur l'audiovisuel destiné aux réseaux associatifs, aux organismes sociaux et aux collectivités. On peut y trouver une importante documentation technique sur le vidéo, le 16 mm ou le super-8, mais aussi un fichier de plus de mille titres permettant de retrouver les distributeurs des documents audiovisuels réalisés par des groupes indépendants.

\* Vidéo-Ciné-Troc : 15, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris (Tél. : 806-55-00).

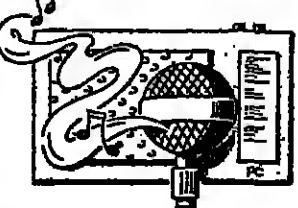
J. F. L.

### RADIO

### Emplois pour les radios libres

Une radio libre, soucieuse de créer des emplois permanents,

mais trop démunie pour pouvoir financer ou déporter des charges de personnel, peut espérer se placer dans l'un des cas possibles d'obtention d'emplois d'initiative locale et recevoir du ministère du travail, pour un an, une subvention par emploi de 36 000 F. Un dossier doit être déposé auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi, justifiant notamment du caractère d'intérêt local du travail et de la capacité de l'association gestionnaire de la radio à la maintenir au bout d'un an.



Une circulaire du ministère du travail, datée du 23 décembre 1981, et adressée aux préfets et directeurs départementaux du travail et de l'emploi, précise l'esprit et les conditions d'examen des demandes. En voici les points principaux :

« (...) Les demandes d'emplois d'initiative locale présentées par les radios privées locales doivent être examinées en fonction de leur champ d'activité, en particulier dans les secteurs prioritaires définis par la circulaire. Les radios locales privées sont actuellement tolérées. Une radio ne deviendra légale qu'après avoir obtenu une dérogation qui sera accordée par la commission mise en place courant décembre comme le prévoit la nouvelle loi. (Journal officiel du 10.11.1981.) »

« Il importe d'éviter que des emplois d'initiative locale ne se trouvent en situation d'illégalité, mais également de ne pas retarder le démarrage et le développement de ces radios en cumulant les délais administratifs. Pour cela, nous vous demandons d'examiner les demandes d'emplois d'initiative locale dès qu'elles vous sont présentées et de prendre une décision de principe à leur égard dans les meilleurs délais. Le cas échéant, vous aviserez la radio que sa demande a été acceptée, sous réserve d'obtention de la dérogation, et lui demanderez de joindre l'attestation de dérogation aux pièces justificatives habituelles pour le premier versement. La radio pourra éventuellement faire état de la

décision de principe favorable pour les emplois d'initiative locale dans le dossier qu'elle présentera à la commission de dérogation. »

### Confort d'écoute en voiture

Le parc croissant des douze millions d'auto-radios en France (la part des ventes annuelles d'appareils est de deux millions, le taux de renouvellement de six ans) incite les sociétés d'électronique à innover et à diversifier leurs produits. Ainsi, la société Sofara, spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de matériels « périphériques » de l'auto-radio vient de créer le S-Tronic MK3, destiné à pallier les inconvénients des brusques changements de conditions d'écoute de la radio en voiture (passage sous un tunnel, route pavée, circuits extérieurs...).

Le S-Tronic MK3 se présente sous la forme d'une petite boîte noire (160 x 130 x 30 mm) qui conjugue les fonctions d'amplificateur de puissance stéréophonique, d'égalisateur et de régulateur automatique du niveau sonore, esservi au niveau des bruits environnants. Doté du Hi-Fimatic système (correcteur permanent du volume de sortie) et relié à un minuscule micro collé au pavillon et enregistrant tous les sons, il prend en compte les bruits gênants et adapte le volume de l'appareil à ces contraintes.

L'intégralité d'un message sonore de forte amplitude est ainsi entendue sans qu'il soit nécessaire d'agir sur le bouton du volume, ce qui peut se révéler particulièrement intéressant pour écouter de la musique ou des débats, les participants n'ayant pas toujours la même force de voix. Compatible avec tous les auto-radios, son prix de vente élevé le situe dans la gamme des produits de haut standing (de 1 500 F à 1 800 F).

ANNICK COJEAN.

### HI-FI

### Des enceintes pour le son numérique

L'arrivée prochaine du son numérique risque de poser de délicats problèmes aux fabricants d'enceintes acoustiques. Il

s'agit d'améliorer les performances du transducteur électromagnétique pour répondre le plus finement et le plus rapidement possible aux injonctions du signal, un signal qui, lorsqu'il provient d'un disque compact numérique, est d'une précision redoutable ! Le début et la fin d'un son ne doivent pas être gommés par l'inertie du haut-parleur. Or les enceintes traditionnelles, composées d'une membrane et d'une bobine mobile, ont certaines faiblesses dans ce domaine.

Pour relever le défi, la société Audex, un fabricant français bien placé dans ce secteur de la compétition internationale, a porté ses efforts de recherche sur la composition de la membrane. Trois années ont été nécessaires pour améliorer le comportement vibratoire de la matière et trouver un produit, le polyméthyl pentène ou T.P.X., répondant aux exigences des ingénieurs mélomanes.

Le T.P.X. est léger, ce qui assure un bon rendement. Il propage les vibrations à 2 000 mètres par seconde, ce qui convient très bien aux hautes fréquences et offre un amortissement intense excellent. Ce dernier point est capital dans la réduction du taux d'ondes stationnaires, le facteur le plus perturbant dans le fonctionnement d'un haut-parleur.

Toutes ces qualités sont acquises sans concessions : puisque le rendement énergétique de l'ensemble bobine-membrane connaît une augmentation substantielle, après la présentation d'un prototype, Audex compte sortir toute une gamme de matériel utilisant ces nouveaux ingrédients. On retrouvera ces haut-parleurs sur les enceintes de séries ou les kits de la marque. Ainsi, en s'alliant avec le chimie de synthèse, l'électro-acoustique relève le défi du son numérique.

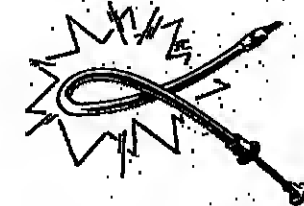
PHILIPPE PELAPRAT.

### PHOTO

### Travaux photo accélérés

Le marché du laboratoire d'émulsion est en pleine mutation. Nous avons déjà indiqué le Monde du 3 avril 1982, l'arrivée du « traitement express » en moins d'une heure et du traitement dans la journée, des photos en couleurs d'amateurs.

L'implantation de petites unités de développement des films et de tirage des épreuves dans de nombreux points de vente, permet à des détaillants de livrer les photos dans des délais très courts.



La tendance s'est précisée ces derniers mois et l'on a vu de telles unités s'installer dans de grands magasins parisiens. L'une des vitrines des Galeries Lafayette, par exemple, abrite désormais une chaîne de traitement Noritsu. Des groupements de détaillants (c'est le cas de Phox, notamment) ont adopté le service du traitement dans le jour pour un certain nombre de magasins. Depuis mai, les magasins de la FNAC, à Paris, ont à leur tour réagi en créant quatre sortes de travaux photo : une série « standard » (travail de qualité en deux jours au prix de 2,20 F l'épreuve), série « rapide » (même travail en 24 heures avec un supplément de 8 F par commande), série « économique » (tirage en fin de semaine, lorsque les laboratoires ne sont plus encombrés, au prix de 1,90 F l'épreuve) et série « expert » (tirage grand format en trois jours au prix de 2,70 F).

Cette modulation des travaux proposée par la FNAC a été conçue à la fois pour permettre un fonctionnement constant du laboratoire, et garantir à l'amatteur un délai et une certaine qualité de tirage. Il n'est pas rare, en effet, dans les nouveaux systèmes de traitement « express » ou « à la journée » que des travaux médiocres soient rendus. Non parce que les procédés employés ne sont pas satisfaisants, car, en fait, tous les laboratoires utilisent les mêmes, conçus par Kodak, mais parce que le processus de tirage et de traitement n'est pas suivi avec un soin suffisant. Au consommateur donc de surveiller la qualité des travaux qui lui sont remis afin de les refuser lorsqu'ils sont manifestement mauvais ou de changer de fournisseur s'il apparaît que le travail réalisé n'est pas de bonne qualité de façon permanente.

ROGER BELLONE.



551 من الأدبي

# ACTUALITE DU DISQUE

## Classique

### Toscanini derrière sa légende

« Toscanini, the man behind the legend » : un beau titre, mais discutable. Il est impossible de résumer en peu de phrases l'impression que produit ce disque de disques réédités pour le vingt-cinquième anniversaire de sa mort. Une impression parfois désagréable de prime abord, quand on tombe sur certaines gravures, pourtant « améliorées » par une stéréophonie artificielle, au son bruyant comme enfermé dans une boîte, qui les font paraître plus vieilles qu'elles ne sont : c'est le cas de plusieurs symphonies de Beethoven, même l'Héroïque et la Neuvième (malgré un adagio profondément émouvant), de la Symphonie inachevée et de la Symphonie en sol mineur de Mozart, trop sèches, et, pourtant, fascinantes dans leur interprétation sans concessions, parfois terrible.

Le danger est d'ancrer l'idée que Toscanini, c'était surtout l'élan, la force de tempérament, alors que pour lui la qualité orchestrale était essentielle. La disquette réalisée avec l'Orchestre de la Scala en 1920 devrait donc n'être vendue qu'aux « collectionneurs avertis », comme certaines des ouvertures de Verdi et de Rossini, ou le Molde de Smetana.

Mais il reste assez d'enregistrements pour restituer la vraie Toscanini, d'autant que l'oreille s'habitue : le fantastique quatrième acte de Rigoletto (avec Leonard Warren et Zinka Milanov), lui, admirablement réajusté, les interprétations wagnériennes (en particulier la troisième scène de la Walkyrie, avec Helen Traubel et Lauritz Melchior), qui révèlent une souplesse spirituelle, une luminosité, un lyrisme subtils tout différents de Furtwängler ou de Knappertsbusch, mais non moins captivants, la Première et la Cinquième Symphonies de Beethoven, entre autres ; et, bien entendu, le Requiem de Verdi (avec Nelli, Barbieri, Di Stefano, Siepi), le plus d'ensemble et visionnaire

des références. Mais quel dommage que Toscanini n'ait pas vécu dix ans de plus...

JACQUES LONCHAMPT.

### Enregistrements R.C.A.

Avec l'Orchestre de la Scala : ouvertures et pages symphoniques de Donizetti, Mendelssohn, Berlioz, Bizet, Massenet, Wolf-Ferrari, Gialli, Pizzetti, Mozart, Beethoven (VL 46024 : inédit, 1920).

Wagner : la Walkyrie, premier acte, scène 3, et Chevalerie, Mammes de la forêt, Siegfried-Jidyl (VL 46008 : 1941-1952) ; Prélude et Mort d'Isolda ; Prélude et Enchantement du vendredi saint, de Parsifal (VL 46009 : 1949-1952).

Beethoven : intégrale des symphonies et ouvertures (7 disques VL 46020 : 1944-1953).

Verdi et Rossini : Ouvertures de Forza, Luisa Miller, Vierge sicilienne, l'italienne à Alger, le Siège de Corinthe (VL 46006 : 1942-1952).

Smetana : la Moldau ; Sibelius : Finlandia ; Suppé : Poète et paysan ; Saint-Saëns : Danse macabre (VL 46007 : 1943-1950).

Verdi : Rigoletto, 4<sup>e</sup> acte ; Hymne des nations ; Te Deum (VL 46005 : 1943-1954).

Rossini : six ouvertures (VL 46004 : 1945-1953).

Mozart : Symphonie inachevée, VL 46003 : 1950).

Schubert : Symphonie inachevée, VL 46003 : 1950).

Respighi : Fontaines, Fêtes et Pains de Rome (VL 46000 : 1949-1953).

Verdi : Requiem (2 disques VL 46010 : 1951).

Chaque disque : 40 F. Notices en français et en anglais.

### La danse à Versailles

On sait la place que tenait la danse à Versailles et le culte quasi quotidien que lui rendait un cour pour qui le « petit lever du

roi » était déjà, en soi, une manière de ballet.

Reste aujourd'hui pour les interprètes à retrouver, sinon les tempos d'origine de l'abondant répertoire chorégraphique laissé par les lullystes. Et d'abord la coup d'archet, ce fameux coup d'archet à l'ancienne qu'il faut donner « pesant, quelque court et vigoureux, plus détaché que coulé ». Car c'est de lui que dépendent le style, la découpe, les phrases propres à chaque type de danse, des courantes nobles et graves aux manèges enjoués et « se battant vivement », en passant par cette contredanse qui, importée d'Angleterre, réussira si bien chez nous, tout au long du dix-huitième siècle.

Travail de musicologue donc, mais débouchant sur ce qui est la source de toute vie en musique : le mouvement marié au rythme. C'est peu de dire que Pierre Séchet, à la tête des Musiciens (les bien nommés !), y excelle : il égale ici les meilleurs spécialistes « baroques » du moment : Gustav Leonhardt et son Consort, ou la Petite Bande des frères Kuijken, dépassant la simple exécution pour arriver à cette re-création totale, qui est présence et intégration de l'œuvre du passé à notre temps, comme à nous-mêmes.

Un enregistrement qui est un bonheur constant du cœur et de l'oreille, et qui nous offre, glissée entre les pièces des chefs de file attirés de la fête louis-quinzotisme, la confirmation du singulier talent de Jean-Frédéric Rebel, élève de Lully, beau-frère de Delalande, charmeur et insaisissable comme Purcell, son aîné de sept ans. (Œuvres de Rebel, Lully, Marin, Marais, Campra, Stille, 1405-S-81.)

### La fête vivadienne

La fête-vivadienne bat son plein, au long de cet enregistrement des Solisti Veneti que Claudio Scimone dirige avec sa passion et sa verve coutumières. D'excellents solistes (dont la

trompette infatigable de Guy Tournier et le factieux basson de Maurice Allard) contribuent à faire de ce disque une réussite totale, dans un climat de bonheur sonore et de vie rythmique qui échappe, de la première à la dernière note, au ronron du quotidien. (Cinq concertos pour deux trompettes, deux cors, luth, basson, deux violons, deux violoncelles. Erato, NUM 75009.)

ROGER TELLART.

### Trente-cinq airs de concert de Mozart

A-t-on jamais mieux écrit pour la voix ? Utilisent ses possibilités extrêmes de proessa pour étonner et séduire, son pouvoir de nostalgie pour émouvoir, ses variations chromatiques pour déranger l'auditeur et le faire rêver ? L'a-t-on jamais mieux allié, imbriquée aux subtilités rythmiques des cordes et aux troubles coloris des vents ?

Trente-cinq arias écrites par un Mozart tour à tour amoureux des voix et des cantatrices, leur offrant ces joyaux pour briller en concert ; un Mozart provocateur, exigeant de ses chanteurs des exploits qu'il n'osera pas demander dans ses opéras (de redoutables sauts d'intervalles, des compassés), un Mozart pénétré de culture musicale surtout, composant certains de ces airs pour être interprétés dans les œuvres des autres.

Cinq interprètes ayant des timbres et des tempéraments fort différents, mais toutes de technique transcendante et de style impeccable, chacune à son tour virtuose ou rêveuse, ingénue ou impérieuse : Kiri Te Kanawa, Edita Gruberova, Teresa Berganza, Elfrida Höbarth, Krastina Laki.

Avec la sonorité raffinée et luxueuse de l'Orchestre de chambre de Vienne, dirigé par György Fischer. (Cinq disques Dacca, 591.232-BA 327.)

ALAIN ARNAUD.

## Rock Variétés

### SQUEEZE

« Sweets From A Stranger »

L'affaire est délicate. Que l'on en juge : East Side Story, la précédente production de Squeeze, reste comme l'un des cinq meilleurs albums de l'année dernière. Pour on ne sait quelles raisons — autres que futilités — cet album, produit par Elvis Costello, est passé inaperçu. L'humour du moment étant sans doute ailleurs, le rumeur publique avait d'autres chets à fustiger, car, somme toute, Squeeze n'avait d'argument, si peu compatible avec le mode, que la perfection d'un dieu qui, du premier au dernier morceau, ne souffrait d'aucune faiblesse. Des compositions savamment construites, des mélodies entêtantes, des arrangements subtils, des voix nuancées et de l'humour dans les textes... Squeeze brillait de cet éclat qui fait que les chansons se collent instantanément au coin des lèvres comme si on les avait toujours chantées. Cette magie universelle et populaire dont une poignée de groupes, les Beatles en tête, ont gardé jalousement le secret.

Si l'affaire est délicate, c'est que le nouvel album, Sweets From A Stranger, apparaît comme le remake un peu fade du précédent. Les compositions sont souvent mièvres là où elles étaient pétillantes, les mélodies sirupeuses là où elles étaient acides, l'inspiration benfaisante bref, la flamme qui fait la différence ne brûle pas. Qu'à cela ne tienne, East Side Story n'ayant pas été consommé en son temps, autant lui rendre tardivement les honneurs qui lui reviennent. (East Side Story : A&M, distr. C.B.S., AMLH 64854 ; Sweets From A Stranger : A&M, distr. C.B.S., AMLH 64899.)

### THE CURE

« Pornography »

Loin du clinquant et des pacotilles souvent prisées par la production du rock britannique, les trois Anglais de Cure se cachent derrière leur musique, usant de sobriété pour toucher à l'essentiel. Ils sont les héros anonymes, ce qui ne veut pas dire impersonnels, d'une expression urbaine dans les traumatismes de la ville et de la vie, chargée d'une violence sourde et engorgée comme dans un face-à-face dont on ne saurait prévoir l'issue. Un face-à-face privilégié avec l'auditeur, sans détours et sans surcharges. Cure ne bluffe pas.

Il y a quelque chose d'inaltérable dans ce rock crispé où le cynisme des mots la dispute à l'acidité des interventions, où l'on dévisage la solitude des vies perdues dans un univers piégé par ses propres mécanismes qu'il ne maîtrise plus. Les mélodies sont belles dans leur simplicité, servies par une mise en place épurée, ici une guitare fluide et harmonieuse, là une autre cinglante et dissonante, plus loin une voix anxieuse qui implore et, toujours présente, une rythmique lénicitaire et lourde de sens. N'oublions pas qu'il s'agit de pornographie, c'est un univers en passe d'être déclaré zone sinistrée qui est mis à nu ici. L'écoute de ce disque est déconçue, les matins de pluie. (Polydor, 2383 639.)

### MOTELS

« All Four One »

Les Motels sont le groupe de Marthe Davis, qui chante, joue de la guitare, compose et écrit l'essentiel du matériel musical. L'un des seuls groupes originaux de Los Angeles qui aient échappé à la bouillie de la grande consommation. Un rock diversifié dans ses climats, sophistiqué sans perte d'énergie, emmené par une voix sensuelle et expressive. (Pathé Marconi, 400096.)

ALAIN WAIS.

## Dans l'autobus

(Suite de la page XVI.)

Le gros à bonnet de fourrure se débattait en vain. Il s'agrippa des deux mains au dossier d'un siège et tenta de se frayer un passage. Il ne réussit qu'à se déplacer de 1 mètre environ et resta coincé à côté du siège pour invalides. Il y en avait un d'assis là, justement, qui lui barra le chemin de sa jambe de bois.

On arrivait à un arrêt facultatif. La précipitation de la masse inerte des corps humains immobilisa le gros. Le conducteur pressa un bouton à son tableau de bord, celui qui commande l'ouverture des portes automatiques. La porte du milieu s'ouvrit la première. Le frère jeune homme, qui se tenait déjà tout prêt sur la marche-pied, sauta agilement dehors.

Le gros essayait de descendre par la porte à l'avant du

bus. Ça n'allait pas tout seul. Tout rouge, soufflant bruyamment, il ressemblait à un bouledogue enragé. Le conducteur l'observait avec une sorte d'attention froide. Courtois, il lui laissait le temps de sortir. L'autre réussit à quitter enfin l'autobus. Il jeta alentours un regard désemparé. Plus de trace du jeune homme. Il se borna à noter le numéro du bus qui s'éloignait déjà.

Traduit du polonais par Jean-Pierre Allard.

\* Né en 1935, diplômé d'études juridiques à l'université de Varsovie, Marek Nowakowski s'est imposé, dès 1957, comme auteur à succès de courtes nouvelles mettant en scène la vie des « marginaux » de la société polonaise. Souvent interdit de publication au cours de ces dix dernières années, Marek Nowakowski se promène aujourd'hui dans les rues de Varsovie pour noter ce qu'il voit et entend. Une série de ces instantanés vient de paraître dans *Kultura*, la revue polonaise de Paris, (avril 1982).

## Jazz

### ARC :

« Soli solo... plus »

Daniel Humair a dit un jour, par plaisanterie : « Le free jazz est une musique souvent plus facile à faire qu'à écouter. » Il a tout de même, depuis quinze ans, au Musée d'art moderne, tous les courants d'aventures. Il fait seulement que sont rares ceux qui peuvent, sans être ennuyés, s'éloigner des chemins que l'usage a rendu commodes et usés. En cet album l'esprit libre souffle alors même qu'il se plait à se donner des règles. Sherzoid, de François Jeannau, ouvre la première face et livre le principe qui préside à l'accomplissement de toutes les pages : l'exigence de chacun à l'égard de soi et l'attente parfaite voulue lors des passages préparés, répétés, mis au point impeccablement.

La recueille, où l'on entend aussi (outre Humair et Jeannau) Texier, Kenny Clark, Drouot, Chaumont, ne saurait résumer l'action collective de l'ARC, mais il en donne une illustration remarquable. Chaumont, qui voit dans les disques des poisons mortels pour la musique, se résout ici à lui en administrer une goutte. Elle s'en réveille. A notre sens, elle ira même mieux : c'est l'âge de la jeunesse. Six des meilleurs protagonistes des soirées du Musée, enregistrés simplement, en stéréophonie « directe », offrent une fascinante image de ce qu'est un jazz de recherche, sans conduite de pure destruction, mais aussi sans le moindre soupçon de complaisance. (ARC, 11, avenue Wilson, Paris-18.)

### MODULE :

« Dans le geste du cachou »

Un témoignage de ce qui se fait dans l'hexagone, et pas seulement à Paris. Alain Brunet (trompette) vit à Valence, André Jauma (saxophone) à Marseille. L'un comme l'autre militent pour la musique d'aujourd'hui. L'un et l'autre en jouent. Le groupe Module, avec Jean Bolcato (contrebasse) et Jacques Bonnardel (batterie, percussion), voyage, donne des concerts, se laisse enregistrer : dans la capitale — récemment, au Studio 105 — mais aussi dans le France profonde, — à Saint-Martin de Castillon, par exemple, au Studio de l'Oiseau musicien. Le volatiles leur a porté bonheur, l'album le prouve. Prenez Guinée. C'est un thème fondé sur un court motif répété que Brunet, très à l'aise, exploite avec une grande aisance, une grande légèreté, un degré conjoints, à la Don Cherry. Et prenez Montouhetap qui élit, à l'inverse, un tempo lent et qui dévide une mélodie modale dans le prolongement, cette fois, du geste de Miles Davis, avec un exposé du bugle et un soutien intelligent, sensible, de Jauma. Les rythmiques, excellentes, jettent des figures inspiratrices tout au long de ce disque qu'il faut écouter. Les régions bougent. (Disques Orphée, 74330 La Balle de Siling.)

LUCIEN MALSON.

### CHARLIE PARKER :

« Every bit of it, 1945 »

1945 : année charnière pour cet élite qui révolutionne la musique afro-africaine. Bird a déjà

quitté les machines dansantes de Jay Mc Shann, Earl Hines, Billy Eckstine, où il avait lancé ses premiers chants. De sideman, de musicien de pupitre — quoique soliste accompli, — il va devenir l'animateur de combos impétueux par quoi la modernité advient du jazz. Mais pour l'heure, Parker fréquente encore les grandes formations de Clyde Hart, Cootie Williams, Red Norvo, Sid Charles Thompson. Il y côtoie des instrumentistes de l'esthétique contestée : Slam Stewart, Cozy Cole, Big Sid Catlett, Buck Clayton, Flip Phillips, Trummy Young, Don


Byas. Et s'il joue aussi dans le quintette de Dizzy Gillespie, il y rencontre bien peu de boppers.

Ce double album rassemble des échantillons. On découvre un autre visage musical de Parker. Sur du matériel usé jusqu'à la corde, les audaces du saxophoniste, ses acrobaties, ses foucades, paraissent littéralement incongrues dans ce contexte de classicisme parrotier. A moins qu'elles ne le frappent d'obsolescence. (Spotlite 5P3 150 D. Distribué par DAM.)

ALAIN LEYGNIER.

toute la presse unanime  
**« J'ai une idée »**  
le nouvel album de **CARON**

Un personnage qui a témoigné dans son premier LP, beaucoup de tempérament et de personnalité. (BEST)  
Caron, c'est du tout bon. (ROD ÉCLAIR)  
Laissez-vous donc séduire par le venin de ce reptile là. (Mél. salin. (BEST)  
Ce vous inonde de désirs à l'entendre parler des petites filles, mais vous pouvez rester assis car le meilleur, c'est encore de le voir venir. (ROCK EN STOCK)  
Le reptile de Caron a du talent. Ne le laissez pas partir. (L'AMIE NOUVELLE)  
Toute une sensibilité qui se débat dans son époque avec talent. (LA VOIX DU NORD)



**Olivier Kowalski.**  
**Essayez de lui coller une étiquette.**



**Virgin. Le rock de Belleville contre le rock de Neuilly.**



## Une tête de mule

par MAREK NOWAKOWSKI

**L**AISSE tomber, tu t'exécutes pour rien, lui expliquai-je patiemment. Ils vont te briser. C'est du despotisme oriental, on ne plaisait pas avec ça. Crois ton vieux père, j'ai assez vécu pour savoir de quoi je parle.

Et lui :  
« Tu t'es fait botter le derrière, alors maintenant tu préfères plier l'échine. »

C'est comme s'il m'avait giflé ! Mon propre fils !

« Espèce de merdeux ! »

Le sang me monte à la tête, j'étouffe. Heureusement, ma belle-fille a la présence d'esprit de remplir aussitôt nos verres. On est à table, rien que de la famille. Le cadet de mes petits-fils dort déjà. L'aîné joue par terre avec son train électrique. Un jouet étranger, astucieux, y a pas à dire ! Voilà la locomotive qui se met en marche, stoppe devant le sémaphore, repart. Cette scène me met du baume au cœur. Ils sont bien, ces gamins ! Mes petits-fils. Je change le fusil d'épaule et recommence.

« Bien, admettons que tu aies raison. Il faut pas se laisser impressionner. Vous allez continuer, autrement dit vous passez dans la conspiration. Mais as-tu pensé à tes enfants, à tes devoirs de père de famille ? Tu as une lourde responsabilité... »

Ma belle-fille me coupe la parole, elle a déjà une réponse toute prête :

« Le cas échéant, je m'occuperai de tout. Je me débrouillerai, vous en faites pas, père. »

Je la regarde. Facile à dire. Elle s'occupe de tout. Voyez-moi ça ! Depuis sa maladie, elle traîne la patte, elle a maigri, on dirait un copeau de bois sec. Et cette fièvre dont elle se plaint tous les matins. Où trouvera-t-elle l'argent pour faire marcher la maison. Où ? Mais voilà mon fils qui vient à la rescousse.

« D'ailleurs, tu es là, papa. En cas de besoin, tu nous aides, non ? »

Quel toupet quand même, ces jeunes ! Ils n'ont que faire de nous, mais, côté fric, attention, on doit être à leur service. Jolie éducation ! Il suffit que je déjeune avec eux et j'ai déjà les nerfs à bout. Un dimanche !

Je fais quand même un effort, et nous voilà en train de trinquer, d'homme à homme.

« Je comprends tout, dis-je. Mais, vois-tu, il ne sert à rien de vouloir prendre la lune avec ses dents. Patientez, vous verrez bien... »

« Tu m'ennuies, papa. Avant aussi tu disais : il faut céder, vous n'obtiendrez rien : prenez ce qu'ils vous offrent, autrement ils vous passeront sur le corps. Le disais-tu au non ? Ça n'a pas empêché dix millions de gens de se joindre à nous. C'est déjà une force, ça compte ! »

C'est qu'il est vraiment obtus ! J'use ma salive pour rien. Si au moins il voulait partir comme je lui ai déjà conseillé. J'ai même écrit à ce sujet à mon frère. Il les aiderait volontiers. Voilà presque deux ans qu'il est installé à Hambourg. Permis de séjour, de travail, sans parler de toutes les facilités qu'on offre aujourd'hui aux Polonais. Une vraie manne. Mon fils, l'autre jour, m'avait ri au nez.

« Quitter le pays ? Maintenant, quand on a une chance ? »

La voilà ta chance, imbécile !

C'est fou d'être obstiné à ce point. Une vraie tête de mule. Pour ça, il est bien mon fils. Mon père avait beau me battre : tu ne recommenceras plus ? Si, je recommencerai ! Maudit sang, c'est la faute à la génétique, comme on dit.

Je me mobilise à nouveau pour faire appel à la logique.

« Tu sois bien que je ne suis pas un lâche. Durant l'occupation, notre cuisine servait de dépôt de tracts. La caisse à charbon en était pleine ! Et sans le stalinisme, demande danc à Kwiatkowski ! La sécurité le cherchait partout alors qu'il était dans notre grenier. Il y a passé un mois ! Oui, monsieur ! Et pour un truc comme ça, on risquait la prison ! »

« Ça, ce sont les contes et légendes du passé », me fait cet insolent, et le voilà qui cligne de l'œil à ma belle-fille. Je m'en sens découragé. Et cette vodka qui ne passe pas. Une odeur repoussante ! Je regarde les têtes blondes de mes petits-fils, et mon cœur se serre de douleur. Le plus jeune dort tranquillement, on dirait un ange. Que deviendront-ils ? Qui seront-ils ?

Si, au moins, leur mère était plus sérieuse... Mais non, une tête brûlée, elle aussi. Aucune sagesse féminine. Pour ça, ils sont bien assortis ! Nous sommes toujours à table. Ils me regardent comme un vieux rat qui est sorti de son trou pour s'y enfuir de nouveau au moindre danger. Tout est anormal sous ce régime, même la vie familiale !

« Je ne me suis jamais caché derrière le dos d'un autre, dis-je encore. Au bureau, la plupart de mes collègues étaient restés dans l'ancien syndicat. Je fus parmi les premiers à rejoindre Solidarité. Même que le vieux, je veux dire le directeur, me mettait en garde : « Soyez prudent, à la Centrale, ils voient ça du mauvais œil. » Mais moi, je tenais bon. »

« Il n'y a pas de quoi se vanter, répliqua mon fils. Ce qui compte, c'est résister aujourd'hui. »

« Résister aujourd'hui ? », m'étonnais-je en toute sincérité. Et comment ça ?

Sans rien dire, il quitta la table et se mit à fureter dans un coin. Il déplaça le palmier, roula le tapis, puis, s'accroupissant, tira d'une cachette une grosse liasse de papiers. Il se mit à lire à mi-voix. Bulletins clandestins de Solidarité. Ça parlait de leurs grèves, de la répression, des arrestations. Il y avait aussi un appel. L'un de leurs dirigeants, qui ne s'est pas laissé prendre, le lançait à partir de sa cachette. Cette fois, c'en était trop. Je levai la voix.

« Tu n'as pas le droit de garder ça à la maison ! Détruise-le immédiatement ! » Je tendis la main, mais il ne me laissa pas y toucher.

Charmant déjeuner ! Je n'arrête pas de m'énervier. Je suis venu me détendre, réjouir mon cœur au contact de toutes ces jeunes vies. Et je les vois qui dégringolent la pente à toute vitesse. Joli couple !

Je décidai d'arrêter là les frais.

« Le déjeuner était fort bon, dis-je à l'adresse de ma bru. Tu



NICOLAS VIAL

réussis tes querelles aussi bien que ta mère. Mais nous ne parlons pas la même langue.

Ils hochèrent la tête avec indifférence.

« Je vais t'accompagner », dit mon fils.

Je répondis à son offre par le silence. Il me suivit dans l'escalier. On ne se parlait toujours pas. A quoi bon ?

Ce n'est que dans la rue, quand je levai la tête pour le regarder en face, que j'eus les jambes coupées d'ahurissement. Au revers de sa veste, sa veste molletonnée de tous les jours, il portait toute une panoplie d'insignes : la Sainte-Vierge, comme celle de Walesa, Solidarité, puis un autre, un autre encore. Tous criants de couleurs à vous brûler les yeux ! Le voilà qui se redresse à présent et me lance en plein dans la figure :

« C'est maintenant qu'ils ont tous les jetons qu'il faut jeter le dé ! »

Héros, va ! Hardi chevalier ! Des lances contre les tanks, on connaît ça. Mais je me gardai de rien laisser paraître de mon émotion, j'étouffai même un bâillement artificiel. Il n'y a pas d'arguments qui tiennent contre pareil enlèvement. Je ne savais qu'une chose : il fallait qu'il regagne au plus vite la maison.

Avec tout cet étalage sur sa poitrine, ils peuvent l'arrêter à tout moment. L'interner même si ça se trouve. Et s'ils perquisitionnent chez lui... Il valait mieux ne pas imaginer tout cela.

« Salut, les gars ! »

Ils s'arrêtèrent, je m'arrêtai moi aussi.

« Qu'est-ce qui vous prend ? »

« Rien, mais je me disais qu'on a beau être de nouveau en guerre, nous tiendrons le coup quand même. »

Je cours jusqu'à l'arrêt, et, une fois là, j'osai regarder en arrière. Ouf ! Il n'était plus là. J'étais enfin tranquille, débarrassé d'un grand poids. Lentement, tel un promeneur désœuvré, je me mis à marcher droit devant moi. Ils venaient à ma rencontre, avec leurs yeux attentifs qui semblent fouiller chacun au passage. Et je ne sais plus si c'est à cause de la vodka dont j'aurais senti enfin les effets, ou parce que mes nerfs s'étaient relâchés, que j'eus l'idée farfelue de leur crier :

« Salut, les gars ! »

Ils s'arrêtèrent, je m'arrêtai moi aussi.

« Qu'est-ce qui vous prend ? »

« Rien, mais je me disais qu'on a beau être de nouveau en guerre, nous tiendrons le coup quand même. »

Les voilà qui m'encerclent.

« Qui ça, nous ? » demandai-je celui qui portait des favoris. Ses yeux brillaient comme ceux d'un loup.

« Notre peuple a supporté beaucoup de choses. Personnellement, je me sens endurci. J'ai bien vécu comme ça deux mille six cents-douze jours d'affilée et j'ai tenu bon quand même. »

« Deux mille six cents-douze jours ? »

« C'est ce qu'a duré l'occupation allemande chez nous. »

« Tiens, grimace le milicien, celui à favoris. Vous êtes un fort en maths ? »

Et ils m'embarquèrent pour vingt-quatre heures. Dont dix passées dans une cave et le reste à débayer les rues de la neige. Mais je sauvai mon gars. Parce que, s'il était venu avec moi, ils l'auraient arrêté comme deux et deux font quatre.

## Dans l'autobus

**C**ETAIT un bus de la ligne 122. Il descendait la rue Belwederska. Les passagers gardaient le silence. A présent, les gens se taisaient, finies les plaisanteries et les disputes si caractéristiques de nos moyens de transport en commun. Même un arrêt imprévu à un croisement ne suscita aucun commentaire. L'arrêt était provoqué par une colonne de transporteurs et de camions militaires qui s'élevait à l'infini. A l'arrière des camions, on apercevait des canons recouverts de bâches. Une jeep fermait la colonne.

La voie fut dégagée enfin, et l'autobus repartit prudemment sur la chaussée verglacée. Il dépassait maintenant sur sa gauche une résidence réservée aux diplomates et aux conseillers soviétiques. Un groupe d'immeubles de différentes hauteurs, ceint d'un mur.

« Les voilà qui s'entourent maintenant de remparts, les Poles ! », fit soudain un jeune homme fluet, coiffé d'un bonnet de fourrure usé. Pour le cas où on voudrait les prendre d'assaut ! Sa voix était aigüe et étonnamment sonore. Il eut un petit rire, un peu à la manière d'un fou.

Quelques passagers regardèrent du côté en question. Mais ne firent pas de commentaires.

« Qu'avez-vous dit ? », s'écria tout à coup quelqu'un, placé à l'avant du bus. C'était un petit gros à la face luisante et aux joues soigneusement rasées. Lui aussi portait un bonnet de fourrure. Il se mit en devoir de jouer des coudes pour se rapprocher de l'autre.

Le jeune homme se troubla visiblement et regarda machinalement du côté de la sortie. Il se trouvait à hauteur de la porte du milieu.

A ce moment, le chauffeur, qui regardait la scène dans son

retrovisoir, enfonce la pédale du frein puis accélère brusquement. Tout le monde fut projeté vers l'avant, y compris le gros.

Celui-ci avait beau résister, la vague humaine, telle une coulée de lave, l'emporta pour le plaquer finalement contre la vitre de verre qui séparait la cabine du conducteur du reste de la voiture. Durant un instant, un sourire fugitif éclaira le visage fatigué et mal rasé du chauffeur. Mais bientôt la route, dangereusement glissante accapara de nouveau toute son attention.

(Suite page XV.)